



Tour de vis à Pékin

Son ne peut encore parler d'échec complet de la politique d'ouverture de la Chine sur le monde extérieur, le tour de vis énergique que vient de donner Pékin pose d'ores et déjà de graves questions. Sur deux points au moins les assurances fournies par le régime - la campagne contre le « libéralisme bourgeois » restera-t-elle au Parti communiste et la coopération économique avec le monde capitaliste ne sera pas remise en cause - se trouvent démenties par les faits.

Ainsi, l'armée, après le monde rural, est-elle touchée à son tour par la campagne contre la démocratisation. Une circulaire invitait les trois millions de soldats chinois à répudier ces idées « émanées du marxisme », et l'on a pris soin de leur faire observer qu'il s'agissait d'une « campagne politique sérieuse ».

D'autre part, une révision à la baisse de certains projets ambitieux de coopération économique avec l'Occident est à l'étude. Cette révision en cause était certes devenue inévitable après les difficultés économiques de ces deux dernières années, caractérisées par un fort déficit de la balance commerciale et une flambée des investissements. Mais le fait que ces difficultés aient rapidement déclenché une crise politique profonde conduit à deux inquiétants constats :

D'un côté, cette crise risque de démoraleiser la population, et notamment les jeunes, alors que commençait à s'estomper le traumatisme de la révolution culturelle et que les énergies pour mettre le pays sur la voie du développement.

Enfin, la crédibilité de Pékin auprès de ses partenaires occidentaux, indispensables notamment pour l'acquisition de technologies de pointe, va en souffrir, surtout si des hommes favorables à un renforcement des échanges avec le bloc soviétique prennent une importance croissante au sein de l'équipe dirigeante.

Les « ouvertures » de Mikhail Gorbatchev
Lire l'article de DOMINIQUE D'HOMBRES et le Point de vue de PAVEL TIGRID
PAGE 8

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 825 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Indonésie, 85 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Une épreuve pour la cohabitation Nouvelle-Calédonie: M. Mitterrand exprime son « désaccord » avec le gouvernement

A l'occasion de l'adoption par le conseil des ministres, mercredi 18 février, du projet de loi électoral fixant les conditions d'organisation du prochain référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie, le président de la République a donné un tour plus solennel qu'à l'ordinaire à l'expression de ses inquiétudes sur

la politique conduite par le gouvernement dans ce territoire.

Au-delà des simples « réserves » qu'il avait déjà exprimées, sur le même sujet en mai 1986, le président de la République manifeste cette fois son « désaccord ». Il l'a fait au cours du conseil dans une déclaration.

Voici le texte de la déclaration présidentielle :

« Réduire le débat à un simple affrontement électoral serait commettre une erreur historique grave. Il ne s'agit pas tant du référendum que de la politique qui y conduit. Une procédure démocratique n'a de chance de s'imposer qu'à sein d'une société elle-même démocratique où les citoyens sont également respectés et les communautés également écoutées. »

« Or l'évolution de la pratique régionale en Nouvelle-Calédonie, les orientations données à la réforme foncière et à l'Office culturel, la rupture du dialogue entre le gouvernement et une importante fraction de la communauté mélanésienne ne peuvent qu'ajouter aux tensions présentes



et retarder l'heure des réconciliations nécessaires.

« S'il est vrai que cette politique relève de la responsabilité du gouvernement, je considère qu'il

est de mon devoir d'exprimer mon désaccord. »

(Lire l'article d'ALAIN ROLLAT « Une cité invivable pour tous les pouvoirs » page 9.)

Audition publique pour la « 5 » et TV 6

La CNCL... à l'américaine

Sollicités par les journalistes dans la salle, caméras des télévisions et micros des radios, la Commission nationale de la communication et des libertés organisée, les 18 et 19 février, à l'américaine, la compétition sur les télévisions privées. Une démonstration de transparence même si ces séances publiques sont précédées et suivies de débats à huis clos avec tous les candidats.

Tout va se dérouler très vite. La désignation des nouveaux propriétaires des cinquième et sixième chaînes devant intervenir dès le début de la semaine prochaine, les treize « sages » n'auront sans doute pas le temps d'approfondir la cohérence du futur paysage audiovisuel.

La CNCL a-t-elle encore une marge de manœuvre pour choisir les vainqueurs de la compétition ? C'est la question que se posent en privé de nombreux candidats. Le mariage entre MM. Robert Herant, Silvio Berlusconi et Jérôme Seydoux pour la reprise de la « 5 » est donné gagnant puisqu'il allie le poids politique et la continuité dans l'exploitation de la chaîne. Sur la sixième chaîne, la

CNCL doit trancher entre des projets thématiques destinés à la jeunesse et la candidature plus généraliste de Métropole TV. Mais les relations diplomatiques entre la France et le Luxembourg, le problème du satellite de télévision présent lourdement en faveur de Métropole TV.

Autour de TF1, dont la mise en vente n'aura lieu qu'au mois de mars, la situation est moins claire. Hachette tente toujours de négocier avec le ministère des finances des facilités d'amortissement et devrait faire connaître sa décision dans les prochaines heures. Le groupe Bouygues, qui pourrait s'associer avec le personnel de TF1, semble pour le moment le mieux placé pour l'emporter. Mais une éventuelle défection d'Hachette risque de le laisser seul en piste. Que deviendrait alors la compétition du « mieux dans le débat » prévue par la loi ? Dans ce cas, la CNCL pourrait fort bien ne pas donner suite à l'appel d'offres et renoncer provisoirement à privatiser TF1.

J.-F. L.
(Lire nos informations page 24.)

Sur les premières lignes iraniennes en territoire irakien

Les « soldats de Dieu » en pays conquis

Les troupes iraniennes consolident actuellement les positions qu'elles ont conquises en territoire irakien à la suite de leur dernière offensive.

LE LAC DES POISSONS
(territoire irakien)
de notre envoyé spécial

Le paysage est lunaire. Sur des kilomètres, à perte de vue, un imbroglio de petites dunes de terre, de mauvaises pistes piégées de trous d'obus, enserrant toute une partie sud du lac des Poissons. Cette pièce d'eau artificielle établie pour défendre Bassorah, à une dizaine de kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, est aujourd'hui partiellement contrôlée par les forces de Téhéran. Celles-ci sont aussi installées à la pointe méridionale du « canal des poissons », une voie d'eau qui borde la rive ouest du lac.

C'est ici un pays plat, sur fond d'horizon brumeux ; pas un arbre, pas la moindre végétation, pas

une habitation, rien pour rompre la monotonie du front où le terre se mélange à l'eau.

Des bombes qui n'ont pas explosé sont encore à demi plantées dans un sol jonché de douilles d'obus, de grenades, de cartouches ; ça et là, des carcasses de blindés calcinés, des restes de cadavres et, pour seul fond sonore, le bruit sourd de l'artillerie irakienne qui, depuis l'arrière, pilonne la banlieue de Bassorah.

Un spectacle de désolation qui a fait dire de ce conflit qu'il avait les allures « d'une version tropicale de la guerre de 14 ».

Tel est le théâtre de cette offensive Korbala-5. Lancée le 8 janvier dernier, elle a permis aux troupes iraniennes de progresser de douze kilomètres à partir de la frontière, dans le secteur sud du front, et de s'approcher d'autant de la ville de Bassorah. Mais cela ne donne qu'une faible idée de la témérité - voire de l'inconscience - qu'il a fallu aux assaillants pour percer plusieurs des redoutables

lignes de défense érigées ici afin de protéger la grande métropole du sud de l'Irak.

Ces fortifications étaient réputées inexpugnables. Elles étaient constituées d'un quadruple dispositif : des pièces d'eau, des champs de mines, des buttes de terre, des barbelés et, derrière l'ensemble, les canons irakiens. Fantassins contre artilleurs : telle fut la physionomie de la bataille.

Quand on demande aux gardiens de la révolution et aux membres des Bassetj, ces unités de volontaires présentes sur le front, quelle fut leur tactique pour franchir les lignes irakiennes, on obtient invariablement la même réponse : « Secret militaire ».

On n'en saura guère plus sur leurs pertes durant ces combats. L'armée régulière est invisible. La percée a été réalisée par les gardiens de la révolution et les bassetj.

ALAIN FRACHON.
(Lire la suite page 3.)

MAX GALLO

QUE PASSE LA JUSTICE DU ROI

Vie, procès et supplice du chevalier de La Barre

ROBERT LAFFONT

هكذا من الاصل

سكنا من الاصل

Débats

PUBLICITÉ ET COMMUNICATION

De César Birotteau à George Gallup

Il faut marier les ressources infinies de la technologie et la morale de la vérité

par MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET (*)

LES gens adorent se faire de grosses frayeurs. Ainsi, dans le domaine de la communication, j'entends ici et là des prophètes de malheur évoquer d'une voix sinistre les cataclysmes qui nous guettent en l'an 2000 : tempête sur les médias, déstabilisation des audiences, en somme la fin du monde. Tandis, on nous annonce une communication tellement élargie qu'on ne pourra plus la maîtriser ; tantôt, on nous menace d'un système si rigide que les hommes y perdront ce qui leur reste de liberté. A tous les coups, l'on perd !

Personnellement, je n'ai pas peur. L'homme ne vit que de son futur. Et le futur, j'ai consacré soixante ans de ma vie à essayer de l'apprivoiser ! Je suis sans doute le plus ancien publicitaire au monde en activité, et mon expérience couvre pratiquement le siècle. A force, on acquiert une certaine sérénité. Or nous sommes tellement gâtés par le progrès que nous finissons par considérer comme allant de soi des phénomènes qui seraient parus surnaturels il y a seulement deux générations.

Mais savez-vous d'où nous venons ? Songez qu'au début de ce siècle, dans mon quartier, l'information n'allait pas plus loin que le bout de la rue, avec le quotidien comme seule fenêtre sur le monde, pour ceux qui savaient lire. Mon frère et ma sœur aînés, que je n'ai pas connus, sont morts du croup en bas âge. Devenez pourquoi ? Le médecin de famille avait refusé de le vacciner ; il avait un préjugé contre Pasteur et Roux...

Quant à la publicité de mes débuts, c'était une immense foire d'empoigne où César Birotteau et l'illustre Gaudissart, que j'ai parfois l'impression d'avoir personnellement fréquentés, se battaient à coups d'adjectifs ; et où des charlatans sans scrupules exploitaient les plus basses superstitions pour vendre n'importe quel, à n'importe qui, n'importe comment. Je me souviens d'un certain Ulysse Blondeau qui, dans une annonce publiée par les quotidiens de l'époque, promettait la guérison de toutes les douleurs par imposition des mains à ceux qui lui passeraient commande d'une machine à laver !

Le meilleur raison d'espérer, c'est ce constat que je fais quand je me retourne sur l'évolution de notre société depuis le début de ce siècle :

la connaissance a marché d'un pas égal dans tous les domaines. La publicité, la communication, ne sont pas des phénomènes isolés. Elles en assimilent les valeurs et les compétences. Elles ont progressé au même rythme que les sciences, en tout cas dans la même logique. Et elles ont eu elles aussi leur Pasteur, leur Fleming, leur Barnard : ces pionniers s'appelaient Gallup et Dichter, l'homme des sondages et celui des études de motivation.

Je les ai connus l'un et l'autre. J'ai même été en France l'introduit de leurs méthodes. Je suis bien placé pour mesurer la révolution qu'ils ont rendue possible, et pour affirmer qu'elle est du même tabac que celle des autres disciplines ; elle repose, ici comme ailleurs, sur l'observation du terrain, la perfectionnement croissant des appareils de mesure et surtout l'esprit d'humilité devant l'objet de l'investigation.

Une nouvelle mécanique : « l'autre existe »

Cette révolution, en effet, tient en un mot : la communication, c'est l'autre. L'autre, inutile de prétendre communiquer efficacement si vous ne commencez pas par vous inquiéter des besoins, des frustrations, éventuellement des chimères, de ceux à qui vous vous adressez ; si vous ne les prenez pas scrupuleusement en compte ; si cela ne vous amène pas à réfléchir sur vous-même et sur la façon dont ce que vous dites sera perçu.

Ce n'est pas seulement vrai dans le domaine commercial. Sans faire de mauvais esprit, il me semble que l'affaire des étudiants aurait pu être évitée si l'on s'était davantage soucié de connaître les grands courants de sensibilité qui traversent la jeunesse d'aujourd'hui ! Oui, je voudrais être celui qui porte aux hommes de communication de toute spécialité cette grande nouvelle trop souvent méconnue : « L'autre existe ». Et même il se défend ! Si vous essayez de le manipuler, il vous contre-manipule. Si vous le méprisez, il vous méprisera. Si vous le respectez, il vous le rendra au centuple.

Le nez collé sur les invraisemblables trac-tations pour l'octroi des chaînes privées, le Français ne voit plus les lointains. Marcel Bleustein-Blanchet, à partir d'une expérience de soixante ans, nous fait part de ses hypothèses sur la publicité et la com-

munication de l'an 2000. Mais il est des produits de l'esprit qui ne bénéficient pas de ces moyens puissants pour voir le jour. Simon Charbonneau propose, lui, que l'Etat se substitue, dans ces cas, au marché défaillant.

Pour un service national de la publication

Garantir à tous ceux qui ont quelque chose à dire un minimum de liberté d'expression

par SIMON CHARBONNEAU (*)

P ARMI les idées reçues dont vit notre société, il y en a une particulièrement répandue : grâce aux progrès des techniques de communication de masse, la liberté d'expression se développerait, et les produits du travail intellectuel seraient plus facilement accessibles à un nombre croissant de personnes. Jamais les écrits ne seraient aussi facilement publiés et communiqués qu'aujourd'hui.

Si l'on a une idée fautive et mensongère, c'est bien celle-là. L'expérience première d'un nombre croissant d'écrivains, d'essayistes, de chercheurs, d'universitaires, est toujours celle des difficultés immédiates rencontrées au stade de la publication. Quelle que soit la valeur du manuscrit soumis au comité de lecture, lorsque l'on n'a pas un nom répertorié par les médias ou au *Who's who* socioprofessionnel, les chances d'une publication sont extrêmement minces.

Cela a, certes, toujours été plus ou moins vrai, mais, dans notre société, celui qui s'acharne à écrire parce qu'il a quelque chose à dire est condamné plus que jamais au silence, surtout s'il a le tort d'être à contre-courant. Bien entendu, le passage de l'écrit au stade audiovisuel est encore plus difficile, compte tenu de la vivacité de la compétition et surtout de la lourdeur des médias.

Les causes de ce phénomène sont essentiellement de deux natures. En premier lieu, il y a certainement des causes économiques. Les maisons d'édition, jadis entreprises artisanales, sont aujourd'hui prises dans la logique infernale de la croissance capitaliste. En compétition les unes avec les autres, elles s'efforcent, pour survivre ou maintenir leur position dominante, de conquérir une part du marché de la publication. Elles sont alors obligées de s'assurer d'un tirage minimum qui, au fil des ans, devient de plus en plus important.

En second lieu, malgré son apparence permissive, notre société est très intolérante pour toutes les critiques touchant à ses secteurs les plus « durs ». On peut prendre comme exemple la critique écologique qui, après la mode des années 70, est sévèrement condamnée au silence car, si elle est prise au sérieux, ses remises en question sont jugées trop radicales. Dans cet ordre d'idées, tout ce qui touche à la logique du développement technico-

scientifique, qu'il s'agisse de l'informatique, des médias, de la biologie ou du nucléaire, est soumis à un rigoureux contrôle idéologique. En Occident, la censure d'Etat n'existe pas, mais il en existe une autre qui ne dit pas son nom et qui n'est pas moins poissante.

Standardisation de la culture

Cette censure entraîne, comme on peut aisément l'imaginer, des conséquences tout à fait regrettables. Nombre de marginaux sont condamnés à l'écriture solitaire avec des manuscrits refusés qui s'accumulent. Il est résulté chez eux un pénible sentiment d'incommunicabilité qui peut toucher à la folie. D'autre part, cette censure garantit à ceux qui ont le droit d'être publiés et de s'exprimer publiquement une rente de situation qui n'est guère bénéfique à la qualité des productions intellectuelles. Enfin, on assiste inmanquablement à une sorte de standardisation de la culture qui ne peut qu'avoir en effet stérilisateur sur les progrès de l'esprit humain.

Cette situation intolérable, pour qui tient à la liberté d'expression garantie par le préambule de notre Constitution, ne peut bien évidemment être renversée d'un coup de baguette magique. Dans une optique « réformiste », on pourrait cependant imaginer la création d'un véritable service public chargé des publications refusées par les entreprises d'édition. La mission de ce service consisterait à publier ce qui est déconstruit publiquement, avec un tirage minimum obligatoire défini par la loi. Ce service pourrait être organisé de manière décentralisée au niveau régional ou départemental.

Ce service ne se chargerait pas de la diffusion de la publication qui resterait à la charge de l'auteur. Celui-ci aurait en effet la possibilité de la faire connaître aux gens qu'il jugerait susceptibles d'être intéressés par l'ouvrage. Ainsi serait, en quelque sorte, garanti à tous ceux qui le désirent un minimum de liberté d'expression, le succès d'une publication continuant inévitablement à être sanctionné par les « lois éternelles du marché ».

(*) Maître de conférences à l'université Bordeaux-I.

vigueur du système. Avec les dix, vingt, trente chaînes de télévision qui s'annoncent, le consommateur sera sollicité par tellement de programmes et tellement de messages qu'il faudra bien que ce soient les meilleurs qui s'imposent.

D'où la nécessité d'un médianisme extraordinairement performant et d'une création capable d'aller à l'essentiel, avec des messages qui soient autant d'appels irrésistibles, dans cette espèce de salle des pas perdus que sera notre télévision.

D'où l'ardente obligation, par ailleurs, d'accompagner dans toutes ses dimensions une communication qui va aller aux deux extrêmes : d'une part, les médias se mondialisent, et nous aurons à gérer des messages susceptibles de concerner des centaines de millions de consommateurs ; mais, d'autre part, le dispositif, simultanément, se localise et se thématisait, et il faudra que nous soyons capables d'alimenter la chaîne câblée qui présentera les programmes du cinéma de quartier ou les soldes de l'hypermarché du coin.

Gare à l'épidémie de la communication

Bien sûr, il y a des risques. Dans l'univers hyperactif qui nous est promis, la communication sera tellement omniprésente qu'elle peut devenir envahissante. Il est clair qu'il faut rester vigilants devant les excès de la technologie, comme à l'égard des surprises que peut toujours réserver la lutte éternelle de la science contre les maléfices. Nous ne pouvons pas nous laisser envahir par une épidémie de la communication. Il y a des précédents. Hitler, Goebbels et le nazisme, qu'est-ce que c'était, sinon la grande virée de la propagande au service du cancer généralisé des esprits ?

Mais j'ai confiance. L'homme porte en lui une infinie capacité d'adaptation. Nous maîtriserons les effets pervers, s'il doit y en avoir, de la communication intégrale. Alors hardiment vers l'avenir. A mon âge, c'est la seule chose qui m'intéresse ! Comme deux précautions valent mieux qu'une, j'ai fait entreprendre à Publicis une enquête prospective sur la publicité de l'an 2000.

COURRIER DES LECTEURS

Actions

Que les trois millions d'actionnaires de Paribas et un million cinq cent mille de Saint-Gobain, dont je suis, fassent un geste de solidarité en faveur des deux cent cinquante mille personnes privées d'emploi et de toutes ressources en leur donnant la valeur d'une « action gratuite » sur dix ou mieux la somme de celle-ci. Ce serait une « action » non négligeable.

EUGENE DUBESSY (Saint-Etienne).

Une liberté fondamentale des universitaires

Apprenant (*Le Monde* du 17 janvier) que le Conseil national des universités (CNU), nouvel avatar de l'instance de laquelle dépendent pour partie le recrutement et la carrière des enseignants du supérieur, allait être constitué à partir d'élections au scrutin uninominal, je m'en suis réjoui (...). Mais il n'est pas de plaisir parfait. Le nouveau texte en cours d'élaboration en effet le grave reproche d'accroître le nombre des membres nommés du CNU (...).

Les universitaires, de quelque bord qu'ils soient, devraient — me semble-t-il — se retrouver unanimes pour demander qu'on ne rogne pas deroche une de leurs libertés fondamentales : celle de désigner eux-mêmes ceux qu'ils estiment dignes de juger de leur mérite professionnel.

GEORGES DURY (Professeur à l'université de droit, d'économie et de sciences sociales Paris-II).

P.S. — Que le texte publié (*Journal officiel* du 22 janvier 1987) dispose que : « deux tiers au moins » des membres du CNU doivent être des élus, ne change

L'esprit de clan

J'ai lu avec intérêt votre article sur « la révolte des enfants de 68 » (*Le Monde* du 31 janvier) et je serais tenté d'adhérer à vos conclusions, à une réserve près — et elle est importante.

Il est un point commun à la révolte des étudiants, des chimistes, des électriciens et, maintenant, des instituteurs, c'est une indifférence quasi totale chez les grévistes à l'égard de ceux qui n'appartiennent pas à leur clan. On s'enferme dans ses griefs de clocher... et tant pis pour les autres.

Bien sûr, l'esprit de Mai 68 est passé par là ; mais, si les effets positifs de ce printemps se sont vite évaporés, c'est que cette révolte est venue se greffer sur une très vieille maladie, bien française, bien gauloise, cet esprit de clan qui trouve toujours sa langue de bois pour se donner bonne conscience et se moquer des autres.

Je suis professeur de lycée, pas plus conservateur que la moyenne, et je dis franchement que la grève des instituteurs est incompréhensible, non seulement pour le profane, mais pour les collègues du secondaire qui ont toujours été notés par leur chef d'établissement et ne s'en portent pas plus mal, le professeur sachant souvent beaucoup mieux que l'inspecteur si le prof fait son travail ou non.

GILBERT TOURET (Lyon).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopier : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woux.

Rédacteur en chef :
Daniel Veruet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par télégrammes)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les sous-propos en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

PUBLICITÉ

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 286 136 F

Le Monde USPS 785-010 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde
s/o Speedpost, 45-46 39 th street, L.C.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s/o Speedpost U.S.A.
P.O.C. 45-46 39 th street, L.C.I. N.Y. 11104.

Le Monde

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986

CONTRE-CHOC : L'ANNÉE DES ILLUSIONS

- La situation en France et l'environnement international
- Le pétrole depuis 1973, un dossier spécial en couleurs
- Cent quarante-ans pays à la loupe
- Les dernières statistiques. Des dizaines de cartes et de graphiques

LA RÉFÉRENCE SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET MONDIALE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 40 F

188 PAGES

LIBAN

Violents combats entre milices à Beyrouth-Ouest

BEYROUTH
de notre correspondant

Après un calme précaire en tout début de matinée, ce mercredi 18 février à Beyrouth, de violents combats ont repris autour de la tour Murr, occupée par les miliciens chiites d'Amal, qui domine Beyrouth-Ouest de ses quarante étages. Le relatif calme de la nuit avait été obtenu à grand-peine par le général Ghazi Kanaan, chef des services de renseignement syrien au Liban, venu tenter de mettre un terme à trois jours de batailles de rue entre les « alliés » du camp dit « national ».

La population, en tout cas, ne se fait pas d'illusions : les rues sont désertes, les boutiques obstinément fermées. Les miliciens sont partout en position, tapis dans les encadrements et les entrées d'immeubles. Les victimes sont nombreuses : vingt-cinq morts, dont blessés recensés. Les dégâts sont considérables et s'étendent dans tous les quartiers de la ville : à Ahmar-Ras-Beyrouth, comme à Tarik-El-Jedid où se règlent de vieux comptes entre

sunrites et chiites, Mazraa et encore plus à Barbir, Barbour, Zarif, Watwat.

On a beaucoup parlé de liquidations « à domicile ». Un cas est certain : celui d'un vieux militant communiste de soixante-dix-sept ans, l'écrivain Hussein Mroué, membre du comité central du PC et l'un des fondateurs de l'Union générale des écrivains libanais, assassiné par balles mardi à son domicile.

Les « progressistes », emmenés cette fois par la petite mais efficace milice du PC, paraissent avoir marqué des points et gagné du terrain au détriment de la milice chiite Amal. Les médias du secteur chrétien l'annoncent avec force précisions, affirmant qu'Amal a été délogée de la zone Ahmar-Ras-Beyrouth, dont elle partageait le contrôle avec le PSP (dizès) de M. Walid Joumblatt, et le PSNS, dont l'inféodation à la Syrie s'est atténuée à la suite d'un putsch interne. En dehors de son fief de la banlieue sud, la milice chiite ne tiendrait plus que des positions où elle se trouve en mauvaise posture du côté de la tour Murr, précisément, et des quartiers de Bar-

bour et Barbir. C'est aussi le sentiment que l'on recueille à Beyrouth-Ouest, bien que la vision qu'on a des événements et de leurs résultats sur le terrain soit plus fragmentaire, chacun pouvant difficilement se rendre compte de ce qui se passe au-delà de son pâté de maisons. En annonçant avoir « récupéré » ses positions, la milice Amal a d'ailleurs implicitement confirmé qu'elle en avait perdues.

Sollicitée de toutes parts pour arrêter la guerre entre ses alliés, la Syrie, qui a déjà sur place une centaine d'observateurs disposant de plusieurs centaines de soldats, qui se sont avérés, en l'occurrence, inopérants, a délégué le général Ghazi Kanaan à Beyrouth-Ouest. « Je resterai là jusqu'au règlement du problème », a-t-il annoncé.

Peut-on parler d'une certaine « fronde » vis-à-vis de Damas à l'intérieur du camp des pro-Syriens ? M. Nabih Berri n'a-t-il pas raison de lancer de Damas, où il réside depuis quatre longs mois, en réponse à l'accusation dont il a été l'objet de vouloir éliminer les communistes, que c'est, au contraire,

Amal que l'on veut déloger de Beyrouth-Ouest ?

Parler de fronde est cependant peut-être excessif. Car s'ils donnaient l'impression de ne pas marcher au doigt et à l'œil selon la volonté de Damas et de bénéficier à cet égard d'une sorte de sauf-conduit soviétique, les progressistes qui se battent contre Amal vont quand même s'expliquer et négocier à Damas. Parce que son jeune fils est malade, le chef du PSP, M. Walid Joumblatt, est certes resté dans son palais de Moukhtara, mais le secrétaire général du PC, M. Houti, s'est concerté avec lui avant de se rendre à Damas.

Les Palestiniens peuvent, pour leur part, être satisfaits : la guerre des camps dont ils ont pris l'initiative, si elle a débouché sur le dur siège qu'ils subissent, a aussi engendré des événements en cours au détriment de leurs ennemis syriens et chiites d'Amal. M. Berri a ordonné la levée, ce mercredi, du siège alimentaire et médical des camps palestiniens de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

Les entretiens d'Amman

Le dégel entre l'OLP et la Jordanie demeure très limité

AMMAN
de notre correspondant

C'est par un communiqué laconique que l'agence jordanienne d'information Petra a annoncé, le mardi 17 février, la fin de la « trente-cinquième session » du comité mixte jordanien-palestinien chargé de gérer l'aide des pays arabes à la Cisjordanie et à la bande de Gaza, sans mentionner la participation du numéro deux du Fatah, Abou Jihad. Coprésidé par ce dernier et par le ministre jordanien des territoires occupés, M. Marwan Duda, ce comité ne s'était pas réuni depuis le 23 mars 1986. Officiellement parce que ses caisses étaient vides, les pays arabes ayant suspendu leurs versements (1).

C'est le paiement en janvier dernier de 9,5 millions de dollars par l'Arabie saoudite (une somme correspondant, on fait, au solde dû par Riyad au titre de l'année 1985) qui a permis sa réactivation. Ce faisant, les Saoudiens ont, semble-t-il, quel que soit le rôle des dirigeants jordaniens en manifestant ainsi leur désir de voir Amman reprendre sa coopération avec l'OLP en ce qui concerne l'aide aux territoires occupés par Israël.

L'Arabie saoudite, comme d'ailleurs les autres pays arabes du Golfe, s'est, en effet, abstenue d'apporter un quelconque soutien financier au plan jordanien de développement pour la Cisjordanie et la bande de Gaza, quel que soit l'organisation palestinienne n'est pas associée. Seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont pour le moment

engagés à participer à son financement, et la Jordanie n'a recueilli à ce jour qu'une dizaine de millions de dollars pour l'année 1987, auxquels s'ajoutent les 30 millions de dollars qu'elle a décidés de débiter sur son propre budget (2).

Les difficultés auxquelles le royaume hachémite se heurte pour financer ce plan ne sont pas étrangères au fait que les dirigeants jordaniens aient accepté qu'Abou Jihad revienne à Amman pour prendre part à la réunion du comité mixte. Le responsable palestinien était persona non grata en Jordanie depuis son expulsion et la fermeture de vingt-cinq bureaux de l'OLP par les autorités jordaniennes, en juillet dernier. Dans les milieux gouvernementaux jordaniens, on minimise toutefois la portée de sa visite. Le dégel que l'on avait cru percevoir dans les relations jordanopalestiniennes lors du récent sommet islamique de Koweït, avec la rencontre entre le roi Hussein et Yasser Arafat, demeure très limité. En l'occurrence, c'est surtout le chef de l'OLP qui semble soucieux d'améliorer les rapports de son organisation avec Amman.

EMMANUEL JARRY.

Sur les premières lignes iraniennes en territoire irakien

Les « soldats de Dieu » en pays conquis

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, les Iraniens consolident les positions acquises : du sud du lac des Poissons au village d'Al-Doussaj, au total sur une portion de territoire irakien de quelque 150 kilomètres, le long de la rive est du Chosr-el-Arab, bledjil et gardiens de la Révolution en bataille dressés, barbus et décontractés, effigies de l'Imam Khomeiny sur la poitrine, ont creusé des tranchées, installé des abris de sacs de sable. Le front est, paraît-il, relativement calme. On fait sécher le linge sur les casemates, on distribue des oranges, des jus de fruit et des masques à gaz.

An passage des journalistes étrangers, on lève la chute d'un obus irakien, on lance l'indivisible : « Mort à l'Amérique ! » — le slogan est quelque peu surréaliste puisque l'essentiel de l'armement dont dispose l'ennemi est d'origine soviétique... Quelques mollahs viennent visiter les premières lignes. Sans doute pour soutenir le moral des troupes, des panneaux ont été plantés à intervalles réguliers : « Vous êtes les soldats de Dieu », « C'est Dieu qui donne la victoire ».

Souvent, à la porte d'un abri, entre une pièce d'artillerie est une carrosse de véhicule, est garnie une moto tout terrain. Les Iraniens ont développé une tactique originale pour attaquer les chars irakiens : on fonce droit sur le blindé et le passager installé derrière le pilote de la moto ouvre le feu avec un lance-roquettes.

Des premières lignes iraniennes on distingue vaguement, à l'ouest, la localité de Tammama et, plus nettement, au sud, la raffinerie d'Abou-Khasib, qui serait située à une dizaine de kilomètres de Bassorah. Mais, pour l'heure, les Iraniens paraissent moins soucieux de progresser davantage que de s'installer solidement sur le territoire conquis. Depuis Ahwaz et Khorramchahr, sont acheminés des bulldozers, des tonnes de sable et d'énormes structures métalliques pour ériger des murs de protection. Un gigantesque travail de génie est en cours, et la nuit des camions est incessante. Il y a, semble-t-il, peu de combattants en première ligne, comme si les Iraniens ne s'attendaient aucunement à une contre-attaque irakienne.

Tout laisse penser que Kerbala-5 se soldera — comme ce fut le cas à Fao, plus au sud, et aux îles Majoun, plus au nord — par l'implantation définitive d'un solide point d'appui irakien en territoire irakien. Il est difficile d'évaluer l'importance militaire ; il est certain que c'est un nouveau coup psychologique porté au régime de Bagdad.

Les plus hautes autorités iraniennes n'ont cessé de répéter que Bassorah n'était pas leur cible.

● IRAN : un responsable provincial émissaire. — Le responsable de l'éducation pour la province de Kerman (sud-est de l'Iran), M. Ali Iranmanesh, a été tué, par balles, lundi matin 18 février, à Kerman, par deux membres de l'Organisation des moudjahidins du peuple. Selon l'agence iranienne Ima, le chauffeur de M. Iranmanesh a également été tué lors de l'attentat, qui s'est produit alors que M. Iranmanesh se rendait à son travail. L'attentat avait été revendiqué lundi par les Moudjahidins du peuple dans un communiqué rendu public à Paris. — (AFP.)

qu'elles n'avaient pas l'intention de prendre le port irakien, qui reste encore formidablement défendu et dont la prise serait particulièrement coûteuse en vies humaines. Peut-être les troupes iraniennes auraient-elles souhaité pouvoir couper la route reliant Bassorah au Koweït. Mais, selon les observateurs à Tébéran, il n'est même pas certain que ce soit encore leur objectif. Les Iraniens



se savent parfaitement que Bassorah peut être ravitaillé par l'intérieur, que du matériel militaire et autre est quotidiennement acheminé par le port jordanien d'Al-Akaba.

A vrai dire, l'impression qui domine est que les objectifs de l'Iran sont plus politiques que stratégiques. Pen importe où l'on frappe tant au long d'un front qui s'étend sur des centaines de kilomètres. L'essentiel, disent les Iraniens, est de mettre à mal l'appareil de guerre irakien. Il ne s'agit pas tant de prendre telle ou telle position que de fragiliser et de démolir le régime de Bagdad afin d'en provoquer la chute.

L'Iran même ainsi, explique une source diplomatique occidentale, ce que l'on peut appeler « une guerre d'usure accélérée » : pression continue et, par intermittence, brutale, avance en un point précis du front. Dans cette logique offensive, c'est toujours la République islamique qui a l'initiative sur le terrain, même si l'Irak dispose d'une incontestable supériorité aérienne.

La force de l'Iran, c'est une capacité de mobilisation apparemment quasi illimitée, qui permet d'acheminer rapidement des milliers d'hommes en n'importe quel point du front. Utilisant des cars, des autobus, des camions, des voitures privées, les soldats descendent au front, ou en reviennent. Le va-et-vient est incessant, et il est difficile de déceler des points fixes de grosses concentrations de troupes.

Face à cette stratégie, l'Irak, maintenu en situation d'expectative permanente, fait preuve d'une incapacité à lancer des contre-attaques qui étonne les experts militaires. Le seul domaine où l'Irak a l'initiative est celui de la guerre aérienne. Les bombardements des villes iraniennes font de nombreuses victimes. De Qom, de Tabriz, d'Isfahan, des familles viennent se réfugier dans la capitale. Depuis deux semaines, la télévision diffuse tous les soirs un programme de défense civile, avec explication sur la façon de construire des abris.

En visite à Washington

M. Shamir rejette catégoriquement l'idée d'une conférence internationale

Washington, (AFP, Reuter). — Des désaccords sont apparus, mardi 17 février, à l'issue du premier entretien du premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. M. Shamir a refusé de participer à une conférence internationale sur le processus de paix.

Les désaccords les plus marquants ont porté sur l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient suggérée par M. Shultz à son interlocuteur. M. Shamir a dit « en accord complet » avec M. Shamir sur l'importance de négociations directes entre Israël et ses voisins arabes pour parvenir à la paix. Mais, a-t-il ajouté, « Washington » est important. « L'avis de M. Shamir est d'importance » sur ce point, a-t-il ajouté, « car c'est un objectif (...) y compris une conférence internationale », à condition qu'elle débouche « immédiatement » sur des négociations directes entre Israël et une délégation jordanopalestinienne. M. Shamir a, d'autre part, défendu son opposition à « cette invention de conférence internationale », ajoutant qu'il « faisait confiance aux Etats-Unis » pour ne pas promouvoir « une notion inspirée par l'URSS et soutenue par des pays arabes extrémistes ». Le gouvernement israélien sera arrêté en Cisjordanie. En effet, l'université Al-Najah (trois mille cinq cents élèves), près de Naplouse, est déjà fermée depuis une semaine pour un mois par l'armée. Par ailleurs, la direction du collège islamique de Hébron (mille sept cents élèves) a décidé une suspension des cours.

Mardi, trois agents israéliens en civil ont frappé un jeune Palestinien

L'agitation dans les territoires occupés

Fermeture provisoire des universités palestiniennes de Bethléem et de Bir-Zeit

Jérusalem. — Les universités palestiniennes de Bethléem et de Bir-Zeit en Cisjordanie occupée ont été fermées, mardi 17 février, respectivement pour quatre jours et un jour, par le commandement militaire israélien de la région. Centre. Selon un porte-parole militaire, cette mesure est « destinée à prévenir des manifestations violentes sur les deux campus ».

Une nouvelle manifestation, l'OLP s'était déroulée mardi sur le campus de Bir-Zeit (deux mille cinq cents étudiants) au nord de Jérusalem. Les étudiants avaient scandé des slogans, brandi des drapeaux palestiniens et lancé quelques pierres contre les forces de l'ordre se tenant à distance.

Avec la fermeture provisoire des universités de Bethléem et de Bir-Zeit, tout l'enseignement supérieur sera arrêté en Cisjordanie. En effet, l'université Al-Najah (trois mille cinq cents élèves), près de Naplouse, est déjà fermée depuis une semaine pour un mois par l'armée. Par ailleurs, la direction du collège islamique de Hébron (mille sept cents élèves) a décidé une suspension des cours.

qui jetait des pierres sur les forces de l'ordre devant une dizaine de journalistes et de photographes, lors de la neuvième journée consécutive d'agitation dans les territoires occupés.

Le centre israélien Alternatives de Jérusalem, spécialisé dans la diffusion d'informations sur les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, a, d'autre part, été fermé lundi pour une période de six mois, sur ordre de la police. Celle-ci a procédé à une perquisition des lieux et saisi du matériel considéré comme « séditieux ».

Toujours de même source, le directeur de ce centre, M. Michel Warshawsky, a été appréhendé pour interrogatoire, la police le soupçonnant d'avoir eu des contacts illégaux avec le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine de M. Georges Habbache). Connu pour son militantisme de gauche, notamment au sein du groupe Matzpen, M. Warshawsky est considéré comme l'un des dirigeants du mouvement trotskiste en Israël. Son épouse, M. Leïa Tsamir, est une avocate engagée dans la défense des nationalistes palestiniens. — (AFP, Reuter.)

LE NOUVEAU GRAND SUCCES
DE THIERRY PFISTER.
LE LIVRE QU'IL FAUT AVOIR LU.
INDISPENSABLE POUR
COMPRENDRE LES
EVENEMENTS ACTUELS.

ALBIN MICHEL



حکومت اسلامی

55 من الاحل

Asie

CHINE : coup de frein à la coopération avec l'Occident Des projets d'investissements étrangers sont remis en cause

PÉKIN
de notre correspondant

Si l'on en croit M. Li Peng, membre du bureau politique du PCC et vice-premier ministre, la Chine s'attend à une certaine détérioration de ses relations avec le monde extérieur à la suite des récents changements politiques qui ont suivi le renouveau, en janvier, de M. Hu Yaobang. La voie chinoise vers le socialisme implique certains projets de coopération avec nos amis occidentaux, qui peuvent se préparer psychologiquement à ce que certains projets de coopération soient refusés ou révisés, a-t-il déclaré, mardi 17 février, à M. Jean de Lipkowski, envoyé spécial de M. Chirac, venu lui annoncer la visite du premier ministre pour septembre et celle de M. Jean-Bernard Raimond pour l'été.

M. Li a, certes, repris le leitmotiv actuel de tous les dirigeants — et encore, le même jour, M. Zhao Ziyang, nouveau secrétaire général du PCC et premier ministre, recevant le président gabonais Bongo — selon lequel les réformes économiques et la « politique d'ouverture vers le monde extérieur » seront non seulement poursuivies mais approfondies. Mais ces assurances sont de moins en moins convaincantes. M. Li, qui avait déjà été le premier à donner de cette « ouverture » la définition la plus restrictive en recevant, le mois dernier, les conseillers français du commerce extérieur, en limite aujourd'hui encore plus la portée : « Votre démocratie n'est pas la nôtre. Nous n'allons pas chercher la Chine. La Chine a besoin de démocratie, mais, pour elle, celle-ci

se résume au centralisme démocratique. Pékin désire acquiescer la technologie de l'Occident mais refuse son mode de vie et son idéologie ».

Les propos de M. Li, formé en URSS, que l'on dit être l'un des dirigeants les plus favorables à Moscou, un des chefs de file des conservateurs mais aussi l'un des candidats les mieux placés pour remplacer M. Zhao au poste de premier ministre, semblent indiquer que la Chine se préoccupe moins de son image à l'étranger. L'incertitude politique persiste à Pékin en raison de la poursuite d'une campagne idéologique qui, en dépit des propos de M. Zhao selon lesquels elle « conduira à plus de stabilité et d'unité au lieu de troubles », apparaît comme un signe de faiblesse : comment un parti de plus de quarante millions de membres a-t-il soudain pris peur des vues « libérales bourgeoises » de trois intellectuels ?

Ces facteurs ne sont guère de nature à favoriser les investissements étrangers qui avaient chuté de plus de 40 % l'an dernier.

PATRICE DE BEER.

Plus d'un milliard de Chinois. — La population chinoise s'est accrue de 14 millions de personnes en 1986, atteignant le chiffre de 1,08 milliard d'habitants. La hausse du taux de croissance démographique (14,08 pour mille), que ce chiffre traduit, résulte de l'assouplissement, dans certaines régions, selon les autorités, de la politique, impopulaire, de contrôle des naissances interdisant plus d'un enfant par couple. — (UPI.)

BIBLIOGRAPHIE

Regards critiques sur les réformes

La sinologie française a en commun avec les vins de grands crus de s'améliorer nettement en prenant de la bouteille. Le numéro spécial de la revue *Tiers Monde* consacré, sous la direction de Claude Aubert, aux réformes en Chine, en est une preuve supplémentaire après l'excellent ensemble publié peu auparavant sous le titre « La société chinoise après Mao » (1). Les mêmes signatures se retrouvent parfois dans les deux volumes qui se recoupent à l'occasion mais se complètent également. *Tiers Monde* offre en particulier une étude originale ainsi que plusieurs articles très fouillés sur les aspects financiers des réformes.

Tout se passe comme si nos auteurs avaient désormais le recul nécessaire pour analyser la Chine de Deng Xiaoping sous tous ses aspects — les meilleurs et les moins bons — et étaient en mesure de faire une abondante documentation et d'enquêtes effectuées sur le terrain, de nous livrer enfin une analyse critique de la politique menée par le véritable successeur de Mao Zedong. Dérangés, effets pervers, lacunes, sont pris en compte avec lucidité et donnent une image beaucoup plus réaliste que celle qui

s'était formée dans les temps de l'immédiat « après-maoïsme ». S'y ajoutent quelques interrogations sur l'avenir qui devraient permettre au lecteur d'apprécier par lui-même les orientations destinées à se préciser à court ou moyen terme.

Et si vous voulez en savoir plus, de la même veine, la *Documentation française* offre dans sa série « Courrier des pays de l'Est » deux remarquables articles de François Gipouloux et Guilhem Fabre sur les réformes économiques et les enjeux de la gestion des sols, tout aussi fouillés et équilibrés.

Ces diverses études ont toutes été rédigées bien avant que M. Hu Yaobang ne soit contraint d'abandonner la direction du PC chinois. Leur mérite est précisément de mettre au jour les contradictions, les tensions qui sont à l'origine de la crise et d'en faire ainsi mesurer toute la profondeur.

ALAIN JACOB.

(1) *Le Monde* du 24 octobre 1986.
* Revue *Tiers Monde*, tome III, n° 108, octobre-décembre 1986, PUF.
** *Documentation française*, « Le courrier des pays de l'Est », novembre 1986, n° 312.

AFGHANISTAN : l'échec du plan de paix de Kaboul Cinq cents résistants seraient morts au combat depuis le 15 janvier

Cinq cents résistants ont été tués au cours d'affrontements avec les forces soviéto-afghanes depuis le 15 janvier, date de l'entrée en vigueur du cesse-le-feu unilatéral décrété par Kaboul, a-t-on indiqué, mardi 17 février, de sources diplomatiques occidentales à Islamabad. Les combats, qui ont gagné en intensité depuis cette date, ont eu lieu notamment dans les provinces de Kandahar, d'Hérat, de Ningarhar, de Pakia et de Wardak, et on a ajouté de même source. Les moudjahidins ont abattu cinq avions et plusieurs hélicoptères au cours des quatre dernières semaines.

La résistance afghane a affirmé, de son côté, avoir tué quelque mille quatre cents soldats soviétiques et afghans dans des combats qui se sont produits depuis le 15 janvier dans dix-neuf des vingt-neuf provinces que compte le pays.

M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a cependant affirmé, mardi à Moscou, que quinze mille opposants armés avaient déposé les armes et vingt mille familles de réfugiés étaient rentrées au pays depuis le 15 janvier. Le premier ministre de Kaboul, Sultan Ali Keshitmand, est arrivé

mardi dans la capitale soviétique pour une visite de travail, a indiqué l'agence Tass. M. Keshitmand suit de peu à Moscou le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Yaqub Khan, et le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, responsable des pourparlers pakistano-afghans de Genève, dont la prochaine session doit débiter le 25 février. — (AFP.)

● SRI-LANKA : explosion d'une bombe à Jaffna : plus de 60 morts. — Une cinquantaine de civils et onze maquisards tamouls ont été tués samedi par l'explosion prématurée d'une bombe de forte puissance dans un village de la presqu'île de Jaffna, ont indiqué, ce mercredi 18 février, des villageois. La bombe, qui, selon les autorités, pesait au moins 150 kilos, a endommagé les maisons d'un village, celui de Kaithady, dans un cercle de 100 mètres de rayon. La plupart des victimes ont été décapitées, mais cinq des corps ont été identifiés comme étant ceux de maquisards des Tigres de libération de l'Eelam tamoul, principal mouvement séparatiste. La bombe a sauté alors que les maquisards étaient en train de la confecturer. — (Reuters.)

Afrique

M. Mitterrand a reçu une militante sud-africaine des droits de l'homme

M. François Mitterrand a reçu, le mardi 17 février à l'Élysée, M^{me} Audrey Coleman, présidente du comité sud-africain de soutien aux parents d'enfants détenus. Celle-ci a indiqué qu'elle avait été « encouragée à poursuivre son action » par son hôte. Selon elle, cinq cents jeunes sont actuellement détenus en Afrique du Sud et certains affirment avoir été torturés. « J'ai vu récemment, a-t-elle affirmé, un enfant de onze ans qui avait perdu quatre dents après avoir été frappé et qui m'a dit avoir été torturé à l'électricité. » M^{me} Coleman, accompagnée de représentants de la Fédération internationale des droits de l'homme, était de passage à Paris après avoir témoigné devant la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève.

BIBLIOGRAPHIE

« L'Afrique blanche », de Pierre Haski

Le Noir qui tourne le dos au titre *L'Afrique blanche*, sur la couverture du livre de Pierre Haski, n'est qu'un symbole, l'illustration du « choc de deux nationalismes », de deux blocs en lutte. Alors que ce conflit s'engage imperceptiblement vers une « libération », l'auteur est convaincu de deux choses : « La majorité noire ne renoncera pas à sa libération », et la minorité blanche ne lâchera pas aisément le contrôle ultime du pouvoir. Une évidence. Le compromis que la raison imposera un jour ou l'autre, même si celui-ci est encore bien lointain, n'aura lieu que lorsque le régime aura usé de tous les moyens de résistance et brisé ses dernières cartouches. Après tout, on n'a jamais vu les détenteurs du pouvoir négocier leur reddition sans être certains d'avoir perdu la bataille.

Pierre Haski, journaliste à *Libération*, ne se livre pas à la prospective. Son livre *Histoire et enjeux de l'apartheid* est la dissection minutieuse et précise d'une situation qu'il analyse de façon dépressivement. Un univers qu'il connaît parfaitement pour avoir passé quatre années en Afrique du Sud pour l'Agence France-Presse, de 1976 à 1980, et pour avoir continué à suivre ce dossier au jour le jour, même si les autorités de Pretoria ne lui ont jamais

permis de revenir dans le pays. Dix années d'observations attentives dont le fruit est un ouvrage dense, touffu, documenté, dans lequel aucun des aspects importants du puzzle sud-africain n'a été oublié. A tel point que cette anthologie marque quelquefois de respiration.

Au terme de cette « somme », constat lucide et avisé d'une société qui engendre les extrêmes, Pierre Haski ne tire pas de conclusions. Il laisse au lecteur le soin de se forger sa propre opinion après lui avoir présenté l'état des lieux, donné les clefs et les lignes de force d'un drame dont l'enjeu ne concerne pas que l'Afrique australe. « Les pays occidentaux, fait remarquer l'auteur, laissent se développer une situation explosive, à l'intérieur et autour de l'Afrique du Sud. Une complaisance dans le prix pourrait, un jour, se montrer élevée. » La mission d'enquête de l'OCDE sur l'apartheid n'a-t-elle pas mis l'Occident en garde contre le mensonge du « plus grand bain de sang depuis la seconde guerre mondiale » ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

* *L'Afrique blanche, Histoire et enjeux de l'apartheid*, de Pierre Haski. Le Seuil, collection « L'histoire immédiate », 304 pages, 95 F.

TCHAD Une ligne de démarcation fluctuante

A chaque instant de la guerre au Tchad, les responsables à N'Djamena et les autorités françaises portent des appréciations différentes sur les périodes militaires. Au point qu'il est difficile de privilégier une source plutôt que l'autre.

Témoin, le dernier bombardement libyen dans le nord du pays, dimanche 15 février (*le Monde* du 17 février). Selon des informations de source militaire chadienne, l'aviation libyenne a effectué un raid, qui n'a pas fait de dégâts, sur la localité de Kouba-Olanga, à environ 60 kilomètres au sud de la ligne des puits qui correspond sensiblement au 16^e parallèle.

Le ministre français de la défense, M. André Giraud, a indiqué, mardi 17 février à Paris, qu'il n'avait pas d'information précise sur cet événement. En revanche, a-t-il noté, il y a eu une action contre Koro-Toro, à 40 kilomètres au nord de cette même ligne de démarcation au-delà de laquelle, a-t-il dit, « la France ne s'est jamais interdite de faire quelque chose si elle l'estime légitime ».

Vérité au-delà de la « ligne rouge ». Erreur en dépit. Ou inversement. La ligne de démarcation reste fluctuante.

ÉTHIOPIE Ouverture d'une enquête sur un incident de frontière avec la Somalie

Addis-Abeba. — L'Éthiopie a annoncé, mardi 17 février, qu'une enquête officielle était en cours sur l'incident mineur survenu le 12 février avec la Somalie (*le Monde* du 14 février).

Selon Mogadiscio, trois cents soldats éthiopiens ont été tués et des centaines d'autres capturés par les Somaliens, qui auraient repoussé une attaque de l'aviation et de l'infanterie d'Addis-Abeba sur six localités du nord du pays.

« La cause et les circonstances de l'incident dans lequel étaient impliqués de petites unités des forces armées de l'Éthiopie et de la Somalie », restent à déterminer, dit un communiqué du ministère des affaires étrangères. « Le gouvernement éthiopien souhaite que cet incident inattendu n'affecte pas les entretiens en cours entre les deux pays. »

Des journalistes amis sur le théâtre des combats sur les Somaliens ont vu des soldats éthiopiens morts, ainsi que des chars et des camions brûlés. Aucun des deux pays n'a fourni d'explication au sujet de ces affrontements, qui faisaient suite à une reprise d'activité des rebelles du Mouvement national somalien (MNS) en lutte contre Mogadiscio dans la région. Le MNS avait enlevé dix Français de Médecins sans frontières (MSF) dans la même région, avant de les relâcher deux semaines plus tard à Addis-Abeba.

Le premier ministre somalien, M. Mohamed Ali Samatar, avait demandé samedi à l'Éthiopie d'indiquer comment elle voyait l'avenir des relations bilatérales. Des pourparlers ont été engagés il y a un an entre les deux pays qu'opposent un contentieux territorial. — (Reuters.)

ALGÉRIE Une « tragédie silencieuse » : la mortalité infantile

ALGER
de notre correspondant

La mortalité infantile est un fléau dans les pays en voie de développement. En Algérie où, en 1984, 53 % des décès concernaient des enfants âgés de moins de cinq ans, on la qualifie de « tragédie silencieuse ». Les chiffres sont publiés sans tard. Ils sont éloquentes. La même année, 850 000 enfants sont nés, 173 000 sont morts. Dans cette triste comptabilité, on relève que 70 000 d'entre eux avaient moins de cinq ans, que 20 000 autres étaient âgés d'un à quatre ans.

Le taux de mortalité infantile a été réduit de moitié entre 1960 et 1984, passant de 170 pour mille à 82 pour mille. Il reste élevé et, pour les autorités, « inacceptable eu égard au niveau de développement atteint par le pays ». Un programme national a été adopté le 30 mai 1984. Il est entré en vigueur au mois de juin dernier avec la collaboration et le soutien technique de l'UNICEF (1) dont le directeur général, M. James Grant, s'est plu à remarquer, lors d'un récent séjour officiel à Alger que « l'Algérie se situe dans la peloton de tête des pays ayant mobilisé autant de moyens pour assurer à l'enfant un épanouissement sain et harmonieux ».

L'objectif de ce programme est ambitieux. Il prévoit de réduire à nouveau la mortalité infantile de moitié, mais en cinq ans cette fois. Le taux officiel ne devra pas excéder 60 pour mille en 1990. Pour parvenir à ce résultat, la stratégie du gouvernement s'appuie sur huit points forts : la lutte contre les maladies diarrhéiques, la vaccination, la nutrition, l'espace des naissances, la surveillance des grossesses, la

lutte contre la mortalité néonatale, la lutte contre les affections respiratoires aiguës et streptococciques, et l'hygiène du milieu.

La diarrhée tue encore 30 000 enfants par an en Algérie, alors que les techniques de réhydratation sont aujourd'hui bien connues. Une unité de production de 10 millions de sachets de sel de réhydratation réalisée en collaboration avec l'UNICEF doit entrer en service à la fin du mois de février. La presse se fait régulièrement l'écho de cette technique de lutte contre les conséquences de la diarrhée. On considère officiellement que sa généralisation permettra de réduire de 50 % la mortalité due à la diarrhée.

Le problème de l'alimentation, c'est préserver l'enfant et aussi contribuer à l'espace des naissances et à la régulation de la fécondité, disent-ils en substance. Ce matraquage n'a pas encore prouvé son efficacité, mais, en Algérie, tout est une question de temps. Particulièrement pour ce qui touche aux traditions religieuses ou familiales.

Les femmes enceintes, dans leur majorité, ne sont pas suivies. Elles présentent souvent des grossesses à risque, mais ne le savent pas. La seule façon de les dépister est la consultation prénatale systématique. Mais les obstacles sont nombreux et ne tiennent pas tous aux traditions. Le pays est grand comme quatre fois la France et les moyens de transport parfois inexistantes dans certaines régions.

La bonne santé de l'enfant ne tient pas à de simples actes médicaux. L'environnement dans lequel il évolue intervient de façon primordiale. Et la qualité du milieu dépend de choses aussi banales qu'un approvisionnement en eau potable régulier, une éducation hygiénique des eaux usées et une hygiène alimentaire et corporelle. C'est à ce niveau qu'apparaît de manière singulière l'originalité du programme gouvernemental qui met à contribution des secteurs a

Le problème de l'eau

L'éducation en eau potable des grandes villes n'est pas une question définitivement réglée. À Alger même, dans bon nombre de foyers, l'eau ne coule pas inintermittence que quelques heures par jour. Les travaux colossaux entrepris ces dernières années devaient aboutir en 1987, mais il semble que les retards se soient accumulés. Dans certains quartiers de la capitale, le précieux liquide n'a fait qu'une timide apparition de huit jours depuis le mois de juin.

Dans l'ensemble du pays, seulement la moitié de la population est raccordée à un réseau d'eau potable. L'autre moitié est donc tributaire de 145 000 puits recensés. Selon le ministère de la santé, 110 000 de ces puits ont été chaulés ou traités selon d'autres techniques. Malgré cela, les maladies à transmission hydrique continuent de faire régulièrement des ravages. L'été dernier, par exemple, le choléra a fait plusieurs dizaines de morts. Les pénuries d'eau et la chaleur aidant, ce type d'épidémie peut frapper chaque année, certes, il est recommandé régulièrement de javelliser l'eau destinée à la consommation, mais le vibron cholérique est aussi résistant que les mauvaises herbes.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(1) L'UNICEF, qui intervient surtout en qualité de consultant, coanime un programme national algérien de lutte contre la mortalité infantile sur cinq ans (1986-1990).

Maria
COUROUCLI

Les oliviers du lignage

une Grèce
de tradition vénitienne

la parenté, l'économie, l'étude ethnographique
d'un village de Corfou

Un volume, 172 pages 95 F

MAISONNEUVE ET LAROSE

15 rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

Le Monde

sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Les dossiers chauds du moyen-Orient

36.15 TAPÉZ LEMONDE

Passport pour le sport



DÈS SEPTEMBRE, LES ENFANTS VONT POUVOIR COURIR, SAUTER, PEINDRE, CHANTER, DANSER.

Depuis 20 ans on en parle. Mais rien n'a vraiment été entrepris.

Nos enfants, ceux de l'école élémentaire notamment, ne font pas assez de sport, n'ont pas suffisamment d'activités artistiques ou culturelles après la classe.

Cela va changer. Le Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports offre aux communes la possibilité de signer des contrats

pour que les enfants pratiquent les sports ou les activités d'éveil de leur choix. 4 à 10 heures d'activités leur seront ainsi proposées chaque semaine.

Le Secrétariat d'État participera aux dépenses de personnel et à l'achat de matériel.

Grâce à la coopération des communes, des clubs sportifs et des associations, le rythme de vie des 6-12 ans sera mieux équilibré.

LES CONTRATS BLEUS

SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA JEUNESSE ET AUX SPORTS

هكذا من الاجل

سكزا من الاحل

Amériques

COLOMBIE : quinze mois après la catastrophe

La complainte d'Armero

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Armero ! Pour les Colombiens, le souvenir d'une catastrophe épouvantable : l'avalanche de boue et de pierres qui dégringola du sommet du Nevado-del-Ruiz une nuit de novembre 1985, la ville d'Armero balayée en quelques minutes, 25 000 morts, 8 000 survivants, 200 000 personnes affectées, un désastre qui a stupéfié un pays pourtant accoutumé à la violence des hommes et de la nature.

Armero : pour l'étranger, d'abord un visage de petite fille se défilant au fil des heures, la boue au ras des lèvres, agonisant devant les caméras de la télévision. Fragile, courageuse, bouleversante. Symbole de l'impuissance et de la fatalité. La Colombie lui doit, bien sûr en partie, cet élan exceptionnel d'aide internationale, et lui a déjà élevé une statue sur les rives durcies de la coulée jaunâtre. Armero : quatorze mois après la catastrophe, c'est aussi, hélas, l'amertume, la déception, les chicanes, les soupçons et le poids des sinistres qui n'en finit pas. « Promesses après promesses, dit un sociologue de Bogota, leur désespoir grandit. »

Des centaines de familles qui vivent encore sous la tente. Plus de 300 à Guayabal, 200 à Lerida, où le gouvernement a prévu de reconstruire le « nouvel Armero ». Comme dans la chanson : encore plus beau qu'avant. D'autres qui errent à la recherche d'un abri, ce qu'on appelle à Bogota « la population flottante ». Une cinquantaine de familles, par exemple, à Chinchina, sur l'autre versant du Nevado-del-Ruiz.

A Chinchina, niché dans le somptueux décor de verdure des collines du Caldas — domaine du café « doux » de Colombie, — on a dénombré « seulement »

2 000 morts. Mais le menace d'une nouvelle éruption est présente, comme sur le versant oriental qui descend vers la vallée encaissée du rio Magdalena. Des « rescapés » d'Armero, on en rencontre encore à Honda la bien nommée, dont le centre, le long de la rivière, ressemble à une ville bombardée. Et même à Bogota (de source religieuse, une vingtaine de familles).

Quatorze mois après, certains recherchent toujours avec obstination leurs proches disparus. Tous restent traumatisés. « Il est dur, confie l'un d'entre eux, d'essayer de survivre quand au contraire on a envie de mourir comme sont morts les nôtres qui sont restés là-bas... »

Là-bas !... Des arbres, des pans de murs, un clocher de guingols, un cimetière préservé permettent de situer le lieu-dit Armero. Personne ici n'y croyait malgré les mises en garde. Malgré une légende qui court de valon en valon, par-dessus les torrents clairs du Caldas, et dans la vallée tropicale, oppressante et chaude comme l'enfer du Magdalena. La Caldas — comme le Tolima voisin — a beaucoup souffert de la « violence » de cette guerre civile cruelle et sanglante entre libéraux et conservateurs dans les années 50.

Un thème de controverse

Et Armero, murmurant les vieilles en noir de la vallée, « était maudite ». Pendant la « violence », les libéraux de la ville — si l'on en croit la rumeur — avaient tué le curé conservateur, lui avaient coupé la tête, et même « joué au football avec ». Pendant cette sinistre période, horreurs et massacres ont été largement partagés. Nul aujourd'hui en Colombie ne peut vraiment se sentir innocent. La suite de l'histoire est biblique. Les Marie-Madeleine d'Armero,



scandalisées, imposèrent et organisèrent une sépulture chrétienne pour la dépouille mortelle du curé, qui avait déjà été jetée dans le rio Guatá. Son successeur lança solennellement en chaire l'anathème contre la petite ville terrorisée. Le 13 novembre 1985, l'avalanche a épargné le quartier haut d'Armero, domaine des prostituées, qui ont toutes survécu. En compagnie, il est vrai, d'un certain nombre de maris infidèles et de vide-goussets.

« Ce qui n'implique pas, affirme un prêtre, que tous les survivants

étaient des délinquants ou des hommes de mauvaise vie, comme on l'a parfois laissé entendre avec légèreté... »

Il est vrai, cependant, qu'Armero est un thème de controverse. Les très nombreuses organisations privées, religieuses ou laïques qui se sont mobilisées avec efficacité dès le lendemain du drame critiquent la lenteur bureaucratique des autorités.

Le gouvernement a pourtant pris l'affaire très au sérieux, nommé

des responsables, mis en place des organismes d'aide coiffés par Resurgir, dépendant de la présidence et chargé de coordonner tous les plans d'assistance, de distribuer des aides nationales et internationales, en liaison avec les différents ministères concernés. Mais la catastrophe a été si brutale et d'une telle ampleur que la réponse a été anarchique, désordonnée. « Même dans un pays riche, dit un ancien ministre, un tel désastre aurait suscité bien des problèmes. » Sans doute. Mais l'argument ne calme pas le mécontentement, les aigreurs.

Venant tout de suite après l'assaut de l'armée contre le palais de justice de Bogota occupé par le commando du M 19 (bilan : une centaine de morts), Armero a pris le gouvernement à contre-pied. Sur le terrain, les jeunes volontaires — de la défense civile et de la Croix-Rouge — se sont dépensés avec ferveur, mais parfois maladroitement. Les organisations non gouvernementales (ONG), disposant de fonds étrangers, n'avaient aucune expérience de contact avec le secteur populaire.

« Leur présence, affirme un dirigeant du CINEP (1), a déclenché une autre « avalanche », institutionnelle celle-là, provoquant dispersion et division parmi les sinistrés. » Resurgir n'échappe pas, bien entendu, aux critiques acerbes. « Plus d'un an après sa création par décret gouvernemental, dit un sociologue, Resurgir reste un éléphant blanc, un intermédiaire qui change sans cesse de critères et de direction. » L'organisme officiel est également accusé de « corruption ». Ce que réfute avec énergie son actuel directeur, M. Bonilla, très fier de montrer la maquette de la « nouvelle Lerida », « primée, dit-il, à la Biennale d'architecture de Quito, en décembre 1986 », et qui admet avoir reçu « 15 millions de dollars d'aide ».

La « nouvelle Lerida », la vraie, se construit lentement, très lentement, à quelques kilomètres seulement d'Armero.

Dans une zone « à risque » ? C'est ce qu'affirment certains experts et que conteste le gouvernement. Un débat confus à ce lieu au Congrès sur le thème délicat dans un pays où tout est « politisé ». « Pourquoi sommes-nous si violents ? », demandent parfois les Colombiens, sans trouver de réponse. Pourquoi sont-ils aussi surréalistes ?

Gabriel Garcia Marquez a répondu sur ce point avec son Macondo de Cent ans de solitude. Et Armero, c'est un autre Macondo, mort et enterré, mais qui a suscité mille vies et mille aventures. Dès le lendemain du désastre, toute une foule, venue de toute la Colombie, est accourue. Des sans-travail qui se sont inscrits comme sinistrés ; des guérilleros qui ont occupé des camps de réfugiés, prélevés des dîmes et même touché des subsides des autorités locales, bernées ou impuissantes.

A Bogota, des sinistrés, vrais ou faux, ont tenté sans succès d'occuper « des terrains. La police est intervenue. Et, dans les bus de la capitale, des jeunes gens font la manche en chantant la Complainte d'Armero. Resurgir a déjà distribué 80 000 caméras de sinistrés.

« Il n'y a pas plus de 8 000 vrais sinistrés », affirme le Père Garcia Herre, intégriste, et célèbre pour sa « Minute de Dieu » à la télévision. Il a déjà construit, avec les dons recueillis par son organisation, tout un ensemble de maisons neuves près d'Armero la maudite. Étonnante, vivante et superbe Colombie où la débrouillardise et le courage individuel tempèrent parfois les carences de l'État et les injustices du sort.

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) Centre de recherche et d'éducation populaire à Bogota.



Célibataires changez vos rencontres

Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des personnes dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres.

C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

ION : une écoute attentive et obligeante... Venez nous voir, en centre.

ION International

Institut de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENEVE

BON GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs « Pour un couple nouveau »

M. Mlle Mlle.....

Prénoms.....

Adresse.....

ION FRANCE (M 22) 34 rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. (1) 46.25.21.45

ION BELGIQUE (M 22) 1, rue de la Courbe 105, BP 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.30

ION SUISSE (M 22) 12, rue de la Comptabilité CP 283-1211 GENEVE - Tél. (022) 28.01.7776

NICARAGUA

Les rencontres entre M. Bariani et le gouvernement sandiniste ont été annulées

Managua. — Les relations franco-nicaraguayennes ont subi une brutale dégradation mardi 17 février, le vice-président du Nicaragua, M. Sergio Ramirez, refusant de recevoir le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, M. Didier Bariani. Avant son arrivée à Managua dans la matinée de mardi, cinquième étape de sa tournée en Amérique centrale, M. Bariani avait déclaré au Costa-Rica que la France était « déçue » par l'évolution de la situation interne au Nicaragua, notamment par la « restriction des libertés ».

« La réunion [prévue avec les dirigeants sandinistes] a été annulée avant même que ce monsieur arrive à Managua », a déclaré M. Ramirez, faisant allusion aux propos tenus par le secrétaire d'Etat français. Selon des sources du ministère nicaraguayen des affaires étrangères, M. Bariani a aussi « rompu avec les normes les plus élémentaires du protocole en refusant de se rendre au ministère pour rencontrer le vice-ministre, M. Javier Chamorro, prétendant que c'était à ce dernier de venir le rencontrer à l'ambassade de France à Managua ».

De plus, M. Bariani s'était « offensé de ne rencontrer que M. Ramirez et non le président Ortega », ajoutait-on de même source.

« Je regrette beaucoup les déclarations et l'attitude de ce monsieur, a pour sa part indiqué M. Ramirez au cours d'une conférence de presse. Les conditions ne sont pas réunies aujourd'hui pour que nous nous rencontrions, et c'est vraiment dommage, compte tenu des bonnes relations que nous entretenons avec le gouvernement français et le président François Mitterrand. » M. Bariani, qui devait quitter Managua mercredi, a annulé la conférence de presse qu'il devait tenir mardi soir. Le secrétaire d'Etat français devait se rendre ensuite à Panama, dernière étape de sa tournée en Amérique centrale. — (AFP, Reuters.)

[Ces frictions ont lieu au moment où le gouvernement français a annoncé sa décision de « réintégrer l'aide dans cette région », le niveau de la coopération avec Managua devant être réduit à moitié cette année, par rapport à son niveau précédent, qui était de 2 millions de dollars.]

HAÏTI

D'importants progrès ont été accomplis dans l'enquête sur la fortune des Duvalier

Où est passée la fortune des Duvalier ? Depuis des mois, les avocats de la République d'Haïti, M. Jacques Salles et Yann Colin, s'efforcent de démontrer les mécanismes de détournement de fonds illégaux pendant une trentaine d'années par Papa Doc, puis par son fils, Jean-Claude, et de retracer le cheminement de ces fonds, évalués par eux à quelque 120 millions de dollars, hors d'Haïti jusqu'à des comptes bancaires aux Etats-Unis, en Suisse ou ailleurs.

Malgré les nombreuses difficultés auxquelles ils se sont heurtés, les deux avocats déclarent aujourd'hui les documents qui prouvent, ainsi qu'ils l'expliquent dans un reportage méticuleux qui sera diffusé jeudi 19 février sur TF 1, dans « l'investigation » (1), que sur les 120 millions de dollars en question, 86 ont été exportés par des procédés divers à New-York et en Europe. L'enquête a permis d'établir, indiquent-ils, que Michèle Beaudet, l'épouse de Jean-Claude Duvalier, a elle-même transféré sur un seul compte bancaire new-yorkais 15 millions de dollars illégalement acquis, ce qui représente quatorze fois le budget de l'hôpital général de Fort-au-Prince. Le chiffre de 120 millions de dollars avancé pour estimer la fortune

de l'ancien dictateur est considéré par certains comme un minimum. Ainsi, M. Marc Bazin, qui fut pendant six mois ministre des finances de Jean-Claude Duvalier avant de rompre avec la dictature, évalue, pour sa part, à 600 millions de dollars la magot accumulé en trente ans par les Duvalier. Ceux-ci, non seulement avaient pris l'habitude de puiser dans certains comptes publics, mais avaient détourné des fonds de la trésorerie de l'Etat, des sociétés publiques à détournement systématique un certain pourcentage de leurs contrats vers des sociétés fictives contrôlées par la dynastie régnante et son cercle de parents et d'amis proches.

Les résultats de cette enquête devraient peser lourd dans la poursuite contre M. Jean-Claude Duvalier, qui doit s'ouvrir le 5 mars à Gressy. Mardi, l'ancien dictateur a demandé en référé, devant le tribunal de grande instance de Paris, la mainlevée des saisies-arrests dont sont l'objet depuis le 3 juin dernier, la demande de la République d'Haïti, ses comptes dans deux établissements bancaires.

M. L.

(1) Un reportage réalisé par Pierre Thivaut et Gilbert Mercier.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

Soixante-neuf morts dans un accident ferroviaire

Deux trains de voyageurs sont entrés en collision, mardi 17 février, à proximité de la gare d'Itaquara, dans la banlieue est de Sao-Paulo. Selon les derniers bilans, au moins soixante-neuf personnes seraient péri et plus de trois cents autres seraient blessées. Mardi soir, des dizaines de personnes restaient encore prisonnières des enchevêtrements de tôles, alors que les secours étaient rendus particulièrement difficiles par les pluies diluviennes qui s'abattaient sur la région.

Les circonstances de cette catastrophe ferroviaire n'ont pu encore être établies, mais, selon la compa-

gnie de chemins de fer, l'accident aurait été provoqué par un aiguillage défectueux. L'agence du quotidien O Estado de Sao Paulo indiquait, pour sa part, que l'accident serait dû au départ de l'un des trains en avance sur son horaire.

Au cours des dix dernières années, le Brésil a connu une dizaine d'accidents ferroviaires graves, ayant causé la mort d'un total de quelque quatre-vingt personnes. — (AFP, Reuters.)

Libye

Exécution de six intégristes

Londres. — Deux ans après avoir monté en direct l'exécution d'opposants au régime, la télévision libyenne a retransmis, mardi 17 février, des images de l'exécution

par pendaison de six intégristes condamnés à mort. Trois autres personnes — des militantes accusées de trahison — avaient été auparavant exécutées par balles. Selon l'acte d'accusation, qui a été lu à la télévision, les six pendus étaient des intégristes qui avaient assassiné des Libyens et menacé des installations soviétiques. Les trois militantes avaient également appartenu à un groupe intégriste appelé Djihad.

Des témoins oculaires contactés par téléphone à Tripoli ont indiqué que les noms des six pendus correspondaient à ceux des membres d'un groupe intégriste, qui avaient été condamnés à mort il y a quatre mois lors d'un procès à Benghazi, deuxième ville de la Libye.

En 1984, les membres d'un commando, accusés d'avoir attaqué à Tripoli la caserne Sa-el-Asia où résidait le colonel Kadafi, avaient été exécutés. (AFP.)

Iran

Expulsion de deux diplomates ouest-allemands

S'estimant offensés par une émission satirique diffusée sur la première chaîne de télévision ouest-allemande, le « Rüdiger Tagesschau », qui est un peu à la RFA ce que l'émission « Cocoricochoc » est à la France (le Monde du 18 février), le gouvernement iranien a décidé, mardi 17 février, d'expulser dans les trois jours deux diplomates de haut rang de l'ambassade de RFA à Téhéran : son chargé d'affaires et le conseiller culturel.

Le gouvernement ouest-allemand n'a pu que regretter l'incident. (Corresp.)

BMW série 5



Parmi ces trois voitures neuves, laquelle a 100 000 kilomètres ?

Après une bonne centaine de milliers de kilomètres, après 3 ou 4 hivers rudes, après un bon millier de journées de travail, plusieurs semaines de vacances en famille à la mer ou à la montagne et quelque 30.000 heures d'exposition à la pluie, au soleil et au vent, qu'y a-t-il sur une BMW série 5 qui puisse porter la marque de l'usure et du temps ? Le 6 cylindres en

ligne BMW à refroidissement par eau et arbre à cames en tête à 7 paliers ? Sa conception et sa fabrication sont telles que 100.000 kilomètres supplémentaires n'y changeraient pas grand-chose.

BMW SÉRIE 5	520i	524td	528i
Moteur	6 cyl./2 l inj.	6 cyl./2,4 l Diesel	6 cyl./2,8 l inj.
Puissance (ch)/couple	129/174 Nm	115/210 Nm	184/240 Nm
Consommation 90/120/ville	8,4/8,3/11,8 l	5,2/7/9 l	7/9/14,7 l
Vitesse maximum	190 km/h	180 km/h	215 km/h
Accélération de 0 à 100	11,4 s	12,9 s	8,4 s
En série	ABS	ABS	ABS

Soulevez les capots. Les moteurs sont en pleine forme. Démarrez-les, accélérez, tendez l'oreille : les dispositifs d'injection électronique L-Jetronic avec commande par débit d'air font tous leur travail avec une précision extrême. A tout instant, une régularité et une souplesse rares. De quoi tenir longtemps. Très longtemps.

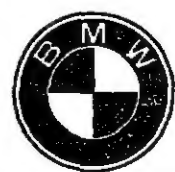
Poursuivez méthodiquement. Dessus, dessous, à l'intérieur des voitures, inspectez dans les moindres détails tout ce que le macadam, les gravillons, les stationnements en ville, les week-ends à la campagne, les bagages, les goûters des enfants sont censés faire souffrir. Vous aurez du mal à trouver. L'état de santé des peintures, la résistance des matériaux choisis pour l'habitacle, la finition des sièges et des équipements de bord, le parfait capitonnage intérieur des portes, le petit bruit d'ouverture de la boîte à gants, bref, tout ce que vos yeux vont voir et vos oreilles entendre va vite vous convaincre qu'une voiture de

la série 5 BMW est faite pour résister et durer. Avec une carrosserie dont tous les éléments ont été ajustés à 3 centièmes de millimètre. Un train de roulement dont la géométrie a été vérifiée au dixième de millimètre près.

Et lorsque vous saurez que chacune des BMW de la série 5 fait l'objet d'une conception très poussée par ordinateur, qu'à chaque stade de la fabrication, des milliers de pièces sont prélevées au hasard sur la chaîne de montage pour le contrôle en temps réel de la qualité et que le moindre dépassement des seuils de tolérance conduit tout droit au rebut, vous avouerez que la question posée a vraiment de quoi tourner à l'énigme, et que la réponse nécessite un œil rompu à l'exercice.

Alors, en guise d'entraînement, chaque fois que vous verrez une BMW de la série 5, tentez de découvrir combien de kilomètres elle a parcourus et vérifiez la réponse d'un coup d'œil au compteur. Vous irez de surprise en surprise.

MOTUL partenaire de BMW.



LE PLAISIR DE CONDUIRE.

هكذا من الأهل

صكزا من الامل

Europe

UNION SOVIÉTIQUE : les « ouvertures » de Mikhaïl Gorbatchev

Le secrétaire général en tournée en Lettonie : « Nous sommes en train de réaliser de grandes choses... »

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev est depuis le mardi 17 février à Riga, capitale de la Lettonie, une des trois Républiques baltes.

Ce déplacement en province est le septième du secrétaire général depuis son arrivée au pouvoir en mars 1985 et il a occupé la première demi-heure du journal télévisé de mardi soir. On a pu voir, une fois de plus, M. Gorbatchev « dialoguer » avec la population.

Le scénario est toujours le même. Le secrétaire général descend de sa ZIL et improvise devant un petit groupe de citoyens, encadrés par les agents de la sécurité. En fait, il s'adresse bien davantage au pays tout entier par le biais des caméras de télévision qu'à cet auditoire de hasard. Il a eu à Riga le plus grand mal à obtenir des questions « spontanées » de ces citadins émissifères.

sans parapluie sous une averse qui paraissait tenace. « Nous vous faisons accélérer le pas, non pas pour que vous fassiez des gaffes mais pour que le pays marche comme il faut », leur a lancé M. Gorbatchev, dans ce langage mi-familier, mi-solennel qu'il affectionne dans ce genre de circonstance. « Nous sommes en train de réaliser de grandes choses. Nous allons faire progresser le socialisme », a-t-il poursuivi.

Le secrétaire général s'est voulu, comme d'habitude, à la fois pressant (« il faut travailler davantage ») et rassurant (« notre pays est puissant et riche, notre peuple est instruit et peut accomplir aujourd'hui les tâches les plus importantes »). Il n'a guère parlé de politique étrangère mais a quand même répondu ceci à un citoyen qui souhaitait voir « durcir » l'attitude soviétique à l'égard des Etats-Unis : « Notre défense, notre capacité à protéger

nos intérêts et notre sécurité sont une chose sacrée pour nous. Vous pouvez être tranquille, nous sommes forts aujourd'hui, ce qui ôte à qui que ce soit la possibilité de ne pas compter avec nous. Ceci nous permet, d'autre part, d'agir activement en pratiquant une politique extérieure de paix ».

La Pravda de ce mercredi 18 février explique que les résultats économiques de la Lettonie depuis le début de l'année ne sont « pas mauvais ». La situation est, en effet, traditionnellement meilleure dans les Républiques baltes qu'en Russie. Le quotidien du parti révèle que sept directeurs d'entreprise, huit cent trente chefs d'ateliers et, en tout, quatre mille neuf cent dix cadres économiques, grands, moyens et petits, ont été récemment « élus » et non pas nommés en Lettonie.

La Pravda évoque également discrètement la question nationale — problème fondamental dans les pays baltes, en raison d'un passé souvent

tragique. Le quotidien du parti insiste sur « l'amitié et la fraternité entre les peuples de notre pays » et sur l'interdépendance des entreprises lettonnes, russes, ukrainiennes et biélorusses.

Un ancien combattant letton, cité par la Pravda, affirme que cette question « a été déformée par certains, ce qui a suscité parfois des phénomènes négatifs comme à Alma-Ata ». Ce citoyen faisait allusion aux émeutes anti-russes du Kazakhstan des 17 et 18 décembre dernier.

DOMINIQUE DHOMBRES.

■ M. Tchazov, nouveau ministre de la santé. — Le docteur Evgueni Tchazov, cinquante-sept ans, a été nommé ministre de la santé en remplacement de M. Sergueï Bouroukov, relevé de ses fonctions fin décembre après avoir été accusé d'« irresponsabilité », annonce un décret du présidium du Soviet suprême publié mardi 17 février. Membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine d'URSS, le docteur Tchazov, vice-ministre de la santé depuis 1985, est cofondateur avec l'Américain Bernard Lown de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPNW), qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1985. — (AFP.)

L'URSS fait de nouvelles propositions sur les armes chimiques

L'URSS est prête à négocier le principe de l'inspection sur demande des sites où sont entreposées ses armes chimiques, mais avec certaines réserves, a indiqué, mardi 17 février, le représentant soviétique auprès de la conférence de l'ONU sur le désarmement, M. Nazarkine. Selon la nouvelle position soviétique, les pays signataires d'un éventuel traité sur l'interdiction des armes chimiques seraient obligés de déclarer l'importance et l'emplacement de leurs stocks d'armes chimiques dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur de l'accord. Auparavant, notamment aux termes d'une proposition déposée le 22 avril 1986 à Genève, l'emplacement des stocks d'armes chimiques devait être annoncé par étapes, au fur et à mesure de leur destruction, qui devait intervenir dans un délai variant entre six mois et dix ans.

Le numéro deux de la délégation américaine, M. Thomas Barthélemy, a déclaré à l'Associated Press : « Les Soviétiques ont manifesté un changement, mais nous ne savons pas encore dans quelle mesure il correspond à nos besoins. Nous devons examiner de près leur position. »

En revanche, Soviétiques et Américains restent en désaccord sur la question de l'inspection rapide sur demande de stocks d'armes chimiques. Les Etats-Unis veulent que l'inspection puisse avoir lieu dans les vingt-quatre heures. Moscou tient à

garder le droit de la refuser dans des cas exceptionnels. M. Nazarkine a reconnu que l'inspection sur demande restait un problème difficile, mais il a proposé diverses façons de l'aborder, y compris la définition de zones où toutes les demandes d'inspection devraient être acceptées.

L'UEO accepte l'invitation de Moscou

D'autre part le comité des présidents de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, organe directeur composé des représentants des sept pays membres (les six fondateurs de la CEE plus la Grande-Bretagne), a décidé mardi d'accepter l'invitation du Soviet suprême malgré l'opposition formelle du député britannique, Sir Frederic Benett. La décision d'accepter cette invitation sans précédent (le Monde du 18 février) a été prise par 11 voix contre 2, indique-t-on de sources proches de l'UEO.

La délégation aura à Moscou un « échange de vues large et approfondi sur les problèmes-clés de notre temps tels les relations Est-Ouest et le désarmement », selon le texte de l'invitation qui avait été transmis le 6 février au président de l'UEO, M. Jean-Marie Caro, par l'ambassadeur d'URSS à Paris, M. Riabov. La visite aura lieu avant la fin du premier semestre, à une date qui reste à fixer.

Les réactions après le Forum de Moscou

M. Raimond : « Une double vigilance »

Commentant pour TF1, mardi 17 janvier, les événements d'URSS, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a déclaré :

« M. Gorbatchev appartient à une nouvelle génération et l'équipe dont il est entouré appartient également à une nouvelle génération. Ils diffèrent profondément de leurs prédécesseurs. Ils sont conscients du monde extérieur. Ils sont conscients de la nécessité de réformer le système de gestion économique et social de l'Union soviétique pour le rendre plus efficace. Mais c'est une opération extrêmement difficile. Pour le moment, ils gèrent l'économie soviétique et, d'ici deux ou trois ans, ils auront un diagnostic. Je suis persuadé que ce diagnostic les amènera à la conclusion qu'il faut tout changer à la nature du système, et personne ne peut dire, même pas eux-mêmes, s'ils auront la volonté ou le pouvoir politique de le faire. »

« Face à ces événements, a conclu M. Raimond, il faut ce que l'appelle une double vigilance. Être vigilant d'une part, pour bien guetter tout ce qu'il y a de nouveau et ne pas croire que rien ne changera jamais en Union soviétique et, d'autre part, être vigilant pour ne

pas céder à des illusions et faire des concessions sur les intérêts de l'Occident. »

M. Malhuret : « Un film à grand spectacle »

De son côté, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'est déclaré « indigné », sur les antennes de RTL, par les réactions favorables qui ont suivi le Forum international pour la paix de Moscou.

« Je suis indigné de la réaction à ce film à grand spectacle, avec Gorbatchev et Tchernomyrdine, de l'homme, Gregory Peck, Marina Vlady, Paul Newman et les autres qui viennent en figurants, le tout avec des costumes de Pierre Cardin. (...) Il est quand même étonnant qu'on se laisse encore avoir par ce genre de mise en scène qui n'est pas la première. (...) On nous dit, et je m'en réjouis, qu'il y a eu des libérations de dissidents et de refusniks depuis quelques semaines. C'est vrai, mais ces libérations sont tout autant arbitraires que les emprisonnements qui les ont précédées. Par conséquent, le système n'a pas

changé. Il y a des beaux discours, mais il n'y a pas aujourd'hui d'actes qui pourraient nous faire croire que le système a changé. »

Pas tant tard sur France-Inter, M. Malhuret a évoqué encore le « mouvement de la paix à grand spectacle » où « les droits de l'homme sont enrôlés au service d'une cause qui est celle du désarmement unilatéral de l'Occident ». Selon lui, « le loup soviétique essaie de se montrer sous un jour de grand-mère ».

■ M^{me} Garaud et l'URSS. — M^{me} Marie-France Garaud, commentant l'allocation prononcée par M. Mikhaïl Gorbatchev au Forum international pour la paix, a comparé, mardi 17 février sur Europe 1, le numéro un soviétique à « Jupiter qui avale ceux qu'il veut perdre ». Selon elle, « la dernière rencontre entre Soviétiques et Américains a scellé le désenchantement américain en Europe ». Pour M^{me} Garaud, l'objectif de M. Gorbatchev « est de mettre les Occidentaux dans de bonnes dispositions à l'égard de son pays ».

Confusion à Moscou autour de la libération annoncée de plusieurs « prisonniers de conscience »

MOSCOU
de notre correspondant

M. Boris Begun a annoncé son intention de commencer ce mercredi 18 février une grève de la faim de quinze jours, coïncidant avec les deux semaines de prison auxquelles il a été condamné pour sa participation aux manifestations de refusniks de la rue de l'Arbat, la semaine dernière. Il est le fils de M. Iossif Begun, enseignant « privé » d'hébreu, militant de la culture juive incarcéré depuis 1983.

L'incertitude demeure sur le sort de M. Iossif Begun lui-même. Un membre du comité central, M. Georgi Arbatov, a déclaré dimanche à la chaîne de télévision

CBS qu'il était « libre ». Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Gueorgui Guerassimov, a été mardi moins affirmatif. Il a évoqué de façon plus générale les « règles » qui président à la libération avant terme des détenus, même quand une décision de principe est déjà prise par le Soviet suprême.

La plus grande confusion règne à Moscou aussi bien chez les autorités que dans les milieux dissidents sur le statut actuel de nombreux « prisonniers de conscience ». M. Guerassimov ne cesse de citer des chiffres considérables, mais les ex-détenus n'arrivent eux-mêmes qu'à se compter dans les gares de la capitale. Faut-il invoquer, comme le fait le porte-parole, les lenteurs de la bureaucratie pénitentiaire soviétique ? Y a-t-il des résistances plus politiques au sein du ministère de l'Intérieur, responsable du réseau des prisons et des camps ?

M. Guerassimov a annoncé que par décret du Soviet suprême, en date du 13 février, le psychiatre dissident Anatoli Koriagin bénéficie d'une « libération anticipée ». Personne n'a encore vu M. Koriagin. « Il sera libre aujourd'hui ou demain », a affirmé M. Guerassimov. M. Koriagin, dont le nom a été avancé pour l'attribution du Prix Nobel de la paix 1987, avait été condamné à sept ans de camp en 1981 pour avoir dénoncé l'usage répressif de la psychiatrie contre les dissidents. M. Koriagin semble être un des « grands prisonniers » qui ont refusé de signer quelque engagement que ce soit pour l'avenir et pour lesquels il a donc fallu passer par une autre procédure que celle initialement imaginée par les autorités.

M. Guerassimov a également affirmé que M. Ogorodnikov, fondateur d'un groupe chrétien indépendant et condamné en 1979, allait bénéficier d'une mesure de « clémence ». Au total, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a annoncé que par décret du Soviet suprême, en date du 13 février, le psychiatre dissident Anatoli Koriagin bénéficie d'une « libération anticipée ». Personne n'a encore vu M. Koriagin. « Il sera libre aujourd'hui ou demain », a affirmé M. Guerassimov. M. Koriagin, dont le nom a été avancé pour l'attribution du Prix Nobel de la paix 1987, avait été condamné à sept ans de camp en 1981 pour avoir dénoncé l'usage répressif de la psychiatrie contre les dissidents. M. Koriagin semble être un des « grands prisonniers » qui ont refusé de signer quelque engagement que ce soit pour l'avenir et pour lesquels il a donc fallu passer par une autre procédure que celle initialement imaginée par les autorités.

estime que la décision de libérer cent cinquante détenus dissidents est déjà prise et que cent quarante à cent cinquante autres cas sont en cours d'examen.

D. Dh.

[Cité par l'agence UPI, l'Américain Andreï Sakharov a déclaré mardi 17 février qu'il se commémorait « cent cinquante prisonniers » qui avaient été libérés. Il a été très étonné par les nouvelles selon lesquelles certains prisonniers seraient avoir été transférés d'un lieu à un autre. Toujours d'après UPI, Andreï Sakharov estime qu'environ sept cents prisonniers politiques restent en détention.]

■ BULGARIE : un vice-ministre condamné à quinze ans de prison. — Le vice-ministre bulgare du commerce extérieur, M. Gueorgui Voutchev, a été condamné récemment à quinze ans de prison et à la confiscation de tous ses biens, rapporte l'hebdomadaire bulgare Pogled (Regard).

« Devant le caractère accablant des nombreux témoignages », écrit le journal, M. Gueorgui Voutchev, sobriquet deux ans, dit le Dandy, a été condamné (...) pour avoir abusé systématiquement de son pouvoir, accepté des pots-de-vin de représentants de firmes étrangères, et détourné de très importantes sommes d'argent en devises fortes. Le journal ne précise pas le montant des sommes détournées. — (AFP.)

■ INDE : la crise au Pendjab. — Le ministre de l'Agriculture de l'Etat du Pendjab, M. Harbhajan Singh Sandhu, a été démis, dimanche 16 février, de ses fonctions pour avoir apporté son soutien au parti sikh indépendantiste, le Parti unifié de l'Akali Dal, créé avec le soutien des religieux sikhs. Ce parti a été fondé il y a deux semaines, dans le but notamment de faire tomber le chef-ministre de l'Etat, M. Barama, qui a été « excommunié » le 11 février de la religion sikh pour avoir refusé d'obéir aux prières. — (AFP.)

■ RFA : RECTIFICATION. — Une erreur de transmission nous a fait situer le congrès des lycées avec section bilingue franco-allemande à Bad-Bergzabern (le Monde du 17 février). Ce congrès s'est tenu à Bonn, du 13 au 15 février, les élèves du lycée de Bad-Bergzabern en assurant la clôture par une représentation du Mariage de Figaro.

POINT DE VUE

TCHECOSLOVAQUIE : perplexité et tiraillements internes

par Pavel Tigrd
journaliste d'origine tchèque

Le Parti communiste tchécoslovaque ne brille pas par son originalité. Ce n'est pas par hasard si, dès la fin de la dernière guerre, il a adopté le drapeau d'Avec l'Union soviétique pour l'éternité, qu'on peut voir aujourd'hui encore dans toutes les villes et sur toutes les routes du pays, et à laquelle l'humour populaire ajoute : « D'accord, mais pas une minute de plus ! » Quelle a donc été la réaction à l'appel soviétique à la « reconstruction » actuellement prônée par M. Gorbatchev, de la part de la direction d'un parti qui, il y a dix-neuf ans, sollicita l'intervention militaire de cinq pays « frères » pour enterrer un projet de réforme qui rappelait à beaucoup d'égards ce qui est devenu aujourd'hui le programme officiel des Soviétiques ?

La réaction est, en un mot, ambiguë et perplexe. Il est vrai que, après plusieurs tentatives pour amputer les discours de Gorbatchev de leurs passages les plus radicaux, l'organe principal du PC tchèque a reproduit intégralement l'allocation du numéro un soviétique concernant des modifications de la politique d'encadrement. Mais ce geste est sans doute dû au retentissement fâcheux des coupures déjà opérées par la censure. Non seulement on en a parlé dans les médias occidentaux, mais — chose à peine croyable — on a pu voir les Tchèques prendre d'assaut les kiosques à journaux, cherchant la Pravda moscovite. Marque de confiance, le numéro demandé était introuvable. L'économie parallèle est donc entrée en jeu et, pour la première fois depuis très longtemps, un journal soviétique s'est retrouvé en vente au marché noir.

Le quotidien fidele Pravo a consacré au discours de Gorbatchev un bref éditorial, mais l'essentiel était omis. On ne trouvait pas un mot sur la proposition d'instituer le vote à bulletin secret et de supprimer les candidatures uniques dans les élections au sein des organes du parti, ni sur l'établissement des pouvoirs des

tribunaux et le renforcement du contrôle exercé sur la police. L'organe officiel des communistes tchèques résumait tout cela en une petite phrase : « Le comité central du PCUS a évoqué la lutte contre le formalisme dans la vie politique, sans excepter le système électoral et d'autres aspects. » Et pour prévenir toute panique chez les camarades tchèques, on soulignait que le processus d'ouverture était « dirigé de haut en bas », qu'il ne s'agissait pas d'une tendance spontanée ni surtout de la réponse à une « pression de la base », mais bien d'une expérience contrôlée et canalisée par le parti.

Restructuration économique

Plus intéressant était l'exposé fait par Lubomir Strougal, président du conseil fédéral et membre du bureau politique, le 27 janvier dernier, à une réunion de travail du comité central. Strougal a lui aussi parlé d'une « restructuration », notamment du discours de Gorbatchev. Ainsi, il a affirmé d'entrée de jeu, sans les circlocutions d'usage, que le développement de l'économie tchécoslovaque « ne répond ni à notre attente ni à nos possibilités effectives ». La peur de progrès enregistrés est « trop lente ». Depuis une quinzaine d'années, le taux de croissance du produit national brut est tombé de 31,5 à 9,3 %. La production des sommes investies dans l'industrie, dont le montant est demeuré constant, a diminué de 25 % depuis 1975. La productivité du travail accuse également une courbe descendante, avec une croissance de 7,4 % seulement contre 27 % en 1975.

Les causes de cette stagnation ? Sur ce point, le premier ministre tchécoslovaque s'est fait l'écho du secrétaire général soviétique : une modernisation trop lente des entreprises, une mauvaise politique d'investissement, le gaspillage des

matières premières, la mauvaise qualité des produits finis, l'approvisionnement insuffisant du marché intérieur, le marasme du commerce extérieur « face à la concurrence agressive des produits capitalistes » (20 % des produits destinés à l'exportation sont refusés comme « ne répondant pas aux normes de qualité »). L'indice du plan d'Etat pour l'année 1986 « n'a pas pu être réalisé ». En un mot, le mécanisme économique dans son ensemble se révèle aujourd'hui « peu performant ».

Une réhabilitation de Dubcek ?

Pour redresser la situation, Strougal a proposé — et le parti a approuvé — plutôt une « restructuration » qu'une réforme de cette machine en panne. Ce sera la troisième tentative de ce genre entreprise en l'espace de trente ans, mais jusqu'à présent « on n'a jamais dépassé le stade des tentatives ». Pourquoi ?

La réponse de Strougal donne à réfléchir. La restructuration économique inaugurée dans la seconde moitié des années 60 (c'est-à-dire le projet élaboré par l'équipe des communistes réformistes et mis en pratique à la faveur du printemps de Prague) contenait, a-t-il affirmé, « de nombreux éléments positifs qu'il serait bon de développer pour en tirer parti dans la pratique ». De plus, cette « expérience » était « le signe du besoin objectif d'une réorientation progressive de notre économie nationale vers un développement intensif ».

L'entente au sein de s'abriter derrière le pontifical idéologique des rigues, selon lequel ce bon principe aurait été, en 1968, « détourné et exploité à des fins politiques ». Néanmoins, l'opinion exprimée demeure loin de la thèse orthodoxe concernant la réforme tentée par Dubcek et ses amis, jusqu'à présent interprétée comme un essai de restaurer un régime capitaliste, à la solde de l'impérialisme mondial. Aujourd'hui, à en croire Strougal, l'économie tché-

coslovaque « n'a pas le choix ». Il faut bien passer par le développement intensif car « les gens sont mécontents du mauvais niveau de vie ».

Une hirondelle ne fait pas le printemps et Strougal lui-même reconnaît que la « restructuration » non seulement se heurte à des obstacles mais provoque des « conflits ». Certaines frictions sont d'ailleurs apparues au cours de la réunion, dans le discours prononcé par un membre ultraconservateur du bureau politique, Milos Jakes, qui a rappelé énergiquement les « leçons de l'expérience ». Toujours et surtout « le parti doit garder la haute main sur le processus de restructuration ; on ne peut avancer rapidement, avec certitude et sans danger, qu'à l'initiative et sous la direction du parti ».

Au début du mois de février, M. Vasil Blazek, secrétaire du comité central du PCT, dans un article publié en première page du Rude Pravo, était plus explicite encore, rappelant que le printemps de Prague visait à « détruire les fondements du socialisme, ramener le pays en arrière, affaiblir la communauté socialiste tout entière... »

■ Des dissidents sont interpellés. — Des dissidents tchécoslovaques, dont le dramaturge Vaclav Havel, ont été, mardi 17 février, arrêtés par la police de reconnaissance des représentants du Congrès américain en visite à Prague, et ont été interpellés alors qu'ils se rendaient au rendez-vous et ont été retenus toute la matinée au commissariat, a-t-on indiqué de même source. La délégation du Congrès américain, conduite par M. Steney Hoyer, coprésident de la commission pour la sécurité et la coopération en Europe, a toutefois pu s'entretenir, mardi matin, avec certains dissidents, dont M. Josef Voznysek et M^{me} Louise Sihanová, porte-parole de la Charte 77, et M. Vaclav Maly, prêtre catholique interdit de sacerdoce. (AFP.)

Le Monde
sur minitel

10 ABONNEMENTS GRATUITS
AU MONDE
Jouez avec le Monde et gagnez votre abonnement.
36.15 TAPEZ LE MONDE

York 4110

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Une clef introuvable pour tous les pouvoirs

La question calédonienne s'apparente de plus en plus à une histoire de force. Un défi au bon sens que personne ne paraît capable de relever. Comment interpréter autrement l'impuissance du pouvoir central, quel qu'il soit, à régler un problème de cohabitation qui semble pourtant à la mesure humaine puisqu'il ne s'agit, après tout, que de faire régner la paix et la démocratie sur une terre accueillante dont la population de 145.000 habitants n'exède pas celle d'une ville comme Dijon ?

L'erreur des hommes politiques qui prétendent le résoudre à coups de loi tient sans doute à leur obstination à faire entrer les réalités locales dans les moules de leurs convictions partiales. Alors que le simple constat de ces réalités — si ce n'est la démolition de ses oripeaux politiques de gauche ou de droite — fournit les clés des chemins à emprunter pour approcher des solutions.

Ce constat, quel est-il ?

• La Nouvelle-Calédonie est un archipel francophone dans un océan anglophone. Personne, sur cette terre des antipodes, n'a objectivement intérêt à la disparition de la présence française. Ni les calédoniens, bien sûr, ni les Canaques, assurés au plus d'un bon de deux siècles en arrière ou, au mieux, de tomber sous le coup d'une puissance étrangère dans l'hypothèse d'une indépendance qui marquerait une rupture totale avec la France. C'est bien la raison pour laquelle aucun dirigeant indépendant n'a jamais présenté une pareille éventualité. Tout le reste n'est que procès d'intention ou argument polémique.

• La Nouvelle-Calédonie est une terre soumise. Elle n'a que sept habitants au kilomètre carré et pourrait nourrir une population trois ou quatre fois supérieure. Toute logique d'extension relève donc de l'absurde.

• La Nouvelle-Calédonie est une terre progressivement colonisée, depuis la prise de possession du 24 septembre 1853, proclamée par un expéditif lever des couleurs françaises, et l'histoire de cette colonisation se traduit par la coexistence de deux légitimités : la légitimité originelle de la population mélanésienne, qui revendique à juste titre les droits du premier occupant, et la légitimité historique des descendants des premières colonies de peuplement venues de métropole, dans les bagages des missionnaires ou derrière les gardes-chiourme des colonies pénitentiaires. Dans les controverses contemporaines, tout le monde a la fois raison et tort. Privileger le point de vue de l'un ou de l'autre, c'est se priver d'un regard équilibré.

• La Nouvelle-Calédonie est une terre de déséquilibres et d'inégalités. L'agglomération de Nouméa compte 58,5 % de la population totale, mais 61 % des

Européens et seulement 18 % des Mélanésiens. Nouméa est blanche, européenne et océanique ; le brousse est noire et canaque (1). De même, 95 % des ressources fiscales directes sont perçues sur l'agglomération de Nouméa où sont concentrées presque toutes les richesses économiques : Nouméa vit dans l'opulence, la brousse dans le sous-développement.

Le monde rural n'est pas mieux partagé : les colons ont reçu en partage des terres installées les meilleures terres et les tribus canaques, cantonnées à l'origine dans des réserves administratives, continuent de subir cet « héritage » historique, aggravié par des conceptions de vie et des systèmes de pensée diamétralement opposés.

Inévitablement, ces situations déséquilibrées et inégalitaires se traduisent, en termes de pouvoirs politiques et économiques, par la prépondérance de la société nouvelle-mélanésienne, par la prépondérance de la société rurale, canaque à 90 %. Ce qui ne fait qu'accroître les oligarchies et nourrit les antagonismes politiques. Cercle infernal, générateur du mouvement indépendantiste. Nier ces évidences revient à pratiquer la politique de l'autruche : les admettre ne conduit pas, pour autant au succès. D'où la nécessité, assurément, de recourir inlassablement à une alchimie subtile.

Les petits pas de M. Lemoine

En dépit de la situation insurrectionnelle créée à partir de la fin novembre 1984, c'est le secrétaire d'Etat socialiste chargé du dossier de 1983 à 1985, M. Georges Lemoine, qui s'est le plus avancé vers la clé miraculeuse. La preuve en est que, dans la foulée, comme à gageure, tend aujourd'hui l'homme à la formule que le maire de Chartres avait préconisée. Un grand pas avait été fait à l'issue de la « table ronde » de Nouméa-les-Roches, en juillet 1983 : l'abolition du fait colonial avait été proclamée. La reconnaissance de la légitimité de la population canaque sur sa terre ancestrale avait été reconnue, ainsi que son « droit d'usage et d'habitat » à l'indépendance « dans le cadre de l'autodétermination prévue et définie par la Constitution ».

An non du courant loyaliste, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, avait avoué, par sa participation à ces travaux, ces importantes concessions faites par la communauté canaque à la communauté calédonienne. En contrepartie, les chefs indépendantistes, M. Jean-Marie Tjebou en tête, mais aussi Elie Machoro, avaient admis que l'autodétermination devait être ouverte aux autres ethnies du territoire, dont la légitimité

ne saurait être contestée, et non aux seuls Canaques.

L'Etat français s'engageait, quant à lui, à « préparer la démocratie » dans un plan évolutif, en trois étapes : mise en œuvre d'un statut d'autonomie intégrant un partage plus équitable des pouvoirs dans le territoire, puis d'une phase de transition au cours de laquelle toutes les parties concernées auraient déterminé ensemble les conditions d'organisation du futur référendum, reporté au-delà de l'élection présidentielle de 1988. Le temps pour les uns

pouvoir politique et économique au profit de la communauté mélanésienne sous la haute surveillance du haut-commissaire de la République investi d'une forte autorité d'arbitrage, à l'image des anciens régimes canaux d'administration directe. Depuis lors, trois des quatre régions créées en Nouvelle-Calédonie sont contrôlées par les élus du FLNKS.

Ce système visait à compenser les déséquilibres naturels et historiques par l'octroi aux trois régions de brousse des moyens juridiques, techniques et financiers de contrebalancer le poids conservateur de

que, M. Jean Montpezat, et l'administration territoriale s'emploient depuis onze mois à priver les indépendantistes des principaux instruments et moyens mis à leur disposition par M. Pisan.

Cette « normalisation » prend même des formes entrecroisées, ressenties comme de nouvelles brimades par les élus canaques des régions de brousse. Dans un document annexé à la lettre qu'ils ont adressée lundi 16 février à M. Jacques Chirac, les trois présidents de région indépendantistes, MM. Tjebou, Joré et Yewéné, citent de nombreux exemples. Le délégué du

d'une défaite politique et psychologique des indépendantistes à l'issue du référendum d'autodétermination dont l'organisation est maintenue avant la fin de cette année mais dont les termes seront différents de ceux retenus par la gauche. On proposera aux électeurs un choix manichéen : l'autonomie aménagée dans la cadre de la République française ou l'indépendance conçue comme une rupture totale avec la France. Verrouillage politique !

Pour superviser cette reprise en main, le ministre des DOM-TOM vient d'adjoindre à M. Montpezat un ancien chef de la division financière et des affaires générales du service central de contre-espionnage (SDECE, devenu DGSE), M. Michel Kuhnmann, qui fut aussi l'administrateur supérieur de Wallis-et-Futuna.

M. Pisan avait privilégié les options indépendantistes ; M. Pons épouse totalement les thèses de M. Lafleur et de ses ultras. Le résultat ne s'est pas fait attendre : le dialogue est rompu entre le ministre et les principaux élus de la communauté canaque, les indépendantistes modérés se rapprochent du FLNKS qui se renouvelle et envisage de boycotter le référendum.

Un retour à la case départ

En répliquant que tout cela n'a pas d'importance parce que le FLNKS n'existe pratiquement plus, le ministre des DOM-TOM livre ses désirs pour des réalités.

Le pari de M. Pisan était au fond, que la large majorité des élus calédoniens de la Nouvelle-Calédonie entre ses deux principales communautés finirait par convaincre les uns et les autres de collaborer dans la paix. Le pari de M. Pons est que ce fossé importe peu pourvu que l'Etat manifeste assez d'autorité pour imposer la politique voulue par la majorité de la population. Chères utopies...

S'il reste encore une chance de préserver un avenir pacifique à cette terre lointaine, c'est certes d'un médiateur fort que la Nouvelle-Calédonie a besoin. Mais d'un médiateur neutre. Tant il est vrai que sur les trois quarts de son territoire la communauté mélanésienne se sent « à l'étranger ».

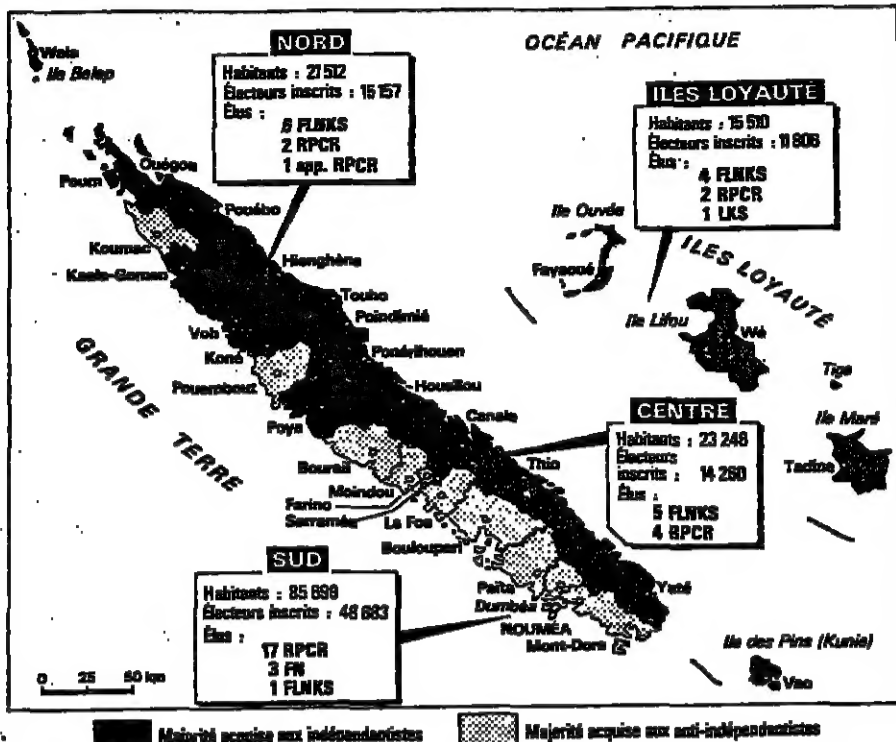
Pour des raisons électorales les choix faits depuis le 16 mars ont malheureusement tendance à aller à l'encontre de l'objectif que M. Chirac s'était assigné lui-même quand il évoquait, le 29 août 1986, à Nouméa, la fin de « temps de feu ». Le ministre de l'Intérieur se voit ainsi présenter la population un « message d'espoir, de tolérance et de solidarité ». Déprimant retour à la case départ.

ALAIN ROLLAT.

(1) Numériquement, les communautés les plus nombreuses sont la mélanésienne (61 870) et l'européenne (31 974). Les Océanistes (Wallisiens, Tahitiens, Indonésiens, Indochinois...) représentent un groupe de 18 000 personnes. Mais la croissance démographique la plus forte est celle des Océanistes, qui passent de 2 000 à 12 000 personnes en 1986.

• Une mission du Sénat en Nouvelle-Calédonie. — Une mission du Sénat, composée de MM. Pierre Schiold Union, sénateur, Haut-Rhin, Jacques Bialski (PS, Nord) et Armand Bouquereau (RPR, Corse) est arrivée mardi 17 février, à Nouméa, pour une visite d'études d'une semaine en Nouvelle-Calédonie.

• M. Bérégovoy : « inadmissible ». — M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre socialiste de l'économie et des finances, a qualifié, mardi 17 février, sur RTL, d'« inadmissible » l'avertissement lancé par M. Bernard Pons à M. François Mitterrand, concernant les modalités du scrutin d'autodétermination prévu pour l'été prochain en Nouvelle-Calédonie. M. Bérégovoy a estimé que le ministre des DOM-TOM s'est exprimé comme si le président de la République n'était pas « le garant de l'intégrité nationale et de la cohésion du pays. Il a le droit et le devoir de s'exprimer sur ce sujet comme sur d'autres ».



Cette carte illustre la répartition des votes, dans chacune des quatre régions de Nouvelle-Calédonie, à l'issue du scrutin territorial du 29 septembre 1985.

d'explorer complètement les possibilités institutionnelles de l'autonomie territoriale de gouvernement, et, pour les autres, de préciser le contenu d'une éventuelle indépendance en douceur.

Les événements et surtout l'activisme d'Elie Machoro, « chef de file » du FLNKS, ont par les gardes du GIGN en janvier 1985, en ont décidé autrement. Occasion perdue.

Successeur de M. Lemoine, M. Edgar Pisani, lui, a tenté en 1985-1986 de forcer le jeu. Il s'est montré dirigiste, autoritaire, disant même les canaques. Prenant ouvertement le parti idéologique des Canaques, parce qu'ils sont les plus démunis, il a mis en place, à partir des élections territoriales du 29 septembre 1985, un découpage régional rééquilibrant le partage du

Nouméa. Le chef-lieu devenait un îlot loyaliste, politiquement isolé des trois régions où les militants du FLNKS allaient pouvoir agir, en toute légalité, dans le sens d'une indépendance rampante.

Ce processus devait culminer par l'organisation, avant le 31 décembre 1987, d'un référendum sur l'accession du territoire à l'indépendance en association avec la France.

La marche arrière de M. Pons

Ce pari ne manquait ni d'ingéniosité, ni de générosité, mais il a aussitôt été contrarié par les visions trop anxiogènes de M. Pisan et, de toute façon, sa réussite supposait l'existence d'un relatif consensus au sein de la population calédonienne. Chimère balayée le 16 mars 1986 par le renversement de majorité nationale.

Aujourd'hui, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, prend exactement le contre-pied de M. Pisan. La loi du 17 juillet 1986 a conservé formellement les grands axes du statut de novembre 1985 ainsi que le découpage régional inscrit par les socialistes. Mais ce cadre a été progressivement vidé de toute substance. Ce n'est plus qu'une coquille vide. Sous la pression du RPCR, et conformément à la stratégie de M. Pons qui veut marginaliser le FLNKS, le haut-commissaire de la Républi-

que, M. Jean Montpezat, et l'administration territoriale s'emploient depuis onze mois à priver les indépendantistes des principaux instruments et moyens mis à leur disposition par M. Pisan. Cette « normalisation » prend même des formes entrecroisées, ressenties comme de nouvelles brimades par les élus canaques des régions de brousse. Dans un document annexé à la lettre qu'ils ont adressée lundi 16 février à M. Jacques Chirac, les trois présidents de région indépendantistes, MM. Tjebou, Joré et Yewéné, citent de nombreux exemples. Le délégué du

gouvernement a annulé les délibérations des conseils régionaux du Centre et des Iles Loyauté, qui avaient fixé leurs budgets primitifs pour 1987 ; ces deux régions sont donc condamnées à ne rien entreprendre cette année. Ici, on bloque, de Nouméa, les crédits demandés pour la réalisation de petites routes, l'aménagement de l'aérodrome de l'île des Pins, la réfection d'un wharf à l'île de Belep. Là, c'est la Caisse centrale de coopération économique qui refuse d'autoriser des emprunts pour la réalisation d'une adduction d'eau potable, l'entretien de pistes, la construction de postes sanitaires en brousse. Là encore aucune suite n'est donnée aux dossiers de demandes d'embauche de seize jeunes déposés par la région du Centre, ni au projet de conseil des Iles Loyauté pour l'acquisition d'un bateau destiné à faire la navette dans cet archipel. Verrouillage économique !

Parallèlement, le gouvernement a entrepris un quadrillage militaire du territoire pour placer les tribus canaques sous le contrôle permanent de régiments de parachutistes ou de troupes de marine. Les soldats métropolitains redécouvrent les charmes de la « nomadisation » inventée naguère pour « pacifier » l'Algérie.

A moyen terme, le ministre des DOM-TOM envisage de modifier le découpage régional de telle sorte que la région du Centre retombe sous le contrôle du RPCR. Dans l'immédiat, M. Pons s'efforce de créer les conditions

L'affaire du « Southern-Raider »
Le parquet réagit à « Droit de réponse »

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

Le procureur de la République de Saint-Denis a réagi, mardi 17 février, dans un communiqué, aux propos tenus lors de l'émission de Michel Polac « Droit de réponse » consacrée pour partie à l'affaire du Southern-Raider, navire paquebot, coulé au large de l'île Saint-Paul, le 9 octobre dernier, après avoir essuyé des tirs du patrouilleur de la marine nationale, l'Albatros. Selon ce communiqué, « le rapport d'expertise établi à la demande du magistrat instructeur exclut formellement la possibilité que les deux tiers depuis l'Albatros soient à l'origine du naufrage du navire, en raison de leur impact au-dessus de la ligne de flottaison et de leur faible diamètre ». Ce même rapport « retient à titre d'hypothèse vraisemblable celle du sabotage, seul de nature à expliquer la rapidité du sinistre ».

Concernant les propos tenus samedi par un des membres de l'équipage, John Salen, à « Droit de réponse » suivant lesquels les marins du Southern-Raider ont pris l'Alba-

tro pour un bâtiment pirate, le procureur indique que cette thèse « méconnaît de la manière la plus complète le contenu des débats de l'audience du tribunal correctionnel de Saint-Denis, qui a condamné John Chadderton et Alistair Amandale à six mois de prison et à 15 000 francs d'amende pour infraction à la loi du 18 juin 1966 sur l'exercice de la pêche maritime dans les terres australes françaises et aux codes disciplinaires et pénal de la marine marchande ».

An cours de l'audience « Droit de réponse », Michel Polac avait laissé entendre que la fuite de John Chadderton et d'Alistair Amandale de la Réunion n'avait pas inquiété outre mesure les autorités françaises. Une position partagée implicitement par certains milieux policiers locaux, qui affirment que, si on l'avait voulu, réellement garder les deux marins sur l'île, le moyen le plus efficace aurait été de les mettre en prison. A cela est venu s'ajouter un élément nouveau : le gouvernement australien serait intervenu auprès du gouvernement français pour que l'affaire du Southern-

Raider ne devienne pas un motif de litige supplémentaire entre les deux pays, a-t-on appris mardi à Saint-Denis.

A la Réunion, les enquêteurs ont désormais la conviction que le Southern-Raider se livrait plus à des activités d'espionnage qu'à une opération de pêche illicite dans les eaux françaises. Ils étaient leur argumentation sur la position assez curieuse de l'Australie dans cette affaire : elle tend à laver John Chadderton de tout soupçon de trafic de drogue, alors que le capitaine du Southern-Raider serait fiché à Interpol comme un trafiquant notoire. D'ailleurs, indique-t-on à Saint-Denis, il s'avère que les services australiens spécialisés dans la lutte contre la drogue ont réussi à infiltrer l'équipage du chalutier coulé. Or tous les rapports officiels australiens parvenus à la Réunion concernent John Chadderton le mentionnent uniquement à titre de témoin dans une affaire de drogue pour laquelle il n'a jamais été condamné.

A. D.

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

New York 4110 F. Les gratte-ciel sans gratter le porte-monnaie.

Vois quotidiens de Paris CDG. Sans oublier que TWA dessert près de 100 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

Tarif loisir à/r 4 jours - 2 mois. Valable jusqu'au 31 mai.

Le Monde

ABONNEMENTS GRATUITS AU MONDE

LE MONDE

هكذا من الاصل

50 من الاحل

Politique

Les communistes et l'environnement

Les dernières retombées de Tchernobyl

Périodiquement, depuis une quinzaine d'années, le Parti communiste français tente des percées sur le front écologiste. Non pas pour se donner une couleur « verte », qu'il rejette, ni pour recruter du côté des écologistes, définitivement perdus à cause de ses positions productivistes et pro-nucléaires, mais pour faire entendre sa voix sur un thème très public — la qualité de la vie — et tâcher de faire passer son unique message : les dégâts causés à l'environnement sont dus au capitalisme ; les catastrophes écologiques qui nous menacent sont le fait de « la recherche effrénée du profit immédiat », de « l'action néfaste des multinationales » et, bien sûr, de la course aux armements.

En 1981, le parti avait lancé un « sous-marin vert » qui prit le nom de Mouvement national de lutte pour l'environnement (MNLE), afin de ne pas être absent de la mouvance « écolo ». Profitant de ce que 1987 a été déclarée Année européenne de l'environnement, sans doute aussi pour réagir à l'effet Tchernobyl qui pourrait infirmer la thèse « catastrophe écologique = capitalisme », le PC est reparti à l'offensive. A l'occasion d'une récente journée-débat à

l'Espace Messidor, à Paris, il a présenté une plaquette d'une trentaine de pages qui « définit les orientations du PCF en matière d'environnement ».

Dans le constat qui précède les propositions, on note cet aveu sur les pays socialistes : « Aucun système économique n'est à l'abri des risques technologiques majeurs, des pollutions et des dégradations de l'environnement ». Sont évoquées à titre d'exemples la pollution du lac Baïkal (« aujourd'hui en vote de résorption », précise le rapporteur, M. Sylvie Leroux, député au Parlement européen), les pluies acides en Europe de l'Est, et bien sûr « la catastrophe de Tchernobyl ». Mais, souligne le document, « une prise de conscience est en train de se développer dans les pays socialistes ». Si les moyens mis en œuvre pour sauvegarder l'environnement sont encore insuffisants, c'est parce que les pays capitalistes imposent une « course effrénée au profit » et une « course aux armements qui freine le développement économique et social du socialisme ».

S'agissant de la France, le document note que « la production d'électricité d'origine nucléaire a permis l'essentiel de la diminution » de la pollution atmosphérique, alors même que les constructeurs automobiles et les raffineries « refusent non seulement de protéger l'environnement », en n'investissant pas pour la voiture propre, « mais privent la France des chances d'aborder dans des conditions économiques favorables la concurrence internationale ». Quant aux menaces de marées noires, elles se précisent avec la multiplication des pavillons de complaisance, y compris le pavillon « français » des Kerguelen.

Investir dans la voiture propre

Le PCF, plus résolu que jamais à lutter contre la pollution agricole, rappelle que « le meilleur garant contre la désertification rurale et le retour à la friche, c'est la main-d'œuvre agricole ». Il faut donc « développer la production familiale rurale ». Quant à la forêt, qui pourrait fournir 41 millions de mètres cubes de bois par an et ainsi « satisfaire les besoins nationaux », la voilà abandonnée ou mal entretenue, d'où les incendies de forêt. « Il faut créer des emplois de sylvo-culteurs qualifiés et non pas se contenter d'utiliser des TUC, des prisonniers ou des élèves en vacances », souligne le document, qui chiffre les besoins à 56 000 ouvriers qualifiés et 5 600 ingénieurs et techniciens forestiers.

Tout en reconnaissant que l'énergie nucléaire présente des risques majeurs, au même titre que la chimie, le pétrole ou l'essence (« la fusion de l'atome à des fins civiles (électricité, propulsion navale) est une source potentielle de pollution importante de l'air et de l'eau, d'accidents dévastateurs comme celui de Tchernobyl »), le document précise qu'elle « constitue un immense gisement énergétique, susceptible, avec la mise en œuvre des réacteurs suralimentés, de participer pendant plusieurs siècles à la satisfaction des besoins énergétiques de l'humanité ».

Il en dit long sur les orientations que son candidat s'apprête à défendre dans l'élection présidentielle. Car si ces orientations étaient positives, favorables aux intérêts des travailleurs et du pays, pourquoi craindrait-on le vote des communistes ?

Et il en dit long sur les alliances que le Parti socialiste prépare, du haut en bas de l'Etat. Car s'il prend la décision de recuser par avance tout accord avec les communistes pour gérer les communes, les conseils généraux et régionaux — que ceux-ci soient dirigés par un élu socialiste ou communiste — avec qui conclura-t-il de tels accords ? Avec qui, sinon, comme il l'a fait à partir de 1947 et pendant des décennies, avec la droite ?

Le PSU aime « l'arc-en-ciel ». — M. Jean-Claude Le Scaer, secrétaire national du Parti socialiste unifié (PSU) a déclaré, mardi 17 février, qu'un espace politique nouveau est en train de s'ouvrir : l'émergence d'un « mouvement pour une alternative socialiste, autogestionnaire et écologiste » est maintenant crédible, selon lui, en raison de la crise du Parti communiste et de l'obsession gestionnaire du Parti socialiste, mais aussi des mouvements sociaux. M. Le Scaer estime que l'appel « pour un arc-en-ciel », lancé en faveur d'un regroupement de la gauche « alternative », et dont le PSU est partie prenante, marque « une étape importante dans le rassemblement d'une force politique pluraliste et devrait continuer de développer des contacts entre militants d'origines diverses ».

Les Français à travers les sondages de la SOFRES

Moins moroses mais toujours sceptiques

Les hommes préfèrent les brunes, mais, lorsqu'on leur demande de classer les actrices les plus séduisantes, ils placent en tête Catherine Deneuve. C'était en 1986. En 1987, la blonde star devra-t-elle se tenir pour épouser la tendance et maintenir son avance sur Isabelle Adjani, qui vient en deuxième position ? Vaine question, car il serait absurde de lire ainsi les sondages, en particulier ceux de la SOFRES, qui réalisent l'année dernière pour le compte de plusieurs organes d'information, dont le Monde. Elle nous les restitue dans sa synthèse annuelle de l'état de l'opinion, sous la forme d'un livre qui n'appartient pas qu'au passé.

Ce retour sur nous-mêmes, sur les fluctuations de nos sentiments et jugements collectifs, nos espoirs et nos craintes, peut servir à condition de procéder avec prudence, des clés pour le proche avenir : 1987, 1988... Les indications des grandes enquêtes de la SOFRES sont résumées dans cette perspective à la faveur de commentaires dont on saluera l'éclectisme et la compétence.

Simone Veil se penche sur le terrorisme, Michel Delebarre sur l'avenir du progrès social. Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré sur les questions proprement politiques

(cohabitation, tendances de l'opinion), Jean Boissonnat sur l'attitude face à l'argent, Annie Percheron sur les permis et interdits sociaux.

Nul, ici, ne prétend prédire l'avenir. Il s'agit de s'interroger sur les changements à vue de l'opinion, de cerner leurs limites et d'apprécier leur fragilité. Annie Percheron, par exemple, observe que la libéralisation des mœurs n'est pas générale et que, là où elle se développe, c'est dans un contexte moralisateur, sous l'œil d'un quelconque, Jean Boissonnat enregistre une évolution favorable à l'entreprise et à l'acceptation du risque financier, mais il souligne la précarité de ce message.

Au total, souligne Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré, les Français sont un peu moins moroses — s'agissant surtout de leur sort personnel — mais ils restent collectivement sceptiques. Et difficilement saisissables dans leurs inclinations politiques, qui ne paraissent pas vraiment fixées, comme le montrent les derniers revirements de la courbe de popularité des « présidentiables » de l'actuelle majorité, Jacques Chirac et Raymond Barre.

A.L.
★ SOFRES. — L'état de l'opinion. Seuil, 240 p., 99 F.

POINT DE VUE

La France décalée

par André Rossinot
Président du Parti radical
ministère chargé des relations
avec le Parlement

LES différents acteurs de la vie politique, économique et sociale constatent que la France est placée depuis quelques mois sous le signe des décalages ou de l'imprévisible.

Le drame moderne que traverse la société française provient essentiellement d'une absence d'adéquation entre la mentalité d'une crise d'identité du niveau des groupes moteurs de la vie associative, économique ou politique et l'interdépendance des mêmes partenaires lorsque l'intérêt général est en cause. Or, sans vouloir paraphraser Péguy, cette diversité devrait devenir facteur d'unité si l'on tient effectivement compte des transformations du monde qui nous entourent.

L'analyse économique, fortement dépendante de l'environnement international, montre à l'évidence que ce constat a pris une dimension planétaire dont il convient de mesurer les conséquences sociales et économiques.

Mais ne songe à nier, quelle que soit sa place sur l'échiquier politique, qu'une inflexion marquée constitue la réalité à tout redressement économique. Parallèlement, la crédibilité de la France à l'étranger dépend en grande partie de la « solidité » de sa monnaie.

Dans ce contexte, les équilibres de castes, les antagonismes sectoriels et les exploitations politiciennes des déformations conjoncturelles aggravent considérablement les risques de dérapages. Les récents mouvements sociaux en constituent le meilleur exemple, puisqu'ils ont conduit à un affaiblissement du franc par rapport au mark.

Est-ce faux de dire que le sort des plus défavorisés ne peut être amélioré qu'à condition pour notre société d'en avoir les moyens ?

Est-ce juste et conforme à la vérité d'affirmer que l'action économique du gouvernement est exclusive de son action sociale ?

Est-ce insupportable de dire que ceux qui ont un emploi garanti, dans des secteurs en perte d'activité, sont privilégiés alors que dans d'autres secteurs des entreprises aussi déficitaires déposeraient leur bilan et disparaîtraient ?

Si le droit de grève constitue une conquête reconnue par la Constitution, ses modalités d'exercice ne sont définies par aucun texte de portée générale.

La mise en œuvre, après avoir épuisé les autres formes d'expression de l'action syndicale et sous réserve du respect des libertés des salariés non grévistes, peut aboutir à la reprise de la négociation et du dialogue et permettre d'éviter les excès et les déformations constatées dans les stratégies de surenchère et d'effacement systématiques. Ceci implique évidemment, une volonté d'ouverture et une prise en considération prioritaire des facteurs humains à tous les niveaux. Pour les partenaires sociaux (syndicats et patronat) il s'agit tout simplement d'exercer leurs responsabilités, corollaire des libertés.

Il n'y a pas de fatalité du chômage, il n'y a pas de fatalité du déclin économique, aussi convient-il de changer nos mentalités en admettant d'abord que nous nous adaptons au monde. Ce n'est pas à lui de s'adapter à nous.

Prendre en compte les nouvelles attentes

Cette remarque vise toutes les composantes de la société française. Les étudiants et lycéens ne faisant pas de politique, ils réclament le dialogue, ils ne refusent pas la concurrence. Et pourtant, une réforme courageuse a été écartée parce que les bénéficiaires n'étaient pas préparés à la recevoir. La responsabilité réelle de ce dérapage n'incombe pas au gouvernement actuel. Elle relève d'habitudes répétées acquises et d'une absence de prise de conscience suffisante de la nécessité d'adapter l'enseignement aux besoins réels du pays. Il en est évidemment de même pour un sec-

teur trop longtemps négligé qui est celui de la formation des apprentis.

C'est ce même décalage social qui a été à l'origine du conflit des Chemins de fer. La SNCF, en effet, est aujourd'hui de la ville. Il n'est plus intégré à l'entreprise au plan social comme il y a quinze ou vingt ans. Il déserte, comme le salarié du secteur privé, sa vie de travail de sa vie privée. Le cheminot s'est réajusté et a évolué plus vite que sa hiérarchie, héritière de la tradition.

Le résultat : la naissance d'un mouvement spontané fondé davantage sur les revendications salariales, puis la tentative de manipulation de la CGT, enfin l'enlèvement du conflit et l'aggravation des difficultés de la SNCF.

Dire que les syndicats ont été débordés n'est pas faire de l'antisyndicalisme mais constater une fois de plus les décalages de notre société, il faut des syndicats forts et puissants, des partenaires et pas seulement des protestataires.

Ces éléments d'appréciation conduisent à souligner, l'ardente du monde politique.

Il se faut attendre l'élection présidentielle de 1987 pour que l'ensemble de la classe politique admette le choix des Français de 1982. La cohabitation n'est également du suffrage universel et qui traduit à un moment donné, quelles que soient les difficultés de mise en œuvre qu'elle comporte, une volonté exprimée par le peuple français révolté, en outre, par les réticences que se sentent, les difficultés d'adaptation de la classe politique.

Admettons-nous que les partis politiques sont représentatifs de toutes les couches sociales de la population et qu'il n'y a pas de déterminisme social à l'engagement et à l'action ?

Gouverner, c'est non seulement gérer et exécuter, mais c'est aussi prévoir. Si nous n'y prenons garde collectivement et refusons de prendre en compte l'émergence des nouvelles attentes culturelles, sociales et économiques de la société française, ce sont nos libertés qui en souffriront.

Un maire d'extrême droite accusé d'être « progressiste »

CHAUMONT
De notre correspondant

Le microcosme d'un petit village de la Haute-Marne en est tout bouleversé : le maire, membre du Front national, se heurte à une contestation quasi permanente menée par un radical de gauche qui lui reproche des décisions — somme toute ordinaires pour nombre d'élus locaux — à cause de leur caractère « progressiste ».

Maire depuis 1983 de Villers-sur-Sûre, M. Henri Thomas, député conseiller régional de Champagne-Ardenne depuis mars dernier, se défend de militer politique et gestion communale. Officier et ingénieur à la retraite, il a même interdit au Front national de coller des affiches en mars 1986 dans le canton d'Arre-en-Barrois où il s'était présenté sans succès.

Récemment, le projet de création d'une classe maternelle avec le village voisin de Marac, a tourné court. Tous les conseillers de Villers, autour du premier adjoint, — l'ancien maire M. Gilles Simon, — refusent le rapprochement avec Marac sous prétexte qu'il coûte trop cher. Les conseillers veulent suivre l'avis de la population, après un référendum, mais trop tard ! Marac choisit d'ouvrir sa maternelle à Leffonds, autre commune voisine.

Là ne s'arrêtent pas les tracasseries subies par M. Thomas. Il est traduit devant le tribunal administratif de Châlons-sur-Marne, pour avoir indûment versé des indemnités de logement à une institutrice. L'auteur de l'action en justice n'est pas le préfet, comme cela se produit fréquemment, mais toujours M. Simon, par ailleurs, gendarme et membre du MRG. Lorsqu'il

était premier magistrat, il avait refusé cette même indemnité.

Le conseil municipal, dans un premier temps, maintient ce refus. Le préfet traduit le conseil devant le tribunal administratif. Dans un second temps, le vote du maire, prépondérant, permet l'adoption du principe de l'indemnité à l'institutrice et entraîne le retrait de l'action du préfet.

Vainé, M. Simon traduit alors M. Thomas devant le tribunal administratif pour avoir accordé des pressions sur le conseil (M. Thomas a menacé de démissionner) et pour interprétation erronée des normes d'indemnité. L'affaire devait être jugée avant le mois de juillet. En attendant, à Villers, dans l'opposition, on parle de détournement de deniers publics. Pas moins.

Enfin, depuis quelques semaines, le maire alimente aussi les sarcasmes de l'opposition. Tout le monde sait, en effet, qu'il a célébré un mariage blanc : a créé un habitant de son pays, Paul Vitrey, ouvrier de minoterie, quarante-trois ans, et une jeune Marocaine, Rachide Oubouh, vingt-quatre ans, de Chaumont, fille d'un haut fonctionnaire de son pays. Paradoxe pour un maire du Front national, qu'épouse M. Thomas : « La jeune fille voulait devenir française. Son visa était périmé. Elle me l'a fait franchir. Elle m'a paru intelligente, évoluée, en divorce complet avec sa famille et sa culture. J'ai pris mes responsabilités ».

C'est ainsi que M. Thomas, homme dit d'extrême droite, prend des mesures dites de gauche qui lui valent pétitions, lettres ouvertes et actions venant des représentants de la gauche !

PASCAL DE BROISSIA.

Sur les marges de la majorité

Le tour de France de M. Briant

Sans tambour ni trompette, le nouveau secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans, M. Yvon Briant, poursuit un tour des départements qui le conduisent à la fois à des communes et à la nation, points d'ancrage indispensables à notre société de liberté (...). Nous défendons des valeurs simples comme l'attachement à la patrie, l'honneur, le courage ou le goût de l'effort (...). En tout état de cause il ne faut pas traiter les Français de souche comme les travailleurs étrangers dont l'apport n'a été que passager et qui n'étaient pas venus dans l'intention de s'intégrer à notre culture (...).

Essayer, à coups de concessions faites à leur doctrine de rallier certains socialistes à la majorité, c'est perdre son temps et c'est surtout compromettre l'efficacité de l'action gouvernementale (...). Trop souvent le gouvernement a cédé aux sirènes de la rue (...). Le gouvernement, obstacle après obstacle, a vu son énergie s'épuiser. Aujourd'hui, il lui faut nécessairement retrouver une certaine inspiration et c'est le CNI qui peut la lui donner.

Dans cette quête d'une aléatoire « troisième voie » de droite le secrétaire général du CNI achèvera cette tournée des « popotes » du CNI avant l'ouverture de la session parlementaire de printemps.

En Franche-Comté

Une majorité RPR-UDF-FN pour le vote du budget

BESANCON
De notre correspondant

Le budget primitif de la région de Franche-Comté pour 1987 a été voté après de longs débats, par 23 voix contre 20. Trois voix de majorité, ce n'est pas à proprement parler le consensus que le président du conseil régional, M. Edgar Faure (UDF-m), espérait réaliser sur son budget. Mais ces trois voix ont été à l'origine de multiples supputations, puisqu'il s'agit de celles des trois conseillers régionaux membres du Front national, dont on ne savait s'ils appliqueraient ou non à la lettre les directives nationales de leur parti à l'augmentation de la pression

fiscale. Après une première réunion, le 16 janvier, les conseillers régionaux avaient convenu de réexaminer en privé le projet de budget qui leur était soumis pour tenter de rogner quelques dépenses, de manière à atténuer l'augmentation envisagée de l'impôt régional, la taxe additionnelle aux contributions locales.

Le projet initial prévoyait 17 % d'augmentation de cet impôt par rapport à 1986. Les membres du Front national et leur collègue du Rassemblement pour les libertés se sont finalement satisfaits des 5 % auxquels l'assemblée est parvenue.

C.F.

Une délégation régionale du MLL à Toulon. — M. Pierre Debizet, ancien secrétaire général du Service d'action civique (SAC), a été élu, le samedi 14 février à Toulon (Var), une délégation régionale du Mouvement initiative et liberté (MIL). M. Debizet est secrétaire général de ce mouvement, créé en 1986 (le Monde daté 27-28 juillet 1986). Son président d'honneur est M. Alain de Boissieu, ancien grand chancelier de la Légion

d'honneur et gendre du général de Gaulle. Le MIL « est une association qui ne fait pas de politique » mais « est un mouvement d'action », dit-il, « de réflexion », selon M. Debizet, qui considère toutefois que le PCF reste « la menace essentielle ». Le secrétaire général du MIL, à juger, samedi à Toulon, qu'il faut « garder la vérité aux Français, car nous sommes dans une situation de guerre subversive et économique ».

Race décalée

Les retrouvailles entre les « mères d'Alger » et leurs enfants

Des conversations menées dans la nuit laissent entrevoir une ouverture sur un droit de visite transfrontière régulier. Les mères comptent reprendre leur marche le 19 février pour Genève, où se réunit actuellement la Commission internationale des droits de l'homme des Nations unies.

Des mères françaises et algériennes, qui, depuis le 20 février, marchent vers Genève pour que la France et l'Algérie signent enfin une convention permettant de régler les conflits au sujet des enfants de couples binationaux, ont reçu leurs enfants, mardi 17 février, à Strasbourg, accompagnés d'officiers algériens et de leurs pères.

Une nuit de méditation et de tension : c'est ainsi que plusieurs des « mères d'Alger » ont vécu la nuit de mardi à mercredi à Strasbourg. Une controverse sur le lieu d'hébergement des enfants a détérioré un climat déjà pesant. La première surprise pour celles qui ont reçu leurs enfants (trois françaises et une algérienne) a été la présence des pères ou tuteurs, accompagnés d'officiers algériens. Était-ce pour préparer une éventuelle conciliation ? Ou plutôt pour affirmer un refus ? Le mari de l'une des Françaises, M. Marie-Paula Walter-Meziani, a expliqué qu'il avait été convoqué par les autorités algériennes : « J'ai répondu tout de suite, car il y avait une garantie du gouvernement ». L'avocate des mères, M. Linda Weil-Curiel, est plus réticente : à ses yeux, l'arrivée des pères « a créé une gêne » et pèse sur les retrouvailles. Tandis que le député européen Anne-Marie Liza (socialiste belge) y voyait une chance de discussion.

Deuxième surprise : l'absence d'une petite fille de douze ans, Myriem, dont le père, M. Hélène Montégnaud, attendait la venue. A Strasbourg, le bruit circulait qu'elle avait refusé de monter dans l'avion et aurait menacé de se suicider.

Parents et enfants ont été rapidement réunis dans le bureau de Sir Henry Plumb, le nouveau président du Parlement européen. L'émotion la plus forte a sans doute été les retrouvailles de M. Margareth Hughes, Britannique, qui revoyait pour la première fois depuis cinq ans ses filles, Marcelle et Karen, et qui n'arrivait pas à reconnaître la cadette.

Enfin, plusieurs heures dans la nuit ont été consacrées à régler les questions d'hébergement. Mères et enfants devaient dormir à l'hôtel de jeunesse de Strasbourg, où une

Un maire d'extrême gauche accusé d'être progrog

Le maire de la commune de Villeneuve-sur-Lot, M. Jean-Paul L., a été accusé d'être progrog. Les accusations portent sur son attitude lors de la manifestation du 17 février à Strasbourg. On lui reproche d'avoir encouragé les participants à des actes de violence.

Les retrouvailles entre les « mères d'Alger » et leurs enfants

Querelle autour d'un toit

Des conversations menées dans la nuit laissent entrevoir une ouverture sur un droit de visite transfrontière régulier. Les mères comptent reprendre leur marche le 19 février pour Genève, où se réunit actuellement la Commission internationale des droits de l'homme des Nations unies.

Des mères françaises et algériennes, qui, depuis le 20 février, marchent vers Genève pour que la France et l'Algérie signent enfin une convention permettant de régler les conflits au sujet des enfants de couples binationaux, ont reçu leurs enfants, mardi 17 février, à Strasbourg, accompagnés d'officiers algériens et de leurs pères.

Une nuit de méditation et de tension : c'est ainsi que plusieurs des « mères d'Alger » ont vécu la nuit de mardi à mercredi à Strasbourg. Une controverse sur le lieu d'hébergement des enfants a détérioré un climat déjà pesant. La première surprise pour celles qui ont reçu leurs enfants (trois françaises et une algérienne) a été la présence des pères ou tuteurs, accompagnés d'officiers algériens. Était-ce pour préparer une éventuelle conciliation ? Ou plutôt pour affirmer un refus ? Le mari de l'une des Françaises, M. Marie-Paula Walter-Meziani, a expliqué qu'il avait été convoqué par les autorités algériennes : « J'ai répondu tout de suite, car il y avait une garantie du gouvernement ». L'avocate des mères, M. Linda Weil-Curiel, est plus réticente : à ses yeux, l'arrivée des pères « a créé une gêne » et pèse sur les retrouvailles. Tandis que le député européen Anne-Marie Liza (socialiste belge) y voyait une chance de discussion.

Deuxième surprise : l'absence d'une petite fille de douze ans, Myriem, dont le père, M. Hélène Montégnaud, attendait la venue. A Strasbourg, le bruit circulait qu'elle avait refusé de monter dans l'avion et aurait menacé de se suicider.

Parents et enfants ont été rapidement réunis dans le bureau de Sir Henry Plumb, le nouveau président du Parlement européen. L'émotion la plus forte a sans doute été les retrouvailles de M. Margareth Hughes, Britannique, qui revoyait pour la première fois depuis cinq ans ses filles, Marcelle et Karen, et qui n'arrivait pas à reconnaître la cadette.

Enfin, plusieurs heures dans la nuit ont été consacrées à régler les questions d'hébergement. Mères et enfants devaient dormir à l'hôtel de jeunesse de Strasbourg, où une

Les cinq dossiers

Les dossiers des cinq mères qui ont occupé l'ambassade de France en Algérie du 17 juin au 23 novembre 1985 ont évolué de manière différente.

Hélène Montégnaud, déboute par le tribunal de Skikda en octobre 1985, a porté plainte à Paris, où son ex-époux, M. Boufenz, a été placé sous contrôle judiciaire. Bien que son passeport lui ait été retiré, il a réussi à quitter clandestinement la France et à rentrer en Algérie en juillet 1986. M. Montégnaud a pu voir son fils pendant les vacances de Noël, au domicile et sous le contrôle de M. Boufenz.

Nicole Varoqui a récupéré ses deux enfants après un accord à l'amiable avec son ex-époux, M. Faradj, qui est rentré en France.

Le tribunal d'Oran a accordé à Marie-Paula Walter, en première instance, l'exécution du jugement rendu en France, qui lui accorde le droit de garde d'Aldine et de Khelra. Son ex-époux, M. Meziani, a fait appel.

En dernier lieu, le tribunal de l'Alger a déclaré M. Stael, le tribunal d'Alger s'est déclaré incompétent en ce qui concerne

M. Alexandre de Marenches sermonné par les anciens des services secrets

Les archives de la Gestapo

Sous le titre *Cette sacrée vérité*, le dernier numéro du bulletin de liaison de l'Association des anciens membres des services secrets de la défense nationale (1) publie les témoignages de plusieurs anciens et actuels fonctionnaires des services secrets français qui contredisent la version de M. Alexandre de Marenches (*le Monde* des 4, 20 et 30 septembre, des 9 et 14 octobre 1986) selon laquelle les archives nazies saisies à la Libération n'avaient pas été exploitées.

Ces témoignages portent des jugements sévères et réprobateurs contre l'ancien directeur général du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), devenu la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) impliquée, en 1985, dans l'affaire Greenpeace.

L'auteur d'un des témoignages estime que « ce noyau d'agents doubles vivait sans coûter un sou au budget français » puisque l'Allemagne et restituait ensuite l'argent, qu'il n'avait pas eu l'occasion de dépenser, aux services français. Le fait que certains Français aient donc échangé, sur ordre, auprès des nazis comme agents de pénétration des services allemands ne contredit pas leur patriotisme, quoi qu'en pense M. de Marenches.

« Invaluable », « Prétendue révélation », « Des propos qui déshonorent leur pays », « Accusations infamantes et injurieuses ». Ces considérations figurent dans les témoignages publiés par l'association amicale des anciens des services secrets de la défense nationale, à l'encontre de M. de Marenches. Un colonel, actuellement en service à la DGSE, conclut : « Depuis plus d'un an, nos services spéciaux et surtout leurs chefs apprennent à la télévision pour attaquer leurs prédécesseurs. Ils font ainsi le jeu de l'ennemi. Il devient difficile, désormais, de conserver nos honorables correspondants », et, surtout, d'en recruter de nouveaux.

JACQUES ISNARD.

Les agents

« W »

Dans leur dossier publié par le bulletin de liaison des anciens des services secrets de la défense, ces mêmes témoins affirment que le travail de l'équipe Klein s'est continué jusqu'en 1956 et a permis l'arrestation de nombreux « traîtres » de la période 1940-1944 et, aussi, d'agents allemands d'avant 1940.

A propos du rôle joué par les « agents doubles », les anciens des services secrets français indiquent que, toutes origines confondues, on a pu en compter de l'ordre de trois cents au total (on les appelait les agents « W »), qui furent chargés de s'introduire dans les services allemands, parfois sous des identités différentes, et qui eurent l'ordre de signer les reçus toutes les fois que les nazis leur remettaient de l'argent pour prix de leurs soldes et « services ». Ces agents « W » travaillèrent dès avant la déclaration de la guerre et jusqu'en août 1944.

Le premier, le capitaine Roger Laffont devait prendre la tête du contre-espionnage du SDECE, à la Libération, sous le nom de code de colonel Verneuil. Pendant la seconde guerre mondiale, le capitaine Laffont avait l'organisation TR (Travaux ruraux), qui fut la

MÉDECINE

A l'hôpital psychiatrique de Villejuif

La grève n'en finit pas

Le centre hospitalier spécialisé de Villejuif (CHS) est actuellement en grève et les admissions des malades sont bloquées depuis le 29 janvier, obligeant à les diriger vers d'autres établissements psychiatriques. Une réunion aura lieu mercredi 18 février entre les grévistes et l'administration qui pourrait mettre fin au mouvement.

La CFDT, la CGT et le comité d'action ont émis depuis la fin janvier une plate-forme de revendications qui portent sur cinq points principaux :

- Le maintien du tarif de la crèche destinée aux enfants du personnel. Actuellement, les prix varient de 9,50 à 11,90 francs. L'augmentation du tarif devrait être de 2 francs, alors qu'il avait été envisagé de faire payer 25 francs par jour. Ce problème a été le détonneur du mouvement de grève.
- Le logement du personnel : « En principe, le personnel n'est pas logé », rappelle M. André, directeur de la DDASS, mais, en 1983, après une grève, 1 million de francs pris sur le budget avaient été réservés au logement dans des offices HLM. Vingt-deux logements environ ont été attribués. En 1986, le préfet a proposé six logements sur son quota.
- Les effectifs : il a été accepté que l'ensemble des élèves infirmiers soient employés à Villejuif. Ils seront cinquante-cinq cette année.

RELIGIONS

John Magee, secrétaire de trois papes, devient évêque. — Mgr John Magee a été nommé, le 18 février par Jean-Paul II, évêque de Clonfert en Irlande. Agé de cinquante et un ans, ce prêtre irlandais a la particularité d'avoir été le secrétaire privé de trois papes : Paul VI de 1972 à 1978 ; Jean-Paul I^{er} et Jean-Paul II de 1978 à 1982, date à laquelle il est devenu maître de cérémonie au Vatican. C'est lui qui a participé à la découverte d'un cadavre dans sa chambre, le 29 septembre 1978, Jean-Paul II, après seulement 33 jours de règne, et a inspiré nombre de biographies de Paul VI et de Jean-Paul II.

Les risques de la maternité dans le tiers-monde

(Suite de la première page.)

« La mortalité maternelle est une tragédie que l'on a négligée parce que les victimes sont des pauvres, des paysannes et, surtout, parce que ce sont des femmes », a remarqué M. Mahler. « Depuis trop longtemps, les « dos courbés » des femmes du tiers-monde ne sont que pour négocier par les responsables de la planification, a renchérit M. Conable. Dans le monde, elles font les deux tiers du travail et ne gagnent qu'un dixième des revenus. Elles sont parmi les plus pauvres d'entre les pauvres. »

Les femmes du tiers-monde sont, en effet, soumises à toutes les corvées — travail de la terre, ramassage du bois, collecte de l'eau, etc. Elles sont victimes de toutes les discriminations, sociales et professionnelles, puisque les garçons ont presque toujours le pas sur les filles. On estime que les deux tiers au moins des femmes enceintes dans les pays en développement présentent des signes cliniques d'anémie. Ainsi, des femmes ont besoin de soins très fréquents pour mourir au cours d'un accouchement difficile. Affaiblies, elles sont plus facilement sujettes à des infections ou à des hémorragies.

La planification familiale est une arme indispensable dans la lutte contre la mortalité maternelle. Or dans les pays en développement, les femmes analphabètes ont deux fois plus d'enfants que les femmes instruites. Ainsi, la grande majorité des avortements illégaux — des millions par an — qui ont pour conséquences des millions de décès par hémorragie et septicémie, sont imputables à l'ignorance de la contraception. Et que dire des adolescentes déjà mariées à l'âge de treize ans (70 % au Népal et 90 % au Bangladesh).

Comment ne pas compter aussi avec le poids énorme des traditions ? Dans certaines sociétés, l'accouchement est considéré comme impur et « polluant » et la femme en travail doit s'isoler. Dans certaines régions de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le fait que le personnel des postes de santé soit essentiellement masculin dissuade les femmes de lui demander conseil pour des problèmes obstétricaux.

Reste le sous-développement lui-même. Manque de personnel compétent — plus de la moitié des femmes du monde entier accouchent sans l'assistance d'une personne qualifiée — et mauvaise répartition géographique : au Nigeria, dans les années 80, plus de 90 % des deux cents obstétriciens travaillaient à Lagos et dans les chefs-lieux de province. Manque de centres de santé, d'instruments et de médicaments, de moyens de transport aussi. Manque de moyens financiers enfin, car les soins ne sont pas toujours gratuits, qu'il s'agisse d'honoraires ou de pots-de-vin.

Que faire ? Il ne s'agit pas de construire de grands hôpitaux ou

Formation et dépistage

La conférence de Nairobi a opté pour un « appel à l'action » qui sera transmis aux autorités concernées avec l'espoir que son message sera entendu. Que pouvait-on attendre de mieux de pareille réunion si ce n'est qu'elle ouvre les yeux des participants sur le drame de la mortalité maternelle et qu'elle les pousse à agir, avec enthousiasme, détermination et imagination.

JACQUES DE BARRIN.

SCIENCES

Nouveau record de supraconductivité

Vers des courants sans résistance

Deux chercheurs de l'université de Houston et de l'université d'Alabama MM. Paul C. W. Chu et Mau Kuer Wu, viennent d'annoncer qu'ils avaient fait une découverte importante dans le domaine de la supraconductivité avec un matériau supraconducteur à -175 °C et à la pression atmosphérique. Ce fait est de la matière, qui se manifeste dans les métaux où circule un courant par une absence totale de résistance électrique, n'est observable qu'à des températures très basses, proches du zéro absolu (-273,15 °C). Ainsi s'efforce-t-on dans les laboratoires du monde entier de trouver des composés présentant des propriétés à des températures moins basses. Pour l'instant, cette technique est surtout utilisée pour créer des champs magnétiques intenses.

Depuis la découverte de la supraconductivité en 1911, les chercheurs n'ont progressé que lentement. On connaît donc tout l'intérêt qu'il y a à disposer de matériaux supraconducteurs à des températures plus élevées, faute de quoi la dépense en énergie pour les refroidir devient prohibitive. Longtemps le record de supraconductivité a stagné aux alentours d'une température supérieure de 23 degrés (23 kelvins) au zéro absolu. Récemment des progrès ont été accomplis par des chercheurs de l'université de Houston et une équipe du Bell Laboratory, qui avaient réussi à mettre au point des composés supraconducteurs à 40,2 et 36 kelvins.

Cette fois, MM. Chu et Wu sont parvenus à réaliser un alliage d'oxydes supraconducteurs à 98 kelvins seulement (-175 °C), sur lequel ils n'ont fourni aucune précision. On sait seulement que le composé utilisé est différent de ceux formés d'oxydes de lanthane, de baryum et de cuivre, récemment mis au point par des équipes américaines. Il faudra donc attendre de plus amples informations, qui, si elles se confirment, permettraient de disposer d'un matériau supraconducteur à la température de l'azote liquide, considérablement moins cher à produire que l'hélium liquide.

J.-F. A.

Formation et dépistage

La conférence de Nairobi a opté pour un « appel à l'action » qui sera transmis aux autorités concernées avec l'espoir que son message sera entendu. Que pouvait-on attendre de mieux de pareille réunion si ce n'est qu'elle ouvre les yeux des participants sur le drame de la mortalité maternelle et qu'elle les pousse à agir, avec enthousiasme, détermination et imagination.

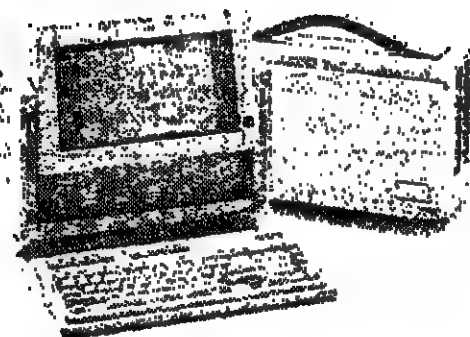
JACQUES DE BARRIN.

سكينة الاميل

هكذا من الاصل

12 Le Monde • Jeudi 19 février 1987 • 12

COMPAQ PORTABLE III. REGARDEZ COMME IL EST PETIT.



Le COMPAQ
Portable III est
le plus petit
ordinateur portable
au monde.

Il offre
une puissance
de calcul
équivalente à celle
d'un ordinateur
de bureau.

Grâce à son
écran à cristaux
liquides, il est
facile à transporter.

Le COMPAQ
Portable III est
le seul ordinateur
portable qui dispose
d'un lecteur de
disquette intégré.

Minuteur
et alarme.

VOUS VERREZ COMME IL EST GRAND:

Le COMPAQ PORTABLE III™ est un ordinateur deux fois remarquable:

Il est doté de toutes les capacités d'un ordinateur de bureau. Et c'est inédit pour un appareil aussi petit.

En plus, il est doté d'une poignée qui permet de l'emporter partout. Et c'est unique pour un appareil aussi performant.

Découvrons-le ensemble point par point.

12 MHz: il réfléchit à toutes vitesses.

Grâce à la technologie du microprocesseur 80286-12 MHz, le COMPAQ PORTABLE III exécute vos programmes 50% plus rapidement que les ordinateurs de type AT fonctionnant à 8 MHz. Si nécessaire, il peut aussi fonctionner à 8 MHz pour une compatibilité totale.

Disquettes: compatibilité assurée.

Le COMPAQ PORTABLE III est équipé d'une disquette 5¹/₄ (capacité de 1,2 Mégaoctet en standard ou 360 K octets en option). Les disquettes sont donc directement utilisables sur vos micro-ordinateurs compatibles.

Disque dur: des performances uniques.

Le COMPAQ PORTABLE III vous offre également un disque dur haute performance de 20 ou 40 Mégaoctets avec temps d'accès inférieur à 30 millisecondes. Monté sur amortisseurs antichocs, le disque dur est parfaitement protégé.

Mémoire vive: une tête bien pleine.

Equippée de 640 K octets en standard, la mémoire vive peut être étendue jusqu'à

6,6 Mégaoctets sans utiliser de connecteur d'extension.

Le clavier d'un grand.

Le clavier 84 touches aux dimensions standard, détachable, comporte 10 touches de fonctions programmables ainsi qu'un pavé numérique-curseur standard.

Un terminal de site central au bout d'une poignée.

En utilisant les cartes de communication au standard de l'industrie, connectez-vous facilement à votre site central, intégrez-vous parfaitement à votre réseau local.

Une grande résolution: être visible sous tous les angles.

Le COMPAQ PORTABLE III bénéficie d'un affichage plasma haute résolution, bifonctions, réglable et orientable qui permet de visualiser graphique et texte avec une définition de 640 x 400.

Maintenant, avec le COMPAQ PORTABLE III, vous disposez du nec plus ultra en matière de fonctionnalité et de portabilité. Et sur votre bureau il tient deux fois moins de place.

Les utilisateurs professionnels jugeront.

COMPAQ® met à votre disposition un réseau de plus de 200 Revendeurs Agréés COMPAQ qui allient compétence et professionnalisme.

Il y a forcément un Revendeur Agréé COMPAQ près de chez vous. Pour le connaître, appelez COMPAQ au 16.1.64.46.36.25 ou écrivez à COMPAQ, 5 avenue de Norvège 91940 Les Ulis.

Opilvy & Mailier

COMPAQ
PORTABLE III

هكذا من الاول

ENQUÊTE



Scandale financier considérable, les abattoirs de La Villette se sont transformés en Cité des sciences par la volonté de Valéry Giscard d'Estaing. La gestation de cette Cité fut particulièrement tumultueuse et compliquée. La Cour des comptes n'a pas manqué de stigmatiser une gestion pour le moins chaotique. Reprise en main par Maurice Levy, la lourde machine s'est enfin mise à tourner, non sans à-coups. François Mitterrand a inauguré, dans les gravats, à la veille des élections législatives de 1986, les premiers éléments de la Cité. Depuis, elle a ouvert la plupart des secteurs qui la composent : Explora - l'exposition permanente, - l'Observatoire - l'espace réservé aux enfants, - le Planétarium et la Médiathèque. Son symbole, la Géode, chef-d'œuvre de l'architecte Adrien Fainsilber, affiche complet depuis ses débuts en 1985. Déjà, trois millions et demi de visiteurs ont parcouru ce labyrinthe futuriste. Avant l'été, la Maison de l'Industrie verra le jour. Le budget annuel de la Cité - 700 millions de francs - suffira-t-il au fonctionnement de ce monstre ambitieux qui nécessite les soins de sept cents personnes ? Pour pallier ses insuffisances, elle s'ouvre de plus en plus au financement privé et au monde de l'industrie. Un ballon d'oxygène qui semble déjà avoir infléchi son orientation. Ce qui ne va pas sans susciter des débats houleux au sein de l'équipe.

cit^é des Sciences et de l'Industrie



Le labyrinthe du futur

« Il y a deux grands artistes contemporains, disait le Douanier Rousseau à son ami Picasso, toi dans le genre égyptien, moi dans le genre moderne. » En 1986, deux grands ensembles ont été inaugurés par le président de la République : l'un dans le genre égyptien, le musée d'Orsay, l'autre, dans le genre moderne, la Cité des sciences.

L'étonnante architecture d'Adrien Fainsilber est un choc pour le visiteur. Les dimensions du grand hall, sa luminosité, sa transparence le laissent sans voix. Passé ce moment, il se demande comment il va apprivoiser ce supermarché du futur et entreprendre son exploration. Les bagages qu'il obtient à l'accueil sont légers. La Cité des sciences est un labyrinthe impalpable, l'architecture omniprésente finit par être un obstacle à toute orientation : obstacle d'autant plus difficile à franchir que la signalétique est volontairement discrète. Les concepteurs de la Cité l'ont conçue comme un « espace de

liberté » à utiliser individuellement, au gré de son humeur.

Au pied de l'escalator qui exhibe ses entrailles, l'explorateur d'Explora est perplexe. Explora, c'est 30 000 mètres carrés d'exposition permanente sur trois niveaux - le noyau dur de la Cité - « Tout savoir des sciences et des techniques pour comprendre son époque et mieux la vivre », indiquent les dépliant publicitaires. Les plateaux sont divisés en quatre secteurs dont les frontières sont particulièrement floues. Par où commencer ?

A droite, face à la Géode, on aperçoit une série d'imposantes masses colorées, le cœur du secteur I, « De la terre à l'univers ». Ce sont les moyens de sonder l'espace comme les grandes profondeurs : la coiffe de la fusée Ariane, une station orbitale, le sous-marin Nautilus. Chaque élément est présenté en coupe et en grandeur nature. Des mannequins revêtus de scaphandres vaguent à leurs occupations. A leurs pieds,

incrustés dans des parois d'ardoises, des écrans tactiles proposent une série de jeux interactifs. L'écologie est à l'honneur : il s'agit de préserver le « précieux vaisseau Terre ». Un nombre élevé d'appareils sont, hélas ! en déréglage. Cela n'empêche pas deux adolescents de disputer ferme au sujet de la biomasse. Mais la complexité et surtout la nouveauté des machines désorientent souvent les curieux.

Le dialogue des astres

Devant le Planétarium tout proche, il faut faire la queue. Les séances se succèdent tous les trois quarts d'heure. C'est l'un des équipements majeurs de la Cité. Après une présentation bavardée, deux cent cinquante voyageurs confortablement installés entament un périple dans le temps et l'espace : le langage des astres décrypté par la science. Les enfants impressionnés pleurent sous un ciel étoilé comme on n'en

voit même pas par les plus belles nuits d'été. Et puis c'est la ronde des planètes, depuis Mercure, « trop proche du Soleil qui n'a pas su retenir son atmosphère », jusqu'à la lugubre Pluton. Un spectacle qui génère une immense bien-être.

L'équipement du Palais de la découverte est désormais à ranger au rayon des antiquités... En sortant, pause sandwich au bar du Planétarium. Le temps de disparaître une légère fatigue et de ramacher une première déception. A mots d'une visite guidée, il est particulièrement difficile de se repérer dans ce premier plateau, dont l'intérêt, en dépit de quelques morceaux de bravoure, est discutable.

Le « pont-vert » - une passerelle de verre qui fait office de serre - semble plus attrayant. C'est un élément fort du secteur II, « L'aventure de la vie ». Son accrochage thématique est nettement plus homogène. D'autant que le visiteur se sent plus

concerné par cette approche du vivant. Jeux de l'hérédité et du hasard : un couple pianote sur une console pour connaître le possible visage de son rejeton. Cycles de la vie : des écrivains ingurgitent des jacinthes d'eau dont la croissance est assurée par les excréments de ces crustacés. Evolution des espèces, aux résultats parfois curieux. Surtout quand elle est librement interprétée par le sculpteur Alain Péclet. Là aussi les audiovisuels sont nombreux, trop nombreux. On y projette des petits films comme on en voit à la télévision : la courageuse mais interminable rencontre entre un vaillant petit spermatozoïde et un patient ovule... C'est, paraît-il, une première.

Le « Tramvie » est la pièce de résistance du secteur II. Les départs s'échelonnent de demi-heure en demi-heure. Ici on peut choisir son parcours (bleu, la vie ; rouge, la mort). En réalité, on est pris en charge de A à Z, immobilisé sur un chariot filoguidé, surveillé par des caméras. Impossible

de poser le pied à terre. Une porte s'ouvre à deux battants. Les habitués du train fantôme guettent avec inquiétude l'apparition du squelette phosphorescent ou celle de l'assignée frôlée. Rien de tout cela. Le squelette est pourtant là, sagement couché - celui d'un homme de Neanderthal - pour nous rappeler que nous sommes tous mortels, mais que les attitudes de l'homme face à la mort ont varié au cours des âges.

Seconde salle : des hommes en blanc, ligés dans le plâtre. En voix off, des réalités commentent les heures et les malheurs de trois âges. Après des paléontologues, la vie, les joies du paradis terrestre. Au sein d'une végétation tropicale, sur des écorces, des godaïls paradent, des scorpions s'agitent, des cochenilles s'accroissent : un schaudition des différentes tactiques amoureuses du monde-vivant. En point d'orgue, Rita Hayworth dans le rôle de Gilda ôte interminablement ses gants. La température monte. Vite rafraîchie par un cours d'embryologie distillé en

LE MONDE diplomatique

Février 1987

ÉDITORIAL LES PRIVILÉGIÉS DE LA CRISE

Claude Julien analyse comment le projet néolibéral du gouvernement français accentue les inégalités et les tensions sociales. Rigueur salariale pour les plus nombreux, mesures fiscales avantageuses pour les privilégiés de la crise, ce modèle fait déjà faillite aux États-Unis comme en Grande-Bretagne.

AFRIQUE

DÉRAPAGE AU TCHAD

Paul-Marie de La Gorce fait le point sur l'évolution de la guerre au Tchad. La fragile entente autour de M. Hissène Habré face à l'ennemi libyen laisse intacts les graves problèmes internes. Dans ce contexte, jusqu'où l'Occident peut-il s'engager ?

Également au sommaire

FRANCE : une analyse critique de la réforme du code de la nationalité et de ses conséquences éventuelles sur le statut des immigrés. • ÉTRANGER : comment la politique étrangère américaine a été discréditée par l'intervention au Nicaragua et le scandale de l'« Irangate ». • Chine : les tensions entre les partisans des réformes économiques et les conservateurs. • Pakistan : l'opposition, menée par M. Bhutto, saura-t-elle tirer la leçon de ses échecs et présenter une solution de rechange crédible au régime militaire ?

ENVIRONNEMENT MENACE SUR LES FORÊTS TROPICALES

La déforestation est un fléau « rampant » peu spectaculaire par rapport aux famines et aux séismes. Pourtant, à court terme, elle menace la survie de populations dans des régions entières, voire l'équilibre écologique de la planète.

DÉFENSE

LE RÔLE DE L'ARMEMENT PRÉSTRATÉGIQUE FRANÇAIS

Comment signifier à l'adversaire que l'on est prêt à franchir le seuil nucléaire ? Telle est la clé de l'armement préstratégique. Cet enjeu, capital pour la sécurité de l'Europe, nourrit un profond désaccord entre majorité et opposition en France.

• Autriche : la montée des Verts et de la droite néolibérale au Parlement. • Japon : un supplément de 6 pages consacré à l'économie, à la société et à la culture. • Défense : le nouveau dispositif militaire américain dans le Golfe et l'océan Indien : comment Washington met en place un commandement unifié qui couvre les dix-neuf pays. • Culture : le plaidoyer antinucléaire de Gabriel García-Marquez, prix Nobel de littérature. Extrait du roman d'A. Skarmeta, « Une ardente patience », dont le héros est le poète Pablo Neruda.

LA GÉODE

Le grand frisson

LES géodes, nous disaient les géologues, sont des pierres creuses dont l'intérieur est tapissé de cristaux. Elles sont très recherchées des amateurs. La plus belle d'entre elles est à Paris. Chef-d'œuvre incontesté de l'architecte Adrien Fainsilber, elle renferme une salle de cinéma. C'est le symbole de la Cité des sciences qui se reflète tout entière dans ses 6 433 miroirs triangulaires d'acier inoxydable.

Inaugurée dès le 8 mai 1985, la Géode a fêté en septembre 1986 son millionième visiteur. En 1986 elle aura accueilli 890 000 spectateurs. Il faut parfois attendre sa place deux semaines à l'avance pour avoir une chance d'assister à l'une de ses projections. Scolaires, provinciaux, ou simplement mordus de l'OmniMax, tous veulent se donner le grand frisson.

Confortablement calé dans un fauteuil-baquet, totalement immergé dans un océan d'images et de son, le spectateur bascule dans l'écran panoramique. Le sol se dérobe soudain sous ses pieds. Il tombe au fond d'un précipice, plane au-dessus des cimes et tente désespérément d'élargir son angle de vision, à 180°. La magie dure un bon quart d'heure, puis elle s'astoppe.

Les films (50 minutes) jusqu'ici présentés ne dépassent pas, dans l'ensemble, l'honnête documentaire des familles, la somptuosité des images et la magie du procédé Omnimax mises à part. Ce dernier, élaboré par une société canadienne qui en détient le brevet, est fort coûteux. Seules une soixantaine de salles dans le monde peuvent projeter de tels films. Le premier scénario de fiction, *Haute volée*, est présenté à partir du 23 février. Mais on attend toujours le Spielberg de l'Omnimax.

LA MÉDIATHÈQUE

Du livre au robot

POUR avoir une vue d'ensemble de la Médiathèque, il faut la contempler de la Géode, à travers les vitres d'une serre encore vide. Sa taille - 12 000 mètres carrés - la rend insaisissable. Effet de son aménagement - rayonnages et tables de lecture, - elle semble tourner le dos au monde extérieur. Peut-être pour gagner de l'intimité. A première vue, l'endroit est aussi propre à la concentration qu'à la réflexion qu'un supermarché.

L'énormité de l'espace rend désolée le mobilier dont elle est si fière et qui semble conçu pour d'invincibles Lilliputiens. En dépit de cette impression de désert un peu engloissée, un millier de personnes par jour la fréquentent. Elle tourne donc à 50 % de ses possibilités, mais aucun effort n'a encore été fait pour la promouvoir.

Son public n'a pas le profil de Beaubourg : les étudiants sont minoritaires, et d'ailleurs, précise François Rainer, son responsable, nous n'avons pas multiplié les manuels scolaires, à dessein. Ici, on ne chasse pas les rats de bibliothèque mais l'espèce plus courante de ceux qui n'empruntent jamais les sentiers de la lecture publique : professionnels à l'affût de renseignements plus ou moins techniques, bricoleurs du dimanche, ou simples curieux.

Les amoureux des gros cubes ou les fanatiques de l'hortensia en pot trouveront de quoi alimenter leurs besoins ou leurs passions. Les grands monuments scientifiques difficilement accessibles - les ouvrages de Bourbaki, par exemple - seront également au rendez-vous. Pour apprêter les plus timides, l'œuvre complète de Jules Verne, la science-fiction dans tous ses états et la bande dessinée, versant scientifico-délinquant,

se trouvent également sur les rayons, à portée de main. La bibliothèque compte aujourd'hui cent mille volumes, qui seront demain multipliés par trois, et cinq mille périodiques (de *Pour la science* à la *Revue de la quincaillerie moderne*). Les enfants ne sont ni oubliés ni enfermés dans un ghetto. L'espace qui leur est attribué - 700 mètres carrés - communique largement avec celui des adultes.

Une première mondiale

A côté de cette bibliothèque, qui sera régulièrement actualisée, une annexe hautement spécialisée dans l'histoire des sciences et des techniques (quatre-vingt mille titres), uniquement accessible aux chercheurs, ouvrira dans quelques mois. Pour eux, on a acheté des fonds de bibliothèques remontant au XVIII^e siècle. Celle des jésuites, en particulier.

Mais pour justifier son nom, la Médiathèque a aussi arrangé films, photos, documents sonores, le tout sur vidéo-disques. Première mondiale, ils seront consultables, simultanément, sur l'une des cent quatre-vingts consoles de l'espace public. Le cerveau de cette organisation complexe sera aussi son attraction principale. A l'abri d'une paroi vitrée, on verra fonctionner son robot serveur. Bellet mécanique : le disque choisi parmi un stock de cinq cents galettes emplies dans des silos gèrera automatiquement le descripteur. Moins de trois minutes seront nécessaires entre la demande et la consultation.

Dernière originalité, la Médiathèque sera prêteuse. Pour 200 francs par an, on pourra emprunter dix volumes à la fois, et le catalogue informatisé de la Médiathèque sera consultable sur minitel, à domicile.

ENQUÊTE

LES ENFANTS

L'aventure organisée

DEUX douzaines de petits diables, rouges comme des ceriseaux, grimés à la mode, se baladent dans les couloirs d'une maison d'habitat. Et précèdent des miroirs de polyester sur la tête de leurs copains restés en bas. Ils sont censés construire des murs, avec des matériaux. Mais c'est tellement plus drôle de les balancer sur la poignée d'enfants sages qui tentent en vain d'attraper une grue sous le déluge. Nous sommes à l'Inventarium des petits - trois à six ans.

Ce nom pompeux désigne l'espace alloué aux plus jeunes dans la Cité des sciences. Les adultes y bénéficient d'un local plus spacieux et d'un équipement plus sophistiqué. Ils le manient avec une relative sagesse. Dans un studio de télévision miniature, deux présentateurs en herbe se disputent la vedette avec une vivacité toute professionnelle. D'autres, à plat ventre, scrutent les dessous

trouvés d'une fourmière dont les habitantes sont nourries à heures fixes.

Mais les enfants ne sont pas cantonnés dans ce ghetto ludique. On les voit partout, traîner en bande sous la houlette d'adultes désarmés. Gros bataillons de la Cité des sciences, les scolaires représentent 70 % du total des visiteurs. Un chiffre contesté par le service de communication de La Villette qui ne nie cependant pas son importance. Ils viennent le temps d'un après-midi avec leur professeur, ou pour un séjour beaucoup plus long - deux semaines - par l'intermédiaire des « classes Villettes ». Un programme centré sur un thème précis est établi : l'espace, la communication, la biologie animale ou végétale... Auparavant, les enseignants ont suivi une formation de quatre jours sur le terrain. Néanmoins, à la Cité des sciences, les animateurs maison prendront le relais.

Pour l'année scolaire en cours, La Villette accueille quatre-vingt-dix classes venues essentiellement des collèges. Coût de l'opération : 190 F par jour et par enfant. Pour cette somme, ils sont nourris et logés (par la municipalité d'Aubervilliers). Les parents paient de 30 % à 50 % du forfait, mais les établissements scolaires se débrouillent souvent pour abaisser le taux de cette participation.

Bientôt, La Villette pourra héberger dans ses propres locaux deux cent cinquante élèves (soit dix classes), simultanément. « Pour les gosses qui n'habitent pas Paris, précise M. Plessis, instituteur d'une école de Fontainebleau, près de Meaux, ces classes sont une aventure fantastique. » Pour lui, ou pour ses élèves ? Celles-ci, des petites filles, hautes comme trois pommes, remplissent gravement un questionnaire en observant l'intérieur, grandeur nature, d'une navette spatiale. « Que fait la spa-

tionniste ? Elle dort », écrit l'une d'elles après avoir longuement examiné un mannequin figé dans la position du sommeil, mais la tête en bas, ce qui la trouble un peu...

L'astronome Patrick Baudry n'a pas échappé à un feu roulant de questions. « Le secteur espace fonctionne bien, constate M. Plessis, mais la présence d'un animateur est indispensable, même si la Cité est en elle-même un très bon instrument pédagogique. » Ce qui a le plus marqué ces enfants : le train : « On choisit le mot ou le verbe. On voit des statues et des vaches avec des têtes d'enfants. La Géode : « C'est pas du cinéma. On a l'impression de voler. Moi j'avais peur, mais tous les autres se cachaient dans leur foulard. » Le Planétarium : « Une grosse boule dans laquelle il y a des canons qui lancent des étoiles. »

L'ART

Une grande discrétion

« **A**VEC La Villette, les sciences et les techniques doivent intégrer le champ de la culture. Aussi la Cité ne doit-elle pas camper sur ses certitudes scientifiques, mais s'ouvrir, au contraire, à toutes les formes d'expression artistiques. » Claude Faure, qui tient des propos, est responsable de l'action artistique à la Cité des sciences. Pour lui, cet établissement doit être le point de rencontre des arts plastiques, des nouvelles techniques et de l'imagerie de demain. Un de ses soucis : éviter que les artistes deviennent ici de simples illustrateurs, des techniciens inspirés. « Il faut qu'il y ait une réelle convergence entre leurs recherches et ce lieu, précise-t-il, que leur inspiration ait une origine scientifique ou qu'ils utilisent des technologies nouvelles. »

Ainsi Monory, fasciné par le ciel et ses galaxies, a décoré l'enveloppe du planétarium de seize peintures sur aluminium reliées entre elles par des néons colorés. A l'inverse, Gilles Roussel présente dans le secteur « robotique », une sculpture interactive de 6 mètres de haut, munie de capteurs sensoriels, belle machine sophistiquée autant qu'utile. Mais que dire de l'œuvre de Klaus Pinter, morte et envahissante (lame charbonneuse, ponctuelle d'écrans tactiles, simple support utilitaire à prétention artistique. Partie émerge de l'habitat expérimental

s'ouvrant en avril avec une exposition consacrée à Panamarenko, l'homme des machines volantes. Tout petit labeur : elle ne fera que 50 mètres carrés. « L'action artistique doit être diffusée dans toute la Cité », précise Claude Faure. Une commission de spécialistes - Pontus Hulten, Anne Tronche, Jean-Hubert Martini... - se porte garante de la qualité de la programmation. Mais l'atmosphère ne suit pas forcément.

Certaines réalisations prennent du retard. Le travail de Felice Varini n'est toujours pas en place, ni la fresque d'Enzo dans la médiathèque, ni le cône pyramidal de Jean Dupuy. Et ce ne sont pas les projets qui manquent. Pontus Hulten rêve de commander à Piotr Kowalski un ambitieux « cube de la population ». Un volume de 1,5 mètre d'arête - 0,8 millimètre de diamètre, la taille d'une pointe de crayon. Cette œuvre d'un nouveau genre se remplirait au rythme de l'accroissement de la population de la planète : six ou sept billes nouvelles chaque seconde. Cet ensemble tiendrait peu de place, mais pèserait 12 tonnes. Quant aux billes, on cherche encore un moyen de les fabriquer. Et de les financer.

Pour l'instant, la présence de l'art à la Cité des sciences reste d'une grande discrétion. A ce rythme, les quelques œuvres exposées risquent bien de n'être qu'un alibi. Ce qui redoutait Claude Faure par-dessus tout.



70 % des visiteurs sont des enfants.

signaltique, privilégier un accrochage plus accessible au visiteur. Même son de cloche chez Didier Lecot, directeur de la communication : « Nous travaillons à établir des menus, des schémas de visite beaucoup plus simples. Mais, paradoxalement, ce nécessaire réajustement signifie que nous avons touché notre cible : le public non averti. La grande public qui perçoit la Cité comme un lieu original. Ni Beaubourg ni Disneyland. »

Alors même que la Cité des sciences n'est toujours pas ouverte dans sa totalité, il a fallu aussi que les chercheurs, inventifs mais souvent brouillons, se transforment en gestionnaires rigoureux. Mais c'était le parti imposé par son président Maurice Levy. Pour lier les choses et tester leur fonctionnement en grandeur nature. « De ce fait, constate Maurice Levy, nous avons accompli un énorme travail. En revanche l'administration s'est essouffée à vouloir suivre le rythme qui lui était imposé. La machine a fatigué. Les hommes aussi. On a dû lever

le pied. Cela explique les retards que nous avons pris. » Cela explique aussi les mouvements divers qui se manifestent au sein de l'équipe. Les grognos, les départs. Et les critiques qui visent la « dérive » de la Cité par rapport à son projet initial.

Pourtant, en dépit de ses faiblesses, de ses manques et de ses imperfections, la Cité des sciences semble maintenant voguer vers le succès. De mars à décembre 1986, elle a accueilli trois millions et demi de visiteurs. Et le rythme ne se ralentit pas. Le quart de ces visiteurs sont revenus une seconde fois : le montre ne s'arrête pas en une seule visite. Cet impressionnant pédagogique mérite que l'on retourne le voir et que l'on suive ses efforts. Il doit pouvoir mieux faire.

Enquête
d'Emmanuel de Roux
et Odile Quirot.

LES ENTREPRISES

Une vitrine

LA Cité des sciences, ce n'est pas seulement Explora, la Géode, l'Inventarium, la Médiathèque, c'est aussi la « maison de l'industrie » qui est en cours d'aménagement. Mais les entreprises n'ont pas attendu cet espace qui leur est officiellement réservé pour s'installer, à tous les étages. Avec la bénédiction des maîtres d'œuvre... Un certain nombre d'expositions temporaires - « La télévision à cinquante ans », « Les années plastiques » - sont ouvertement subventionnées par les firmes concernées (Philips, Montedison).

Alors, le visiteur attend remarquer les didactiques d'orbe qui signalent, par une marque, la prise en charge de tel ou tel plateau d'Explora, le nouveau permanent de la Cité des sciences. A l'EDF a conçu le jeu du « dispatcher », Michelin présente les étapes de la fabrication d'un pneu, Kodak a financé des secteurs entiers de « Langage et communication », Airbus Industrie présente une cabine de pilotage expérimentale et Olivetti patronne le bureau d'architecture.

Les entreprises prennent le relais de l'Etat. En 1986, plus de 100 millions de francs venus de l'extérieur ont alimenté les œuvres de la Cité des sciences. « L'intervention d'entreprises comme Bull et CGA a été déterminante dans certains cas,

reconnaît Réal Jantzen. Souvent nous avons travaillé en coproduction. « Dédale » (coût 8 millions de francs) a été subventionné à 40 %. Le simulateur de vol (coût 3,5 millions de francs) à 35 %. Il ne se passe pas de semaine, et c'est bon signe, sans qu'une firme nous demande de participer à une action. Mais il ne s'agit pas de mécénat. Plutôt d'une sorte de mariage où chacun y trouve son compte. »

De ce fait, le projet initial : expliquer la science fondamentale par le biais de la vie quotidienne, s'est modifié. « Nous sommes aujourd'hui beaucoup plus branchés sur le réel, explique Didier Lecot. La Cité est devenue, c'est vrai, une sorte de vitrine de l'industrie française. Mais elle demeure aussi un outil pour comprendre le futur et les grandes mutations technologiques que nous subissons. » Pourtant, le baromètre n'est pas au beau fixe pour tout le monde.

Cette arrivée massive du « privé » fait dire à certains que la Cité a vendu son âme. Quant aux PME sous-traitantes - très nombreuses mais financièrement fragiles - qui ont participé directement à l'élaboration d'Explora, beaucoup ont souffert de la lenteur administrative de l'établissement public de La Villette, payeur pour le moins réticent. Certaines ont dû déposer leur bilan.

Le futur

compagnie d'une vache en plastique transparent. Plus tard, on franchit le seuil d'un modeste palais des glaces. C'est l'heure de la méditation. Le visiteur est seul face à son image. Une fois, celle de Jean Boudier, écrivain de la vie programmée et sans histoire d'un homme du vingt-deuxième siècle. Ce parcours est un succès. Le public accepte de patienter longtemps, les jours d'affluence. Un spectacle aux nombreuses possibilités, mais qui pêche encore par un manque de dramatisation et une bonne dose de naïveté. Mais ici, « on se sent penser, confirme un cobaye heureux. On n'est pas dérangé par le poids des informations à digérer ».

Effrénée au pas de charge, l'exploration partielle des deux premiers plateaux demande trois bonnes heures. Avant de regagner la sortie, le visiteur consciencieux pense faire un ultime et rapide détour par le secteur IV, « Langages et communication ». Erreur, c'est l'endroit le plus attachant, le plus chaleureux d'Explora. Cette fois, on se repère facilement dans cet espace tout en longueur, sur un seul niveau. S'il est différent des autres, c'est paradoxalement parce qu'il tourne le dos à l'architecture. Un système de faux plafonds et de cloisons, l'épaisse moquette qui couvre le sol, sa couleur, son éclairage artificiel, tout concourt à le distinguer de ses voisins. Les sujets présentés contribuent à son succès : presque tous mettent en scène le visiteur et son image. Ils font ainsi vibrer sa corde narcissique. Les manipulations, dans l'ensemble réussies, éprouvent son propre comportement et ses facultés sensorielles.

C'est du secteur, « Dédale » met à nu le fonctionnement de l'intelligence artificielle. Sur un damier de marbre vert, un chariot filoguidé se déplace, évitant les pièges d'un labyrinthe composé par les visiteurs. Plusieurs scénarios sont possibles, tous dramatisent le combat de l'ordinateur, doué de parole et du cerveau humain. Plus loin, une série de fausses perspectives et de chambres déformantes remettent en

question notre perception de l'espace. Un prototype de simulateur de vol donne un aperçu des possibilités pédagogiques des images de synthèse. Gros succès également pour le jeu de « directeur de la photo » : on règle soi-même les éclairages d'une maquette de studio. Un ordinateur diagnostique les dégâts.

A travers une régie vidéo semi-directe, on peut régler les rythmes d'une séquence : une initiation à la sémantique de l'image. Un spectacle scientifique-fantastique d'un quart d'heure clôt le parcours. Le visiteur, harassé, les yeux papillonnants pour regagner la sortie. Et encore a-t-il échappé au secteur III, « La matière et le travail de l'homme » que l'on achève fébrilement de monter. Il sera totalement ouvert avant la fin du mois d'avril. Temps fort de cet espace, le « Jardin robotique ». « Les gens sont fascinés par les robots, explique son responsable, Pierre-Henri Magnin. Ils juxtaposent inconsciemment leurs souvenirs de science-fiction et leur foi dans la machine qui leur facilite la vie, mais dont ils craignent qu'elle ne leur vole leur travail. Nous présentons donc ici, ce double aspect, technique et fantastique du robot. » Ceux de la bande dessinée et les robots sensoriels de la deuxième génération, en état de marche.

« Nous vivons une année décisive »

Ar rayon « Routes et stratégies », on peut manipuler le « transitoir », un autre automate qui commande une douzaine de continents. Autant de jeux consolables sur les deux consoles placées de part et d'autre de la carte d'un port imaginaire. Le visiteur peut ainsi prendre la place d'un capitaine au long cours ou d'un ingénieur maritime.

Plus loin il pilotera une cabine d'Airbus A-320. Pour le reste, il est censé apprendre. Jusqu'à l'indigestion : les routes du monde et les grands flux économiques, la naissance du monde industriel, les différentes théories, de Marx à Keynes, la bureaucratie, les nouveaux matériaux et leurs applications, de la voiture Espace à l'aviation Rafale (merci Renault, merci Dassault). L'énergie ferme le ban du solaire, le thermique, le nucléaire sont passés en revue avant l'exploration des mystères de la matière. La présence d'un physicien de bon niveau doublé d'un pédagogue émérite devient soudain indispensable. Les cancrs se rattrapent en regardant les Shadocks de Jacques Rouxel pomper et repomper jusqu'à inventer la machine à vapeur.

« Pour visiter, « La matière et le travail de l'homme » en entier, il faut au moins huit heures », avoue son maître d'œuvre, Rainer Verbitz, qui reconnaît implicitement que ce secteur nécessitera un an de rodage au moins, pendant lequel il sera possible de rectifier le tir. « Mais en 1988, affirme-t-il, nous n'aurons plus le droit à l'erreur. Nous vivons une année décisive. Celle où la Cité des sciences va trouver son souffle, corriger ses défauts petits et grands ». Réal Jantzen, responsable du secteur IV, renchérit : « Il faut certainement modifier la

PRATIQUE

La Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Lapierre, 75019 Paris, est accessible par le métro Porte-de-La-Villette. Tél. : 40-06-72-72.

HORAIRE

Jusqu'au 10 mars (fermeture le lundi) : mar., au ven. de 14 h à 20 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 20 h.

A partir du 10 mars (fermeture le lundi) : mar., jeu., ven. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 21 h, sam. et dim. de 12 h à 20 h.

TARIFS

Le « Cité pass » permet d'accéder à l'ensemble des activités de La Villette (une visite par espace, valable un mois : 30 F, réd. 23 F). Suppléments : Planétarium : + 15 F (réd. : + 12 F) ; la Géode : + 40 F (réd. : + 25 F) ; Inventarium : + 15 F. L'entrée de la Médiathèque est gratuite. Abonnement 200 F par an (réd. : 150 F).

Cannes a la cote 12 mois sur 12.

Des séjours dans des palaces pour le prix d'une auberge...

Au temps des années folles alors que les rois et les princes faisaient couler le champagne à flots, c'est en hiver que battait la vraie saison de Cannes. Non sans raison. Entre automne et printemps, Cannes retrouve le rythme de la vie. Calme, où chacun prend le temps et le plaisir de recevoir en ami.

De nombreux hôteliers proposent des tarifs week-end, forfaits golf, tennis, santé... Envoi sur demande des tarifs complets et du guide « La Vraie Saison à Cannes ».

Direction Générale du Tourisme
Esplanade Prédent G. Pompidou - La Croisette
06400 Cannes - Tél. : 93.39.24.53

Forfait week-end
(2 nuits, avec petit déjeuner, golf
et tennis dans un palace
à partir de 420 F par jour et par
personne en chambre double).

Tarifs individuels spéciaux
du 1.11.86 au 12.04.87 (3 nuits, prix
par personne et par jour
en chambre double incluant
une excursion en bateau
et un cocktail de bienvenue) :
140 F en hôtels 3 étoiles
100 F en hôtels 2 étoiles
80 F en hôtels une étoile.

CANNES
CÔTE D'AZUR

هكذا من الاول

سكنا من الاجل

Justice

M. Georges Suffert et l'ONASEC au tribunal de Paris

Les quatre conditions de la bonne foi

Quant à M. Roland Dumas, comment dire que M. Suffert le visitait en sa qualité d'ancien ministre des relations extérieures, puisque le fait qu'il a allégué contre lui concernant l'ONASEC à une association dont on le présentait, inexactement comme responsable d'une association.

Le devoir du journaliste

Sur le fond de l'affaire, les positions respectives sont restées ce qu'elles devaient être. Pour les parties civiles, M. Suffert s'est contenté d'accorder un crédit sans réserve à ce qu'avait pu déclarer M. André Santini, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés dont dépendait l'ONASEC, allant même au-delà des propos de ce membre du gouvernement, qui, pour sa part, n'avait pas mis en cause M. Roland Dumas et avait même précisé que M. Morin n'avait bénéficié personnellement d'aucune somme. Ainsi, pour M. Randot, « tout ce qui a été écrit est archaïque » ; ainsi, pour M. Charrière-Bourazel, « l'absence de preuve est évidente, l'agression d'un journaliste, cheveu-léger de M. Hérault, qui, lors d'une intrusion dans un dossier, menait un combat ».

Pour M. François Sarda, avocat de M. Suffert, rien de tel. Le journaliste a utilisé un rapport d'enquête de l'Inspection générale de l'administration sur l'ONASEC, document demandé par M. Santini. Ce rapport n'était pas vide, et son caractère officiel suffisait pour convaincre.

JEAN-MARC THÉOLIERE.

L'assassinat d'un curé en Savoie « N'oublions pas son dernier message... »

LYON
de notre correspondant régional

Il était arrivé au village pour prendre son ministère en septembre 1939, en habit de chasseur alpin. Le Père Jean Fressoz est mort, dans la nuit de dimanche à lundi, dans son modeste presbytère. Assassiné *Le Monde* du 18 février, battu à mort par un ou des rôdeurs qui n'eurent aucune peine à entrer chez lui, une demeure jouxtant l'église de Verres-Arvey (Savoie). Déjà l'enquête progresse. On parle à voix basse, dans un village en deuil, de deux hommes croisés dimanche, d'empreintes digitales relevées après une effraction et un vol au butin évidemment dérisoire.

Tout le village est d'accord : monsieur le curé était accueillant. Sa porte était toujours ouverte. Aux plus pauvres, aux plus vieux, aux plus malades qu'il allait réconforter, lui, l'homme de quatre-vingt-huit ans, au cours de tournées ponctuelles, chaque après-midi, au volant de sa « 2 CV ». Le véhicule idéal pour un curé de campagne en charge de deux paroisses.

Deux jours après le drame, les habitants — ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas — étaient encore sous le choc. Ils n'arrivaient pas à oublier la silhouette frêle mais énergique de « leur » curé, qui n'avait jamais pu renoncer à la soutane mais qui développait des idées novatrices. Dans son dernier sermon, dimanche 15 février, un fidèle se souvient qu'il avait parlé du « nécessaire don de soi ».

« N'oublions pas son dernier message », a demandé son neveu, prêtre dans le même diocèse, le Père Charles Fressoz : « Cette mort doit nous inciter à prier pour lui, mais aussi pour son agresseur. A réfléchir sur les raisons de la violence, sur la pauvreté... ».

M. le maire a refusé de voir les journalistes. M. Léon Gelon, le plus proche voisin qui n'était jamais à l'église mais qui dialoguait, tous les jours, avec le curé, y est allé de ses larmes.

Dans le bar, au centre du village — quatre cent quarante habitants — les témoignages se bousculent : « Un brave homme, toujours serviable ». Et si on a « servi de savoir qui a fait ça », c'est plus par crainte d'une nouvelle agression que par esprit de vengeance. Le dernier sermon n'a pas été oublié. Les paroissiens s'assemblent plus préoccupés par la veille qui sera organisée jeudi à la mémoire du Père Fressoz que par les développements de l'enquête des gendarmes et des policiers savoyards.

Le jardin potager de la cure et les ruches ne seront plus entretenus pendant quelque temps. Il est mort dans le sang comme le Christ, disait M. Honorat, la voisine paroissienne qui a découvert, lundi matin à l'heure de la première messe, le corps sans vie du prêtre. A Verres-Arvey, on a le cœur digne. Comme si le calme des moines cisterciens dont la retraite — l'abbaye de Tamié — domine le village avait, dans ce bout de France, des vertus de paix.

CLAUDE RÉGENT.

A la suite de violents incidents dans une entreprise de Dordogne Le directeur d'une usine est inculpé

PÉRIGUEUX
de notre correspondant

A la suite de violents incidents, qui remontent à novembre 1985, M. Jean-Claude Sautail, le directeur de l'usine Marbot de Neuville-sur-l'Isle en Dordogne, a été inculpé, mardi 17 février, « d'abandon de poste », « d'obstruction délictueuse » (1) par un juge d'instruction de Périgueux et mis sous contrôle judiciaire. Cette mesure, qui devait être effective à partir de jeudi 19 février, lui interdit de pénétrer à l'intérieur de l'usine, qui emploie plus de huit cents personnes, où on l'accuse d'avoir laissé gravement troubler l'ordre public.

Une déléguée du personnel (CCT), Mme Viviane Parde, licenciée après la reprise de Marbot par le groupe Bata, avait été molestée dans l'atelier où elle se trouvait en

attendant l'avis de l'inspection du travail sur son licenciement.

L'ancien directeur des relations humaines du groupe Bata France qui se trouvait sur place ce jour-là a été également inculpé. Il est reproché aux deux responsables de n'avoir rien fait pour empêcher un incident qui a eu lieu sous leurs yeux : M. Parde avait été giflée par un membre de l'encadrement, ce qui avait entraîné, pour elle, un arrêt de travail de dix-huit jours. D'autres inculpations concernant des membres de l'encadrement et notamment l'auteur de la giffe, pourraient être prononcées.

Cette affaire intervient au moment où des négociations sur les réductions d'effectifs de l'usine et des réductions d'horaires sont en cours et au moment où l'on prête au groupe Bata l'intention d'installer une nouvelle unité au Portugal, qui remplacerait celle de Neuville.

JEAN-JACQUES BOISSONNEAU

(1) L'abandon délictueux défini par l'article 63 du code pénal vise « quiconque pouvant empêcher par son action immédiate, sans crainte pour lui ou pour les tiers, soit un fait qualifié crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne, s'abstient volontairement de le faire ». Les peines prévues sont l'emprisonnement de trois à cinq ans et une amende de 360 F à 20 000 F ou l'une de ces deux peines seulement.

Soixante-trois prisonniers se sont donné la mort en 1986 Les détenus se suicident au printemps

Le nombre de suicides en prison est resté stable en 1986 : soixante-trois contre soixante-quatre en 1985. Lorsque l'on sait que la population pénale a augmenté entre-temps de 12% (du 31 décembre au 31 décembre), ce résultat est plutôt positif. Il s'est d'autant plus que le nombre de suicides en prison n'avait cessé de croître ces dernières années : 1981, quarante-deux ; 1982, cinquante-quatre ; 1983, cinquante-sept ; 1984, cinquante-huit.

Il est difficile d'expliquer la stabilité observée l'année dernière. Tous les observateurs précisent que l'encombrement des prisons, qui ne cesse d'augmenter, provoque des drames : suicides, révoltes, grèves de la faim. Or les prisons ont rarement été aussi calmes. Probablement M. Albis Chaland, garde des sceaux, bénéficie-t-il des retombées de la politique d'humanisation des prisons lancée par son prédécesseur, M. Robert Badinter. Tous les spécialistes s'accordent, en effet, à reconnaître que la généralisation des parloirs sans séparation ou l'installation de téléviseurs dans les cellules ont amélioré le climat dans les établissements pénitentiaires.

Le nombre de suicides est un bon indicateur de la situation dans les prisons. Du milieu du dix-neuvième siècle à 1971, il y a eu environ une vingtaine de suicides par an. A partir de 1972, et jusqu'en 1981, ce chiffre passe à quarante en moyenne. Rien d'exceptionnel à cela : les années 70, celles des grandes révoltes pénitentiaires. Ainsi, au cours des émeutes de 1974, onze morts ont été dénombrés parmi les détenus. A partir de 1982, et alors que la surpopulation dans les prisons s'aggrave, nouvelle poussée : le nombre de suicides passe à plus de cinquante par an.

« Survolité carcérale »

On se donne davantage la mort en prison que lorsqu'on est libre. Le taux de suicide pour cent mille détenus était en 1985, de cent cinquante et un, contre 15,2 en 1982, pour la population française de sexe masculin de quinze à vingt-quatre ans, et 33,7 chez les hommes de vingt-cinq à quarante-quatre ans. Ce phénomène doit néanmoins être analysé avec prudence : le mort volontaire d'un détenu est toujours connu, ce qui n'est pas toujours le cas pour les autres suicides.

Certains spécialistes maintiennent pourtant qu'il y a bien une « survolité carcérale », même si l'on tient compte d'un « chiffre noir » élevé, c'est-à-dire des suicides non connus. C'est en particulier le raisonnement de M. Jean-Claude Chesnais, auteur d'une thèse sur les morts violentes en France : « La population pénale étant, dans la grande majorité, composée d'hommes, la comparaison est la plus éclairante. Alors que le taux des suicides masculins passe de 24,8 pour 100 000 durant les années 50 à 22,5 pour 100 000 en 1972-1974, soit une baisse de 10% ; le taux carcéral augmente de plus de la moitié : 119 pour 100 000 en 1972-1974 contre 78 pour 100 000 en moyenne pendant les années 50 ».

Les statistiques de 1986 montrent que ce sont les détenus récemment incarcérés qui se suicident le plus. Sur les soixante-trois prisonniers qui se sont donnés la mort en 1986, 65% étaient des prévenus, c'est-à-dire des détenus qui n'avaient pas encore été jugés définitivement. Le choc de l'emprisonnement est toujours mal supporté. Ainsi vingt-trois de ces suicides de 1986 se sont-ils donnés la mort dans les deux premiers mois de leur incarcération.

Lorsqu'on observe les statistiques sur un quart de siècle, on s'aperçoit que le suicide en prison est un phénomène saisonnier. De 1962 à 1986, 98 prisonniers ont été tués : 83 au mois de mai ; 69 au mois de janvier et 60 au mois de février. Les détenus se suicident au printemps.

BERTRAND LE GENDRE.

A Saint-Denis-de-la-Réunion

Soixante-trois personnes jugées pour trafic de drogue

Devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis-de-la-Réunion s'est ouvert, le mercredi 18 février, le procès de soixante-trois personnes impliquées à des degrés divers dans un trafic de drogue entre la Réunion et l'île Maurice.

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION
de notre correspondant

A la tête du réseau deux Mauriciens (arrêtés et écroués à la Réunion), Siddick Omar Said, et Louis Rodolphe, alias « Zeuxa ». Les deux ressortissants mauriciens écroués, dans le département, de la morphine base ou de l'héroïne, au provenance semble-t-il du continent indien. Jusqu'en 1986, la Réunion était relativement protégée de ce fléau.

La suppression des visas pour les Mauriciens entrant dans l'île intervient cette année, et vraisemblablement ouvert les portes au trafic qui n'en était qu'à ses débuts, puisque les services de gendarmerie et de police recensent à la Réunion deux cents à trois cents habitués aux drogues dures, alors qu'à l'île Maurice, les autorités font état de treize-cinq

mille personnes se livrant à la toxicomanie.

Parmi les inculpés réunionnais figure aussi un restaurateur de Saint-Gilles et l'ancien président local de l'Ordre des médecins. Si, à la Réunion, l'affaire ne soulève pas un grand intérêt au sein de la population, elle prend les proportions d'un véritable scandale politique à l'île Maurice où cinq députés de l'opposition au pouvoir seraient impliqués directement dans un trafic beaucoup plus vaste.

La suspicion plane aussi sur le premier ministre lui-même, M. Anerood Jugnauth, qui a pris pour avocat devant la commission d'enquête sur la drogue, dirigée par un magistrat, M. Maurice Rault (un proche du vice-premier ministre M. Gaston Duval), l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Seewoosag Ramgoolam, Sir Harold Winter. Chaque jour, la marge de manœuvre de M. Jugnauth se réduit et il aurait tout en jeu à l'égard des journalistes que ses chances de rester au pouvoir à l'issue des élections générales parlementaires qui doivent avoir lieu dans le courant de l'année sont très minces.

ALIX DJOUX.

Michel Platini crée une Fondation pour la réinsertion des toxicomanes

Michel Platini a présenté mardi à Paris la Fondation qu'il veut créer pour aider les toxicomanes à se réinsérer. Le capitaine de l'équipe de France de football, conscient du prestige dont il jouit auprès des enfants et des jeunes, travailleurs en liaison avec les centres de cure et de post-cure agréés par le ministère de la santé. Son objectif sera de plaquer les toxicomanes, en voie de guérison, en stage dans une entreprise. Ces stages dureront six mois à un an et pourront éventuellement déboucher sur des emplois définitifs. L'originalité de la démarche réside dans le fait que, dans la discrétion (seuls le directeur général et celui du personnel de l'entreprise connaîtront la situation du jeune stagiaire), les « convalescents » seront placés dans une situation normale de travailleur.

Quatre sociétés : Calberson (transports), Fiat France, Les Cooper et Pathé-Marco ont d'ores et déjà donné leur accord pour accueillir des jeunes que le comité médical de la Fondation aura sélectionnés. Le docteur Claude Olivenstein fera partie de ce comité médical.

La Fondation Michel Platini, dont le trésorier est M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de football, n'a pas demandé de subventions ou d'aide publique. Les quatre entreprises prendront en

charge les frais généraux, réduits au minimum.

Le chausson Jean-Marie Périer auteur du film publicitaire « La drogue, c'est de la merde » a présenté, aux côtés de Michel Platini un clip vidéo intitulé : « Dis-leur merde aux dealers », qui sera diffusé au cours des journaux télévisés. Le bénéfice de la vente du disque, enregistré par la jeune chanteuse France Carlini, quinze ans, sera intégralement versé à la Fondation Michel Platini, qui se préoccupera aussi de prévention.

« Deux trafiquants de drogue étrangers exécutés en Chine. Deux étrangers — l'un de Thaïlande et l'autre de Hongkong — ont été exécutés le mardi 17 février pour contrebande d'héroïne à Kunming, dans le sud de la Chine, a rapporté l'agence Chine nouvelle.

La Chine n'exécute que rarement des étrangers, et ces peines capitales soulignent l'importance accordée par Pékin au trafic de drogue.

« Un Mirage F-1 s'écrase près de Mulhouse. — Deux personnes ont été blessées après le crash, mardi matin 17 février, d'un Mirage F-1, de la base de Strasbourg, sur un quartier périphérique, la Mer Rouge, à l'ouest de Mulhouse. L'avion, dont le pilote, qui a pu s'éjecter, est sain et sauf, a mis le feu, en tombant, à un bâtiment.

(Publicité)

DES DÉBOUCHÉS INTÉRESSANTS

- fonctions de fabrication et de production - technico-commercial -
- laboratoires de contrôle qualité - gestion et vente -

dans

L'AGRO-ALIMENTAIRE CÉRÉALIER

fabrication des pâtes alimentaires, meunerie, semoulerie, malaisie, biscuiterie, biscuiterie, alimentation animale, stockage, négoce céréalier...

ENSMIC

École Nationale Supérieure de Meunerie et des Industries Céréalières

16, rue Nicolas-Pertin, 75013 Paris. Tél. : (1) 43-37-42-47

FORMATION : BT-BTS. Spécialisation : Diplôme d'ingénieur.

ADMISSIONS SUR DOSSIERS

PLACEMENT DES DIPLOMÉS ASSURÉ

Inscriptions d'avis à juin.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le religieux à l'écran

Sous le soleil de Pialat

Dieu est dans le coup. On ne sait jamais à quoi cela tient, ces va-et-vient de la mode et de la foi — panique sur le marché idéologique, effondrement du Rambo ? — mais l'Eglise catholique est redevenue notre grande usine à rêves, notre pourvoyeuse d'images, notre dame de la pellicule. Le sacré est exotique, il nous faut du religieux à l'écran; même un simple zeste de piété, un zeste charitable, suffira. L'an dernier, on a eu droit au double triomphe de Thérèse, d'Alain Cavalier, et de la Mission, de Roland Joffé. Aujourd'hui, Pialat tourne avec Depardieu Sous le soleil de Satan, d'après Bernanos, et le 18 février, jour de la Sainte-Bernadette, Jean-Pierre Mocky sort le Miraculé. On attend du reste la vie de la sainte, que doit filmer Jean Delannoy, à qui l'on doit déjà Dieu, a besoin des hommes.

C E matin-là, dans le vent du nord de la mer du Nord, près des plages blêmes mais un peu à l'intérieur des terres, Maurice Pialat s'est éveillé. Il a ouvert les yeux et a dit : « Je me croyais de bonne humeur. Eh bien, non ! » Voilà, le décor était planté. Sur le tournage de *Sous le soleil de Satan* qui vient de s'achever, tout a été de cette couleur-là, noir comme l'humour quand il est noir et comme la soutane élimée de l'abbé Donissan qui, par une nuit sans lune, va rencontrer un maigron accablé, « un bon copain », qui ne sera autre que le diable.

Pialat-Bernanos, quel bizarre mariage... Pas si étrange que ça, on le verra. Pour l'heure, le ciel est bas, la salle des mariages de la mairie de Montreuil-sur-Mer a été transformée en régie. Il fait bien froid, la troupe est blottie sous une tente où la cantinière, telle une « mère » de compagnons du Devoir, sert une bonne soupe épaisse et chaude.

An bout de la dernière table, la casquette de marinier vissée maussade sur la tête, la barbe griseuse, Pialat.

Il ne mange pas, il fume son pain, il dit : « Le cinéma, c'est un métier d'ingénieur. On accorde : Je suis un vieux raté. » Il ne pense pas ce qu'il dit, mais il faut qu'il grogne. Dans un grand mouvement de gaiseté un peu ostentatoire, portant sur une assiette un steak d'équarrisseur, Gérard Depardieu est entré. Il est énorme, impressionnant,

110 kilos. Il porte un long T-shirt vague de femme enceinte, il soulève l'atmosphère un peu lourde comme un haïtère, et aussitôt, elle s'allège.

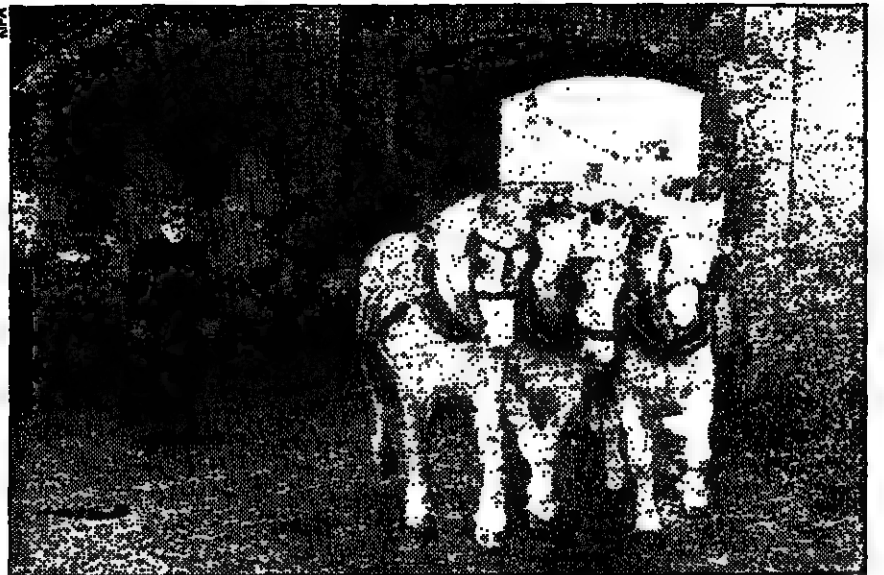
C'est drôle, lorsque *Sous le soleil de Satan*, première œuvre de Bernanos (beau début, il continuera le combat) est paru en 1926, Paul Claudel, alors ambassadeur à Tokyo, lui écrit. Et ce qu'il a ressenti, pressenti, c'est que soixante ans plus tard Depardieu serait là pour devenir Donissan. Jugez-en : « Votre héros ne laisse pas une impression nette. On dirait que vous avez hésité entre deux idées. L'une est celle du curé d'Ars, l'autre, qui vous appartient en propre et que je trouve la plus intéressante, est celle de l'athlète » resté humain, trop humain, et qui ne craint pas de lutter corps à corps avec la puissance des ténés, en jetant tout sur la table, même son salut éternel. Le tout est de savoir s'il est poussé par l'amour de Dieu ou l'orgueil de sa force. Et, dans votre livre, il semble bien que ce soit le second sentiment qui soit le plus fort. »

On va tourner dans la cour d'une ferme. Belle, la ferme. Mais glauque et glacée, la Brie. Depardieu en soutane, pas gros, compact : « Donissan, c'est un type qui jérôme moi, je fais l'inverse, j'ai des vertiges de nouarrigue que les gens qui jérôme moi n'auront jamais. Et ça ne m'arrange pas. Je ne suis pas un acteur en ce moment. Il ne faut surtout pas que l'un qui se ferait plaisir dans Donissan. Et même Maurice

ne se fait pas plaisir. Sous le soleil de Satan est un film maudit qui nous envahit, qui nous colle au train. »

Comment a-t-il accepté ce troisième voyage avec Pialat, après *Loulou* où les relations avaient été orageuses, et *Police* où elles avaient été idylliques ? Il dit que sur *Loulou*, il n'avait pas bien compris, en effet, parce qu'il était « un peu sourd », mais que déjà il avait senti cette espèce de marginalité où se promenait Pialat, la seule voie selon lui pour faire du cinéma.

« La créativité de Maurice, ajoute-t-il, c'est de travailler sur de la matière vivante. Une fois le script fini, il est mort. Il revêt avec la chair des autres. C'est sur Police que j'ai admis ça. Avant,



Gérard Depardieu à Montreuil-sur-Mer

oui, nous nous sommes affrontés. Mais l'art de s'engueuler, c'est aussi celui de se réconcilier. »

Depardieu avoue alors que, lorsque Maurice Pialat lui a parlé pour la première fois de *Sous le soleil de Satan*, il ne connaissait pas Bernanos, et trouvait seulement « le titre pas banal ». Il a essayé de lire, « il s'est emmêlé ». Mais Pialat ayant dû renoncer à son projet sur l'Indochine, puis à un autre scénario, est revenu à Bernanos. Depardieu aussi, qui en a finalement accepté la lecture et n'a accepté l'aventure qu'à la condition expresse que Pialat lui-même joue le rôle de Menou-Sograis, le supérieur de Donissan. Depuis, malgré les difficultés, c'est l'état de grâce. « Bien que je connaisse mal les catholiques et les curés. Mais il y a des moments dans la vie où on se comporte comme si on croyait. J'imagine ce que peut être la confession, et j'ai honte de penser à ce qu'entendent les confesseurs. Donissan dit : « Je n'ai appris de péchés que de la bouche des pécheurs. » Cette phrase m'en rappelle une autre, de Feter Handke : « Moi, mes expériences me viennent quand je les raconte. »

vince si frileuse, dit-on, et qui ouvre grand les bras aux saltimbanques.

Le lendemain, il fait encore plus froid. L'habilleuse distribue des semelles de mouton à l'équipe. Le paysage de talus, de plaines, de « terre retournée qui luit vaguement » est tel que le décrit Bernanos, tel que le filme Pialat, auteur de l'adaptation dans un respect pieux du texte initial.

On est de retour dans la cour de ferme. Donissan, « cet esclave qui crée chaque jour son maître », comme l'appelle le libre penseur de *Sous le soleil de Satan* (Alain Cuny), se confie à un autre curé, l'abbé Sabroux, un enfant vient de mourir, la mère l'a appelé, lui qu'on commence à appeler « le saint de Lumbres » pour qu'il ressuscite le petit mort.

Attelés à la même charrette

Pialat grince entre ses dents : « Cette scène, c'est un challenge d'enfer. » En effet, les phrases sont longues, plutôt mélo, dures à dire. Les poulets de la basse-cour s'en mêlent, piaillent à contretemps. « Ne pourrait-on les attacher avec du fil de fer ? », glapit Pialat, soudain féroce, qui s'en prend ensuite aux figurants, aux chevaux bouillonnés, fouillant la glaise du sabot. Depardieu se cabre lui aussi : « Je ne sens plus rien. Maurice, je ne sens plus rien. »

L'effort soudain les réunit, ils s'attèlent tous deux à la même charrette, ils étagent le dialogue, l'épurent, le rendent plus simple, tout simple, larguent des mots, rattrapent des sentiments, et ça y est, ça passe, ça passe... Fin de soirée. Dans une villa louée, bien « bornolée », c'est-à-dire dont les fenêtres sont occultées par des voiles noirs comme ceux fournis par les entreprises de pompes funèbres, on a improvisé une salle de projection. Rushes de la scène du « miracle ». Donissan-Depardieu s'élève, à bout de bras, à bout d'espérance, et d'effroi, le corps inerte du gamin.

Et le petit garçon a frémi. Du moins l'imagine-t-on. Mais la mère s'en persuade, hurle...

C'est injouable. C'est incroyablement. Mais c'est si beau, si fort, la lumière est si juste, celle des images et celle des âmes, que l'incroyant (c) chancelle et se raccroche au dernier recours à son amour du cinéma pour justifier l'émotion qui lui fait battre le cœur.

Il fait soudain très doux sous le soleil de Pialat.

DANIEL HEYMANN.

« Le Miraculé » de Jean-Pierre Mocky

Dans le train de Lourdes

Le Miraculé, de Jean-Pierre Mocky, on s'en doute, ne pousse pas le chant le plus éhéré de la charité, c'est le moins qu'on puisse en dire. M. Papu (Jean Poiret, un amuseur dans l'oreille, à la glorieuse, son beau torse vu par moi-même dans un maillet de corps avachi des plus seyants) se trouve quelque peu endolori à la suite d'un incident bénin et décide de ne plus se relever. De se déclarer paralysé, impotent, jusqu'à ce que les assurances lui versent des dommages et intérêts substantiels. Il est secondé dans ce malheur — qui n'altère ni sa bonne humeur ni son frano-parler — par une ancienne tapineuse repentie (Jeanne Moreau), qui n'a plus que des prières et de saintes paroles en bouche, entre deux mauvaises pensées qui passent. Mais le directeur de la compagnie d'assurances, Ronald Fox Terrier (Michel Serrault, chapeau melon un peu mûr et trop large, collier de chien au cou, orné d'une image de Jean-Paul II), bien que muet à la suite d'une bavure policière — il faut voir Serrault la mimer, — n'est pas sourd et ne l'entend pas de cette oreille. Avec l'appui de sa femme (Sybille Joly, qui est loin d'être sphone) et de son fidèle Plombier (Roland Blanche), un abruti zélé, il entreprend de démasquer la supercherie de l'escroc Papu. Tout cela les mène à Lourdes sur la route de la grotte, où Fox Terrier et Papu feignent tous deux d'espérer un miracle.



Michel Serrault

Les voies du Seigneur sont impénétrables et celles du chemin de fer bien étrangement aiguillonnées. Dans le train de Lourdes, on rencontre des gens de toute sorte : une bohémienne qui veut sa part de butin, un émissaire très secret d'on ne sait quel office pas vraiment officiel, un évêque solide et rubicond qui en pince, comme apparemment tout le monde dans le convoi, pour le bel abbé qui l'accompagne et provoque plus d'émeutes que de conversions. Et, bien sûr, toute une galerie de monstres divers, de crépuscules convulsifs et de démentes plus ou moins paisibles comme Jean-Pierre Mocky aime en peupler le décor de ses films. Plus on approche de Lourdes et plus l'atmosphère devient pesante et surréaliste. Les pèlerins en fauteuil roulant, les estropiés de tout poil, viennent en rangs serrés pour se baigner un instant dans l'eau de la piscine, où rien de notable ne s'est produit depuis longtemps (le dernier miraculé en date vend d'ailleurs une brochure relatant l'événement et redonne la concurrence). Le final est, bien entendu, inracontable et diabolique (Fox Terrier retrouve la parole, mais en anglais), un peu emballé et bécoté, mais ce n'est pas grave, le tour est joué, n'en déplaise aux autorités religieuses, qui n'ont pas permis à Mocky de tourner sur les lieux mêmes du pèlerinage. La reconstitution de Lourdes est saisissante, et le climat — souterrain, humide, som-

bre — de sinistre entourage à l'espérance qui baigne la grotte et ses cohortes claudicantes est oppressant à souhait.

Le tandem Serrault-Poiret fait merveille, évidemment, dans le débride total. A chacun, quartier libre, et l'on peut cabotiner sans retenue. Comme toujours chez Mocky — lequel donne au monde cinématographique, en 1964, la Cité de l'Indicible peur, ce chef-d'œuvre du fantastique bizarre, avec, déjà, Jean Poiret, Francis Blanche, Bourvil, Raymond Rouleau et Noël Roquevert, ce qui suffira à son salut éternel, — le meilleur côté le moins bon avec une parfaite aisance, une absence totale de complexité ; les idées saugrenues, le goût de l'exotisme, de la poésie burlesque, de la provocation grossière, du calembour, parviennent à élever la loufoquerie en un système explosif très singulier, bien particulier de l'art de Mocky. Comme si ce cinéaste autodidacte avait délibérément décidé de garder une maladresse, une gaucherie, parfois, de débutant pour ne pas perdre non plus sa virulence. Résultat : ne pas faire de progrès et parvenant quand même à rassembler un nombre de spectateurs émus et fidèles dans cette zone frontalière entre la satire et la folie furieuse où il campe, Mocky accomplit une fois de plus l'acrobatie et le miracle qu'on attend de lui.

MICHEL BRAUDEAU.

De Danton à Donissan

Gérard Depardieu fait alors un rapprochement entre deux personnages qu'il a habités, Danton et Donissan : « Très fatigués tous les deux, ce sont des types qui dorment peu, qui se martyrsent, on arrive dans les mêmes zones. Donissan aussi va faire couler le sang. Pousse Mouchette, la petite rebelle, à se trancher la gorge. » Mouchette, c'est Sandrine Bonnaire, et, bien sûr, elle va être extraordinaire. « Comme disait Jovet, rappelle Gérard Depardieu, il faut être passé dans la loge d'une concierge pour bien jouer les princes. Faute de quoi, tu ne peux pas les défendre. Je ne dis pas qu'il faut être fils de mineur comme Richard Burton pour devenir un héros shakespearien, mais ça vient souvent de là. »

Le soir, on dîne chez la pharmacienne de Montreuil-sur-Mer, débauchée de son officine pour être la mère de Mouchette. Pialat, fidèle à ses habitudes, cueille les visages qui passent, la vérité commence là.

Le dîner est somptueux, chaleureux. On déguste un saumon gigantesque. « Ça devait être un turbot, dit la pharmacienne, mais quand il a su que c'était pour Gérard, le poissonnier a préféré le changer. » C'est joli, cette pro-

VO / ELYSEES LINCOLN • FORUM HORIZON • SAINT-GERMAIN HUCHETTE • 7 PARNASSIENS

人間の約束

PROMESSE

QUAND IL FAUDRA L'ENVOYER AU PARADIS, C'EST MOI QUI LE FERA...

LASA FILMS PRESENTE
UN FILM DE YOSHISHIGUE YOSHIDA
D'APRES UN ROMAN DE SHUICHI SAE
AVEC RENTARO MIKUNI SACHIKO MURASE
CHOICHIRO KAWARAZAKI/ORIE SATO
PRODUIT PAR SERU SAISON GROUP TV ASAHI KINEMA TOKYO

هكذا من الاصل

سكزا من الامل

MUSIQUE

Claudio Arrau enregistre à Dresde

Le marcheur immobile



Claudio Arrau

Le pianiste Claudio Arrau, pendant qu'il enregistrait le Troisième Concerto, de Beethoven, fête son anniversaire : quatre-vingt-quatre ans. Et il vient de signer avec Philips un contrat d'enregistrement pour vingt ans...

« Vous n'êtes pas triste de fêter votre anniversaire avec des journalistes ? » Il n'entend pas ou feint de ne pas comprendre. D'ailleurs, rien n'indique qu'il soit attristé. Il a enregistré toute la journée. Il est le seul à avoir travaillé, tandis que trois délégations de journalistes — une allemande, une anglaise, une française — décollaient en avion à l'aube, se regroupaient à Berlin et n'attendaient Dresde qu'à la nuit, après trois heures de minibus et de BMW, sur les autoroutes défoncées de l'Allemagne de l'Est gelée.

Frais. Et isolé par le respect palpable que ces pèlerins lui

vouent. Chacun, à tour de rôle, s'assied à ses côtés et lui glisse pêle-mêle des questions hâtives. Conserve-t-il, après soixante-huit ans de carrière, l'impression de progresser ? Son gâteau d'anniversaire est-il à son goût ? Oui, oui, il joue mieux que par le passé.

« Quoi ?
— Tout. »

Et il adore le biscuit au chocolat.

Ce gâteau-là tiendrait presque dans sa main ouverte, qu'il n'a pas grande pitié, mais curieusement développée, comme une pince au gigantesque levier. Un gâteau d'après la messe, alors qu'il eût fallu, pour ces quatre-vingt-quatre bougies, de ces grandes roues qu'on voit au cinéma. Mais pas de spectacle cette fois. Le vieux monsieur a grignoté ses sucreries, terminé son verre d'eau (« Jamais d'alcool, jamais de cigarettes », glisse-t-il comme un secret), et satisfait toutes les curiosités. Il a vingt ans de disques devant lui, qu'il vient tout juste d'entamer. Alors, il va se coucher. Demain, il enregistre.

Les musiciens de la Staatskapelle de Dresde, sagement atroupés, et Colin Davis, chef

très anglais et donc très gai, attendront une demi-heure sans broncher son arrivée dans la Lucas Kirche, église transformée en studio, mais nullement désaffectée, où ont lieu les enregistrements de l'orchestre d'Etat est-allemand. Silence : il est entré. Dès qu'il a déboulonné son gilet, les choses se passent à la fois très lentement et très vite, selon un cérémonial fonctionnel et huilé.

Exécution intégrale du rondo du Troisième Concerto, micros non branchés, pour que l'orchestre ait le temps de s'échauffer. Deuxième exécution *in extenso* : la prise sur laquelle on va pouvoir travailler. Pause de l'orchestre : chef et soliste rejoignent le directeur artistique, Volker Strauss, dans la cabine et, après s'être écoutés, relèvent les passages dont ils ne sont pas satisfaits. Nouvelle prise. Nouvelle écoute. « Il y a de très jolies choses, mais... » Le gilet, une fois encore, est déboulonné. Arrau accuse la fatigue, lève une main droite excédée chaque fois qu'il rate un trait, accroche et s'accroche, sans un mot, sans une minute de déconcentration, sans mendier entre deux records trois secondes de repos, de plus en plus fragile, de plus en plus obstiné, comme si le temps lui était compté et qu'il ne pouvait l'oublier.

Car on en est déjà aux records. Le premier clarinettiste obtient de réenregistrer son dialogue central avec le piano qu'il est venu, consciencieux ouvrier, écouter tout exprès : « Je ne m'entends pas jouer. J'ai l'impression d'être décalé — Entschuldigung, — c'est probablement ma faute. » Le chef, admiratif, s'est incliné. Tandis qu'au gré de toutes ces prises, il s'habitue à modeler ses gestes sur la chorégraphie si variée de la partie pianistique, articulations lourdement croussées, rebonds puissants de l'accentuation, trilles et traits dits comme des tirades, dégelées rageuses à fond de clavier : cette façon, tout à la fois, de méditer et de se projeter, de s'absenter dans ses pensées et de ne pas nous oublier, de raconter des histoires en trouvant au piano un plaisir très concret, tout ce qui fait du Beethoven d'Arrau une construction à la fois monumentale et instantanée.

« Zusammen ? Etions-nous ensemble ? » La question, au moment des tests d'écoute, monte sans arrêt aux lèvres du pianiste. Et l'orchestre, à la prise suivante, cordes somptueuses, denses et moirées, colle au piano d'encore plus près. Ainsi, l'enregistrement du Troisième Concerto, une fois monté, sera probablement compa-

rable à celui du Cinquième déjà terminé : une masse lisse et homogène, un face-à-face serré et essentiel, deux énergies arbutées, qui ne se dispersent et ne s'effilochent jamais. Rien que cela ? Ecoutez d'autres aînés, Schnabel avec Sargent (EMI) ou Backhaus avec Schmidt-Isserstedt, récemment réédité en compacts (Decca) : la tension n'a pas cette égalité, le piano (Backhaus) s'échappe fugitivement dans la vélocité, renvoie ici ou là des balles coupées, monte au fillet. Schnabel, lui, a ses célèbres embardées, autre forme de débordement. Alors qu'Arrau reste au fond du court et y joue tout le match en force, sans bouger.

Vers l'horizon 2000

Cette carrière entamée auprès d'un élève de Liszt, et lancée aujourd'hui vers l'horizon 2000, donne le vertige et suscite l'incrédulité. Quand Arrau joue son premier concerto en public, il a douze ans, c'est Nikisch qui dirigeait. Quand il éblouit Berlin, la première guerre mondiale vient tout juste de s'achever. Quand il quitte l'Europe pour New-York, la deuxième guerre commence à peine, la conquête de l'Amérique lui sera une seconde carrière, il devra, là-bas, tout recommencer.

An fait, à quelle étape de cette carrière en est-il maintenant arrivé ? « La France ne reconnaît, enfin, J'ai des projets. Je vais me remettre à Bach et à aborder Haydn. Pour les leçons, j'ai dû me modérer : c'est dommage, l'enseignement m'intéressait. Mais je dois commencer à faire attention : je veux jouer jusqu'à la fin. » Soit... douze disques à paraître cette année.

« La psychanalyse m'a ouvert les portes de la compréhension musicale, dit aussi l'ancien enfant prodige. Tous les jeunes interprètes devraient se faire psychanalyser. » Cent concerts par an, pendant soixante ans, cela fait combien de pianos joués, de mains serrées, de kilomètres avalés ? Mais il est une autre façon de résumer la vie de Claudio Arrau : trois intégrales des Concertos de Beethoven (1). Une marche autrement longue. Et presque immobile.

ANNE REY.

(1) La première intégrale avec l'Orchestre Philharmonia dirigé par Alois Gaudier (EMI), le Troisième Concerto est toujours disponible en version séparée. La deuxième avec le Concertgebouw d'Amsterdam, direction Bernard Haitink (Philips).

LIVRE

Saturnin Fabre

Le roman d'un excentrique

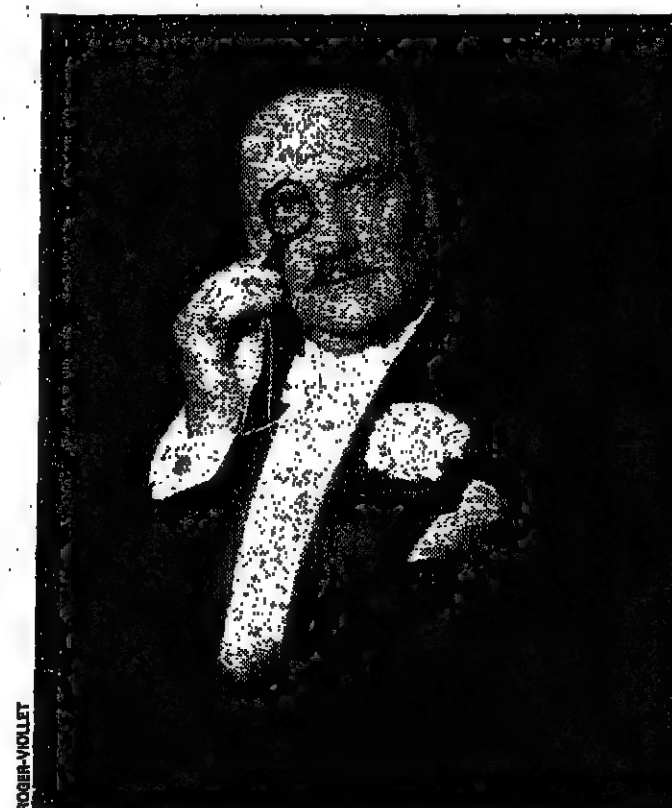
L'un des plus extravagants seconds rôles-vedettes de l'entre-deux-guerres, Saturnin Fabre, raconte sa vie, ce n'est pas triste.

EN 1948 paraissait, aux éditions Fournier-Valdès, *Douche écossaise*, de Saturnin Fabre, texte et dessins originaux de l'auteur. Ce volume, qui coûtait alors 300 F, était un ébouriffant recueil d'anecdotes par lesquelles l'acteur, sexagénaire, célèbre au cinéma pour ses emplois d'huberlu, ses compositions à l'emporte-pièce, racontait sa vie. Une vie soumise, en effet, au régime de la douche écossaise, que ce fût dans la situation familiale, le métier, les rapports avec les femmes... *Douche écossaise*, où Saturnin Fabre, parlant de lui à la troisième personne, s'était désigné sous son nom inversé, Ninrutas Erba, ressemblait à un canular. Ce n'était pas un. Le livre devint, très vite, une rareté. Après la mort de Saturnin Fabre, en 1961, on en rechercha des exemplaires à prix d'or, mais ils ne couraient pas les rues. Le voilà réédité. D'ici à ce qu'on se l'arrache, il n'y a pas loin (1).

Parce que, contrairement à ce qui se pratique aujourd'hui, ces Mémoires n'ont pas été concoctés et tuilés à la sauce journalistique pour faire un produit « mode ». A petites phrases

sèches et ironiques, donnant à ses chapitres trois, quatre ou cinq paragraphes rapides et denses, Saturnin Fabre racontait un peu comme un Sacha Guitry qui aurait été touché par le grain de folie de W.C. Fields. Erba, qui fut acteur d'opérette et habitué du théâtre de boulevard, connaissait la portée d'une réplique où brille l'esprit parisien, et les multiples ressources de l'absurde. Sans être « la politesse du désespoir », son humour est une façon de prendre de la distance avec certains événements de sa vie privée et publique dont, ayant eu à souffrir, il préfère se moquer. Tel une fée Carabosse, le père d'un bébé qui vient de naître à Sens (en 1883) s'écrie : « Il a un grand nez. C'est une horreur ! Il a brailé à réveiller la ville. Nous l'appellerons Pif-ténor. »

Ce « roman d'un excentrique » (2) est divisé en étapes burlesques : la naissance, l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte ; l'âge mûr ; l'âge avancé ; la deuxième enfance. Chaque étape a ses subdivisions. Mais Erba, auteur, avance dans sa vie à cloche-pied, décrit ses mésaventures, le monde du théâtre, puis du cinéma où il essaya de trouver sa raison d'être, à jeux d'épingles et pattes de mouche. De temps à autre, un épisode prend plus d'importance : la création de *Rêve de valse*, et les scènes de ménage homériques avec Marfa



Saturnin Fabre en 1933 dans *Le fleur des pays*, d'E. Bourdet.

Dhervilly, la façon dont Erba et Jules Berry jouaient ou, plutôt, ne jouaient pas ensemble, en scène. On apprend, entre autres choses, comment, sur le tournage du *Récit de corail*, Jean Gabin gagna le premier Grand Prix d'honneur du concours des plus beaux pieds. Quant à « Tiens ta bougie... droite ! », leitmotiv de *Marie-Martine*, rassurez-vous, il y est.

En écrivant *Douche écossaise*, Saturnin Fabre ne chercha pas à flatter son propre portrait, mais à faire crouler de rire ses lecteurs ; c'est bien ce qui

arrive, et les dessins originaux ajoutent encore à l'humour. N'empêche que le portrait existe, et singulièrement sympathique, touchant même sous les focales littéraires.

JACQUES SICLIER.

(1) *Douche écossaise*, par Saturnin Fabre, Ramsay Poche Cinéma, 292 p., ill., 44 F.
(2) Cf. *Les Excentriques du cinéma français*, par Raymond Chânet et Olivier Barrot. Ed. Houd Vertice, 1983.

SOIRÉE EXCEPTIONNELLE A MARSEILLE

Offerte par le *Monde* pour la sortie de son dossier spécial « Marseille au futur » et le THÉÂTRE NATIONAL DE MARSEILLE/MARCEL MARECHAL pour ses dix ans d'activité :

« THÉÂTRE COTÉ COUR, COTÉ JARDIN »

Illustrée par un film soviétique récent : « LES SUCCÈS » de Constantin Khoudakov, suivi d'un débat avec : Pierre ARDITI, Francine BERGE, Michel COURNOT, Daniel GELIN, Marcel MARECHAL, Marthe PASCAL.

Théâtre de la Criée Jeudi 19 février 1987 à 20 h 30.

Mardi de téléphoner pour annoncer votre venue. Tél. : 91-54-74-54.

ENTRÉE GRATUITE

PREMIER PRIX DU LIVRE ART ET ESSAI



CAHIERS DU CINEMA

Centre National de la Cinématographie.
Association Française des Cinémas
d'Art et d'Essai.

89 F.

THEATRE EUROPE FEVRIER

CARTES BLANCHES AUX COMEDIENS ALLEMANDS
en collaboration avec le GOETHE INSTITUT

20 FEVRIER - 20 H 30 ANGELA WINKLER
chante et joue Brecht/Horvath

22 FEVRIER - 20 H 30 MATHIEU CARRIERE
III - Eine feufelneurose im siebzehnten Jahrhundert.
Sigmund Freud 1923

24 FEVRIER - 20 H 30 JUTTA LAMPE
III - Die Weise von Liebe und Tod des Cornets
Christoph Rilke et autres poèmes

ODEON THEATRE NATIONAL Tél. 43.25.70.32

GALERIE MAURICE GARNIER

BERNARD BUFFET

Vues de Venise

6, avenue Matignon, Paris-8^e - Jusqu'au 28 mars

CHAILOT

LA FOLLE JOURNÉE OU LE MARIAGE DE FIGARO

BEAUMARCHAIS • JEAN-PIERRE VINCENT

GRAND THÉÂTRE 47 27 81 15

Du 12 février au 4 avril à 20h

Dimanche à 15h - Relâche dimanches soirs et lundi

EXPOSITIONS

Au palais Grassi

L'effet Arcimboldo

Couvert d'honneurs par ses protecteurs, Arcimboldo est connu pour ses portraits composés de végétaux, d'animaux, de minéraux ou d'objets quotidiens. L'exposition ouverte au palais Grassi, à Venise — et financée par la firme Fiat — est pourtant sa première rétrospective.

UNIVERSELLEMENT connu pour ses portraits composés de légumes, de fruits, de fleurs, de végétation, d'animaux marins ou terrestres, ou de volatiles, Arcimboldo n'avait pourtant jamais fait l'objet d'une exposition. Ses quelques deux cents œuvres — essentiellement des dessins, si l'on met à part la série de ses tableaux anthropomorphiques consacrés aux éléments et aux saisons — sont aujourd'hui « éclatés » entre huit pays, une douzaine de musées et quelques collections privées. Plus de la moitié (quatre-vingt-cinq, pour être exact), sont rassemblées au palais Grassi.

Le gros de l'exposition est constitué par un ensemble jusqu'ici connu des seuls spécialistes du peintre : la jolie série de « pro-

jets » de costumes au lavis bleuté qu'il exécute, en sa qualité de « maître des fêtes de la cour » de deux empereurs Habsbourg, Maximilien II et Rodolphe II. Ils ont été prêtés par le cabinet des dessins des Offices de Florence, la galerie Narodni de Prague, où Arcimboldo travailla plus de dix ans, à l'envoyé l'admirable autopsie (également au lavis bleu). Le seul que l'on possède désormais puisque l'autre, une huile sur toile, a mystérieusement disparu de l'Europe de l'Est durant la seconde guerre mondiale.

« Les quatre saisons »

Le grand œuvre d'Arcimboldo est peint sur bois, donc très fragile — ce qui signifie, avis soit donné en passant aux amateurs, que l'exposition de Venise ne se transportera pas ailleurs. Il y a là une série des « quatre saisons » et des « quatre éléments » (« série », car on sait que le maître, devant le succès de ses œuvres, en a fait lui-même plusieurs « répliques »). Le Printemps, l'Été, l'Automne et l'Hiver viennent du Louvre, ainsi dédaigné de ses Arcimboldo pour une saison.

Ainsi revu au bord du grand canal, c'est certainement l'Hiver, ce « portrait » de Maximilien II

sous les traits d'un arbre à l'écorce grossière, qui paraît le plus étonnant, peut-être parce qu'il a été moins souvent reproduit et utilisé, à des fins publicitaires par exemple. Le Kunsthistorisches Museum, de Vienne, l'autre « capitale » d'Arcimboldo, a prêté l'Eau, l'un des portraits présumés de la reine Marie, composé de dizaines de poissons, amphibiens, coquillages, reptiles, crustacés, mollusques, invertébrés et autres animaux marins, dont soixante et un ont été reconnus comme peints avec une rigoureuse exactitude. C'est là l'œuvre la plus hallucinante de toutes celles ici présentes.

La Terre — venue d'une collection privée, elle, ne sera pas revue de sitôt — est presque aussi fascinante. C'est ce portrait présumé de Maximilien II qui « explique » peut-être le mieux ce qu'il y a de rationnel dans cette déraison apparente. Pontus Hulten, directeur artistique du palais Grassi, nous explique : « L'Autriche aspirait, on le sait, à dominer le monde. La représentation des Habsbourg en éléments aussi indestructibles que les saisons — la terre, le feu, l'air ou l'eau, — était donc conçue par Arcimboldo comme de la plus haute symbolique politique. De là à penser que

les modèles ont été ravis, il y a un pas ! Mais ils ont compris : leur « portraitiste-copiste », c'était son titre, a été fait comte palatin par Rodolphe. »

L'inspiration de Picasso

Suédais, Pontus Hulten a, en outre, pris un visible plaisir à faire revenir temporairement dans l'Italie d'origine d'Arcimboldo plusieurs œuvres emportées dans leur pays par les soldats... suédois, qui avaient pillé Prague en 1648. On voit en particulier les quatre versions du *Bibliothécaire* — cet homme-livre qui, on le sait aujourd'hui, a inspiré à Picasso, en 1910, son portrait de Daniel-Henry Kahnweiler.

Cette dernière œuvre est également montrée au palais Grassi : c'est que l'exposition s'intitule « L'effet Arcimboldo ». Prenant occasion de l'événement, le commissaire de l'exposition, Yasha David, a en effet rassemblé quelque deux cents œuvres contemporaines dont le point commun est la « transformation du visage » dans le lumière en somme d'Arcimboldo. Les visiteurs qui ne seraient pas venus pour cela auraient donc l'occasion de voir des œuvres de Marcel Duchamp,



« Le Maréchal » d'Arcimboldo.

Man Ray, Chirico, Picabia, Magritte, Dali, Bellmer et Ernst, notamment, — tant il est vrai que le maître des saisons et des éléments a été une source d'émulation et d'inspiration pour les surréalistes, qui lui ont d'ail-

leurs bien remboursé leur dette en faisant de lui, totalement oublié depuis trois siècles, un capital contemporain d'honneur.

JEAN-PIERRE CLERC.

* Au palais Grassi de Venise, jusqu'au 31 mai.

PHOTO

Rasi au Studio 666
Paysage d'exil

COMME il l'a fait déjà à quatre reprises, Rasi, quarante-huit ans, Lactien réfugié en France en 1972, expose ses recherches récentes au Studio 666, qu'anime Carol Marc Levittier. Poché par un visionnaire de l'éphémère, au cœur indéfectiblement penché vers le bas, on y découvre à travers traces, empreintes et signes, l'effet d'une traversée intérieure, d'un périple impossible et douloureux, greffé de réminiscences et bleté par la mélancolie de l'été.

Magnifié par un ciel orienté du destin, ce qui paraît à première vue sans attrait (des marques de chaises ou de soulier dans la boue, le moussu, le goudron, la poussière ou la pluie), à force de concentration tenace, fournit l'occasion d'une radiographie mentale imaginaire qui a le théâtral complet d'un tableau de maître. Durant et brochant le tissu des tirages, le noir seul volute et tissé avec une infinie subtilité des indices sauvages, des formes brutes et des pigmentations incertaines, à la fois crevasses, dunes et callots semblables à ceux que déchirent un microscope ou une prise de vue aérienne. Merveille le sol, cette litania silencieuse, inspirée de Brecht, grave des cryptogrammes infinitésimaux qui ont le grandeur mémorable d'un sursaut ou de griffes des grottes de Lascaux.

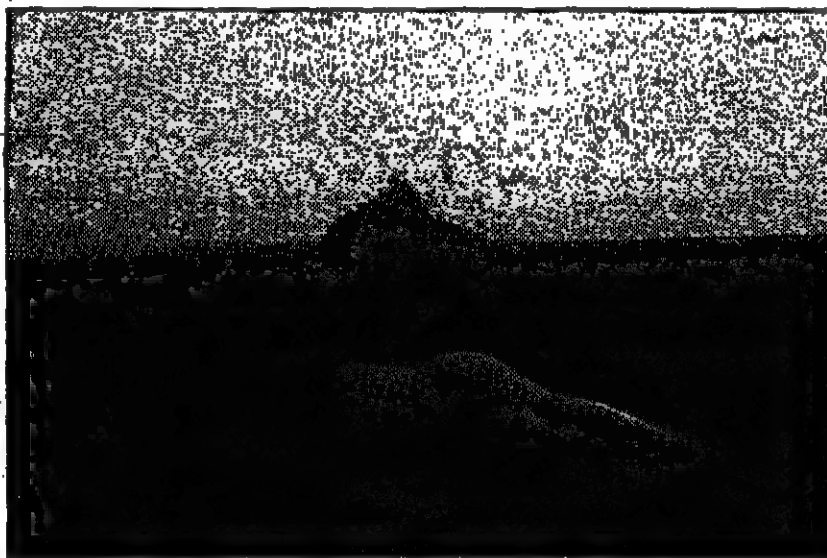
Rompant avec l'habitude qu'il a de poser religieusement ses pas dans ceux des autres, Rasi présente aussi pour la première fois, des nus, réalisés dans toute la France et en partie dans la forêt de Compiègne. Lavé vers l'horizon,

figeant la femme plantée dans la nature, pulsant sa sève dans le socle des arbres, Eve ou statuette au repos, caressée par le soleil, pulvérisée dressée sur fond de montagne, dans les champs et même, tel un mobile classique, au pied du Mont-Saint-Michel, l'œil, après avoir

touché le fond, suggère alors, un peu comme en rêve, le franchissement d'une étape menant vers des territoires nouveaux.

PATRICK ROESIERS.

* Rasi, Studio 666, 6, rue Maître-Albert, 75005 Paris. Jusqu'au 28 février.



CARRÉ SILVIA MONFORT

A PARTIR DU 27 FÉVRIER

J'embrasse mon rival
mais c'est pour l'étouffer.

BRITANNICVS
DE JEAN RACINE

MISE EN SCÈNE DE JEAN LÉUVAIS
Costumes: DOMINIQUE BORG Musique: GREGO CASADESUS
Lumière: DANIEL VOGEL

SILVIA MONFORT & DANIEL COLAS
HUBERT GIGNOUX JEAN NEGRONI
JEAN PAUL BORDES
CORALY ZAHONERO SYLVIE ARTEL

106, rue Brancion Paris 15^e - 45.31.28.34
LOCATION OUVERTE

ACTUELLEMENT

LES FUGITIFS



« Les Fugitifs » est une merveille d'invention, d'émotion, de drôlerie... Veber a réussi un coup magistral.

Michel Braudeau
LE MONDE

THEATRE

MOGADOR

Avec Europe 1

A PARTIR DU 18 FÉVRIER

CABARET

ADAPTATION FRANÇAISE ET MISE EN SCÈNE DE JEROME SAVARY

LIVRET DE JOE MASTEROFF
MUSIQUE DE JOHN KANDER / LYRICS DE FRED EBB
PRODUCTION ET MISE EN SCÈNE
ORIGINELLES DE NEW YORK DE HAROLD PRINCE

ITE LEMPER MAGALINOE! YANN BABILEE
MICHEL DUSSARAT, GERARD GUILLAUMAT, SYLVIE KUHN, RALPH ZAISER

CHOREGRAPHIE DE JEAN MOUSSY
DIRECTION MUSICALE DE OSWALD D'ANDREA

LOCATION AU THEATRE, 25 RUE DE MOGADOR, 75009 PARIS ET TOUTES AGENCES
TEL. : 42.85.28.80

هكذا من الاجل

هكذا من الاجل

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-1233).

JAPON DES AVANT-GARDES 1910-1970. Architecture, design, arts appliqués, arts de la gravure et de la peinture. Grande galerie, 5 étages. Jusqu'au 2 mars.

JULIAN SCHNABEL, RICHARD RAQUE, MARCEL ODENBACH. Galeries contemporaines du MNAM. Jusqu'au 22 mars.

ROSSO SCHIA. Dessins de 1906 à 1978. Salle d'art graphique (4^e étage). Jusqu'au 22 mars.

LE JAGUAR DE DARTWOOD. de Gilles Chéret. Atelier des enfants. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 10 mars.

LE VENTEUR ET SON DOUBLE. Salle d'actualité BPI et Centre d'information CCI. Jusqu'au 16 mars.

LE CENTRE POMPIDOU, UNE ARCHITECTURE QUI S'EXPOSE. Galerie du Forum. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 16 mars.

HISTOIRE D'IMAGES. Une sélection de la production graphique du Centre depuis dix ans. Galerie des Brèves CCI. Jusqu'au 16 mars.

PARLÉ-VOUS FRANÇAIS ? Galerie de la BPI. Jusqu'au 11 mai.

JOHAN VAN DER KEUKEN : Photographie 1953-1986. Grand Foyer. Jusqu'au 16 mars.

Musées

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE. photographies au relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

JEUNE PEINTURE. 3^e Salon. Grand Palais. Avenue Winston Churchill (42-36-45-06). Tous les jours de 10 h à 19 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 22 février.

DESSINS FRANÇAIS DU DÉBUT DU XVIII^e SIÈCLE DE WATTEAU A LEMOYNE. Musée du Louvre. Pavillon de Flore (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Du 20 février au 1^{er} juin.

LUMIÈRES DU NORD. La peinture hollandaise (1650-1800). Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill (42-65-1573). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Du 21 février au 17 mai 1987.

SUBLYSAS (1899-1949). Musée du Luxembourg, rue de Valenciennes (42-34-25-55). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le jeudi, nocturne jusqu'à 22 h. Du 21 février au 26 avril.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La vie de l'artiste : L'œuvre de l'œuvre ; La carrière de l'architecte au dix-neuvième siècle ; L'œuvre de l'œuvre ; Les journaux au dix-neuvième siècle ; Stars et nocturnes ; Autour d'une sculpture de

Maillol. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-49-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, nocturne jusqu'à 21 h à 18 h ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée : 22 F.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Jusqu'au 26 avril. ART ET CRÉATION TEXTILE. Jusqu'au 1^{er} mars. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-36-12-37). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F.

DAN GRAHAM, SOL LEWITT, VLADIMIR SKODA. ARC Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 20 février au 19 avril.

L'ARCADE DE NOÛ. Jusqu'au 3 mai. LES ACQUISITIONS DES XVIII^e ET XIX^e SIÈCLES. Jusqu'au 22 mars ; Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 30 à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

DONIGAN CUMMING. Jusqu'au 2 mars. LES COMMUNS DES MONTAIGNES. photographies de William Klein. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, sauf mardi, de 9 h à 17 h à 17 h 15.

MANUEL CANOVAS. peintures. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au 1^{er} mars.

PARIS-TOKYO-SEGRAM. Hommage à Joseph Hockley (1896-1941). Musée Guimet, 6, place d'Iéna (47-32-61-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 16 mars.

« ILLUSTRATION ». UN SIÈCLE DE VIE PARISIENNE. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 26 avril.

GAUMONT SAFFICHE. 90 ans d'activités de cinéma. Conception, 1, rue d'Orléans (42-74-22-22). Jusqu'au 3 mars.

DESSINS DE RODIN. A l'occasion de la présentation du troisième volume de l'œuvre. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 10 mars.

CENT CINQUANTE ANS DE RESTAURATION EN PICARDIE. Musée des monuments français, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (42-73-55-75). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 16 mars.

REMERANDT. les images de la collection. Jusqu'au 3 mai. Galeries Mazarine et Mazarine.

art. Tous les jours, de 10 h à 19 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F.

OFFRANDES : Photographies du XIX^e siècle. Galerie Colbert, rue des Poitevins, 26, place des Vosges (48-87-28-57). Jusqu'au 11 mars.

LA TÊTE À CINQUANTE ANS. Jusqu'au 15 mars. Sauf lundi, de 11 h à 30 à 19 h 30 ; mardi jusqu'à 21 heures. Café des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corneille-Carlier (42-77-70-00). Jusqu'au 30 mars.

SIX PEINTRES TUNISIENS CONTEMPORAINS. Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 23 mars.

LE TRÉSOR DE GABONNE. 1^{er} siècle après Jésus-Christ. Des monnaies de la Grande. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Cassini (43-29-12-48). Sauf dimanche, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 30 mars.

HERNANDEZ. Musée de la Peinture, 18, rue de Paris (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 mars.

COLLECTIONS DU VIEUX-MONTMARTRE AVEC 3 SALLES CONSACRÉES À GEN PAUL. Musée de Montmartre, 12, rue Corvis (46-06-61-11). Sauf lundi, de 14 h 30 à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 février.

Centres culturels

MOBILIER MINIATURE-OBJETS DE MAÎTRISE XVII^e-XX^e. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). Jusqu'au 1^{er} mars.

OUVERTURE. Le musée d'art contemporain en collaboration avec le Brest (Toulon). Hall du CNAF, 27, avenue de l'Opéra. Du lundi au vendredi, de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 15 mars.

JUDITH BARTOLANI ; HÉLÈNE DELPRAT ; LONC LE CROUILLÉ. Hôtel de la Ville de Paris, Salle Saint-Jean. Sauf le lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 15 mars.

JOSEF FELIX MULLER. Centre culturel suisse, 32-34, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Jusqu'au 1^{er} mars.

QUATRE AMÉRICAINS A LA MANUFACTURE DE BREVES. American Center, 261, boulevard Raspail (43-35-21-50). Du lundi au mercredi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 mars.

NEGROPOL. L'usage des Nègres dans la publicité depuis un siècle. Bibliothèque Forney, Hôtel de Sens, 1, rue du Figeac (45-78-14-60). Sauf dimanche et lundi, de 13 h 30 à 20 heures. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

ABSTRACTIONS AUX ROYAUMES DES KUBA. Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars.

Galerie

LES SOURCES JAPONAISES DE L'ART OCCIDENTAL. Galerie Jeanne Olier, 26, place des Vosges (48-87-28-57). Jusqu'au 28 février.

ARTE POVERA. 1965-1971. Galerie Lissac et Michel Darnaud-Darnaud, 3, rue des Blanchettes (42-77-42-00). Jusqu'au 7 mars.

LE NOIR EST UNE COULEUR. (Apr. Domini, Hartung, etc.). Galerie Lissac, 38, boulevard de Courcelles (47-03-03-85). Jusqu'au 31 mars.

FONTANA, HARTUNG, MATTA. Galerie Di Masi, 5, rue des Beaux-Arts (42-74-44-45). Jusqu'au 28 février.

VALERIE POCCO. FOUAD BELLAMINE. Galerie Niki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 28 février.

UNION DES ARTISTES MODERNES (UAM). Exposition autour d'un livre. Galerie VIA, 1, rue Saint-Opportune (43-33-14-33).

A PROPOS DE DESSIN. Roussel, études et croquis ; Chats de dessin de l'École Jeanne Olier. Galerie Adrien Marquet, 42-A, rue de Bercy (45-48-45-15). Jusqu'au 10 mars.

JEAN LE GAC ; PATRICE GORDA. Galerie Daniel Timpone, 30, rue Beauregard (42-72-14-10). Jusqu'au 18 mars.

LA PHOTOGRAPHIE LETTRISTE ET HYPERGRAPHIQUE. Galerie d'Avant, 4, rue d'Orléans (48-78-43-16). Jusqu'au 28 février.

ALANTAR. Peintures, gravures. Galerie Pénage, 1, passage des Ménétries (Quartier de l'Hotel) (42-77-92-33). Jusqu'au 7 mars.

MICHAEL BASTOW. Galerie Jean Brancas, 23-25, rue d'Orléans (43-28-83-11). Jusqu'au 7 mars.

MEQUEL BARCELÓ. Galerie Yves Lamber, 42-71-09-33 ; Peintures récentes, 108, rue Vieille-du-Temple ; Gravures et dessins, 5, rue du Grand-Saint-Lazare. Du 21 février au 19 mars.

JUDITH BARTOLANI. Sculptures. Galerie Fauriol, 77, rue des Archives (42-78-06-36). Jusqu'à fin mars.

LISE-MARIE BROCHEN. Galerie Jaquestier, 85, rue Rambuteau (45-06-51-25). Sauf dimanche et lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 mars.

MARCEL BROUDYHARK. Galerie Le Bouteux, 33, rue d'Orléans (42-54-22-00). Jusqu'au 14 mars.

LOUIS CANE. Gravures et dessins. Galerie Lacombe-Frédéric, 23, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 14 mars.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Basso, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

CHRISTOPHE CARTIER. Peintures. Galerie ENA, 7, rue de Bourgogne (45-01-45-89). Jusqu'au 6 mars.

CÉSAR COFFONE. Galerie Pincka Bernat, Bessière, 4, rue Saint-Sébastien (45-53-31-93). Jusqu'au 28 mars.

RENE FLURIER. Espace Claudine Bregnot, 10, passage Turquetil (42-79-14-43). Jusqu'au 21 mars.

GRATALOUP. Lavignes Bessière, 27, rue de Charonne (47-06-88-18). Jusqu'au 12 mars.

PAUL-ARMAND GETTE. Galerie Cécile Basso, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

HIBRIDO. Galerie du jour Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-44-00). Jusqu'au 30 mars.

PETER JOSEPH. Peintures récentes. Galerie Gilles-Lange-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 28 mars.

BERND JÜRGEN. Galerie Christian Chénou, 22, rue de Lorraine (45-61-34-05). Du mardi au vendredi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars.

JEAN-MARIE ERKAUT. Galerie Basso, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

BARBARA KRUGER. Galerie Cécile Basso, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

YVES LAMBER. Galerie Lissac, 38, boulevard de Courcelles (47-03-03-85). Jusqu'au 31 mars.

JEAN LE MOAL. Dessins, peintures et gravures. Galerie Galart, 13, rue Mazarine (42-78-06-36). Jusqu'au 28 février.

HENRY MOORE. Galerie et Bibliothèque. Galerie Bergmann et Cie, 70, rue de l'Université (42-23-02-12). Jusqu'au 21 mars.

MILOSLAV MOUCHA. Peintures. Galerie Basso, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

ANNE MORILLON. Galerie Basso, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 mars.

PIERRE PAPALIZOS. Sculptures. Galerie Sculptures, 11, rue Vincennes (46-34-13-75). Sauf dimanche et lundi, de 10 h à 13 h et de 15 h à 19 h. Jusqu'au 28 février.

CARL-HENNING PEDERSEN. Galerie Artel, 16, bd Beaumartin (45-63-13-09). Jusqu'au 6 mars.

ANDREAS PFEIFFER. Galerie Guithero-Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 28 février.

JEAN-PIERRE PINCEMIN. Gravures. Galerie Beau Lézard, 7, rue Poquey (42-77-72-77). Jusqu'au 21 février. L'année de l'Alte. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-75-38-00). Jusqu'au 28 février.

SERGE FLAIGNOL. Galerie Pierre Leroux, 153, rue Saint-Martin (48-87-41-71). Jusqu'au 14 mars.

SILBERMANN. Galerie Claude Samard, 18, place des Vosges (42-77-16-77) et Galerie Gilbert Bouveresse et C^o, 17, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 28 février.

ATSUKO TANAKA. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 7 mars.

TIROUFLET. Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (42-77-44-59). Jusqu'au 28 février.

THURRY SGO. Galerie Dardot Sgoz, 6, rue Jacques-Collot (43-54-78-41). Jusqu'au 28 février.

WELD ULRICH. Galerie Naze Stern, 25, avenue de Tourville (47-05-08-46). Jusqu'au 7 mars.

FLORENCE VALAY. Sculptures. Galerie Regard, 11, rue des Beaux-Montres (42-77-19-61). Jusqu'au 28 février.

BRAM VAN VELDE. Lithographies. Galerie Marie Pécourt, 3, rue Jacques-Collot (40-46-43-09). Jusqu'au 28 février.

PIERRE WEISS. Galerie Montigny-Delval, 31, rue Mazarine (43-54-55-30). Jusqu'au 28 février.

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT. Le halo gravé en Chine et en Occident. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Païs. Jusqu'au 29 mars.

CHELLES. Mémoires d'un « roman-roman ». Les Mémoires d'un roman-roman. Foyer du Centre régional d'animation culturelle, place des Mémoires de Chelles. Jusqu'au 28 février.

LA DÉFENSE. Un siècle de richesses artistiques. Galerie de l'Esplanade. Palais Académique. Jusqu'au 22 mars.

Sannois. L'art guerrier du Japon. Galerie Art 4 - Patrimoine du monde (40-00-15-06). Jusqu'au 10 avril.

FRESNES. Mémoires de 36. Economie, 41, rue Maitre-Tienne (46-68-08-05). Entrée gratuite. Jusqu'au 6 avril.

IVRY-SUR-SEINE. M. Diener, G. Pélissier, D. Mouchon, CREDAC, 93, rue Georges-Gouras (46-70-15-71). Jusqu'au 29 mars.

MONTREUIL. BREVET. Brevetage. Bibliothèque municipale R. Duroz, 8, rue de l'École de ville. Jusqu'au 27 février.

PONTAISE. Brevetage, brevetage (Les officiels du brevetage). Musée Pissarro, 17, rue du Château (30-42-06-75). Jusqu'au 28 février.

SAINT-DENIS. Daphné. Musée d'art et d'histoire, 22, rue Gabriel-Pé (42-49-05-10). Du lundi au vendredi de 9 h à 20 h à 16 h 50. Jusqu'au 8 mars.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Les châteaux de la Préhistoire au Picardie. Musée des antiquités nationales (34-51-33-65). Jusqu'au 2 mars.

En province

ANGERS. Tremblay. Musée des Beaux-Arts, 10, rue de la Made. (41-44-44-45). Jusqu'au 22 mars.

ARLES. Abbaté. Abbaye de Montmajour (50-54-64-17). Jusqu'au avril.

ARRAS. Bernard Montaut. Centre Nord, 6 et 8, rue des Capucins (21-71-90-42). Jusqu'au 1^{er} mars.

BORDAUX. Wolfgang Loh ; Art musical H. Mollin d'art contemporain. Entrée Libre. Rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 22 février.

CAEN. Les gravures de Venise au XVIII^e siècle dans la collection Mallet. Musée de la ville, 22, rue de la République (14-00-00-00). Du mardi au vendredi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars.

CHALIS. J.P. VIELFAURE. Peintures pour une Odyssée archaïque. Galerie de

l'Antenne Pasteur, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 29 mars ; Bessière, Musée des Beaux-Arts et de la dentelle, 23, rue Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 5 mai.

DOLE. Peter Knapp : Sky-art. Musée, 85, rue des Arènes (94-72-72-72). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Du 20 février au 14 mars.

DUNKERQUE. Jean-Marie Kesseli. Ecole régionale des beaux-arts. Du 21 février au 20 mars.

GRENOBLE. Arnold Nasser. Mémoires de la mer ; Serge Spitzer. Bien définie passion. Centre national d'art contemporain. Musée. Site Bouches-du-Rhône, 155, cours Bérard (76-21-95-54). Jusqu'au 12 avril ; Bernard Lavier. Musée de peinture et de sculpture. Place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 30 mars.

LE HAVRE. Eugène Boudin. Musée des Beaux-Arts André Malraux. Boulevard J.F. Kennedy. Jusqu'au 15 mars.

MARSEILLE. Japon passé, présent. Centre de la Vieillesse-Châtis, 2, rue de la Charité (91-54-77-75). Jusqu'au 15 mars ; Elisabeth Boudin. Musée d'art et d'histoire. Palais Paillet, 61, cours Julien (91-42-18-01). Sauf dimanche et lundi, de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 mars.

MARCO-EN-BREUIL. 5000 ans d'art « abstrait ». Fondation Suprematisme (20-46-26-37). Jusqu'au 31 mai.

NANCY. Grandville. Dessins originaux et de l'édition des dessins et estampes. Musée des Beaux-Arts, place Stanislas. Jusqu'au 2 mars.

NANTES. Un an d'archéologie 85-86. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau (40-74-53-24). Jusqu'au 2 mars.

NICE. Jules Chéret dans les collections locales. Espace Méditerranée. Palais Académique, 1, esplanade Kennedy (93-92-43-80). Jusqu'au 6 mars ; André Bouchard. Musée international d'art naïf. Château Saint-Hilaire. Jusqu'au 30 avril ; Les musées de l'Europe méridionale et de culture, 24, avenue Jean-Médéric (93-62-18-45), et Galerie des Fouchères, 71, quai des États-Unis (93-62-31-24). Jusqu'au 6 avril.

POITIERS. Les renaissances de la peinture naïve au XVIII^e siècle. Espace Méditerranée. Palais Académique. Jusqu'au 9 mars ; Musée Saint-Germain. Alain Villagras. Peintures/Vallées. Jusqu'au 6 mars, 10, rue Sébastien-Adrien.

RENNES. Dessins stampés du XIX^e siècle. Collection Fodor de l'Institut de l'histoire d'Amérique. Jusqu'au 27 avril.

ROANNE. Jacques Delahaye et l'Égypte. Collection d'antiquités égyptiennes du musée. Musée Joseph-Delahaye, 22, rue Anatole-France (77-71-47-41). Jusqu'au 29 mars.

LA ROCHELLE. Kuhn en Chine ; Jon Voss. Mémoires de la culture (46-41-31-79). Jusqu'au 29 mars.

ROUBAIX. Le Carbone. Peintures et dessins de l'œuvre. Hôtel de ville. Du mardi au samedi de 13 h à 19 h, dimanche de 10 h à 13 h et de 15 h à 18 h ; Introduction à l'œuvre. Banque nationale de France. Jusqu'au 22 mars. Du lundi au vendredi de 9 h à 20 h à 16 h 50. Jusqu'au 8 mars.

SAINT-ETIENNE. J.-M. Armand ; O. Meunier. Mémoires de la culture. Jusqu'au 29 mars.

SAINT-PRIST. Georges Rodé ; Nery. Yvelin-Paul ; dit ses dessins. Galerie municipale d'art contemporain. Jusqu'au 29 mars.

TOULON. Charles de Tournemine. Jusqu'au 15 mars ; Musée de Toulon, 113, boulevard de l'Obélisque-Lafont (94-03-15-44).

TOURS. Brevetage de l'œuvre photographique (1963-1986) de Bernard Pécourt. Musée des beaux-arts, 18, place François-Sébastien (47-05-08-73). Jusqu'au 29 mars.

VALENCIE. Tai Cost. Musée de Valence, 4, place des Carmes. Jusqu'au 29 mars.

VELLENEUVÉ-D'ARCO. L'architecture est un jeu d'équilibre. Musée d'art moderne. Adèle du Musée (20-05-42-46). Jusqu'au 22 mars. Robert Mallet Stevens (1896-1945). Musée d'art moderne. Du mercredi au dimanche de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 22 mars.

VILLEURBANNE. Jean-Guyot Collet. Galerie de l'École de ville. Du 21 février au 28 mars.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
Ile 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale : Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE	
ARMAND 6, rue Beaujolais, 1 ^{er} F. sam. midi et dim.	Dans une atmosphère et belle cave vintée du XVIII ^e s., la nuit vive au rétro : poisson frais, tartes, bon homard... (Chien, Menu 120 F. Jeudi à 11 h du matin. Bureau par Gail et Milla. Tél. 42-49-05-11).
DARKOUM 42-96-83-76 4, rue Sainte-Anne, 2 ^e F. mardi	Spécialités MAROCAINES, TAGINES, COUSCOUS, MÉCHOUL. Cadre typique et raffiné. Dg. d'artisans et artisans. Accueil jusqu'à 23 h 30.
RIVOLI PARE 42-60-40-42 216, rue de Rivoli, face Jardin des Tuileries	Rendez-vous de la place Vendôme.
CLAO 4	

CINEMA

Les grandes reprises

ARSENIC ET VIEILLES FEMELLES (A. 2) : Action, Ecran, 5 (43-25-72-67).
L'AVVENTURA (A. 2) : Saint-Germain, 19 (43-53-91-68).
BAMBI (A. 2) : Napoléon, 17 (43-67-30-63-42).
BERRY LYNDON (A. 2) : Triumph, 3 (43-72-94-56).
LA CHAÎTE SUR UN TOIT BRULANT (A. 2) : Champ, 5 (43-54-51-40).
CENDRILLON (A. 2) : Napoléon, 17 (43-67-30-63-42).
CEUX DE LA ZONE (A. 2) : L'Espresso, 1 (43-54-51-40).
LA DERNIERE (A. 2) : Champ, 5 (43-54-51-40).
DEUX NE CROIT PLUS EN NOUS (A. 2) : Saint-Germain, 19 (43-53-91-68).
DRÔLE DE DRAME (A. 2) : Rungis, 16 (43-54-51-40).
ELLE ET LUI (A. 2) : Champ, 5 (43-54-51-40).
L'EMPIRE DES SENS (A. 2) : Triumph, 3 (43-72-94-56).
ELI (A. 2) : Hollywood Boulevard, 5 (43-70-10-41).

LA FIÈVRE DU SAMEDI SOIR (A. 2) : Hollywood Boulevard, 5 (43-70-10-41).
EXCALIBUR (A. 2) : Saint-Germain, 19 (43-53-91-68).
LES FANTASTIQUES ANNEES 20 (A. 2) : L'Espresso, 1 (43-54-51-40).
GREYSLAND LA LÉGENDE DE TAZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. 2) : Saint-Germain, 19 (43-53-91-68).
GUÉPÉRIE POUR TROIS ANNEES (A. 2) : Action, Ecran, 5 (43-25-72-67).
HEAT (A. 2) : Champ, 5 (43-54-51-40).
HYPER, UNE CARRIÈRE (A. 2) : Studio 43, 5 (43-70-10-41).
HUSKARDS (A. 2) : L'Espresso, 1 (43-54-51-40).
L'IMPORTANT, C'EST D'ARRIVER (A. 2) : Saint-Germain, 19 (43-53-91-68).
L'IMPOSSIBLE M. NÉE (A. 2) : Action, Ecran, 5 (43-25-72-67).
MAHOMA ROMA (A. 2) : L'Espresso, 1 (43-54-51-40).
MARY POPPINS (A. 2) : Champ, 5 (43-54-51-40).
MAZIE DANS LE METRO (A. 2) : Napoléon, 17 (43-67-30-63-42).

OLIVIER TWIST (A. 2) : Champ, 5 (43-54-51-40).
OPINION PUBLIQUE (A. 2) : Action, Ecran, 5 (43-25-72-67).
ORANGE MÉCANIQUE (A. 2) : Champ, 5 (43-54-51-40).
OTELLO (A. 2) : Champ, 5 (43-54-51-40).
OUR MOTIVÉS HOUSE (A. 2) : Champ, 5 (43-54-51-40).
PAUL D'AMORE (A. 2) : Studio 43, 5 (43-70-10-41).
PETER PAN (A. 2) : Napoléon, 17 (43-67-30-63-42).
SI J'AVAIS UN MILLION (A. 2) : Action, Ecran, 5 (43-25-72-67).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. 2) : Triumph, 3 (43-72-94-56).
HAZIE DANS LE METRO (A. 2) : Napoléon, 17 (43-67-30-63-42).

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 18 FÉVRIER
 Radio France, Auditorium 184, 20 h 30 : A. Guignard, R. Dargaud, J. Salas (Lecier, Haydn, Martin...)
 Crypto-Saint-Agathe, 20 h 30 : A. Kromski (Liszt, Wagner).
 L'Espresso, 18 h 30 : Quatuor Pirelli (Debussy, Dutilleul).
 Église des Minimes, 20 h 30 : Ensemble baroque de Limoges (Vivaldi, Hagen).
 Théâtre du Rungis, 20 h 30 : E. Sotie.
JEUDI 19 FÉVRIER
 L'Espresso, 18 h 30 : R. Arlen (Strauss).
 Crypto-Saint-Agathe, 20 h 30 : voir le 18.
 Radio France, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. U. Segal (Dukas, Prokofiev).
 Forum des Halles, 19 h 12 h 30 et 15 h 30 : "La musique croise le ciel".
 Mécènes de l'Académie, 19 h 30 : E. Amador, R. Sutherland.
 Rungis, 20 h 30 : voir le 18.
VENREDI 20 FÉVRIER
 Radio France, Grand Auditorium, 20 h 30 : Orchestre de Lyon, J. Guis (Mahler, Grieg).
 Crypto-Saint-Agathe, 20 h 30 : voir le 18.
 L'Espresso, 18 h 30 : voir le 18.
SAMEDI 21 FÉVRIER
 Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. M. Minkowski (Rimsky-Korsakov, Stravinsky).
 L'Espresso, 18 h 30 : voir le 18.
 Crypto-Saint-Agathe, 20 h 30 : voir le 18.
 Église des Minimes, 20 h 30 : A. Kromski, L. Amador (Debussy, Ravel, Liszt).

THÉÂTRE 18, 19, 20, 21 FÉVRIER
 Théâtre 18, 19, 20, 21 : Duo Coubert (Lecier, Haydn, Martin...)
DMANEC 22 FÉVRIER
 Église des Minimes, 10 h 30 : D. Fum (Prokofiev, Rach, Mendelssohn).
 Église des Minimes, 16 h 30 : Ph. Lafont, R. Sotie, F. Chaplin (Schubert, Ravel, Bruckner).
 Crypto-Saint-Agathe, 17 h 30 : voir le 18.
 Théâtre du Rungis, 20 h 30 : voir le 18.
 Théâtre de la Madeleine, 19 h 30 : P. Cail (Mozart, Strauss, Wagner).
LEON 23 FÉVRIER
 L'Espresso, 18 h 30 : voir le 18.
 Salle Pleyel, 20 h 30 : R. Sotie.
 Café de la Danse, 20 h 30 : J.-D. Bouley, A. Huber, S. Guter, Cl. Schreyer, Trévor (Mozart, Chopin, Schumann).
 T. 13, 20 h 45 : S. Lissner, Y. Henry (Debussy, Ravel).
 T. Montparnasse, 19 h 30 : M. Pignatelli, J. Rouvier, P.-A. Valade, D. de Williams (Weber, Brahms, Poulenc).
 T. du Rond-Point, 20 h 30 : musique contemporaine.
MARTE 24 FÉVRIER
 T. du Rond-Point, 20 h 30 : Les musiciens de Strasbourg.
 Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller (Mahler, Ravel, Bruckner).
 Salle Chopin, 18 h 30 : Ch. Britten, D. Naisson, A. Mahay, G. Bonnard (Mahler, Schumann, Ravel).
 L'Espresso, 18 h 30 : voir le 18.

Radio France, Auditorium, 18 h 30, 20 h 30 : Temps réel et temps réel en direct.
Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. J.-A. Guis (Lecier, Haydn, Martin...)
Église des Minimes, 16 h 30 : Ph. Lafont, R. Sotie, F. Chaplin (Schubert, Ravel, Bruckner).
Crypto-Saint-Agathe, 17 h 30 : voir le 18.
Théâtre du Rungis, 20 h 30 : voir le 18.
Théâtre de la Madeleine, 19 h 30 : P. Cail (Mozart, Strauss, Wagner).
LEON 23 FÉVRIER
 L'Espresso, 18 h 30 : voir le 18.
 Salle Pleyel, 20 h 30 : R. Sotie.
 Café de la Danse, 20 h 30 : J.-D. Bouley, A. Huber, S. Guter, Cl. Schreyer, Trévor (Mozart, Chopin, Schumann).
 T. 13, 20 h 45 : S. Lissner, Y. Henry (Debussy, Ravel).
 T. Montparnasse, 19 h 30 : M. Pignatelli, J. Rouvier, P.-A. Valade, D. de Williams (Weber, Brahms, Poulenc).
 T. du Rond-Point, 20 h 30 : musique contemporaine.
MARTE 24 FÉVRIER
 T. du Rond-Point, 20 h 30 : Les musiciens de Strasbourg.
 Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller (Mahler, Ravel, Bruckner).
 Salle Chopin, 18 h 30 : Ch. Britten, D. Naisson, A. Mahay, G. Bonnard (Mahler, Schumann, Ravel).
 L'Espresso, 18 h 30 : voir le 18.

ACTUELLEMENT
JEAN CARMET BEN SMAL
 AVEC
THE AU HAREM
 D'ARCHIMEDE
 DE MEHDI CHAREF
miss MONA
 DE MEHDI CHAREF

CHAQUE VENDREDI, LES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE.
 Le supplément Le Monde Affaires est en vente chaque vendredi (numéro daté samedi) avec votre quotidien Le Monde. Sans supplément de prix.
Le Monde AFFAIRES

12 FÉVRIER - 18 MARS 1987
BOURDON-GIQUET
 PASTELS
 VERNISSAGE
 JEUDI 12 FÉVRIER - 17 h 20 h
ALAIN BLONDEL
GALERIE 2
 30, RUE DUTREUIL, 75014 PARIS (14) 47 15 55
 11 h 15 h 19 h 30 h 21 h 23 h 25 h 27 h 29 h 31 h 33 h 35 h 37 h 39 h 41 h 43 h 45 h 47 h 49 h 51 h 53 h 55 h 57 h 59 h 61 h 63 h 65 h 67 h 69 h 71 h 73 h 75 h 77 h 79 h 81 h 83 h 85 h 87 h 89 h 91 h 93 h 95 h 97 h 99 h 101 h 103 h 105 h 107 h 109 h 111 h 113 h 115 h 117 h 119 h 121 h 123 h 125 h 127 h 129 h 131 h 133 h 135 h 137 h 139 h 141 h 143 h 145 h 147 h 149 h 151 h 153 h 155 h 157 h 159 h 161 h 163 h 165 h 167 h 169 h 171 h 173 h 175 h 177 h 179 h 181 h 183 h 185 h 187 h 189 h 191 h 193 h 195 h 197 h 199 h 201 h 203 h 205 h 207 h 209 h 211 h 213 h 215 h 217 h 219 h 221 h 223 h 225 h 227 h 229 h 231 h 233 h 235 h 237 h 239 h 241 h 243 h 245 h 247 h 249 h 251 h 253 h 255 h 257 h 259 h 261 h 263 h 265 h 267 h 269 h 271 h 273 h 275 h 277 h 279 h 281 h 283 h 285 h 287 h 289 h 291 h 293 h 295 h 297 h 299 h 301 h 303 h 305 h 307 h 309 h 311 h 313 h 315 h 317 h 319 h 321 h 323 h 325 h 327 h 329 h 331 h 333 h 335 h 337 h 339 h 341 h 343 h 345 h 347 h 349 h 351 h 353 h 355 h 357 h 359 h 361 h 363 h 365 h 367 h 369 h 371 h 373 h 375 h 377 h 379 h 381 h 383 h 385 h 387 h 389 h 391 h 393 h 395 h 397 h 399 h 401 h 403 h 405 h 407 h 409 h 411 h 413 h 415 h 417 h 419 h 421 h 423 h 425 h 427 h 429 h 431 h 433 h 435 h 437 h 439 h 441 h 443 h 445 h 447 h 449 h 451 h 453 h 455 h 457 h 459 h 461 h 463 h 465 h 467 h 469 h 471 h 473 h 475 h 477 h 479 h 481 h 483 h 485 h 487 h 489 h 491 h 493 h 495 h 497 h 499 h 501 h 503 h 505 h 507 h 509 h 511 h 513 h 515 h 517 h 519 h 521 h 523 h 525 h 527 h 529 h 531 h 533 h 535 h 537 h 539 h 541 h 543 h 545 h 547 h 549 h 551 h 553 h 555 h 557 h 559 h 561 h 563 h 565 h 567 h 569 h 571 h 573 h 575 h 577 h 579 h 581 h 583 h 585 h 587 h 589 h 591 h 593 h 595 h 597 h 599 h 601 h 603 h 605 h 607 h 609 h 611 h 613 h 615 h 617 h 619 h 621 h 623 h 625 h 627 h 629 h 631 h 633 h 635 h 637 h 639 h 641 h 643 h 645 h 647 h 649 h 651 h 653 h 655 h 657 h 659 h 661 h 663 h 665 h 667 h 669 h 671 h 673 h 675 h 677 h 679 h 681 h 683 h 685 h 687 h 689 h 691 h 693 h 695 h 697 h 699 h 701 h 703 h 705 h 707 h 709 h 711 h 713 h 715 h 717 h 719 h 721 h 723 h 725 h 727 h 729 h 731 h 733 h 735 h 737 h 739 h 741 h 743 h 745 h 747 h 749 h 751 h 753 h 755 h 757 h 759 h 761 h 763 h 765 h 767 h 769 h 771 h 773 h 775 h 777 h 779 h 781 h 783 h 785 h 787 h 789 h 791 h 793 h 795 h 797 h 799 h 801 h 803 h 805 h 807 h 809 h 811 h 813 h 815 h 817 h 819 h 821 h 823 h 825 h 827 h 829 h 831 h 833 h 835 h 837 h 839 h 841 h 843 h 845 h 847 h 849 h 851 h 853 h 855 h 857 h 859 h 861 h 863 h 865 h 867 h 869 h 871 h 873 h 875 h 877 h 879 h 881 h 883 h 885 h 887 h 889 h 891 h 893 h 895 h 897 h 899 h 901 h 903 h 905 h 907 h 909 h 911 h 913 h 915 h 917 h 919 h 921 h 923 h 925 h 927 h 929 h 931 h 933 h 935 h 937 h 939 h 941 h 943 h 945 h 947 h 949 h 951 h 953 h 955 h 957 h 959 h 961 h 963 h 965 h 967 h 969 h 971 h 973 h 975 h 977 h 979 h 981 h 983 h 985 h 987 h 989 h 991 h 993 h 995 h 997 h 999 h 1001 h 1003 h 1005 h 1007 h 1009 h 1011 h 1013 h 1015 h 1017 h 1019 h 1021 h 1023 h 1025 h 1027 h 1029 h 1031 h 1033 h 1035 h 1037 h 1039 h 1041 h 1043 h 1045 h 1047 h 1049 h 1051 h 1053 h 1055 h 1057 h 1059 h 1061 h 1063 h 1065 h 1067 h 1069 h 1071 h 1073 h 1075 h 1077 h 1079 h 1081 h 1083 h 1085 h 1087 h 1089 h 1091 h 1093 h 1095 h 1097 h 1099 h 1101 h 1103 h 1105 h 1107 h 1109 h 1111 h 1113 h 1115 h 1117 h 1119 h 1121 h 1123 h 1125 h 1127 h 1129 h 1131 h 1133 h 1135 h 1137 h 1139 h 1141 h 1143 h 1145 h 1147 h 1149 h 1151 h 1153 h 1155 h 1157 h 1159 h 1161 h 1163 h 1165 h 1167 h 1169 h 1171 h 1173 h 1175 h 1177 h 1179 h 1181 h 1183 h 1185 h 1187 h 1189 h 1191 h 1193 h 1195 h 1197 h 1199 h 1201 h 1203 h 1205 h 1207 h 1209 h 1211 h 1213 h 1215 h 1217 h 1219 h 1221 h 1223 h 1225 h 1227 h 1229 h 1231 h 1233 h 1235 h 1237 h 1239 h 1241 h 1243 h 1245 h 1247 h 1249 h 1251 h 1253 h 1255 h 1257 h 1259 h 1261 h 1263 h 1265 h 1267 h 1269 h 1271 h 1273 h 1275 h 1277 h 1279 h 1281 h 1283 h 1285 h 1287 h 1289 h 1291 h 1293 h 1295 h 1297 h 1299 h 1301 h 1303 h 1305 h 1307 h 1309 h 1311 h 1313 h 1315 h 1317 h 1319 h 1321 h 1323 h 1325 h 1327 h 1329 h 1331 h 1333 h 1335 h 1337 h 1339 h 1341 h 1343 h 1345 h 1347 h 1349 h 1351 h 1353 h 1355 h 1357 h 1359 h 1361 h 1363 h 1365 h 1367 h 1369 h 1371 h 1373 h 1375 h 1377 h 1379 h 1381 h 1383 h 1385 h 1387 h 1389 h 1391 h 1393 h 1395 h 1397 h 1399 h 1401 h 1403 h 1405 h 1407 h 1409 h 1411 h 1413 h 1415 h 1417 h 1419 h 1421 h 1423 h 1425 h 1427 h 1429 h 1431 h 1433 h 1435 h 1437 h 1439 h 1441 h 1443 h 1445 h 1447 h 1449 h 1451 h 1453 h 1455 h 1457 h 1459 h 1461 h 1463 h 1465 h 1467 h 1469 h 1471 h 1473 h 1475 h 1477 h 1479 h 1481 h 1483 h 1485 h 1487 h 1489 h 1491 h 1493 h 1495 h 1497 h 1499 h 1501 h 1503 h 1505 h 1507 h 1509 h 1511 h 1513 h 1515 h 1517 h 1519 h 1521 h 1523 h 1525 h 1527 h 1529 h 1531 h 1533 h 1535 h 1537 h 1539 h 1541 h 1543 h 1545 h 1547 h 1549 h 1551 h 1553 h 1555 h 1557 h 1559 h 1561 h 1563 h 1565 h 1567 h 1569 h 1571 h 1573 h 1575 h 1577 h 1579 h 1581 h 1583 h 1585 h 1587 h 1589 h 1591 h 1593 h 1595 h 1597 h 1599 h 1601 h 1603 h 1605 h 1607 h 1609 h 1611 h 1613 h 1615 h 1617 h 1619 h 1621 h 1623 h 1625 h 1627 h 1629 h 1631 h 1633 h 1635 h 1637 h 1639 h 1641 h 1643 h 1645 h 1647 h 1649 h 1651 h 1653 h 1655 h 1657 h 1659 h 1661 h 1663 h 1665 h 1667 h 1669 h 1671 h 1673 h 1675 h 1677 h 1679 h 1681 h 1683 h 1685 h 1687 h 1689 h 1691 h 1693 h 1695 h 1697 h 1699 h 1701 h 1703 h 1705 h 1707 h 1709 h 1711 h 1713 h 1715 h 1717 h 1719 h 1721 h 1723 h 1725 h 1727 h 1729 h 1731 h 1733 h 1735 h 1737 h 1739 h 1741 h 1743 h 1745 h 1747 h 1749 h 1751 h 1753 h 1755 h 1757 h 1759 h 1761 h 1763 h 1765 h 1767 h 1769 h 1771 h 1773 h 1775 h 1777 h 1779 h 1781 h 1783 h 1785 h 1787 h 1789 h 1791 h 1793 h 1795 h 1797 h 1799 h 1801 h 1803 h 1805 h 1807 h 1809 h 1811 h 1813 h 1815 h 1817 h 1819 h 1821 h 1823 h 1825 h 1827 h 1829 h 1831 h 1833 h 1835 h 1837 h 1839 h 1841 h 1843 h 1845 h 1847 h 1849 h 1851 h 1853 h 1855 h 1857 h 1859 h 1861 h 1863 h 1865 h 1867 h 1869 h 1871 h 1873 h 1875 h 1877 h 1879 h 1881 h 1883 h 1885 h 1887 h 1889 h 1891 h 1893 h 1895 h 1897 h 1899 h 1901 h 1903 h 1905 h 1907 h 1909 h 1911 h 1913 h 1915 h 1917 h 1919 h 1921 h 1923 h 1925 h 1927 h 1929 h 1931 h 1933 h 1935 h 1937 h 1939 h 1941 h 1943 h 1945 h 1947 h 1949 h 1951 h 1953 h 1955 h 1957 h 1959 h 1961 h 1963 h 1965 h 1967 h 1969 h 1971 h 1973 h 1975 h 1977 h 1979 h 1981 h 1983 h 1985 h 1987 h 1989 h 1991 h 1993 h 1995 h 1997 h 1999 h 2001 h 2003 h 2005 h 2007 h 2009 h 2011 h 2013 h 2015 h 2017 h 2019 h 2021 h 2023 h 2025 h 2027 h 2029 h 2031 h 2033 h 2035 h 2037 h 2039 h 2041 h 2043 h 2045 h 2047 h 2049 h 2051 h 2053 h 2055 h 2057 h 2059 h 2061 h 2063 h 2065 h 2067 h 2069 h 2071 h 2073 h 2075 h 2077 h 2079 h 2081 h 2083 h 2085 h 2087 h 2089 h 2091 h 2093 h 2095 h 2097 h 2099 h 2101 h 2103 h 2105 h 2107 h 2109 h 2111 h 2113 h 2115 h 2117 h 2119 h 2121 h 2123 h 2125 h 2127 h 2129 h 2131 h 2133 h 2135 h 2137 h 2139 h 2141 h 2143 h 2145 h 2147 h 2149 h 2151 h 2153 h 2155 h 2157 h 2159 h 2161 h 2163 h 2165 h 2167 h 2169 h 2171 h 2173 h 2175 h 2177 h 2179 h 2181 h 2183 h 2185 h 2187 h 2189 h 2191 h 2193 h 2195 h 2197 h 2199 h 2201 h 2203 h 2205 h 2207 h 2209 h 2211 h 2213 h 2215 h 2217 h 2219 h 2221 h 2223 h 2225 h 2227 h 2229 h 2231 h 2233 h 2235 h 2237 h 2239 h 2241 h 2243 h 2245 h 2247 h 2249 h 2251 h 2253 h 2255 h 2257 h 2259 h 2261 h 2263 h 2265 h 2267 h 2269 h 2271 h 2273 h 2275 h 2277 h 2279 h 2281 h 2283 h 2285 h 2287 h 2289 h 2291 h 2293 h 2295 h 2297 h 2299 h 2301 h 2303 h 2305 h 2307 h 2309 h 2311 h 2313 h 2315 h 2317 h 2319 h 2321 h 2323 h 2325 h 2327 h 2329 h 2331 h 2333 h 2335 h 2337 h 2339 h 2341 h 2343 h 2345 h 2347 h 2349 h 2351 h 2353 h 2355 h 2357 h 2359 h 2361 h 2363 h 2365 h 2367 h 2369 h 2371 h 2373 h 2375 h 2377 h 2379 h 2381 h 2383 h 2385 h 2387 h 2389 h 2391 h 2393 h 2395 h 2397 h 2399 h 2401 h 2403 h 2405 h 2407 h 2409 h 2411 h 2413 h 2415 h 2417 h 2419 h 2421 h 2423 h 2425 h 2427 h 2429 h 2431 h 2433 h 2435 h 2437 h 2439 h 2441 h 2443 h 2445 h 2447 h 2449 h 2451 h 2453 h 2455 h 2457 h 2459 h 2461 h 2463 h 2465 h 2467 h 2469 h 2471 h 2473 h 2475 h 2477 h 2479 h 2481 h 2483 h 2485 h 2487 h 2489 h 2491 h 2493 h 2495 h 2497 h 2499 h 2501 h 2503 h 2505 h 2507 h 2509 h 2511 h 2513 h 2515 h 2517 h 2519 h 2521 h 2523 h 2525 h 2527 h 2529 h 2531 h 2533 h 2535 h 2537 h 2539 h 2541 h 2543 h 2545 h 2547 h 2549 h 2551 h 2553 h 2555 h 2557 h 2559 h 2561 h 2563 h 2565 h 2567 h 2569 h 2571 h 2573 h 2575 h 2577 h 2579 h 2581 h 2583 h 2585 h 2587 h 2589 h 2591 h 2593 h 2595 h 2597 h 2599 h 2601 h 2603 h 2605 h 2607 h 2609 h 2611 h 2613 h 2615 h 2617 h 2619 h 2621 h 2623 h 2625 h 2627 h 2629 h 2631 h 2633 h 2635 h 2637 h 2639 h 2641 h 2643 h 2645 h 2647 h 2649 h 2651 h 2653 h 2655 h 2657 h 2659 h 2661 h 2663 h 2665 h 2667 h 2669 h 2671 h 2673 h 2675 h 2677 h 2679 h 2681 h 2683 h 2685 h 2687 h 2689 h 2691 h 2693 h 2695 h 2697 h 2699 h 2701 h 2703 h 2705 h 2707 h 2709 h 2711 h 2713 h 2715 h 2717 h 2719 h 2721 h 2723 h 2725 h 2727 h 2729 h 2731 h 2733 h 2735 h 2737 h 2739 h 2741 h 2743 h 2745 h 2747 h 2749 h 2751 h 2753 h 2755 h 2757 h 2759 h 2761 h 2763 h 2765 h 2767 h 2769 h 2771 h 2773 h 2775 h 2777 h 2779 h 2781 h 2783 h 2785 h 2787 h 2789 h 2791 h 2793 h 2795 h 2797 h 2799 h 2801 h 2803 h 2805 h 2807 h 2809 h 2811 h 2813 h 2815 h 2817 h 2819 h 2821 h 2823 h 2825 h 2827 h 2829 h 2831 h 2833 h 2835 h 2837 h 2839 h 2841 h 2843 h 2845 h 2847 h 2849 h 2851 h 2853 h 2855 h 2857 h 2859 h 2861 h 2863 h 2865 h 2867 h 2869 h 2871 h 2873 h 2875 h 2877 h 2879 h 2881 h 2883 h 2885 h 2887 h 2889 h 2891 h 2893 h 2895 h 2897 h 2899 h 2901 h 2903 h 29

Communication

Les candidats aux télévisions privées devant la CNCL

Les « sages » s'interrogent sur la vocation de la sixième chaîne

Pour la première fois en France, des candidats à la télévision privée sont invités à présenter leur projet en séance publique devant l'instance chargée de les sélectionner. Ainsi, les postulants à la reprise de la « 5 » regroupés autour de M. Robert Hersant, d'une part, et de M. James Goldsmith, d'autre part, devaient successivement défiler le mercredi 18 février devant les treize membres de la Commission nationale de la com-

munication et des libertés (CNCL). Les trois regroupements aspirant au système réseau — TGV, TFM et Métropole TV — se relayeront le lendemain. Plusieurs dizaines de journalistes assisteront à ces débats suivis également par les caméras de télévision. Une procédure « transparente », à l'américaine, qui survient cependant après une série d'auditions à huis clos organisées au début de la semaine.

A l'évidence, c'est un examen. Ils l'ont tous ressenti ainsi. « Comme le grand oral de l'ENA », s'amuse un candidat. « Plutôt du niveau bac ! » corrige un second ; tandis qu'un troisième évoque les « affaires » d'un entretien pour un premier emploi. La salle est spacieuse, les treize au coude à coude, et les questions fusent, précises, pointues, techniques.

Aucun candidat, pourtant, n'a eu le sentiment de comparaître devant un tribunal. « A la bonne française ! » lance même un participant encore surpris d'une familiarité qu'il ne s'attendait pas à trouver en ces lieux. Une familiarité qui, si elle a rassuré quelques-uns, en a irrité d'autres. « La vérité, c'est que l'exercice est faux », laisse tomber l'un d'eux.

Le président Gabriel de Broglie officie, accordant la parole et reprenant point par point un questionnaire précis, communiqué par écrit, quelques jours avant, aux candidats. A chacun des membres de solliciter des éclaircissements, principalement sur les aspects juridiques et financiers des dossiers. Sur la sellette d'abord, les tours de table.

TV 6 plébiscitée par son public

Quatre-vingt-quatre pour cent des téléspectateurs de TV 6 sont favorables au maintien de la chaîne « telle quelle », révèle un sondage IPSOS-opinion, rendu public mardi par TV 6. Selon cette enquête réalisée auprès de huit cents personnes âgées de douze ans et plus et demeurant dans les zones de diffusion de la chaîne (ce qui représente plus de treize millions de personnes), 8 % préféraient que TV 6 soit rattachée par un autre type de chaîne et 8 % sont sans opinion. Parmi ces téléspectateurs, les plus enthousiastes sont les moins de vingt ans.

Les rapports entre la presse et le gouvernement

Les syndicats de journalistes demandent des « explications »

L'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ), qui regroupe le Syndicat national des journalistes (SNJ), le SNJ-CGT et le Syndicat des journalistes français (SJF-CFDT), vient de demander par lettre un entretien avec le premier ministre.

Ses membres soulignent que plusieurs ministres (MM. Charles Fauriol, Robert Pandraud et André Giraud) « ont aggrégé verbalement » des journalistes professionnels et rappellent que « M. Jacques Chirac lui-même s'est récemment laissé aller à des déclarations scandaleuses sur le travail effectué au Liban par nos confrères », lorsque ce dernier avait jugé « un peu facile et irresponsable d'aller s'exposer pour la gloire ».

La lettre évoque aussi les interventions de la police à la télévision lors du récent mouvement étudiant. L'UNSJ estime que « les rapports entre la presse et le gouvernement risquent de se détériorer » et réclame « des explications ».

Des exemplaires de « Jours de France » interceptés par le Livre CGT. — Des ouvriers du Livre CGT ont repéré sur la chaussée, le mardi 17 février, plusieurs milliers de couvertures et de cahiers de l'hebdomadaire Jours de France, pris dans l'atelier de Vity-sur-Seine (Val-de-Marne), où il est broché.

Les militants du Livre CGT, salariés de l'imprimerie moderne de Maisons-Alfort (IMMA), regroupement récent de l'imprimerie de Maisons-Alfort (de la Monde du 10 février), entendaient ainsi protester contre le retrait de l'hebdomadaire de cette imprimerie. « Nous faisons tout pour que Jours de France devienne l'imprimerie qui le confectioneerait depuis sa création », ont-ils déclaré. La direction du journal a décidé qu'elle allait porter plainte.

munication et des libertés (CNCL). Les trois regroupements aspirant au système réseau — TGV, TFM et Métropole TV — se relayeront le lendemain. Plusieurs dizaines de journalistes assisteront à ces débats suivis également par les caméras de télévision. Une procédure « transparente », à l'américaine, qui survient cependant après une série d'auditions à huis clos organisées au début de la semaine.

Inquiète de la précipitation avec laquelle ont été conclues certaines alliances, la CNCL veut des confirmations ou des mises au point. TFM en profite pour préciser que son capital serait pour moitié réservé aux professionnels de la musique et du cinéma, et pour l'autre moitié partagé entre un pool bancaire (25 %) et une société holding appartenant aux frères Defforey, les dirigeants du groupe Carrefour (20 %).

Ensuite, les moyens et la viabilité économique des projets. Chacun des entrepreneurs s'applique à prouver la solidité et l'ampleur de ses capacités financières : les représentants de Métropole TV allant même jusqu'à exhiber des promesses écrites des différents actionnaires de soutenir durablement leur projet. « Un engagement sur le long terme qui devrait rassurer », estime un responsable. Rassurer : c'est bien la question.

Et l'éventualité de décrochages locaux ? TFM, cette fois, joue la surprise en annonçant la signature d'un protocole d'accord avec RATV (Réseau autonome de télévisions), TVL (dirigée par Renaud Delorme), la Caisse des dépôts et consignations et la Compagnie générale des eaux. Un accord qui permettrait à la chaîne des décrochages régionaux à des heures réputées intéressantes pour les annonceurs : 12 h-14 h et 19 h-20 h 30. Neuf villes dont les noms figurent dans un document joint à l'accord ont déjà des projets avancés : Lyon, Nantes, Lille, Bordeaux, Grenoble, Toulouse, Reims, Rouen et aussi Angers.

Des informations nouvelles qui montrent combien les dossiers peuvent encore évoluer alors même que le compte à rebours est commencé. Il ne reste plus, en effet, que six jours à la CNCL pour rendre son verdict. Six jours pour conclure les dernières auditions et approfondir des dossiers « depuis comme des dictionnaires ».

« Un pari physiquement impossible », remarquent certains candidats qui dénoncent à l'avance cette précipitation — inimaginable à l'étranger — mais bel et bien voulue par le personnel politique.

ANNECK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY.

ÉTATS-UNIS : la relève au « New Yorker »

« Good bye, Mister Shawn »

WASHINGTON
correspondance

Malgré les remous suscités par sa nomination, le nouveau directeur du New Yorker, M. Robert Gottlieb, est entré en fonctions le dimanche 15 février. Il remplace à ce poste prestigieux le presque octogénaire William Shawn, qui régnait depuis trente-cinq ans sur le magazine (le Monde du 17 janvier).

L'arrivée de M. Gottlieb a été précédée d'une levée de bouillottes de la part des collaborateurs de la publication. Lors du rachat de l'hebdomadaire, en 1985, par la maison d'édition, il avait été précisé dans le contrat de cession que le nouveau propriétaire « rechercherait l'opinion et l'approbation de la rédaction avant de choisir le nouveau directeur ». Les journalistes redoutaient, en effet, que leur traditionnelle indépendance ne soit pas respectée par le repreneur.

Ces craintes, apparemment, n'étaient pas vaines. Non seulement M. Gottlieb a été imposé à l'équipe rédactionnelle, mais encore « Mister Shawn », estimant ses anciens collègues, a été traité avec une certaine désinvolture. Il n'a pas eu, en tout cas, la sortie digne qu'il avait méritée après tant d'années passées à la tête du célèbre magazine.

William Shawn a sans doute eu le tort de se croire intouchable et de n'avoir manifesté aucune zèle pour désigner lui-même son successeur. Il faut dire que, en ses soixante-deux ans d'existence, le New Yorker n'a connu que deux directeurs.

Autre faiblesse : William Shawn montrait très peu d'intérêt pour les problèmes commerciaux. Il s'intéressait surtout à la qualité d'écriture des articles, indépendamment de considérations de longueur ou de prix. Sa réputation de maniaque de la ponctuation était bien établie.

HENRI PIERRE

La privatisation de TF 1

La reprise de la chaîne intéresse près de la moitié des salariés

A quelques jours de la date butoir — le 23 février à minuit — du dépôt des dossiers de candidature au rachat de TF 1, près de la moitié des salariés de la chaîne ont donné leur accord de principe pour s'en porter acquéreur : six cent trente-trois d'entre eux — sur un effectif d'environ mille cinq cents personnes — se sont, en effet, engagés à participer financièrement au projet de RES (reprise d'une entreprise par ses salariés) élaboré par quatre cadres de la Une (le Monde affaires du 17 janvier).

Ce projet permettrait au personnel d'acquiescer la majorité du capital de TF 1 avec un ou plusieurs autres opérateurs. C'est, en l'occurrence, avec le groupe Bouygues que des discussions sont actuellement en cours pour le montage de cette RES. Mais il faut que les salariés souscrivent, au total, 60 à 80 millions de francs avant que le groupe Bouygues accepte de s'engager plus avant dans les négociations. Les initiateurs du projet semblent optimistes sur ce point.

Les critères fiscaux de l'administration

La viabilité économique de cette RES est, toutefois, encore à l'étude, et l'on reste prudent des deux côtés. Chez Bouygues, de toute façon, candidat à la reprise de TF 1, on ne rejette pas systématiquement la formule, car « toute hypothèse doit être étudiée ». Mais on estime qu'il « faut d'abord analyser la faisabilité financière qui, pour l'instant, est très limitée ». On souligne aussi que le processus « est très compliqué et exige du temps ».

Un ministère des finances, en rappelle les critères généralement retenus par l'administration fiscale pour accorder son agrément : la constitution d'une holding contrôlant la société, la garantie que les salariés ne soient jamais menacés de perdre le contrôle de l'entreprise pour des raisons financières (endettement excessif) et l'assurance que l'équipe de direction de TF 1 privatisée soit stable avec eux. Une exigence qui assure au personnel de ne pas se voir imposer totalement une direction, comme ce serait le cas avec un opérateur extérieur.

M. Ted Turner débarque en Chine

M. Ted Turner, patron de la chaîne WTBS à Atlanta et propriétaire de la Metro Goldwyn Mayer, vient de signer un accord important avec la télévision chinoise.

Son programme par satellite, Cable News Network (CNN), qui diffuse des informations vingt-quatre heures sur vingt-quatre à 38 millions de foyers câblés aux États-Unis, sera repris par les deux chaînes chinoises qui l'utiliseront pour leurs journaux télévisés. L'accord autorise M. Ted Turner à insérer dans ses programmes des spots publicitaires à destination des 300 millions de téléspectateurs chinois.

Parallèlement, CNN prévoit d'ouvrir à Pékin son dix-neuvième bureau d'information dans le courant de l'année. CNN diffuse déjà par un système de relais satellite dans cinquante-trois pays. En France, le programme est déjà capté par certains hôtels et le réseau câblé de Paris.

Grève de protestation des journalistes de la BBC. — Les journalistes de la BBC ont débrayé le mardi 17 février pour protester contre la perquisition de la police, le 1^{er} février dernier, dans les locaux de la chaîne publique à Glasgow. La police avait saisi les bobines et documents d'un reportage sur le projet de satellite espion Zircon. Le mot d'ordre de grève a été particulièrement suivi en Irlande du Nord et au Pays de Galles.

Au cours d'un meeting à Londres, les dirigeants de l'opposition, M. David Steel, du Parti libéral, et M. Neil Kinnock, du Parti travailliste, se sont prononcés en faveur d'une loi sur la liberté de l'information, assortie de réserves quant à la vie privée et les secrets relevant véritablement de la défense nationale. — (AFP, Reuters.)

OFFREZ à votre personnel le bien-être et la détente que procure une séance de yoga et de relaxation qu'il vous rendra en bonne humeur et en efficacité
SARAH MAIA
Tél. : 46-34-06-91

La polémique autour du satellite de télévision

Une guerre rocambolesque entre TDF et la DGT

A deux semaines du comité interministériel qui devrait trancher une nouvelle fois le dossier TDF 1-TDF 2, partisans et adversaires du satellite de télévision directe campent sur leurs positions.

Fort de l'appui apporté le week-end dernier par le premier ministre à la filière spatiale, M. Frédéric d'Allest, directeur général du CNES (Centre national d'études spatiales), a déclaré TDF 1 « bon pour le service ». Après son frère jumeau allemand TV Sat, le satellite français a en effet subi avec succès tous les tests d'aptitude en vol. Il pourrait donc être lancé à la fin de l'année sur le vingt-quatrième tir d'Ariane si le lanceur surmonte ses difficultés techniques. M. d'Allest a précisé que tout était prêt pour décoller la réalisation de TDF 2, le second engin destiné à assurer la continuité du programme, en attendant « le feu vert définitif » des pouvoirs publics.

Mais du côté des adversaires, on ne désarme pas pour autant. Le boyau dur de la contestation est animé par le ministre des P et T et la direction générale des télécommunications (DGT). Rivalité traditionnelle entre administration des télécommunications et télévision qui s'est pas l'apaisage des seuls Français. Ainsi, en Grande-Bretagne, British Telecom n'hésite pas à proposer une option sur deux canaux du satellite luxembourgeois Astra pour tenter d'étouffer dans l'œuf le projet de satellite de télévision directe lancé par l'Independent Broadcasting Authority (IBA). A contrario, la République fédérale d'Allemagne est épargnée par la polémique car c'est la Bundespost qui pilote elle-même le projet TV-Sat.

Codage contre le dumping

En France, la lutte est d'autant plus âpre que la DGT utilise son propre système de satellite Telecom 1 pour concurrencer le programme TDF. Mais, prévoyant la concurrence pour relayer le téléphone et le trafic de données informatiques, Telecom 1 peut aussi transporter des émissions de radio et de télévision. Il sert aujourd'hui à acheminer les programmes de la « 5 » et de TV 6 vers leurs émetteurs provinciaux et le programme thématique d'Hachette, Canal J, vers les réseaux câblés.

Mais la DGT veut aller plus loin : elle envisage de rassembler sur son satellite quatre ou cinq chaînes de télévision pour les diffuser auprès du grand public à travers des antennes collectives d'immeubles ou des paraboles individuelles. Une des ses filiales, France Câbles et Radio, a constitué avec Locatel, la Lyonnaise des eaux et la Compagnie financière de Suez une société, VidéoSpace, qui loue des antennes Telecom 1 à partir de 1 200 F par mois pour des particuliers ou 100 F par mois et par foyer dans le cadre d'un habitat collectif.

L'initiative déclenche une véritable bataille rangée entre les administrations des télécommunications et de la télévision. TDF accuse la DGT de faire du dumping en louant les canaux de Telecom 1 15 millions de francs par an, le tiers des tarifs couramment pratiqués en Europe. En représailles, TDF décide de coder les programmes de la « 5 » et de TV 6 lors de leur passage sur Telecom 1. Une opération coûteuse qui a pour seul but d'empêcher la DGT de

diffuser les deux chaînes vers le grand public.

La riposte de la DGT ne se fait pas attendre : elle refuse de louer à TDF un canal de Telecom 1 pour acheminer vers Paris les images de grandes manifestations comme le Tour de France. TDF, qui a investi tout exprès dans une station mobile d'émission, demande l'arbitrage du ministre des P et T. En vain : le cabinet rétorque que la puissance trop importante de la station mobile risquerait d'éjecter Telecom 1 hors de son orbite.

Dernier épisode en date de cette guerre rocambolesque : TDF installe les antennes qui permettent au réseau câblé de Montpellier de capter quatre programmes transmis par les satellites européens. Sous prétexte que ces satellites appartiennent aux administrations des PTT, la DGT coupe le signal sur le réseau câblé. Malgré cette pratique musclée de la concurrence, la DGT ne parvient pas à trouver suffisamment de clients pour rentabiliser son satellite de télévision. Télé-Monte-Carlo et RTL Télévision, contactés, attendent de savoir comment sera partagé l'espace hertzien et quel sort sera réservé aux satellites TDF 1.

La « bande à Léo » se laisse séduire
La DGT décide alors de porter le fer au niveau politique pour obtenir l'abandon du projet TDF 1. Si M. Jacques Chirac et le RPR restent peu sensibles aux arguments des responsables des télécommunications, la « bande à Léo », elle, se laisse séduire. M. Gérard Longuet, ministre des P et T, parce qu'il défend d'abord son administration ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, parce qu'il rêve d'un espace audiovisuel moderne où fleurirait des dizaines de chaînes venues de tous les pays.

Une grande parabole est installée sur le ministère de la culture et de la communication, et M. Léotard vient vanter à tous ses visiteurs les vertus des satellites de télécommunication. Dès juillet 1986, le « comité stratégique » des ministères libéraux prépare discrètement une « campagne » : le ministre des P et T pourrait « offrir à Noël quinze chaînes supplémentaires aux Français » en commercialisant des antennes paraboliennes dans les supermarchés à moins de 5 000 F.

Prix et délais ont été calculés de manière un peu trop optimiste. La campagne est reportée à plus tard. Qu'importe : M. Léotard persiste et signe. Il écrit le 9 février dernier à M. Chirac pour demander l'abandon du satellite TDF 1 et le transfert de ses clients sur Telecom 1. Le lobby de la DGT a bien fonctionné, entraînant même un moment le ministre du budget, M. Alain Juppé.

A la fin du mois, un comité interministériel va tenter de mettre un terme à cette affligeante lutte de clans. Si TDF 1 est abandonné, la DGT aura réussi à éliminer toute concurrence. S'il est maintenu, on peut souhaiter que soit défini par un gouvernement qui se veut libéral les conditions d'une concurrence plus saine entre satellites de télécommunications et satellite de télévision directe. Dernière ironie du sort : le dossier est aujourd'hui entre les mains de M. Xavier Gonyou-Beauchamp, ancien conseiller de M. Léotard avant d'être nommé président de TDF. Il est chargé par le premier ministre de défendre le satellite TDF 1 contre ses anciens amis politiques.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Privatisation sous contrôle d'Havas

M. Balladur pourrait introduire une action « spécifique » réservée à l'Etat

Le ministre de l'économie étudie la possibilité d'introduire par arrêté une action spécifique pour Havas, dont la privatisation devrait avoir lieu vers la mi-mai. Cette procédure, qui avait déjà été adoptée pour ELF, est inspirée de la « golden share », à la britannique. Elle soumet à l'agrément du ministre de l'économie pendant cinq ans toute prise de participation d'une personne ou de plusieurs personnes agissant de concert (article 10 de la loi de privatisation) supérieure à 10 % du capital.

La possibilité d'une action spécifique a été évoquée lors du dernier conseil d'administration d'Havas. De son côté, la Rue de Rivoli constate que les dirigeants du groupe de communication y sont favorables. La capitalisation d'Havas (6,4 milliards de francs)

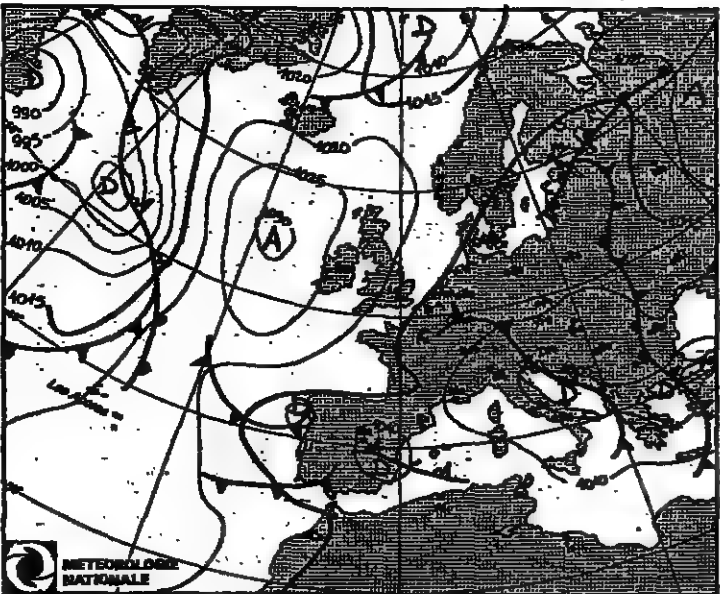
est en effet trop faible pour lui permettre de résister aux éventuelles OPA inamicales venues de l'étranger où les groupes de communication ont une toute autre envergure.

M. Balladur semble sensible à cet argument. Encore faut-il savoir à l'Etat doit considérer l'activité à ce point « stratégique » pour les intérêts nationaux de la France, au même titre qu'un groupe d'armement par exemple. L'action spécifique ne serait de toute façon pas incompatible avec la constitution d'un noyau dur à la façon de Paribas, composé d'actionnaires choisis par M. Balladur mais, qui ne pourraient au mieux que prendre la moitié de la participation mise en vente par l'Etat ne détenant lui-même que la moitié d'Havas, le reste étant coté en Bourse.

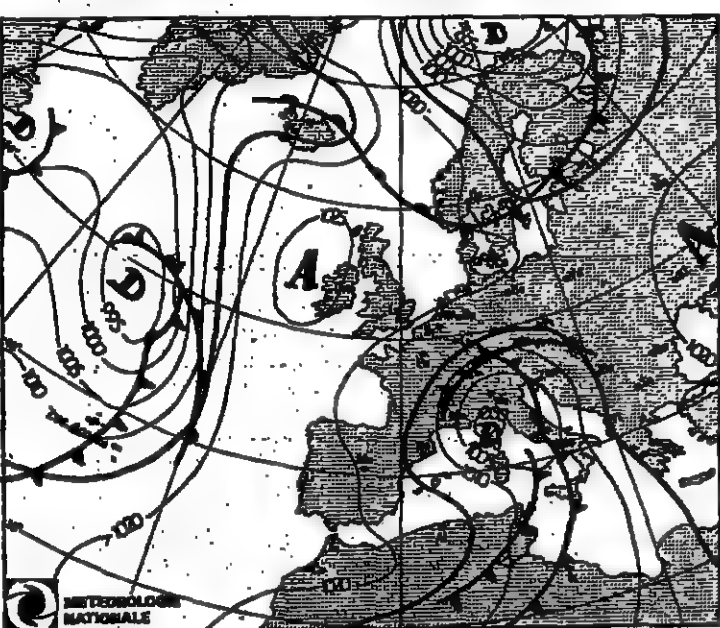
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

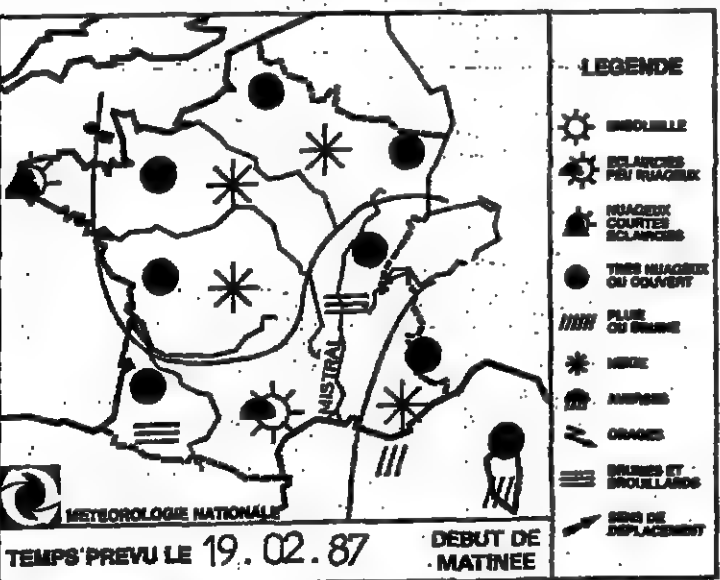
SITUATION LE 18 FÉVRIER 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 20 FÉVRIER À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 18 février à 0 heure et le jeudi 19 février à 24 heures. La majeure partie de la France restera soumise à un régime perturbé et froid de nord-est ; une aggravation négligeable en provenance du sud-est par le sud-est avec le creusement de la dépression méditerranéenne. Jeudi, matin : quelques dépressions successives observées sur la Langue et le Roussillon, ainsi que sur la Bretagne où quelques heures de neige sont encore possibles. Les nuages, abondants, recouvriront les autres régions ; ils donneront de faibles neiges sur le Nord-Est, la Normandie, et du Nord au Massif Central et au nord du Massif Central. Neige sur les Pyrénées. Au cours de la journée, les neiges s'étendront vers l'Aquitaine. Une zone de précipitations plus marquées gagnera un début d'après-midi la Corse, la Provence, la Côte d'Azur et les massifs des Alpes où il neigera à basse altitude. Le soir, les neiges s'étendront à l'est de la Bretagne et près du golfe du Lion où la tramontane soufflera. Près des côtes de la Manche, la vent de nord-est soufflera assez fort. Les températures minimales seront voisines de -3 à -5 degrés, 0 à 2 degrés près de l'Atlantique, 3 à 5 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, les températures resteront légèrement négatives excepté près des côtes (1 à 4 degrés) et près de la Méditerranée (4 à 8 degrés).

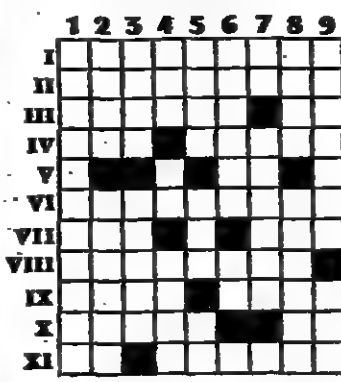


TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 17-2 à 6 h TU et le 18-2-1987 à 6 h TU									
FRANCE									
ALGER	11	2	N	TOULOUSE	2-3	D	LYON	2-3	D
BORDAUX	5-3	D	PARIS	2-3	D	MARSEILLE	14	4	P
BRETAGNE	1-2	D	STRASBOURG	2-3	D	NANTES	19	10	P
CAEN	2-2	A	ALGER	20	N	MONTPELLIER	27	9	C
CLERMONT-FERRAND	2-2	A	AMSTERDAM	4-2	N	NICE	4	1	C
COCOT	1-6	A	ATHENS	13	N	MOSCOW	3-7	C	
GRENOBLE	1-3	A	BANGKOK	30	N	NEW YORK	30	13	N
LYON	0-6	C	BARCELONE	11	1	OSLO	3-8	C	
MARSEILLE	4-8	C	BERLIN	4	3	PARIS	2-15	D	
NANTES	2-1	C	BIRMINGHAM	1-2	A	PRAGUE	1-9	C	
PARIS	0-6	C	BOULOGNE	22	11	ROMA	13	4	D
STRASBOURG	2-1	C	COPENHAGUE	23	10	SANTO DOMINGO	27	23	P
TOULOUSE	2-3	D	DUBLIN	25	15	SEATTLE	2-9	C	
VALENCIA	12	4	GENEVE	19	9	SINGAPORE	24	20	N
YVERDON	2-2	N	HAARLEM	1-1	C	TOKYO	7	1	A
			LAKE CHARLES	23	10	TUNIS	12	7	N
			LYONS	16	6	YAKUTSK	2	8	C
						YERKES	9	4	P
						YERKES	4	1	

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4424



HORIZONTALEMENT

I. Apparition de boutons. - II. « Prise » de terre. - III. Outillage d'apparence de poisson. Ne s'agit pas d'un poisson. - IV. Poussette. - V. S'est agité avec le temps. - VI. Bien fait. - VII. S'est donc mise dans des affaires pour lesquelles elle n'était pas faite. - VIII. Humeur noire. - IX. N'avoir aucune reconnaissance. - X. Succès de Sardou. Demeuré dans l'ombre. - XI. Préposition. Opération d'investigation.

VERTICALEMENT

I. Bouclée de plus d'un cran. - II. Esprit qui rôdait dans la maison. Part pour l'armée. - III. N'est pas parti pour l'armée. Nous brûlent la langue. - IV. Est vraiment en plus bas niveau. Papillon des villes. Instruments à corde. - V. Anciens combattants. Descendues de bas en haut. Parcs de naissance. - VI. Parfois gardées par des cerbères. En France. - VII. Poussette. Fait des étincelles. - VIII. Un homme à faible mais non affable. Enflamme une conduite de gaz. - IX. Ne se mouillent jamais en période d'orage. Académies de peinture.

Solution du problème n° 4423

HORIZONTALEMENT
I. Caissière. - II. Africains. - III. Arc. - IV. Absences. - V. Crotte. AC. - VI. Tri. Tron. - VII. Embolie. - VIII. Rallonges. - IX. Enfilade. TI. - X. VE. Tan. - XI. Prédicte.
VERTICALEMENT
I. Caractères. - II. AF. Barman. - III. Irascible. - IV. Siret. Olive. - V. Scène. Loden. - VI. La. Tétine. - VII. Eire. Reg. TS. - VIII. RN. Sao. Etai. - IX. Est. Cuisine. GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 20 FÉVRIER

« Notre-Dame » (pour enfants accompagnés), 14 h 30, portail central (C. Bégin).
« Paris-Tokyo-Brigitte », 14 h 30, musée Guimet (Clio).
« Musée Rodin », 14 h 30, 77, rue de Varenne, musée (V. Turpin).
« Le mobilier : la collection Bouvier », 15 heures, 23, rue de Sévigné (ATTC).
« L'Opéra, ses foyers, ses sous-sols », 14 heures, hall d'entrée (M. Polier).
« L'Opéra, son musée », 15 heures (D. Bédaride).
« Le musée d'Orsay », 10 h 30, 1, rue de la Harpe (Paris Passions).
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, port Marie (F. Bédaride).
« L'Hôtel de Lannan et son décor intérieur Louis XIV », 14 h 45, musée Pompidou (M. Ch. Lasserre).
« Notre-Dame et la naissance de l'art gothique », 14 h 30, devant le portail central (Ch. Maréchal).
« D'Athènes à Rome. La confrontation de deux civilisations au musée du Louvre », 15 heures, porte Denon (Paris et son histoire).
« Monet et les impressionnistes au musée Marmottan », 14 h 30, 1, rue Louis-Bouilly (Approche de l'art).
« Le vieux quartier Saint-Merri Quintcamp », la cour de l'Aigle d'or, la banque de Law, les corporations...
15 heures, parvis Hôtel de Ville, devant la porte (G. Bouteau).
« La crypte archéologique du parvis de Notre-Dame », 14 h 30, crypte (Arts et curiosités de Paris).
« La Sorbonne : visite du grand amphithéâtre, du grand salon et de la chapelle. De Robert de Sorbon à la pléiade des grands maîtres, la Sorbonne à travers les siècles », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (L. Hanfler).
« La comptabilité parisienne, des Invalides à l'arc de Triomphe », 14 h 30, sortie métro Invalides (V. de Langlade).
« Le musée Picasso », 14 h 30, 5, rue Thorigny (P.-Y. Jaskier).
« Le Musée », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

EN BREF

● CONCOURS : des aides aux riverains. La Crèche mutual gère les concours de 150 000 associations (soit près d'une sur quatre) et les aide à trouver une solution à leurs problèmes financiers ou pratiques (notamment par l'édition de guides pratiques gratuits et par des services gratuits d'information et conseil). Jusqu'au 22 avril, il organise un concours, « Donnez des aides à vos projets », doté de 1 500 000 F de prix (des prix de 1 000 F au niveau régional, vingt et un prix de 10 000 F au niveau national et un super prix de 50 000 F seront attribués). Toutes les associations peuvent concourir. Il suffit qu'elles aient un projet nouveau, réaliste et chiffré, quel qu'il soit le domaine (culturel, économique, sportif ou humanitaire).
● Retenez le dossier de participation auprès des agences du Crédit mutual.
● VE QUOTIDIENNE : Allo, mamman ? Bobo ! - Plus de problème de garde d'enfants en cas de vacances ou de grèves d'enseignants pour les habitants de Nancy depuis le début janvier. En effet, l'association de bénévoles Allo, mamman ? Bobo ! qui propose le service de garde d'enfants de moins de douze ans pour la région de Nancy et ses environs. Dans l'heure qui suit la demande, un membre de l'association est envoyé. Tous sont parfaitement qualifiés, titulaires du brevet de secourisme, habitués à s'occuper d'enfants et assurés. L'objectif de Chantal Hugo, la fondatrice, est d'offrir à Mamman ? Bobo ! dans chaque ville de France et créer des emplois salariés.
● Renseignements : 29, rue Saint-Nicolas, 95400 Nanterre. Tél. : (16) 83-37-37-43.

Les aides aux sinistrés de la Réunion

A la suite du passage du cyclone Clotilde sur la Réunion, plusieurs actions d'aide et de secours sont en train de se mettre en place.
Les dons peuvent être adressés à :
● Secours catholique : CCP 737 G. Paris, 106, rue du Bac, 75007 Paris, à l'ordre du Cyclone de la Réunion.
● Croix-Rouge française : CCP 600 00 Y Paris, à l'ordre de Secours Clotilde.
● Collecte nationale en faveur des sinistrés : CCP 8000 00 H Centre de Saint-Denis (la Réunion), à l'ordre du trésorier payeur général.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 18 février 1987 :
UN DÉCRET
● N° 87-104 du 12 février 1987 relatif au Conseil supérieur d'orientation et de coordination agricole et alimentaire.
DES ARRÊTÉS
● Du 9 février 1987 fixant la liste des titres et diplômes reconnus comme équivalents à la licence en droit pour l'exercice de la profession d'huissier de justice.
● Du 3 février 1987 fixant les nombres de dates de sommes autorisées en cas de coupure pour l'année 1987.
DES DÉCISIONS
● N° 87-10 du 12 février 1987 portant autorisation à la société Nics-Télécommunications d'exploiter un service de radio-télévision par câble.
● N° 87-11 du 12 février 1987 portant autorisation à la société Télédiffusion de Montpelliér-Languedoc-Roussillon (TVM Télé Solcil) d'exploiter un service de radio-télévision par câble.

Le Carnet du Monde

Naissances
- M. et M^{me} Gérard Stephanecio ont la tristesse de faire part du décès de leur tante, survenu le jeudi 15 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
M^{me} Renée HUMBERT, fille de Gérard Humbert, ancien maître-adjoint d'Avignon, juge au tribunal de commerce, vice-président de la chambre de commerce du Vaucluse, inspecteur départemental de l'enseignement technique, veuve de Georges Humbert, croix de guerre 1914-1918, commandeur de la Légion d'honneur, ancien président de la Fédération des travaux publics, président d'honneur du Syndicat des entrepreneurs des travaux publics.
Un service religieux sera célébré le vendredi 27 février, à 11 h 45, en l'église Notre-Dame-d'Antony, à Paris-16.
16, rue José-Marie-de-Heredia, 75007 Paris.
- M. Jacques Najberg, son épouse, Maguy et Henri Williams, ses enfants, Patrick, Marc, Noëlle, Françoise, ses petits-enfants, Louis, son arrière-petit-fils, ainsi que toute la famille, ont le regret d'annoncer le décès de Sarah NAJBERG, née Ceballos, survenu le 16 février 1987.
Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le jeudi 19 février, à 14 heures.
L'enterrement du corps, à 13 h 45, à son domicile, 62, rue Anselot, 75011 Paris, où un car sera mis à disposition.
Cet avis tient lieu de faire-part.
- Les chercheurs, Le personnel, Les étudiants de l'UFR des sciences de la Terre de l'université des sciences et techniques de Lille, ont la douleur de faire part de la disparition brutale de leur collègue, patron et ami.
Jean-François RAULT, docteur en sciences, directeur de l'UFR des sciences de la Terre, professeur, rédacteur en chef de la Revue de géologie dynamique et de géographie physique.
SN 5, USTL, 95655 Villeneuve d'Ascq Cedex.
- Le professeur André Martel, Le colonel et M^{me} H. William Lange, M. et M^{me} Augustino Calcinotto, Ses amis et les élèves de son atelier, ont le regret de faire part du décès dans la foi de Ariette SOUS-MARTEL (1930-1987).
Les obsèques religieuses ont été célébrées en l'église Saint-Louis du Pin-d'Orge.
Anniversaires
- Une pensée est demandée pour Romm, décédé il y a un an.
François et Françoise Viard-Maillard, leurs autres enfants, leurs petits-enfants.
15, rue de la Reine-Astrid, 94400 Aulnay-sur-Seine.
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

loterie nationale
TRANCHE N° 7 DU
TIRAGE DU LUNDI 18 FÉVRIER 1987
LE NUMÉRO 325518 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F
LES BILLETS SE TERMINANT PAR 740 GAGNENT 1 500,00 F
AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

VENTE A VERSAILLES
200 TABLEAUX MODERNES
notamment par Alix, Anglade, Aujame, Bertram, Cahours, Cavailles, Céria, Chastel, Deman, Deval, Dumini, Durenne, Durey, Fran-Baro, Friez, Gaboriaud, Gromaire, Guane, Hilaire, Jacus, Joubert, Jouanne, Kvapil, La Villonn, Lavoine, Lemaitre, Leverd, Lévis, Lhote, Lorjou, Lotiron, Maclet, Madelin, Maroniez, M. Martin, Menguy, Nesi, Pocrus, Peske, Pichette, J.-J. René, L.-R. Pissarro, Rohner, Sautin, Sauzay, Sérurier, Survage, Vakowski, Valtat, Venard, Volovick, Zeller.
DIMANCHE 22 FÉVRIER 1987 à 14 heures
M^{me} BLACHE, commissaire-priseur, 5, rue Rameau, 78000 VERSAILLES. Tél. (1) 39-50-55-06 + Expo vend. 20, sam. 21 févr. 9/12 h - 14/18 h.

هكذا من الاجل

هكذا من الاعمال

INTERNATIONAL

A technical support officer

EUROPE MAN AND SPACE



THE EUROPEAN SPACE AGENCY IS SEEKING A YOUNG AND DYNAMIC TECHNICAL SUPPORT OFFICER WITHIN THE PUBLIC RELATIONS OFFICE FOR ITS RESEARCH AND TECHNOLOGY CENTRE OF ESTEC LOCATED AT NOORDWIJK (THE NETHERLANDS)

Within the PR Office whose main task is to promote the activities of ESTEC as well as ESA in general, the incumbent will be responsible for:

- organisation of technical and educational visits to ESTEC
- elaboration of visual supporting material
- exhibitions
- ESTEC focal point for contributions to the ESA staff house magazine
- Technical interface between ESTEC specialised Departments and the PR Office.

The candidates should have a broad engineering or scientific background, preferably acquired in the fields of aerospace or astronomy. Prior experience in a public relations and/or educational environment would be an advantage.

A good knowledge of either English or French is required together with a working knowledge of the other language; some knowledge of Dutch is desirable.

International working conditions, including expatriation and family allowances, social security and pension scheme. Relocation expenses are paid.

Please send detailed curriculum vitae referring to this advertisement to the Head of Personnel at ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (The Netherlands).



Ingénieur thermicien informaticien

L'EUROPE LES HOMMES ET L'ESPACE



L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE RECRUTE POUR SON CENTRE DE RECHERCHE ET DE TECHNOLOGIE SPATIALES (ESTEC) SITUÉ A NOORDWIJK (PAYS-BAS) UN INGENIEUR THERMICIEN INFORMATICIEN

Il sera chargé de développer et gérer de grands systèmes de logiciels dans le domaine du contrôle thermique (transfert de chaleur par rayonnement, systèmes mono ou diphasiques...). Une expertise en méthodes numériques, techniques de simulation, applications de bases de données, systèmes expert est souhaitable.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme universitaire en informatique ou en physique.

Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée. Une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues est souhaitable.

Les conditions d'emploi sont celles offertes par les organisations internationales et comprennent: prestations familiales, indemnité d'expatriation, bords systèmes de sécurité sociale et de pension, et indemnité d'installation.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées au Chef du personnel, ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (Pays-Bas) en faisant référence à cette annonce.



EUROPEAN AUDIT MANAGER

Following the promotion of the former post holder, Nike International are looking to recruit an internal audit manager for their European operations.

The role is to analyse financial data from subsidiaries and independent distributors and propose ways of improving operating efficiency. The reporting will be direct to the director of internal audit in the USA.

The area to be covered is the whole of Europe and frequent trips will be made to all countries. Occasional trips will also be necessary to the USA. The candidate should be able to communicate frequently in English, French and German.

He/she should be qualified with 3 years post qualification experience and should be familiar with U.S. GAAP.

A knowledge of EDP equipment and systems is a requirement and a flexible approach to priorities and travel is essential.

A good package is available for the successful applicant who will be a self starter with initiative and the ability to provide unsupervised expertise.

Send completed CV, with salary progression to:

Philippe BONNY - NIKE France
P.A. de Cergy St-Christophe
7, bd d'Osny - B.P. 8237
95801 CERGY Pontoise Cedex



LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES à Bruxelles

organise un concours, sur titre et sur épreuves, pour la constitution d'une réserve de recrutement de (m/f)

TRADUCTEURS

d'expressions françaises

Ces traducteurs seront appelés à effectuer des traductions de textes ayant trait aux activités des Communautés à partir de l'anglais et d'une ou de plusieurs des autres langues officielles des Communautés: allemand, danois, espagnol, grec, italien, néerlandais ou portugais.

Principales conditions d'admission au concours:

- avoir accompli des études de niveau universitaire sanctionnées par un diplôme, ou un certificat attestant une formation universitaire complète, ou posséder une expérience professionnelle de niveau équivalent;
- avoir une maîtrise parfaite du français, une connaissance approfondie de l'anglais et une connaissance suffisante d'une ou de plusieurs des langues suivantes: allemand, danois, espagnol, grec, italien, néerlandais ou portugais;
- être né après le 31 décembre 1951;
- une expérience professionnelle en qualité de traducteur est souhaitable, en particulier pour les candidats d'origine non européenne.

Traitement mensuel net FF 14.950,- majoré, le cas échéant, de l'indemnité de déplacement (16 % de traitement de base), des allocations de foyer, familiales, etc.

Lieu de travail: Bruxelles.

Pour la suite de l'acte de concours ainsi que le formulaire d'acte de candidature obligatoire à remplir et à joindre à une carte postale avant le 14 mars 1987 au: Service du Recrutement, Secrétariat Général du Conseil, rue de la Loi 170, B-1048 Bruxelles.

Daté limite de renvoi des actes de candidature: 31 mars 1987.



LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

qui a été créée par le Traité de Rome, est l'institution bancaire pour le financement d'investissements favorisant le développement équilibré de la Communauté européenne. Dans les limites et conditions fixées par les accords et conventions respectifs, elle finance également des investissements dans 12 pays du bassin méditerranéen et dans les 66 pays signataires de la Convention de Lomé III.

Actuellement, la Banque recherche un

Juriste

d'environ 30 ans (m/f) (Réf. JU 8701)

Dans le cadre d'une équipe internationale, il sera chargé essentiellement de l'établissement d'études juridiques, de l'examen des aspects juridiques des opérations de prêt, de l'élaboration en liaison avec d'autres départements de la Banque de documents contractuels, de contacts avec les promoteurs des projets au financement desquels participe la Banque.

Qualifications: ☐ formation juridique française (niveau doctorat); ☐ bonne connaissance du droit belge et connaissance du droit anglo-saxon appréciées; ☐ expérience professionnelle de quelques années dans le domaine bancaire, du droit des sociétés et de la rédaction d'actes; ☐ pratique des contacts internationaux à haut niveau; ☐ qualités de rigueur et d'ordre, esprit méthodique.

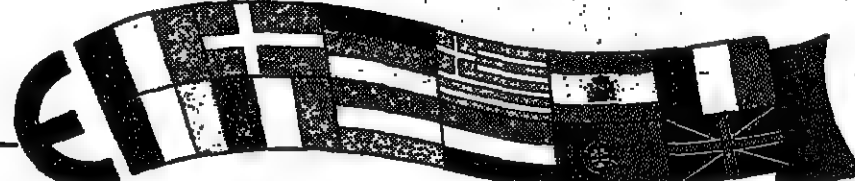
Langues: ☐ maîtrise du français; ☐ très bonne connaissance de l'anglais; ☐ connaissance d'une troisième langue communautaire souhaitable.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante en fonction des qualifications et de l'expérience, et de nombreux avantages sociaux.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé ainsi qu'une photographie, en indiquant la référence JU 8701, à la:

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Recrutement - Formation
Boulevard Konrad Adenauer 100
L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



Avez-vous au moins deux ans d'expérience professionnelle dans le domaine DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE OU DE LA COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT?

Peut-être êtes-vous le collaborateur que nous cherchons!

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise un concours général sur titres et épreuves, en vue de constituer une réserve de recrutement d'

ADMINISTRATEURS (m/f)

CE QUE NOUS RECHERCHONS: des personnes dynamiques et compétentes, capables de résoudre des problèmes et désireuses de travailler dans l'ambiance de la fonction publique européenne.

Les candidats doivent:

- avoir un diplôme de fin d'études universitaires;
- avoir une connaissance approfondie d'une langue officielle des Communautés et la connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues;
- être ressortissants d'un Etat membre des Communautés européennes;
- être nés après le 27 / 03 / 1951 et avoir au minimum deux ans d'expérience professionnelle dans un des domaines du concours.

La Commission met en œuvre une politique en vue de garantir l'égalité des chances des femmes et des hommes dans toutes les professions.

L'avis de concours, ainsi que le formulaire de candidature peuvent être obtenus aux adresses suivantes:

- Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES;
- Bureau de Presse et d'Information des Communautés européennes, rue des Belles-Feuilles 61, F-75782 PARIS CEDEX 16;
- C.M.C.I. / Bureau 520, rue Henri Barbusse 2, F-13241 MARSEILLE CEDEX 01.

Les demandés d'envoi doivent être faites, de préférence sur carte postale, en mentionnant le numéro du concours COM / A / 482.

DATE LIMITE POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES: 26 MARS 1987.

UNICEF

INTER PROGRAM
PROGRAMMER ANAL

Le Monde CADRES

BANQUE FRANÇAISE

connaissant une forte expansion de son activité internationale, recherche

Cadre administratif

pour sa direction du commerce extérieur. Encadrement d'une équipe de 6 spécialistes, le titulaire du poste aura une connaissance approfondie des techniques de financement en matière de commerce extérieur. Il assurera le service aux produits nouveaux et fera preuve d'initiative et d'esprit d'entreprise. Agé d'environ 32 ans, le candidat retenu aura une expérience similaire acquise dans un établissement financier. Anglais utile.

Adresser curriculum vitae détaillé (réf. 2179)
à Bernard Mangou,
17, rue la Rochefoucauld, 75009 Paris.
Convocation avant fin février.



GENRAD

LEADER DU TEST
pour chercheurs pour postes

INGÉNIEUR D'APPLICATION

INGÉNIEUR ou
TECHNICIEN
Connaissant le test IN-CIRCUIT
et ayant une expérience pratique sur
un testeur.

Envoyer C.V., lettre motivation,
photo et références à :

GENRAD

Service Support
95, rue Orfila,
75002 PARIS.

TOURNAI
Formation professionnelle
supérieure, stage après
diplôme d'Etat.

TECHNIQUE AGENT
DE DÉVELOPPEMENT

de service des collectivités
publiques (pour stations ther-
males, climatiques, balnéaires,
touristiques). Durée 9 mois
(novembre-décembre 1987).

SPATHI : Institut national de
formation des cadres de l'Enseigne-
ment de l'Éducation et de
la Formation.

TEL : 43-78-04-04.

SOCIÉTÉ AUDIOVISUELLE
recherche

COMMERCIAL (E)
Maison Paris.

Téléphone au 01-69-66-63
ou 01-62-64-40.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

HOMME DE MARKETING INTERNA-
TIONAL. - Stratégie export. Gestion réseaux
implantation. Anglais, japonais, arabe, espagnol.
Formation américaine commerciale et manage-
ment. 10 ans exp. USA, Extrême-Orient, Moyen-
Orient (Bosnie d'investissement, agroalimentaire).

CHERCHE poste développement export ou simi-
laire. Objectif : améliorer les performances de
votre entreprise sur les marchés étrangers.
(CAD/IV/ALB 975.)

J.F. 23 ans. JURISTE D.E.A. DROIT DES
AFFAIRES. - Exp. dans immobilier, assurance,
banque. Droit de la concurrence et propriété
industrielle. Spécialisation en droit international.
Trilingue anglais, espagnol. Informations d'un
service juridique.

RECHERCHE poste à responsabilité statutaire.
(BCO/JVA 976.)

NEGOCEUR ET MANAGER. - Contrats
internationaux. Ingénieur. Bilingue anglais,
français. Maîtrise pratique droit anglo-saxon.
Bonne connaissance des techniques de distribu-
tion. Recrutement, formation, motivation et
assistance terrain.

RECHERCHE interventions courtes, moyennes
durées. France, Europe, Proche-Orient, Moyen-
Orient, Russie, Pays de l'Est, Extrême-Orient,
Asie du Sud-Est. (BCO/MS 977.)

CADRE COMMERCIAL. - 30 ans. Bacc+2 ans
marketing. Grande expérience vente en distribu-
tion et vente de services. Animation d'équipes de
vente. Recrutement, formation, motivation et
assistance terrain.

RECHERCHE poste en fonction commerciale
Paris/R.P. (BCO/MS 978.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75008 PARIS CEDEX 08
TEL : 43-85-44-40, poste 27.

M.B.A. maître-ét. angl., all.,
esp., ch. exp. coll. T. (19)
17-21-92-18 ; 30-62-64-02.

INSTITUTEUR 49 ans.
Ch. Job au pair pendant
vacances accepté à travail.
Exp. 1/1/85-351
Lyon 69
5, rue Montessuy, PARIS-7.

INGÉNIEUR
MANAGER

Automatisme industriel
ÉLECTRICITÉ MIT/ST
Métro-informatique GAC PERRY
permettra maîtrise ANGLAIS
poste actuel aux USA.
BREVETÉ MARAICER
Ch. C. MALAJE, 12, Goffredo
Circle, Bristol Harbor, CT 06010
Orlando, NY 14424 USA.

CORANNE, 19 ans, étudiante du
BAFA (spécialisation ski alpin,
niveau 2), cherche d'argent ; bre-
vet national de secourisme ; en-
seignement à sport-études judo +
coursiers nautiques 1^{er} degré, recher-
che poste animatrice en colonie de
vacances à l'étranger et toutes
vacances scolaires.
(16-11) 38-80-87-83.

CADRE 39 ans,
10 ans exp. en inter-
nat. air, mer, rail, route,
douane, transit.

RESPONSABLE

tre de St. Étienne toutes
régions. Tél. 43-78-04-04.
LE MONDE PUBLIQUE
5, rue de Montessuy, Paris-7.

J.F. 28 ans, licence communi-
cation + IAL, rail, angl.-esp.,
1^{er} exp. COMMUNICATION
interne et externe, ch. poste
motivation rail, publicités/infor-
mation ou service personnel.
Tél. : 43-73-12-30.

J.F. allemand 23 ans, une
motocyclette, résident en France,
traducteur interprète dipl.,
secrét. angl., franc., esp., ital.,
port. esp., italien, étendardier,
trav. de terrain, ch. poste inté-
ressant Paris, province, étranger.
Tél. : 34-74-05-64.

Entrepreneur, complète doc-
trine droit, investissements en Afri-
que, investissements en Europe,
investissements en Asie, investissements
dans l'immobilier, 43-39-65-70
ou A. Blangon, 8, impasse des Minimes,
94000 Créteil.

propositions
diverses

Études et Carrières de la
France, 1^{er} exp. COMMUNICATION
spécial de FRANCE CARRIÈRES
chez votre marchand de
journaux (P.F.).

DANS LE BON SENS
Restaurant
Bouquet traiteur
Place centrale sous vide
94, rue Philippe-de-Girard
75018 PARIS
Tél. : 43-78-04-04

capitales
propositions
commerciales

Cherche n°s expérimentés
POSSIB. ASSOCIAT.

PLACEMENTS
INTÉRÊTS 16 34. Garantie
à l'embauche. 43-85-44-40.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt
HOTEL D'AUBRAY
TRES BEL HOTEL XVII^e
En cours de rénovation
SUPERBE 358 m²
dortoir 160 m² réception avec
4,10 m hauteur sous plafond.
Le tout avec vue sur jardin.
Cuisine et salle à manger.
UMBRE DANS LE MARAIS
Travaux à prévoir.
MAZEL 43-64-06-36.

8^e arrdt
RUE DU ROCHER, immeuble
pièce de salle, 2 p. ch. 4^e ét.
s/d'ég. cave, 3 p. ch. 3^e ét.
5^e étage, libre fin 1987.
460.000 F. GIERL 43-73-06-81.

9^e arrdt
ST-GEORGES, 3 p. ch. 4^e ét.
s/d'ég. cave, 3 p. ch. 3^e ét.
sol. 550.000 F. 43-84-19-00.

10^e arrdt
76 m², 690.000 F
BOULEVARD-NOUVELLE
libre, p.d.t., 3 p. ch.,
cave, 1^{er} étage.
Lemoine 43-62-01-82.

13^e arrdt
NATIONALE 2 P. ch. part.
de 2 étages, 3 p. ch., 3^e ét.
sol. 550.000 F. 43-28-97-18.

14^e arrdt
BEAU 2 PIÈCES
Ass. 2^e ét. de 14 m² à 15 m².
S/p. 14 m² à 15 m² à 15 m².

M^e ST-JACQUES
ou DENFERT-ROCHEREAU
libre, p.d.t., 3 p. ch.,
cave, 1^{er} étage.
Lemoine 43-62-01-82.

15^e arrdt
RUE BLOMET
libre, p.d.t., 3 p. ch.,
cave, 1^{er} étage.
Lemoine 43-62-01-82.

17^e arrdt
3 P. ch. 660.000 F.
libre, p.d.t., 3 p. ch.,
cave, 1^{er} étage.
Lemoine 43-62-01-82.

19^e arrdt
RUE BLOMET
libre, p.d.t., 3 p. ch.,
cave, 1^{er} étage.
Lemoine 43-62-01-82.

91 - Essonne
A VENDRE
A GRIGNY 91380
Dans pavillon, résidence de
5 étages
APRÈS 5 PIÈCES
cuisine, salle à manger, 3 ch.,
salle de bain, cave, parking,
salle de sport, piscine, etc.
Tél. : 43-84-19-00.

Minet
30 000 offres
Paris-province
36 15 Tapes
LE MONDE PUBLIQUE

appartements
achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS, pré-
fère 5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e.
PAIS COMPTANT chez notaire.
48-73-20-67, même le soir.

appartements
occupés

CAMBONNE
Après occupation loi 48.
Dont bel imm. pierre de 3 de
350.000 F à 450.000 F.
42-80-64-74, poste 223.

locations
non meublées
offres

Paris
M^e VALGIRARD, Beau 3 P., 1^{er}
ét. ch. cul. équipée, cuisine,
5.500 ch. comp. 43-35-87-87.

SOLOGNE NORD
Résidence près 100 ha, bois,
terr., 2 étages, maison de maître
12 p. louageusement aménagée,
gardiennage, dépendances.
REG. LAMOTTE-BOUVIRON
Près 236 ha, dont bois 150 ha,
2 étages, rivière, béc. ferme
pavillon chaux, commune.
41202 ROMORANTIN.
Lamotte. Tél. 54-78-02-82.

fonds
de commerce

Ventes
TAHITI
Cède fabrique alimentaire, possi-
bilité d'extension. Contact.
Wong, B.P. 1180, Papeete.
Tahiti, Polynésie Française.

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
3, avenue de Malmaison,
75008 PARIS
recherche en location ou à
l'achat APPT DE 3 DE
CLASSE pour CLIENTÈLE
ÉTRANGÈRE corps diplomat.
et cadre de mise relation.
TEL : 45-62-78-99.

locations
meublées
demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris
recherche en location ou à
l'achat APPT DE 3 DE
CLASSE pour CLIENTÈLE
ÉTRANGÈRE corps diplomat.
et cadre de mise relation.
TEL : 45-62-78-99.

immeubles

Centre socioculturel, en bordure
de mer (capacité d'accueil 200
personnes), équipement com-
plet (cuisine, réfectoire, etc.)
avec terrain d'arrosage de
4 ha, et terrain de sports
annexes, peuvent convenir à
importants collectivités, ville ou
comité d'entreprise, pourait
être cédé.

Pour tous renseignements,
s'adresser au secrétariat de la
maison de SAINT-CYR-EN-VAL.
Tél. 89-21-04-20.

pavillons

RUEIL, A VRA PAVILLON
205 m², 4 ch., salon, cuisine, w.c.,
ch. s.d. ch., w.c., garage
50 m², 2^e étage, 2 voitures. Ter-
rain. Tél. : 47-81-00-63 après
18 h 30.

Villas

Ville VILLA T1 CONFORT
Banlieue Nord, rénové, 4 ch.,
salle de bain, cuisine, w.c.,
ch. s.d. ch., w.c., garage
50 m², 2^e étage, 2 voitures. Ter-
rain. Tél. : 45-54-05-78.

78 Boulogne, très belle villa
récente, prox. forêt, belle
cuisine, 180 m² + sous-
sol sur 2^e la surface, gde ter-
rasse avec vue imprenable.
Proche transports, sur terrain
500 m², 3^e étage, 2^e étage
à pied, prox. centre coll. pers.
Agence à l'achat, 3.500.000 F.
38-89-01-30 pour R.V. la
main entre 9 h et 11 h.

propriétés

Longue de 30 m de long, habi-
tation, terrain, bon potager
8.000 m² abrités, 10 km de
bord de mer (Pinetier).
Tél. : 89-21-04-20.

88 QUERON
Maison pierre, Centre
salle de ch., de la b. w.c.,
cave, 3 ch., garage,
cave, 3.500.000 F.
Tél. : 89-21-04-20.

Part. vend propriété 1 ha
plaine + 2 villas, style provençal
sur sur mer, 2.000.000 F.
St-Florent-le-Vieil.
Tél. mat. : 84-34-48-40.

échanges

ECHANGE 8 p. ch. BARRIS
à 2-3 p. ch. BARRIS
Tél. : 89-21-04-20.

Sanitaires

MOULI Jura/31/5/14 Jura
CANADA/USA : avec A/R en
Amérique locale, Montmorency
avec 3500 km isol. p. dép.
4.800 F par pers. info/Broch.
Tél. 43-62-01-82.

Moquettes

A SAISIR
MOQUETTE 100 %
PURE LAINE
PROX. POSSE : 98 F/m².
Tél. : 43-62-01-82.

Vacances

Tourisme

AVOIR
Part. loué 2 p. ch., 5 pers., gd
confort avec fortuit loiairs
belle vue sur mer, 14 pers. 1987.
Tél. : 43-62-01-82.

MULTIPROPRÉTÉ
A TIGNES (VAL-CLARET)

SKIEZ
DANS LE JURA
PARADIS DU FOND

Part. loué gd studio 4/8 pers.
1^{er} ch. sur place de fond et
prox. imméd. station alpin.
Mobilier neuf, 1.700 F par
semaine d'arrêt.
Tél. : 34-61-45-41.

LA CORSE
A louer : mai, juin, juil., août ou
sept. Ville au bord de la baie de
Santi-Giulia (sud), 4 ou 8 per-
sonnes. A partir de 1.700 F par
semaine. INFO : Famille
MAEY, Rue Ségur 88,
8000 BRUXELLES
(Belgique).

Garage

Ch. à louer ou louer garage
20 m² minimum 91, 93, 94 ou
Paris. Prix raisonnable.
Tél. : 43-78-02-82, poste 404
ou 43-77-86-20 après 20 h.

Luminaires

RÉPARATION et remise
à neuf à prix réduits et bon
prix. 43-85-03-08.

INTERNATIONAL

UNICEF

THE UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND

With Headquarters in New York and offices throughout
the world, requires:

COMPUTER PROGRAMMERS AND PROGRAMMER ANALYSTS

for its offices in New York, Geneva and Copenhagen.

QUALIFICATION REQUIREMENTS:

University degree in Computer Sciences.
Ongoing attendance at professional seminars and
courses. Two to five years relevant experience
with progressively increasing level of program-
ming knowledge and skills, and full mastery of
computer programming techniques and lan-
guages. A mastery of the techniques to fully au-
thorize operating system facilities is required to-
gether with experience with at least one of the
major access methods. Candidates must be fluent
in English and French.

Salary in US\$ 30,000-45,000 area.
Excellent benefits package.
Qualified women are encouraged to apply.

Send detailed résumé as soon as possible to:
Mr. Michael K. Corbett (Ref. EDP-GEN)
Chief, Recruitment & Staff Development Section
UNICEF
866 United Nations Plaza
Room A-3K
New York, N.Y. 10017, USA.

amnesty International

CHIEF DE LA DIVISION AFRICAINE

Amnesty International cherche à pourvoir un secrétariat
international à Londres en poste de chef de la division Afri-
que du département de la recherche, suite à la promotion
de l'actuel titulaire. Cette division rassemble et étudie des in-
formations sur les violations des droits de l'homme dans cette
région et prépare des actions à entreprendre par Amnesty
International concernant les prisonniers d'opinion, le
développement des procès, le traitement des prisonniers et la
peine de mort.

Le chef de cette division est responsable des travaux de
20 personnes en ce qui concerne la stratégie et les techni-
ques à mettre en œuvre pour l'action et la recherche ; il
approuve les textes et les actions que préparent les che-
chers ; il recommande la ligne politique à suivre et est
directement responsable des questions administratives,
budgétaires et de personnel.

Les candidat(e)s doivent être docteur(e) d'un bon niveau
politique, posséder une connaissance approfondie de cette
région et être spécialiste(s) dans une sous-région.
Il/elles doivent avoir l'expérience de la direction de spé-
cialistes ou les aptitudes nécessaires et être capables de
représenter Amnesty International. Il/elles doivent pou-
voir s'exprimer en anglais avec aisance tant oralement que
par écrit. La connaissance d'une langue africaine et/ou
d'une autre langue européenne serait un avantage.

Traitement annuel indicatif :
de 513 787 à 1 664 641 par échelon annuel.
DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION
DES CANDIDATURES : 3 AVRIL 1987.

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une
feuille de candidature, s'adresser à : Amnesty International
service du personnel, 1 Easton Street, Londres WC1X
8DJ (Grande-Bretagne). Tél. 837-3805 (24 h/24 h).

L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE
ouvre une inscription pour sa
poste à plein temps de
PROFESSEUR ASSISTANT
de philosophie expérimentale
Time adj. : doctorat de lettres.

Entrée en fonction :
1^{er} septembre 1987.
Les lettres de candidature, avec
curriculum vitae et liste des
publications (en 2 ex.) doivent
parvenir jusqu'au 14 mars
1987 au Doyen de la Faculté
des Lettres, Bâtiment central,
Dorigny, CH-1015 LAUSANNE
Tél. : 021/48 51 280.

capitales
propositions
commerciales

Cherche n°s expérimentés
POSSIB. ASSOCIAT.

PLACEMENTS
INTÉRÊTS 16 34. Garantie
à l'embauche. 43-85-44-40.

سكزا من الاجل

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Ford dépasse General Motors dans les bénéfices

Pour la première fois depuis 1924, le numéro deux de l'automobile américaine, Ford, passe devant le numéro un, General Motors, pour les bénéfices. Avec 3,3 milliards de dollars de profits en 1986, Ford enregistre une progression de 30 %, alors que GM voit ses bénéfices chuter de 26 % à 2,924 milliards de dollars. La clé du succès de Ford tient à la progression de son chiffre d'affaires (+ 19 %), notamment grâce à ses ventes automobiles aux Etats-Unis, alors que les deux autres constructeurs américains, GM et Chrysler, ne voyaient leur chiffre d'affaires progresser respectivement que de 7 % et 6 %. Parmi les autres éléments positifs pour Ford : l'explosion de ses ventes de voitures en Europe (+ 71 %), le programme de réduction des coûts engagés depuis 1980 et qui commencent à porter ses fruits, enfin, les performances des autres branches d'activités du groupe comme la finance.

Chargeurs réunis : redéploiement et suppressions d'emplois

Au cours d'une réunion, le 17 février, du comité d'entreprise des Chargeurs réunis (branche navale du groupe Chargeurs SA), les dirigeants de la société ont expliqué les orientations du « redéploiement » maritime décidé en 1987 et en 1988. Les Chargeurs réunis ont engagé des négociations avec leurs nombreux partenaires européens et asiatiques, qui devraient aboutir au retrait de la compagnie française des lignes entre l'Europe et l'Extrême-Orient desservies par navires porte-conteneurs.

Les Chargeurs fédèrent leur fonds de commerce au groupe daniel Mieret. D'autre part, un accord a été conclu avec l'armement Loulou-Dreyfus pour ceder à ce dernier l'activité dans le secteur du transport de marchandises en vrac (minéral, céréales, charbon). Désormais, les Chargeurs réunis vont axer leur développement sur les trafics entre la France métropolitaine, les Antilles, la Guyane, le Maroc et l'Afrique du Sud, entre la côte occidentale d'Afrique et l'Extrême-Orient et sur les transports frigorifiques de fruits en

provenance de Côte d'Ivoire. Ces orientations se traduiront par la suppression de quelque 270 emplois (dont 150 navigants) en deux ans.

M. El Sayed, l'ex-président de Fermentis, condamné pour 570 millions de couronnes

Nouvel épisode dans le feuilleton Fermentis : l'ancien président, fondateur du groupe biotechnologique et chimique suédois Fermentis, M. Refaat El Sayed, a été condamné, par le tribunal de première instance de Stockholm, à rembourser 570 millions de couronnes (environ 57 millions de francs) à la Göteborgsbank.

Cette somme correspond au remboursement de lettres de crédit qui devaient, selon l'organisme bancaire, être fait avant le 11 janvier 1987. L'avocat de l'homme d'affaires a assuré à la presse que son client ne paierait pas cet argent, emprunté, selon lui, à titre personnel et utilisable jusqu'au 28 août prochain. Aussi entend-il poursuivre l'affaire devant une autre instance juridique.

Par ailleurs, la Göteborgsbank a fait une provision de 250 millions de couronnes en raison des risques qu'elle encourait dans cette affaire, ce qui a freiné la progression de ses bénéfices d'exploitation.

Le fonctionnement de la Communauté européenne élargie

La Commission incite les Douze à tenter un pari financier

La Commission européenne propose aux gouvernements des Douze de sensiblement augmenter les ressources mises à la disposition de la Communauté au cours des cinq années à venir, bien au-delà de ce qui avait été envisagé lors du conseil européen de Fontainebleau en 1984. M. Jacques Delors, son président, l'a annoncé, le mercredi 18 février, à Strasbourg au Parlement européen, en lui indiquant comment il envisage le fonctionnement de la Communauté élargie.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne a arrêté ses propositions le dimanche 15 février, à l'issue du « tour des capitales » que M. Delors vient d'effectuer, conformément au mandat que les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze lui avaient confié à Londres en décembre 1986.

Ainsi est donné le coup d'envoi à un débat sur le financement de la CEE qui va se trouver au centre des préoccupations des Douze tout au long de l'année, et qui sera l'occasion pour chacun des gouvernements, comme des grands leaders politiques, face à une opinion publique sans doute moins indifférente qu'il n'y paraît, de prendre position sur la manière dont ils considèrent le développement de la construction européenne.

Le plafond des ressources affectées à la CEE, qui se situe

aujourd'hui autour de 40 milliards d'ECU (276 milliards de francs) serait fixé jusqu'en 1992 à 1,4 % du PNB des Douze, soit environ 57 milliards d'ECU (393 milliards de francs). Ce bond en avant est nécessaire, selon Bruxelles, pour assurer la « sécurité budgétaire » et rompre avec la politique d'expédients que la CEE a été obligée de pratiquer depuis plusieurs années, et qui fait qu'en 1987 il lui manquera plus de 4 milliards d'ECU (27,6 milliards de francs) pour faire face à ses dépenses. Il rendra possible le financement des politiques communes existantes, ainsi que les nouvelles prévues dans l'Acte unique européen.

Ce programme de travail (établissement d'un grand marché sans frontières d'ici à 1992, renforcement de la coopération technologique), que les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté fin 1985 et qu'il faut maintenant mettre en œuvre après qu'il aura été ratifié par les Parlements nationaux, devrait permettre le succès de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, deux pays dont l'appartenance à la CEE avec le scepticisme des autres membres du club, mais qui, pour être en mesure de jouer pleinement la partie, réclament à leurs partenaires un effort de solidarité important.

Bref, la Commission propose aux Douze d'ouvrir une politique financière qui corresponde aux ambitions qu'ils affichent. Neuf d'entre eux se sont montrés sensibles aux arguments de M. Delors et paraissent prêts à le suivre. Les trois plus grands, à savoir la RFA, la France, le Royaume-Uni, qui, il est vrai, sont les seuls qui contribuent au budget

euro plus qu'ils n'en reçoivent, se sont montrés plus réservés. La Commission a inscrit dans ses propositions une série de dispositions dont l'objet est de les rassurer. Le soutien des marchés agricoles représente aujourd'hui le gros bataillon des dépenses de la CEE. La Commission propose de les stabiliser (26 milliards d'ECU en 1987, 28 milliards en 1992) en accélérant la réforme de la politique agricole commune (PAC), mais accroitrait par compensation les aides directes aux revenus des petits exploitants.

Afin de tout à fait se garantir contre les débordements agricoles, la Commission préconise la mise en œuvre d'une « discipline budgétaire » renforcée. En 1984, les Dix avaient décidé que les dépenses agricoles devaient progresser moins vite que les ressources de la CEE. Cet engagement n'a pas été tenu.

Des « stabilisateurs budgétaires »

La Commission préconise maintenant des règles plus rigoureuses, et en particulier la mise en place de « stabilisateurs budgétaires », dont l'objet serait de fixer, voire de stopper les coûts financiers accordés à telle ou telle production, lorsque les seuls de dépenses les concernant se trouvent dépassés.

A Fontainebleau, les Dix, mettant ainsi fin à une querelle de plusieurs années, avaient reconnu à la Grande-Bretagne le droit à une compensation financière afin de limiter sa contribution au budget européen. La Commission propose de continuer sur cette lancée par le biais d'une « clé verte » : elle suggère de corriger à 50 % afin que le

Royaume-Uni, en raison de la structure de son agriculture, bénéficie du Fonds agricole sensiblement moins que les autres Etats membres.

Le Parlement européen devrait trouver des raisons. Enfin, la Commission souhaite — et ce ne sera pas pour déplaire au Parlement européen — que la décision qui sera prise sur la base des propositions qu'elle présente maintenant indique pour chacune des années, d'ici à 1992, quel pourcentage du PNB de l'Europe des Douze il conviendra d'affecter au budget européen. Les modèles préparés par les experts bruxellois prévoient des budgets s'échelonnant d'environ 40 milliards en 1987 à 52 milliards en 1992 (en ECU constant) avec une quasi-stabilité des dépenses agricoles. Les ressources de la Communauté sont composées aujourd'hui des droits de douane et des prélèvements agricoles perçus lors de l'importation en provenance des pays tiers, auxquels s'ajoute une fraction actuellement plafonnée à 1,4 % des recettes de la TVA.

L'accord de Fontainebleau prévoyait que ce plafond pourrait être augmenté à 1,6 % au 1^{er} janvier 1988. La Commission explique que ce serait déjà insuffisant en 1987 pour couvrir les dépenses relatives des politiques communes. Le nouveau garde-foi qu'elle demande aux gouvernements d'accepter, soit 1,4 % du PNB, équivaut en gros à 2 % des recettes de la TVA. On se rend compte ainsi de l'ampleur du pari financier qu'elle invite les Douze à tenter en faveur de l'Europe.

PHILIPPE LEMAITRE.

AFFAIRES

Bouygues revend sa participation de 33,9 % dans SPIE-Batignolles

Propriétaire de 33,9 % du capital de SPIE-Batignolles (une société contrôlée à 60 % par le groupe Schneider) depuis la fin de 1986, Bouygues, désireux d'accroître sa trésorerie pour mener à bien ses ambitions dans l'audiovisuel, a décidé de vendre ses parts. L'opération devait aboutir le mercredi 18 février.

Bouygues est propriétaire de 1633496 actions de SPIE et il avait déboursé 830 millions pour les acheter à un cours moyen de 510 F. Dans la journée du 17 février, d'ailleurs, le cours de l'action SPIE-Batignolles a chuté à la Bourse de 6,41 %, passant de 608 F à 569 F. D'où la hâte de M. Francis Bouygues d'aboutir à une solution.

La partie de bras de fer entre M. Francis Bouygues et M. Didier Pineau-Valencienne, PDG de Schneider SA, avait trouvé son paroxysme le 22 décembre lors d'une assemblée générale de SPIE (Le Monde du 24 décembre). Ce jour-là, les représentants de Bouygues s'étaient opposés aux dirigeants de SPIE, refusant les augmentations de capital demandées et l'institution d'un droit de vote double au bénéfice des porteurs d'actions les plus anciens. Du coup, Bouygues, d'une part, Schneider et SPIE, de l'autre, étaient dans une impasse : le premier, disposant d'une minorité de blocage, empêchant le principal actionnaire de prendre des décisions essentielles pour la stratégie du groupe, les seconds interdisant à Bouygues de prétendre détenir un siège au conseil d'administration.

Après plusieurs semaines de tentatives d'accommodement, les deux groupes rivaux sont parvenus à un arrangement. Bouygues va céder en Bourse, le mercredi 18 février — levant les options d'achat qu'il avait négociées — l'ensemble de ses titres dans SPIE au prix de 555 F l'action. La plus-value qu'il tirera de l'opération sera donc de quelque 75 millions de francs, une somme assez faible en définitive. Les acheteurs sont des investisseurs « amis » de Schneider SA, indiqués-on auprès de ce groupe. Dans un communiqué, Bouygues regrette que « Schneider ait refusé aux derniers mois toute coopération ».

Schneider va donc reconquérir une influence sans partage sur l'un de ses plus beaux fleurons industriels — 18,5 milliards de chiffre d'affaires, 150 millions de résultat net en 1986 malgré les grosses pertes d'une filiale, Spelchim — à supposer qu'il l'ait un jour perdue.

F. Gr.

SOCIAL

Le remboursement des médicaments de « confort » M. Séguin prêche l'apaisement

Pour calmer l'agitation provoquée par l'application des mesures d'économie sur l'assurance-maladie, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, et Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, ont précisé les conditions de remboursement des médicaments dits de « confort » (à vignette bleue), dans une lettre adressée, le mardi 17 février, au président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, et destinée en fait au public. Pour faciliter la prise en charge — prévue — de ces médicaments par les fonds d'action sociale et sociale des caisses, le gouvernement permet d'augmenter leurs crédits de 200 millions de francs.

« Si leur mode d'usage le plus fréquent a pu les faire classer dans la catégorie des médicaments dits de « confort », il n'en est pas moins certain, voire indiscutable, pour certaines affections graves.

« a) C'est pour cette raison que, comme vous l'avez vous-même souhaité, le gouvernement a décidé de procéder au reclassement — donc de rouvrir la possibilité de remboursement à 100 % — de ceux de ces médicaments qui répondent le plus évidemment à ce cas de figure. Il s'agit des antinauseux — utilisés pour les personnes atteintes de cancer ou de la maladie de Parkinson, et pour les femmes enceintes, — ainsi que de la vitamine B12, utilisée dans le traitement de la maladie de Biermer, et de la vitamine D, pour le traitement du rachitisme de l'enfant (1).

« b) C'est pour la même raison qu'a été prévu un dispositif de « sécurité » destiné aux malades utilisateurs de médicaments à vignette bleue, dont le remboursement à 100 % ne saurait être systématique, mais pourrait être ouvert aux cas difficiles, médicalement justifiés ».

La lettre précise les modalités de cette prise en charge, en soulignant qu'elles soient « mises en œuvre avec la plus grande rapidité », avec une « large information ».

L'assuré doit « présenter à sa caisse primaire sa demande de prise en charge pour le ou les médicaments à vignette bleue prescrits dans le cadre du traitement pour lequel il est remboursé à 100 % ». Le contrôle médical prendra la décision pour toutes les personnes dont le revenu est inférieur à 82 340 F par an (+ 50 % par personne à charge) : les autres cas devant être soumis à la commission d'action sanitaire et sociale.

« Dès lors que le contrôle médical a donné son agrément, il revient à la caisse, à la fois de rembourser le montant des tickets modérateurs qui aura pu être précédemment laissé à la charge de l'assuré, et, le cas échéant, de lui délivrer un document lui donnant accès, pour la période qui aura été définie, au remboursement à 100 % — sans avance de sa part. (...)

« c) Pour les autres bénéficiaires d'une exonération à 100 %, notamment les personnes handicapées ou invalides, une procédure particulière existe, qui leur permet, après demande auprès de leur caisse, de continuer à bénéficier, sur critères sociaux, d'un remboursement de tout ou partie de leur dépense. »

(1) Le « reclassement » de ces médicaments, prévu depuis septembre 1986, a été publié au Journal officiel du 14 février, tandis que la suppression du remboursement de certains médicaments, notamment des autres vitamines, a été publiée au Journal officiel du 12 février. (NDLR.)

Le Haut Conseil de la population et de la famille propose un assouplissement de l'organisation du travail

Le Haut Conseil de la population et de la famille, qui s'est réuni le mardi 17 février à l'Elysée, sous la présidence de M. Mitterrand, a examiné un rapport de M. François Evrard, du CERC, sur les moyens de concilier travail et vie familiale. Le rapport propose d'abord un assouplissement de l'organisation du travail : développer et banaliser le travail à temps partiel sous toutes ses formes — aussi bien deux tiers ou trois quarts de temps que mi-temps, mercredi libre, etc., — avec les mêmes droits (à la formation, par exemple) et possibilité de carrière que le temps plein ; étendre les horaires variables ; banaliser aussi le congé parental en maintenant le lien avec le travail pendant la durée du congé ; enfin, développer le travail effectué partiellement à domicile ou en « antennes décentralisées », qui réduisent les transports tout en maintenant le contact avec le milieu professionnel.

En revanche, le rapport exprime des réserves sur le développement de certaines formes de flexibilité du travail par les entreprises, notamment le travail de nuit, peu compatible avec la vie familiale, comme, à un moindre degré, le travail de week-end. Le Haut Conseil demande donc que sa fréquence soit réduite, notamment par le recours au système de cinq équipes ou plus,

Près de un million de jeunes ont bénéficié du plan d'urgence pour l'emploi

A la fin du mois de janvier, le plan pour l'emploi des jeunes avait permis l'entrée dans l'entreprise de 109 872 moins de vingt-trois ans, selon les statistiques publiées le 17 février par le ministère des affaires sociales et de l'emploi. Pour son dernier mois d'application dans la formule d'origine, en vigueur depuis le 1^{er} mai, le dispositif a, une nouvelle fois, fleuri en rythme : il y avait eu 118 955 bénéficiaires en décembre dernier.

En données cumulées depuis le lancement de l'opération, le bilan provisoire estime à 947 565 le nombre de bénéficiaires. Les trois formules de la formation en alternance, exonérées à 100 % des charges sociales, ont accueilli 365 829 jeunes. Les contrats de qualification, avec 20 087 recrutements, n'ont pas connu le succès des contrats d'adaptation (176 338) qui ont fini par planter les stages d'initiation à la vie professionnelle (169 413), moins favorables aux jeunes. Exo-

nérés également à 100 %, les contrats d'apprentissage, avec 110 360 apprentis, ont peu progressé par rapport à 1985-1986, quand le plan emploi des jeunes n'existait pas encore (105 902).

Les embauches à l'issue de l'une de ces formations ou, encore, d'un contrat de TUC, exonérées à 50 % des charges sociales se sont élevées à 60 189, de mai à fin janvier. Enfin, les embauches directes de jeunes, sans le recours aux formules de formations en alternance, ont permis l'intégration dans l'emploi de 411 187 jeunes. Ces embauches ont été exonérées de 25 % du montant des charges sociales.

Selon les premières estimations, le plan d'urgence aurait, dans toutes les formules, favorisé les jeunes de niveau V (CAP), qui ont représenté de 42 % à 60 % des recrutements. Toutefois, environ deux mille cinq cents titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ont profité de ces mesures d'exonération à 100 %, et ils ont représenté 13,9 % des embauches exonérées à 25 %. Majoritairement, ces jeunes ont été embauchés avec un contrat à durée déterminée — le plus souvent d'un an — ou pour une mission d'intérim. Deux sur trois ont entre dix-huit et vingt et un ans, sauf pour les embauches directes, où 51,7 % des jeunes ont de vingt-deux à vingt-quatre ans. Ce sont les entreprises de moins de cinquante salariés qui, semble-t-il, ont le plus tiré parti de ces dispositions.

Ces résultats provisoires coïncident avec la fin de la première phase du plan pour l'emploi des jeunes. Si les jeunes, entrés dans le dispositif avant le 31 janvier, continueront de bénéficier des mesures anciennes, les nouveaux embauchés le seront selon les règles prévues par l'ordonnance du 20 décembre 1986. Les exonérations à 25 % des charges sociales sont supprimées. Le taux d'exonération pour les contrats d'adaptation est ramené à 50 %. Toutes les autres mesures sont maintenues, jusqu'en juillet. Dans sa version initiale, le plan avait été crédité de 9 milliards de francs en année pleine. Dans sa deuxième version, il devrait coûter 2 milliards de francs, toujours en année pleine.

Les prix agricoles

Les propositions de la Commission suscitent de vives protestations en France et à l'étranger

Les propositions de la Commission de la CEE en matière de prix agricoles suscitent, comme on pouvait s'y attendre, de vives réactions. En Allemagne fédérale, la fédération des paysans (DBV) va organiser, dans les semaines à venir, des actions de protestation et des manifestations.

En Belgique, les unions professionnelles agricoles s'insurgent contre les propositions de prix de la Commission et protestent contre la baisse importante des revenus qui en découlerait. Le Boerenbond, qui regroupe les organisations flamandes, estime que le seul point positif est la proposition d'instauration d'une taxe sur les matières grasses.

En Grèce, M. Yannis Pottakis, ministre de l'Agriculture, juge les propositions de la Commission « inacceptables et injustes ». Selon lui, la Commission considère d'une « manière discriminatoire » les produits des pays du nord de la CEE au détriment des produits des pays du sud.

Le rapporteur du Parlement européen, M. Pol Marck (Belge, démocrate-chrétien), estime que ces propositions « équivalent à faire supporter tout le poids des excédents par les agriculteurs ».

En France, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) juge d'« autant plus inacceptables les propositions de la Commission qu'elles s'inscrivent dans une politique de désorganisation des marchés agricoles ». Seul le premier pas vers le démantèlement des MCM et le mécanisme de stabilisation du prix des matières grasses sont acceptables, mais, pour la FNSEA, « l'aspect positif de ces approches ne saurait compenser la nocivité des autres propositions ».

M. Michel Tesson, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), a déclaré : « On ne peut pas estimer qu'à terme il y aura une possibilité réelle de construction politique de l'Europe, si elle se fait au détriment de la seule politique économique qui existe et qui est le ciment de cette unité politique ».

Rappelons que les ministres de l'Agriculture doivent se réunir à Bruxelles le 2 mars.

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

Dans son travail de réinsertion sociale, l'Armée du Salut, organisme de charité, et tous objets anciens, vêtements ou bijoux, sont acceptés à votre domicile.

APPELEZ : 45-83-54-40

Pour mieux connaître nos services, consultez nos brochures gratuites.

ABONNEZ-VOUS : 76, rue de Rome, à Paris-8.

Economie

ÉTRANGER

PHILIPPINES

Le ministre des finances estime disposer d'une « solide base de crédibilité » internationale

À un moment où une délégation d'hommes d'affaires américains, représentée par l'Institut d'Entreprises, s'apprête à tester, lors d'un voyage d'une semaine, les possibilités d'investissement aux Philippines, les principaux chefs d'entreprise philippins ont publié, le mardi 17 février, une lettre ouverte de soutien au gouvernement dans sa négociation sur le réajustement de la dette.

MANILLE
de notre envoyé spécial

Les hommes d'affaires n'ont pas la réputation d'avoir des États d'âme, et le gouvernement Aquino en a fait l'expérience. Malgré les espoirs qu'a suscités sa « révolution » pacifique, M. Aquino a toujours eu, à l'extérieur comme à l'intérieur, un problème de crédibilité dans les milieux économiques et financiers.

Le nouveau mandat qu'elle a obtenu avec le référendum constitutionnel du 2 février devrait lui permettre d'inspirer davantage confiance aux investisseurs étrangers mais aussi, et surtout peut-être, aux industriels philippins qui, jusqu'à présent, la situation pour le moins « volatile », préféraient placer leurs avoirs ailleurs que dans leur propre pays. Les plus modestes se limitaient d'ailleurs à la production des banques, hésitant à accorder des prêts devant le « haut risque » que constituent les Philippines.

M. Ongpin, ministre des finances, est quant à lui, optimiste et « l'un des bons raisons de l'être », précise-t-il. Cet ancien élève d'Harvard, qui a fait toute sa carrière dans le secteur privé à la tête du groupe miner Benguet et a accepté ses fonctions actuelles par loyauté envers M. Aquino plus qu'il ne les a sollicitées, n'a rien du politicien qui, parce qu'il est au pouvoir, annonce des lendemains qui chantent.

L'entretien « dénote dans un sursis » : « Dans le nouveau mandat de M. Aquino ne résonne pas tout, mais je pense que les aspects les plus critiques du problème de confiance auquel est confronté le gouvernement sont résolus et que nous disposons désormais d'une solide base de crédibilité ».

Les résultats de 1986 (chômage en hausse, consommation réduite,

investissements en baisse) ne sont pas préoccupants ? « Je crois qu'il ne faut pas juger ce gouvernement sur les résultats de l'année dernière ; pendant la première partie de l'année, nous n'avons fait qu'essayer de gérer l'héritage et pendant la seconde de stopper la chute libre de notre économie : une croissance de 2 % a permis de compenser cette dégradation du premier semestre ». (Sur l'ensemble de l'année, la croissance a été de l'ordre

de 0,13 %). « Ces résultats auraient pu être meilleurs, j'en conviens, mais plusieurs facteurs ont obscurci l'horizon : d'abord, la nouvelle administration n'a pas bénéficié d'une période de transition. Elle est arrivée au pouvoir et, du jour au lendemain, nous avons dû prendre la situation en main. Ensuite, nous avions un ministre du travail qui considérait son rôle comme celui du défenseur des intérêts des ouvriers, ce qui a effrayé les industriels. Enfin, le gouvernement a dû faire face à plusieurs opérations de déstabilisation ».

Le gouvernement de M. Aquino s'est lancé dans une politique de développement diamétralement opposée à celle de Marcos. Les investisseurs la jugeront à ses résultats...

central de l'ère « gouvernementale » en demandant 10 % de commission pour les investissements jugés non prioritaires et 5 % pour ceux destinés aux secteurs prioritaires : « Nous sommes en la matière plus généreux que les Chiliens ou que les Mexicains. Nous avons jusqu'à présent sollicité dix demandes pour un montant de 250 millions de dollars, mais nous n'en avons accepté que cinquante-deux car nous entendons rester sélectifs et ne retenir que les projets qui s'inscrivent dans notre politique de développement ».

M. Ongpin en a été la victime indirecte. En novembre 1986, précisément au moment où il négociait avec le comité représentant les banques créancières de Manille un réajustement de la dette, les mouvements de tropes provoqués par les manifestations de l'opposition de la défense, M. Enciso, ministre des finances, ont conduit à la démission de la situation aux Philippines. La rencontre se solda par un échec. « Nous sommes en meilleure position aujourd'hui », nous dit M. Ongpin. Durant la deuxième semaine de mars, le ministre des finances doit rencontrer une nouvelle fois à New York les membres du comité consultatif des quatre cent quatre-vingt banques engagées aux Philippines. « Je pense qu'un accord est désormais possible », poursuit M. Ongpin, encouragé par les succès obtenus à Paris en janvier entre Manille et ses créanciers publics (Le Monde du 30 janvier). Une solution dans les négociations,

Accélérer la réforme agraire

Le vrai test de crédibilité du gouvernement Aquino tient aux chances de réussite du programme de réforme économique. M. Ongpin prévoit, pour 1987, une croissance de 6 % à 7 %. Pour stimuler l'économie, le ministre entend pallier tout d'abord une chute brutale (de 26 %) dans la construction par un programme pour les logements à prix modéré de 4,2 millions de pesos (200 millions de dollars). En ce qui concerne le chômage, un plan d'urgence a été lancé en 1986 visant la création de six cent mille emplois, avec un budget de 3,9 milliards de pesos. Il n'a été que partiellement mis en œuvre et, par conséquent, 3 milliards de pesos, imputés au budget de 1986, devraient s'ajouter aux 5,5 milliards programmés pour cette année : « Nous devons créer un million d'emplois par an », estime M. Ongpin.

Insipidement, un facteur positif pourrait contribuer à donner un peu

d'oxygène à une économie en état d'anémie chronique : la hausse du prix du copra. De 2,5 pesos par kilo, il y a un an, celui-ci est passé à 6 pesos. « La production du copra (3 millions de tonnes) concerne directement 15 millions de Philippines, et pour chaque peso supplémentaire du prix au kilo nous obtenons 3 milliards de recettes annuelles. Pour cette année, l'augmentation du prix du copra se traduira par une injection de 10 milliards de pesos dans l'économie, qui aura un effet multiplicateur substantiel : si l'on prend, par exemple, la bière, on s'aperçoit que sa consommation varie en fonction du prix du copra ; quand il est bon, les gens boivent plus de bière... »

Les Philippines de M. Aquino se sont lancées dans une politique de développement qui est diamétralement opposée à celle de Marcos. Celui-ci avait mis l'accent sur l'industrie au détriment de l'économie rurale : « C'était une erreur, affirme M. Ongpin, on ne peut espérer bâtir une industrie efficace et compétitive sans avoir un marché intérieur. Or les deux tiers de notre population vivent d'une agriculture que l'on n'a jamais vraiment cherché à développer. La population rurale ne dispose, par conséquent, d'aucun pouvoir d'achat. » Il reste que la réforme agraire, que le gouvernement semble finalement vouloir mettre en œuvre, inquiète d'autant plus les investisseurs potentiels dans le secteur agricole que la rupture du cessez-le-feu avec les communistes risque de conduire à une nouvelle instabilité dans les campagnes.

Le programme de réforme agraire (36 milliards de pesos) sera en partie financé par l'aide étrangère (10 milliards de pesos, soit 500 millions de dollars, destinés aux achats des terres). « Suivant le modèle taiwanais, nous entendons inciter les propriétaires à réinvestir dans l'industrie les sommes que nous leur donnons en compensation de la réquisition de leurs terres. Mais nous devons aller vite pour mettre en place ce programme, sinon la réforme agraire risque de s'enliser dans le débat parlementaire », ajoute M. Ongpin. Le ministre des finances semble penser que, par ses attermoissements, son gouvernement a quelque peu gâché son premier mandat et qu'il doit aller vite s'il ne veut pas faire de même avec le second.

PHILIPPE PONS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

Forte progression des résultats

Dans sa séance du 11 février 1987, le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de Monsieur Jean Carrière, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui font apparaître un bénéfice net après impôts et amortissements de 111,6 MF. Le résultat net connaît ainsi, pour la quatrième année consécutive, une progression supérieure à 30 %.

Millions de Francs	1983	1984	1985	1986
Résultat brut d'exploitation	321	375	440	574
Résultat net	44,3	60,7	81,4	111,6
Progression	+ 37,2 %	+ 37,0 %	+ 34,1 %	+ 37,1 %

Ces résultats sont obtenus en dépit d'une forte augmentation des provisions conformément aux règles traditionnelles de prudence de l'entreprise. Ils tiennent compte également d'une charge exceptionnelle brute de 40 MF occasionnée par le remboursement anticipé d'obligations à taux élevé qui a pu être décidé grâce à la forte capacité bénéficiaire de la société.

Résultats consolidés

Le Conseil a établi les résultats consolidés qui s'élèvent à 144,2 MF. Ces résultats traduisent la croissance rapide et la qualité de gestion de l'ensemble du Groupe Société Lyonnaise de Banque.

Millions de Francs	1983	1984	1985	1986
Résultat net consolidé	64,3	80,3	104,4	144,2
Progression	+ 33,1 %	+ 24,9 %	+ 30,0 %	+ 38,1 %
Rentabilité des Fonds Propres	10,6 %	12,2 %	13,6 %	15,6 %
Rappel du taux d'inflation	+ 9,3 %	+ 6,7 %	+ 4,7 %	+ 2,1 %

Groupe CIC

CESSATION DE GARANTIE

En application de l'article 20 du décret n° 83-1034 du 1^{er} décembre 1983, la Banque Française de l'Agriculture et du Crédit Rural, 21, Bd Malesherbes, 75008 Paris, annonce que la garantie financière dont bénéficiait l'Agence de Voyages MARMARA SARL au Capital de 300.000 F, S.S., 8 rue Bodin, 75008 PARIS pour l'exercice de son activité, a été renouvelée le 30 décembre 1986 pour l'année 1987, par la Société NANCEIENNE-VARIN-BERNIER, 108, Bd Haussmann 75008 PARIS.

Le Réseau Français de l'Agriculture et du Crédit Rural précise que la cessation de la garantie prend effet à l'expiration d'un délai de 3 jours, suivant la publication du présent avis, et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux créanciers éventuels pour produire leurs créances.

Aurécic

La Sicav or

Le Conseil d'Administration d'Aurécic, société d'investissement à capital variable orientée vers les valeurs liées à l'essor du logement, l'emprunt 7 % 1973, réuni le 11 février 1987, sous la présidence de M. Pierre Lohrbe, a approuvé les comptes de son premier exercice, clos le 31 décembre 1986.

Le Conseil proposera, à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, la mise en distribution d'un dividende net de F 110,79 par action d'un impôt déjà payé au Trésor de F 0,03 soit un dividende global de F 110,82.

Au 31 décembre 1986, avec un nombre de 590.130 actions en circulation, le montant de l'actif net s'élevait à F 750.227.607,05 produisant une hausse de 37,21 % par rapport à la date d'ouverture au public, le 17 décembre 1985. Pendant la même période, la progression de la valeur liquidative a atteint 27,13 %.



Groupe CIC

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Des idées pour demain

REVUE TRIMESTRIELLE D'ANALYSE ET DE RÉFLEXION SUR LES ENJEUX FUTURS DU MONDE INDUSTRIEL

Des articles inédits rédigés par des personnalités du Monde Économique, Social, Administratif ou Politique.

AU SOMMAIRE DU N° 6 :

- L'invité : Pehr G. Gyllenhammar.
- Dollar : perspectives à deux et trois ans, par Stephen Morris.
- L'aggiornamento bancaire, par Jean Peyrelevade.
- Pour une reprise durable des investissements, par Philippe Aubergier.
- Brésil, le rempart de la loi contre la subversion étrangère, par M.F. Thompson-Moita.

4 GRANDS THÈMES TRAITÉS DANS CE NUMÉRO :

- Les entreprises et la déréglementation financière.
- Investir en 1987.
- Peut-on importer la technologie ?
- Réflexions et stratégies.

Revue éditée par GROUPE USINE NOUVELLE - Tél. : 47.66.01.57 Abonnement : 340 F par an.

ÉTATS-UNIS

Le président Reagan donne le coup d'envoi d'une campagne de reconquête de la compétitivité

En lever de rideau aux rudes débats qui vont opposer la Maison Blanche, le président Reagan a lancé, le 17 février, une « initiative pour la compétitivité américaine ». Cette « quête pour l'excellence » doit assurer la prééminence scientifique, économique et commerciale des États-Unis au vingt et unième siècle, ainsi de moins.

Tout à tour, le secrétaire au Trésor, M. James Baker, et le représentant spécial pour le commerce, M. Clayton Yeutter, sont venus soutenir devant des hommes d'affaires réunis pour cette occasion le plan en six points qui sera soumis le 19 février au Congrès.

Un plan aussi vaste qu'ambitieux couvrant aussi bien l'éducation, la recherche, l'espace, la formation permanente que la législation com-

merciale destinée à réduire un déficit des échanges de 170 milliards en 1986 ou un déficit budgétaire record. Mais les moyens envisagés restent limités. L'enveloppe la plus importante proposée mardi, 1 milliard de dollars pour la formation des salariés victimes de « restructurations », sera à 95 % financée par des crédits précédemment alloués à d'autres postes de l'éducation.

Cette volonté de renforcer la compétitivité de l'industrie américaine vaut reconnaissance implicite que la seule arme monétaire — baisse du dollar — ou les réactions d'isolationnisme ne peuvent résoudre le problème du commerce extérieur. Soucieux d'éviter une confrontation avec les parlementaires, le président Reagan a promis de « faire plus pour coopérer avec le Congrès » et de renforcer son offensive contre les pratiques jugées « déloyales » des partenaires commerciaux des États-Unis.

CONJONCTURE

« Vous avez une responsabilité quasi historique » déclare M. Balladur aux chefs d'entreprise

« Vous avez une responsabilité quasi historique », a déclaré, le mardi 17 février, M. Balladur, qui parlait de la libération des prix devant l'Assemblée générale de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI). Après avoir confirmé que l'indice des prix de janvier ne serait pas bon, mais que celui de février marquerait le retour à un rythme de hausse plus faible, le ministre de l'économie et des finances a fait appel au civisme et au sens de la responsabilité des chefs d'entreprise : « La liberté de gérer et de fixer les prix n'est pas la liberté de fixer n'importe quel prix ».

Au sujet des dérapages de prix enregistrés dans telle ou telle profession, M. Balladur a fait remarquer

qu'ils étaient « limités et localisés », et que les secteurs en cause représentaient peu de chose dans l'indice (5 à 6 %). De plus, ces hausses, « qui ne constituent pas une surprise, (...) n'auront pas de conséquences sur les coûts de production ».

Le ministre a conclu en rappelant que le ralentissement des coûts dont avait bénéficié l'industrie n'avait pas été complètement répercuté sur les prix, et qu'il existait actuellement une « marge de désinflation ».

« Le contrôle des prix est définitivement aboli. Il s'agit d'une rupture radicale et irréversible. Il n'y aura pas de retour en arrière. Le ministre de l'économie n'a d'ailleurs plus de pouvoir dans ce domaine ».

TRANSPORTS

M. Douffiagues ébrèche le monopole d'Air Inter

M. Jacques Douffiagues, ministre délégué chargé des transports, a annoncé, le 17 février, que des vols intérieurs charters devraient être autorisés dès avant cet été. Le ministre, qui cherche à libéraliser les transports aériens, avait déjà introduit à partir de l'été dernier une concurrence pour les vols en direction de DOM-TOM, auparavant monopole d'Air France. Les charters intérieurs constituent donc une deuxième étape de libéralisation.

En France, le système actuel est celui du monopole — une ligne, un transporteur — l'essentiel étant confié à Air Inter, le reste à des compagnies régionales. Pour les vols réguliers, ce principe n'est pas modifié. En revanche, M. Douffiagues introduit une concurrence par des vols irréguliers (charters) sur certaines lignes encore à définir et sous certaines conditions restrictives. De même que les charters DOM-TOM doivent respecter des contraintes (50 % de prix pour les enfants de moins de douze ans, par exemple),

les charters intérieurs devront respecter des règles qui sont à négocier.

L'ouverture à la concurrence reste donc progressive. En outre, certains tarifs d'Air Inter sont déjà assez bas (330 francs, voire 300 francs sur un aller Paris-Toulouse, par exemple), et les sociétés privées très nombreuses, comme Nouvelles Frontières — qui annonce des vols de Paris à Marseille, Nice et Toulouse 30 % moins chers — devront sans doute se limiter à quelques vols.

En tout cas, M. Eisein, président-directeur général d'Air Inter, qui nous avons joint le mercredi 18 février, s'avoue sceptique et « bien armé pour lutter contre cette nouvelle concurrence ».

Par ailleurs, M. Douffiagues a annoncé que la SNCF, propriétaire de 24,97 % du capital d'Air Inter, allait céder « tout ou partie » de cette participation. La SNCF est, en effet, concurrente d'Air Inter, et c'est « probablement une mauvaise chose », a indiqué le ministre, qu'elle en détienne des actions. Ce sera à la SNCF de négocier ces titres.

EN BREF

• GRANDE-BRETAGNE : augmentation de 2 % de la production manufacturière. — La production manufacturière britannique (hors énergie) a augmenté de 0,4 % en décembre 1986, portant sa progression durant le dernier trimestre à 1 % par rapport aux trois mois précédents et à 2 % par rapport au dernier trimestre 1985. Cette remontée n'a pas été suffisante pour rattraper le plafond de 1979 à la veille de la récession (quatre points au-dessus). Si l'on tient compte de l'énergie (indice global), la progression de 1986 a été amoindrie par les revers de la production de pétrole en mer du Nord. Déjà ralenti par la chute des cours de l'or noir, cette dernière a été affectée, en décembre, par la rupture d'un oléoduc. La production industrielle globale de la Grande-Bretagne s'inscrit ainsi en baisse de 0,6 % en décembre et termine l'année 1986

avec une hausse limitée à 1,5 % sur l'ensemble de 1986.

• RFA : lente remontée des prix industriels. — Pour la première fois depuis octobre 1985, les prix industriels ouest-allemands ont augmenté, en janvier, de 0,2 % par rapport à décembre 1986. En glissement annuel, les prix industriels sont restés inférieurs de 4,4 % à leur niveau de janvier 1986, mais cette baisse s'amenuise, elle était de 4,9 % en décembre. Durant le premier mois de 1987, les produits pétroliers sont ceux qui ont le plus augmenté (+ 13 %), avec le fuel lourd (+ 39 %), le bitume (+ 5,7 %) et l'essence (+ 4 %). En revanche, les prix ont baissé pour le gaz naturel (- 8,1 %), l'aluminium (- 3,9 %), le plomb (- 16 %) ou le papier-journal (- 2,5 %).

حکومت الاصل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

17 FEVRIER

Cours relevés

Règlement mensuel																			
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%		
1230	A.E. 10/17	1545	1540	1540	- 0.32	107	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	107	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%
1231	C.A.F. 193	4300	4300	4300	...	108	108	108	108	108	108	108	108	108	108	108	108	108	108
1232	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	109	109	109	109	109	109	109	109	109	109	109	109	109	109
1233	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110
1234	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111
1235	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	112	112	112	112	112	112	112	112	112	112	112	112	112	112
1236	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113
1237	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114
1238	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
1239	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	116	116	116	116	116	116	116	116	116	116	116	116	116	116
1240	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	117	117	117	117	117	117	117	117	117	117	117	117	117	117
1241	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	118	118	118	118	118	118	118	118	118	118	118	118	118	118
1242	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119
1243	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
1244	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	121	121	121	121	121	121	121	121	121	121	121	121	121	121
1245	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	122	122	122	122	122	122	122	122	122	122	122	122	122	122
1246	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	123	123	123	123	123	123	123	123	123	123	123	123	123	123
1247	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	124	124	124	124	124	124	124	124	124	124	124	124	124	124
1248	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
1249	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	126	126	126	126	126	126	126	126	126	126	126	126	126	126
1250	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	127	127	127	127	127	127	127	127	127	127	127	127	127	127
1251	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	128	128	128	128	128	128	128	128	128	128	128	128	128	128
1252	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	129	129	129	129	129	129	129	129	129	129	129	129	129	129
1253	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130
1254	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	131	131	131	131	131	131	131	131	131	131	131	131	131	131
1255	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132
1256	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133
1257	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	134	134	134	134	134	134	134	134	134	134	134	134	134	134
1258	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135
1259	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	136	136	136	136	136	136	136	136	136	136	136	136	136	136
1260	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137
1261	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138
1262	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139
1263	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140
1264	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	141	141	141	141	141	141	141	141	141	141	141	141	141	141
1265	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	142	142	142	142	142	142	142	142	142	142	142	142	142	142
1266	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	143	143	143	143	143	143	143	143	143	143	143	143	143	143
1267	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	144	144	144	144	144	144	144	144	144	144	144	144	144	144
1268	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	145	145	145	145	145	145	145	145	145	145	145	145	145	145
1269	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	146	146	146	146	146	146	146	146	146	146	146	146	146	146
1270	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	147	147	147	147	147	147	147	147	147	147	147	147	147	147
1271	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	148	148	148	148	148	148	148	148	148	148	148	148	148	148
1272	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	149	149	149	149	149	149	149	149	149	149	149	149	149	149
1273	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
1274	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	151	151	151	151	151	151	151	151	151	151	151	151	151	151
1275	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	152	152	152	152	152	152	152	152	152	152	152	152	152	152
1276	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	153	153	153	153	153	153	153	153	153	153	153	153	153	153
1277	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	154	154	154	154	154	154	154	154	154	154	154	154	154	154
1278	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	155	155	155	155	155	155	155	155	155	155	155	155	155	155
1279	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	156	156	156	156	156	156	156	156	156	156	156	156	156	156
1280	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	157	157	157	157	157	157	157	157	157	157	157	157	157	157
1281	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158
1282	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	159	159	159	159	159	159	159	159	159	159	159	159	159	159
1283	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	160	160	160	160	160	160	160	160	160	160	160	160	160	160
1284	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	161	161	161	161	161	161	161	161	161	161	161	161	161	161
1285	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	162	162	162	162	162	162	162	162	162	162	162	162	162	162
1286	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	163	163	163	163	163	163	163	163	163	163	163	163	163	163
1287	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	164	164	164	164	164	164	164	164	164	164	164	164	164	164
1288	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165	165
1289	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	166	166	166	166	166	166	166	166	166	166	166	166	166	166
1290	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167
1291	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168
1292	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	169	169	169	169	169	169	169	169	169	169	169	169	169	169
1293	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170
1294	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171
1295	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	172	172	172	172	172	172	172	172	172	172	172	172	172	172
1296	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	173	173	173	173	173	173	173	173	173	173	173	173	173	173
1297	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	174	174	174	174	174	174	174	174	174	174	174	174	174	174
1298	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	175	175	175	175	175	175	175	175	175	175	175	175	175	175
1299	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	176	176	176	176	176	176	176	176	176	176	176	176	176	176
1300	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177	177
1301	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...	178	178	178	178	178	178	178	178	178	178	178	178	178	178
1302	C.A.F. 193	1170	1170	1170	...														

Comptant (sélection)[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Attribution.		
Air Liquide	68 10
Casino
Crid. Foncier France	238
Pemont Risard
Total	6 40

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 17/2	COURS DES BILLETS	
			Achat	Vente
Etats-Unis (\$ 1)	8 042	6 034	5 900	8 350
ECU	1 689	1 610	---	---
Allemagne (100 M)	333 100	333 200	322	341
Belgique (100 F)	18 083	18 063	15 400	18 250
Pays Bas (100 f)	238	235	235	304
France (100 F)	96 270	96 250	94 500	97
Hongrie (100 H)	96 730	95 690	92	98
Cheque-Deutsch (F 1)	9 240	9 232	8 900	9 850
Grèce (100 drachmes)	4 100	4 100	3 700	4 600
Italie (100 lire)	4 881	4 880	4 600	5
Suède (100 E)	394	394 280	381 500	401 800
Canada (100 Can)	93 270	93 200	89	---
Australie (100 australian)	47 030	47 360	46 100	48 450
Espagne (100 pes.)	4 722	4 720	4 500	5
Portugal (100 esc)	4 288	4 280	3 700	4 700
Autriche (100 sch)	4 729	4 729	4 300	4 750
Japan (100 yen)	3 942	3 940	3 900	3 980

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	parité.	17/2.
Or fin (500 onces)	77800	77800
Or fin (100 onces)	77800	77800
Pâtes (brutes) (20 t)	516	514
Pâtes raffinées (10 t)	385	
Pâtes fines (20 t)	545	544
Pâtes fines (20 t)	571	570
Souverains	592	595
Pâtes de 20 onces	3050	3020
Pâtes de 10 dollars	1500	1460
Pâtes de 5 dollars	820	
Pâtes de 50 pence	3100	3100
Pâtes de 10 florins	480	488
Or Londres	387 20	388 96
Or Zurich	387 75	388 75
Or Hongkong	386 50	386 70
Argent Londres	5 46	5 46

هكذا من الاصل

سكنا من الاجل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Liban : violents combats entre milices à Beyrouth-Ouest. 4 Chine : coup de frein à la coopération avec l'Occident. 6 Quatre mois après la catastrophe en Colombie. 8 URSS : les ouvertures de M. Mikhaïl Gorbatchev.	9 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie. 10 Les communistes et l'environnement. — Point de vue, par André Rossinot : « La France décalée ».	11 Les retrouvailles entre les « mères d'Alger » et leurs enfants. 16 M. Georges Saffert et l'ONASEC au tribunal de Paris. — Soixante-trois prisonniers se sont donné la mort en 1986.	17 Cinéma : Maurice Pialat tourne « Sous le soleil de Satan ». 24 Communication. DÉBATS 2 Publicité et communication.	28 La Commission européenne incite les Douze à tenter un « pari financier ». 29 Philippines : la ministre des finances estime disposer d'une « solide base de crédibilité internationale ». 30-31 Marché financier.	Radio-télévision : 23 Annonces classées : 26-27 Carnet : 25 Météorologie : 25 Mors croisées : 25 Loto : 24 Suspense : 25 Programmes des spectacles : 20-23	● Nouvelle-Calédonie : bras de fer ? ● Les dossiers chers : « Irangate », Irak-Iran, télévisions, SIDA. ● Cinéma : les nouveaux films. Actualité, Immobilier, Média, Bourse, Télémarketing, Loto. 36.15 Tapez LEMONDE

GRANDE-BRETAGNE

L'expulsion - suspendue - d'un groupe de Tamouls relance le débat sur l'immigration

LONDRES
de notre correspondant

Le renforcement du contrôle de l'immigration en Grande-Bretagne est de nouveau contesté. Un arrêt suspensif rendu par un magistrat de la Haute Cour ainsi qu'une singulière manifestation des intéressés ont, au dernier moment, interrompu, mardi 17 février, la mesure de renforcement qui frappait cinquante-huit réfugiés tamouls de Sri-Lanka. Ceux-ci étaient arrivés quatre jours auparavant, via le Bangladesh, et avaient réclamé l'asile politique, mais le ministre de l'Intérieur avait décidé de les renvoyer, considérant, d'une part, qu'ils étaient démunis de tout document, d'autre part, qu'il n'est pas prouvé qu'ils soient exposés à des « persécutions » de retour dans leur pays. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et d'autres institutions internationales, tel le Conseil mondial des Églises, ont contesté cette opinion en rappelant l'état de guerre civile larvée qui règne à Sri-Lanka.

Mardi soir, à l'aéroport londonien de Heathrow, alors que certains avaient déjà été conduits de force dans l'avion, les autres membres du groupe, refusant de les suivre, ont

commencé à se dévêtir en plein milieu de l'aéroport. De leur côté, leurs camarades ont manifesté si bruyamment à l'intérieur de l'appareil que le pilote a annoncé qu'il n'assurait pas le vol. Au même instant, un organisme consultatif, chargé, selon la loi, de conseiller et d'assister juridiquement les demandeurs d'asile, obtenait, in extremis, gain de cause en justice avec une suspension de la mesure pour une semaine.

« Raciste »

A la Chambre des communes, de vives protestations ont été adressées au gouvernement, mais un secrétaire d'Etat au Home Office a déclaré : « Ce serait ouvrir une brèche désastreuse dans le contrôle de l'immigration si des groupes organisés étaient capables d'entrer dans le pays de la façon [illégitime] utilisée par ces Tamouls ».

En 1985, devant un premier et soudain afflux de réfugiés de cette communauté, le gouvernement britannique avait adopté des restrictions exceptionnelles en imposant aux ressortissants de Sri-Lanka, avant leur départ, l'obtention d'un visa. De ce fait, le flot s'était brusquement arrêté, mais il a repris récemment.

En octobre 1986, la même disposition avait brusquement été appliquée - contre l'avis du Foreign Office - aux citoyens de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh et devait l'être ensuite à ceux de deux pays africains, le Ghana et le Nigeria. Fortement critiquée en Grande-Bretagne, cette décision avait été considérée comme inadmissible par les États concernés, d'autant que ceux-ci étaient (à l'exception du Pakistan) membres du Commonwealth. A ce titre, leurs ressortissants avaient toujours été dispensés d'une telle formalité. La mesure avait entraîné de sérieuses complications diplomatiques et le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, n'avait pas hésité à la qualifier de « raciste ».

En Grande-Bretagne comme ailleurs, le débat sur l'action entreprise pour limiter l'immigration n'est pas prêt de s'achever. De nouvelles initiatives sont en préparation, comme l'introduction d'une analyse de sang pour établir indiscutablement la paternité, dans le cas des dizaines de milliers d'enfants candidats à l'installation en Grande-Bretagne, selon le principe de la réunion des familles.

FRANCIS CORNU.

● Union des athlètes : démission de M. Callavet. — M. Robert Faure, connu pour ses thèses visant à mettre en doute l'existence des chambres à gaz et du génocide des juifs, a adhéré au mois de novembre 1986 à l'Union des athlètes, principale organisation des athlètes de France. Cette adhésion a suscité la « stupeur et l'indignation » de M. Henri Cavallier, ancien sénateur du Lot-et-Garonne, qui a annoncé sa démission de l'Union des athlètes dont il était membre. Quant au président de cette association, M. Albert Beauchamp, il estime qu'il n'a pas à jouer « le rôle de directeur de conscience » et que son organisation, « la plus libre de la France », est ouverte à tous ceux qui acceptent les principes et les statuts.

ESPAGNE

Le ministre de l'éducation annonce un plan de réformes

Le ministre espagnol de l'éducation, M. Jose Maria Maravall, a présenté, mardi 17 février, un programme de réformes en dix-huit points. Recommandant la pertinence des principales revendications des lycéens et étudiants, le ministre a toutefois souligné qu'il s'agissait d'une « offre finale » et invité les étudiants à participer à l'amélioration du système éducatif.

Dès l'année prochaine, les lycéens, qui paient leurs quatre dernières années d'études, n'auront plus bourse à délier dans les établissements publics ; l'université sera gratuite pour les jeunes dont les parents ont de faibles revenus (cette mesure devrait concerner huit étudiants sur dix). Le ministre prévoit également une augmentation des crédits pour les écoles secondaires. La seule revendication sur laquelle M. Maravall demeure intransigeant est la question des examens d'entrée à l'université, qui seront maintenus afin « de ne pas porter un coup à la qualité de l'enseignement ». Interrogé sur les raisons de l'annonce tardive de ces réformes (au terme de deux semaines de mobilisation et de manifestations souvent violentes), le ministre a répondu : « Si vous voulez me faire admettre que nous avons agi en raison des manifestations, je le fais ».

Les deux principaux mouvements lycéens et étudiants qui appellent à la reprise des cours n'ont pas encore réagi à l'annonce de ces réformes. Mardi, seule l'université autonome de Barcelone connaissait quelque agitation après l'annonce de sa fermeture par le recteur, M. Ramon Pascual. — (AP, Reuter.)

La CIA a « commis une erreur » en n'informant pas le Congrès des ventes d'armes à l'Iran admet son nouveau directeur

Washington (AFP). — Le directeur désigné de la CIA, M. Robert Gates, a estimé, mardi 17 février, que l'agence de renseignement américaine avait commis plusieurs erreurs lors des ventes secrètes d'armes à l'Iran et a qualifié cette opération d'« activité que nous sommes tous déterminés à ne pas renouveler ». M. Gates, dont la nomination par le président Reagan doit être confirmée par le Sénat, était interrogé par les membres de la commission des affaires du renseignement du Sénat, auxquels il a promis de tenter de « rétablir la confiance mutuelle » mise à mal par le scandale iranien.

M. Gates, nommé au début du mois en remplacement de M. Casey, qui avait démissionné après une opé-

ration d'une tumeur au cerveau, a promis qu'il abandonnerait ses fonctions si la Maison Blanche lui demandait de cacher au Congrès l'existence d'une opération clandestine pour une durée supérieure à quelques jours.

Professionnel du renseignement, M. Gates était l'adjoint de M. Casey depuis l'an dernier. Agé de quarante-trois ans, il sera le plus jeune directeur des services de renseignement américains si le Sénat confirme sa désignation.

Cherchant visiblement à restaurer un climat de coopération avec le Congrès, M. Gates a reconnu que l'agence de renseignement n'avait pas été sans reproche dans les ventes d'armes à l'Iran. Il a ainsi déclaré que les agents de la CIA avaient « violé les règlements internes » de l'agence en arrangeant, en novembre 1985, un transport d'armes d'Iran vers l'Irak. « Nous n'avons pas assuré suffisamment de communications à l'intérieur (de la CIA) sur ce qui se déroulait », a-t-il dit. Nous aurions dû protester plus vigoureusement contre notre implication dans une opération dont les éléments significatifs nous étaient inconnus ».

Le directeur désigné a également estimé que la CIA avait « commis une erreur » en n'informant pas le Congrès, pendant dix mois, des ventes d'armes à l'Iran. « Je pense que cela a mené au point de rupture des relations de courtoisie » entre l'agence et le pouvoir législatif.

M. Gates a souligné qu'il n'avait lui-même qu'une connaissance peu approfondie de l'initiative envers l'Iran, notamment du fait de la « division informelle du travail » au sein de la CIA. M. Casey assumant la responsabilité des questions iraniennes et d'Amérique centrale.

Le SIDA au Royaume-Uni : pas de test aux frontières

Le ministre britannique de l'Intérieur recueille les informations qui ont été diffusées hier (le Monde du 18 février) et selon lesquelles l'entrée du territoire anglais serait interdite à toute personne atteinte de SIDA ou porteuse du virus (test positif).

Il n'est pas question, indiquent les autorités britanniques, d'exiger un test aux frontières ou d'en pratiquer un. Plus simplement, le SIDA va figurer sur la liste des maladies contagieuses à déclaration obligatoire qu'utilisent les services des douanes britanniques. L'accès du territoire britannique sera donc interdit aux malades déclarés comme atteints du SIDA.

La suggestion d'un test obligatoire aux frontières pour les personnes venant de pays hautement contaminés (Afrique) avait déjà été soumise au Parlement britannique qui l'avait rejetée il y a trois mois. Ce dérapage est d'ailleurs techniquement irréalisable, sauf à installer en Angleterre de vastes camps de quarantaine où les touristes seraient hébergés et examinés en attendant les résultats des tests.

Dr. EL.

(Publicité)

Cheveux : enfin un espoir de repousse :

Il semblerait évident que les molécules de Trichopéptide Cx10 rétablissent par un pont soufre réversible le processus de repousse des poils, dans les zones dégarnies, après un traitement de 3 mois. Ni toxicité, ni allergie. Écrivez donc 380 F pour retrouver vos cheveux, c'est le prix de 3 flacons. (Il suffit d'un flacon par mois) ou traitement choc en variant chez Elan, 19, rue de Parthenay, 75008 Paris, 47.42.01.70. (+ 20 F par correspondance).

A B C D E F G

Sur le vif

La valse des étiquettes

Qu'est-ce qu'il faut, les copains au journal, on peut savoir ? Pour tout faire soi-même, ici. Non, c'est vrai, ce matin, je dégringole au service économique et je fais intrusion dans le bureau de mon ami Jessé. Elle, son truc, c'est la défense du consommateur. Elle tape son papier, le téléphone coïncide sous le menton. Je pose une boîte de thon sur sa machine et je lui balance :

— Tiens, au lieu d'écrire des conneries, tu ferais mieux de regarder ça.
— Quoi, ça ?
— Ben ça, là, l'étiquette. Elle a valu, 90 centimes de plus que la semaine dernière.

— Et alors ?
— Comment, et alors ? Fais quelques choses, c'est dégueulasse !

— Qu'est-ce que tu veux que je fasse ? Je vais pas partir en campagne, ardo-boutée sur une boîte de thon. T'es pas d'autre exemple ? Bon, ben, fais ta petite enquête et on en reparlera.
— Et puis quoi encore ? C'est ton job, non ? T'es qu'à téléphoner, toi, chez les commerçants, tu venas bien.

— Avec cinq mille références par supermarché et pas toujours

les mêmes, avec la liberté des prix, comment veux-tu que je surveille les hausses ? C'est le boulot de l'INSEE, ça !

Bon, très bien, puisque c'est comme ça, je ramène dans mon cablot et j'appelle ma belle-sœur :

— Ça a tellement augmenté, les prix, tu trouves pas ?

— Tais-toi ! Le demi-litre d'huile d'olive, je l'ai payé 75 F au lieu de 60 F.

— Dis donc, tu te sers toujours aux Caprices de Pissy ?

Parce que je me demande, tu sais, pour mon diner du 23, au lieu d'aller chez Fauchon, je pourrais tout prendre là, non ?

— Absolument ! Qu'est-ce que tu vas aller t'emmerder à courir jusqu'à la Madeleine pour une différence de quatre sous... Il est fou, ton Ballemaud, avec son histoire de faire jouer la concurrence. On est assez débordés comme ça ! Tiens, à propos, si tu passes chez Yves, sois un chat, essaie de déplacer mon balayage. Je peux pas y aller demain matin. Parait qu'il y a des soldes chez Carlini, tu trouves pas ?

— Avec cinq mille références par supermarché et pas toujours

les mêmes, avec la liberté des prix, comment veux-tu que je surveille les hausses ? C'est le boulot de l'INSEE, ça !

CLAUDE SARRAUTE.

Mort du compositeur soviétique Dmitri Kabalevski

Dmitri Kabalevski, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-trois ans, était un des plus célèbres compositeurs soviétiques, mais son œuvre n'a guère été jouée en Occident.

Né à Saint-Petersbourg le 30 décembre 1904, dans une famille d'origine modeste, il entra tardivement au conservatoire de Moscou, où il étudia en particulier le piano et la composition avec Mjaskovski. Musicien assez traditionnel, il a composé cinq opéras (dont *Colar Breugnot*, d'après *Romains Roland*), quatre symphonies, dont la troisième, avec chœurs, est un *Requiem à la mémoire de Léline*, et de nombreuses œuvres dans tous les genres.

Professeur au conservatoire de Moscou, il a écrit spécialement pour la jeunesse une quantité de pièces pour piano, des chansons et trois concertos.

Il fut critiqué, comme tous les grands compositeurs, lors du manifeste de Iévanov en 1948. Mais il était fortièrement un conservateur et son style ne présente guère d'aspérités, sa musique, pleine d'aisance, claire et lyrique, célèbre un univers sans drames intérieurs. C'est le prototype du musicien soviétique docile, confiant dans « les lendemains qui chantent ».

J. L.

Décès du journaliste Victor Vramant

Victor Vramant, le correspondant d'Antenne 2 à Rome, est mort dans la nuit de lundi 16 à mardi 17 février d'une crise cardiaque. Il était né en 1935 à Paris. Fils d'émigrés russes, il avait commencé sa carrière au « Figaro » avant d'entrer à l'ORTF, dont il avait été le correspondant à Moscou de 1968 à 1973. C'est à cette dernière date qu'il s'était installé à Rome. Il était marié et père de deux enfants.

Ceux qui l'ont connu garderont le souvenir de sa rigueur, de sa gentillesse, de son humour et de la conscience professionnelle dont il faisait preuve dans l'exercice de son métier.

MARSEILLE Ville au futur

Le Monde publiera demain (numéro daté 20 février) un supplément de douze pages consacré à l'avenir et aux projets de Marseille.

Selon un sondage SOFRES « Marie-Claire »

L'argent ne fait (toujours) pas le bonheur

Selon un sondage effectué du 6 au 12 novembre par la SOFRES sur un échantillon représentatif de mille personnes et publié par le mensuel Marie-Claire, 80 % des Français pensent que, « tout compte fait », les gens très riches sont « en plus ni moins heureux » que les autres. Il se trouve même 17 % de personnes interrogées pour estimer que les très riches sont « moins heureux » que les autres. Le sondage ne précise pas si ces débâcles fortunées ont été des Français les plus fortunés.

Pas très étonnant, les riches ne sont pas non plus très satisfaits. 42 % des Français les caractérisent en premier par le qualificatif d'« égoïstes » ; puis en second par celui de « méprisants » (25 %) et d'« avares » (23 %). Seulement 19 % les trouvent « studieux » et 14 % « intelligents ».

Les militants communistes sont en proportion les plus nombreux à souhaiter devenir très riches (48 %), ce qui fait aussi apparaître, à l'inverse, que 52 % d'entre eux n'ont pas une fascination considérable pour la richesse. Enfin, indication qui ne manque pas d'intérêt, un Français sur cinq pense que « le seul de la mensural » à hauteur d'un revenu mensuel de 15 000 à 30 000 francs. Mais, pour la moitié des cadres supérieurs, c'est à 200 000 francs par mois que passe la frontière.

Le numéro du « Monde » daté 18 février 1987 a été tiré à 461 315 exemplaires.

Vous qui avez un Apple II*

Nous le reprenons 4151 F sur l'achat d'un nouveau Apple IIcs. Avant la date limite. Appelez-nous vite pour le retenir.

* Offre valable pour les Apple II, II+ et IIe achetés avant le 31.12.86.

L'informatique douce

14, rue Magellan, 75008 Paris • Tél. (1) 47 23 72 22 • Téléc. 611 96 9 F

Ouvert du lundi au vendredi de 9h à 19h. Exceptionnellement samedi 21 fév. de 10h à 18h.

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER

LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o. SCSI compatible 26.900 F HT 31.900 F TTC

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

28, rue du Renard Paris 3 • 42.72.26.26 64, av. du Prado Marseille 6 • 91.37.25.00